

UNIVERSITÉ DE CLERMONT

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Les nouvelles orientations
du
droit de l'adoption

Tome 2

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

devant la Faculté de Droit

par

Solange BETANT-ROBET

1970

UNIVERSITÉ DE CLERMONT

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Les nouvelles orientations
du
droit de l'adoption

Tome 2

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue
devant la Faculté de Droit
par

Solange BETANT-ROBET

1970

FACULTÉ DE DROIT ET DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Les nouvelles orientations

droit de l'adoption



THÈSE POUR DOCTORAT

par M. J. J. VAN DER WOUDE

présentée à la Faculté de Droit

le 14

1964 - ÉTAT ROYAL

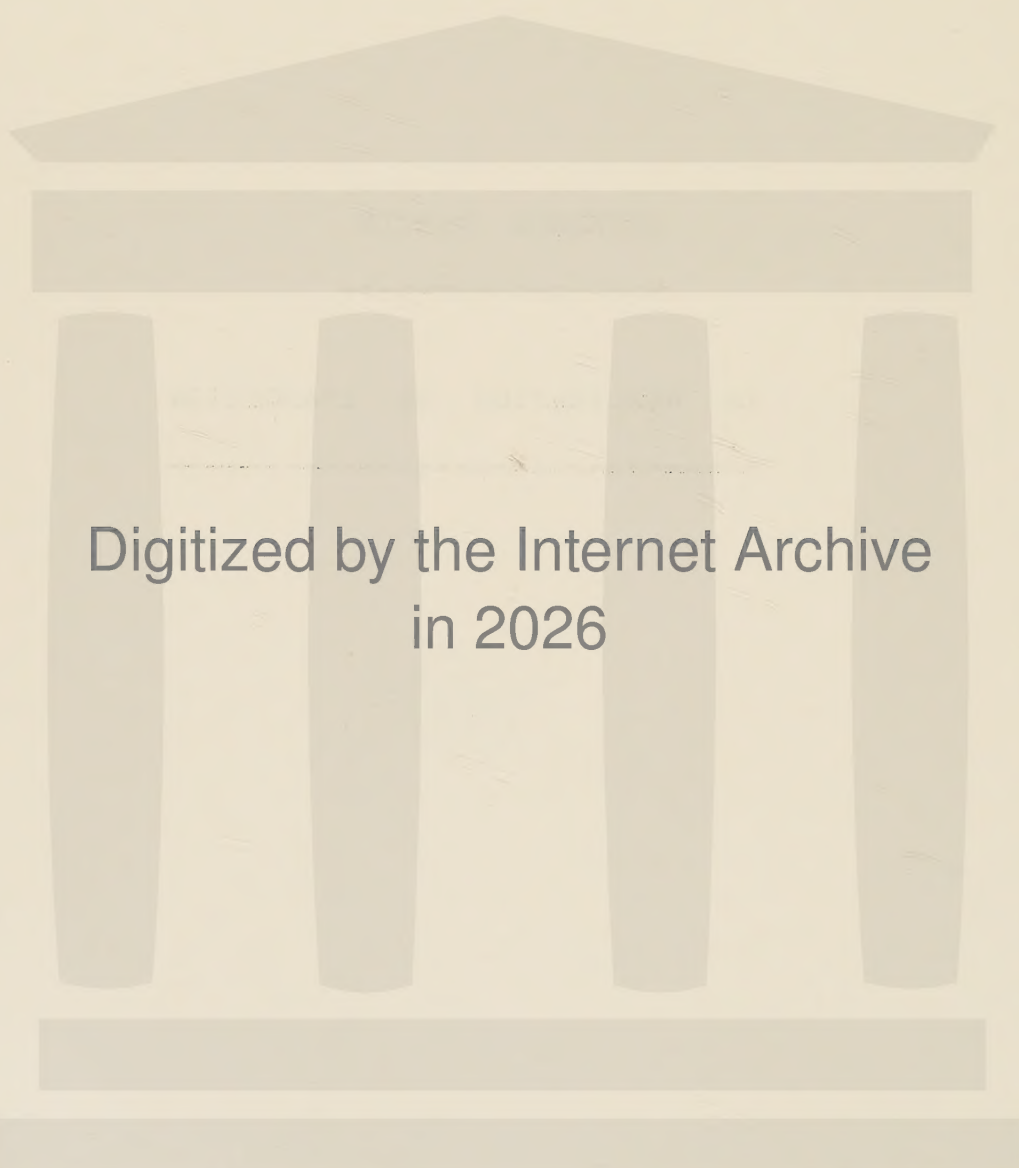
1011

DEUXIEME PARTIE

=====

LA REALISATION DE L'ADOPTION





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548607_0010

206. - L'adoption plénière au service de l'enfance abandonnée ne peut se concevoir que dans un climat de paix et de stabilité. Une réclamation faite par la famille par le sang (même si elle n'aboutit pas) suffit à traumatiser l'enfant, au point de compromettre gravement le succès de l'adoption, et à travers l'angoisse d'une seule famille adoptive, atteint toutes les autres, au risque d'entraver le développement même de l'institution.

Le législateur doit donc s'efforcer de supprimer les causes de conflit en multipliant les précautions avant tout recueil d'enfant, mais une fois l'enfant recueilli, la greffe effective réalisée, il doit assurer à la famille de recueil son entière protection.

Pour y parvenir, le législateur a, en 1966, décomposé le processus de l'adoption en deux étapes :

- le placement en vue d'adoption, qui, réalisé dans les conditions prévues par la loi, devient selon l'expression de M. le Doyen Carbonnier "une pré-adoption" (1) ; il rend irrecevable la réclamation de l'enfant par la famille d'origine

- le jugement d'adoption, phase proprement judiciaire ; une fois celui-ci rendu, et sauf le cas de fraude ou de dol de l'adoptant, aucun recours ne sera recevable. La tranquillité juridique de l'adoptant paraît complète.

Afin de parachever son oeuvre, il a identifié l'enfant adoptif à un enfant légitime ; il lui en a donné les mêmes droits et les mêmes devoirs ; il semble être allé aussi loin qu'il est possible dans la voie de l'assimilation.

1 - Droit Civil Tome I éd. 1967 n° 186 p. 574.

TITRE I

RECHERCHE D'UN EQUILIBRE ENTRE LES DROITS DU SANG ET LES DROITS DE LA FAMILLE DE RECUEIL

207. - Cette recherche est dominée par l'intérêt de l'enfant, dont la place normale est dans sa famille par le sang mais qui, d'autre part, ne doit pas voir sa situation remise en question, s'il a trouvé dans une famille de remplacement, les conditions nécessaires à son épanouissement. Un choix s'impose : faut-il préférer la famille par le sang qui a donné la vie, mais ensuite ne s'est pas préoccupée de la conserver, ou la famille d'élection, qui a accueilli l'enfant ?

En droit français, les droits du sang sont imprescriptibles et supérieurs à tous les autres, mais ils ne sont pas absolus et trouvent leur justification dans leur finalité même. La cellule familiale n'a toute sa valeur que dans la mesure où elle remplit son rôle, et l'époque où les droits des parents étaient absolus et presqu'incontrôlés est révolue. L'autorité paren-

tale est devenue une protection due à l'enfant (2) ; si celle-ci lui fait défaut, la société intervient de plus en plus dans la vie de la famille (3).

Le législateur de l'adoption a été mû par les mêmes principes, il entoure la famille par le sang de sa sollicitude, il admet qu'elle soit quelque peu déficiente, il lui donne même la possibilité de se ressaisir, et lui accorde des délais pour le faire ; mais une fois ceux-ci écoulés, l'enfant étant déclaré disponible pour l'adoption et recueilli dans une nouvelle famille, sa protection s'exerce dans une autre direction et, sauf hypothèses exceptionnelles, tout recours de la famille d'origine deviendra irrecevable.

La frontière normale et logique du partage des droits de chaque famille s'est déplacée. Ne reconnaître aux parents de recueil un droit juridiquement protégé qu'au jour de la réalisation de l'adoption ne correspondait plus aux nécessités vitales d'un enfant, telles que les spécialistes les ont définies (4) ; en outre ce pouvait être une source de disputes entre la famille qui considérait déjà l'enfant comme sien et celle qui estimait avoir encore des droits sur lui (même si elle avait oublié ses devoirs).

Dans l'esprit nouveau de l'institution, il devenait obligatoire de protéger la situation acquise par le recueil. Le placement de l'enfant, quand il a lieu dans les conditions de la loi, entraîne dorénavant des effets juridiques irréversibles. La famille adoptive reçoit, dès le jour de l'entrée de l'enfant à son foyer,

2 - art. 203 et 213 du C.C.

3 - art. 375 et s. ; Ord. du 23 déc. 1958 par exemple.

4 - supra Ière P. (n° 129 entre autres).

l'assurance qu'il ne lui sera pas retiré. Le fait juridique précède ainsi l'acte juridique (5).

La loi du 11 juillet 1966 réalise une transaction entre forces opposées, mais orientée vers la solidité du lien.

Elle ne peut ignorer (6) les découvertes médicales et psychologiques récentes (7), qui soulignent l'importance, pour le développement affectif et psychique d'un individu, des relations qu'il établit, dès les premiers jours de son existence, avec une femme toujours la même, ni le drame des enfants ballotés de crèches en nourrices, ni l'intérêt de l'enfant d'être élevé dans un foyer, qui lui donne affection et stabilité.

De la confrontation de points de vue différents, celui des juristes, soucieux de garantir les droits des parents par le sang et de ne permettre à d'autres droits de se manifester, tant que ceux-ci ne sont pas juridiquement éteints, et celui des spécialistes de l'enfance et des partisans de l'adoption, pour lesquels, celle-ci, tôt réalisée, est la meilleure solution au problème de l'enfance malheureuse, est née une réglementation, à la fois stricte d'une part dans ses conditions considérées comme autant de garanties pour les parents d'origine et favorable d'autre part à la famille de recueil, puisqu'elle fait produire à "la greffe affective", (réalisée dans l'hypothèse prévue par la loi : placement en vue d'adoption) des effets presque aussi complets qu'au jugement d'adoption.

5 - Cette tendance du droit moderne de faire sortir des effets juridiques à une situation de pur fait se retrouve d'ailleurs dans bien d'autres domaines.

6 - exemple remarquable de la "servitude" de la règle de droit.

7 - Colloque de Monaco consacré aux "premiers jours de la vie", "Le Monde" du 21 avril 1969, spécialement intervention du Professeur Didier-Jacques Ducher.

CHAPITRE I

LES GARANTIES A LA FAMILLE PAR LE SANG

208. - Le législateur a prévu un éventail de mesures destinées à protéger les parents contre eux mêmes et contre les adoptants éventuels ; elles correspondent à deux séries de situations ; enfin il a décidé que la délégation de l'autorité parentale n'emporterait en aucun cas, le droit de consentir à l'adoption.

L'adoptabilité de l'enfant découle d'un acte de volonté des parents : consentement à l'adoption ou simplement abandon formel. Pour que cet acte ait une valeur réelle et définitive dans l'esprit de ses auteurs et ainsi soit exclusif de repentirs tardifs, source de conflits, il faut que ceux qui l'ont donné aient une conscience exacte de ses conséquences, qu'ils aient mûrement réfléchi avant de prendre leur décision, ou du moins avant que cette décision ne devienne définitive ; d'où deux

séries de garanties : information obligatoire, délai de réflexion ou de rétractation. Ce sera l'objet de la Section I.

Mais les parents, tout en se désintéressant de leurs enfants, peuvent n'avoir pas exprimé leurs intentions, d'une façon positive ou même s'opposer à l'adoption. L'intérêt supérieur de l'enfant et l'intérêt bien compris de la collectivité exigent qu'une solution humaine soit trouvée.

L'autorité judiciaire a reçu mission de se substituer en quelque sorte aux parents, même en dehors de toute décision de déchéance de l'autorité parentale. Le tribunal de grande instance peut rendre l'enfant disponible pour une adoption, en le déclarant abandonné, ou bien, ce qui paraît plus grave à certains, peut décider de passer outre à l'opposition des parents, en déclarant "abusif" leur refus de consentir à l'adoption de leur enfant.

Les garanties données à la famille par le sang résident ici dans l'intervention même du tribunal, gardien traditionnel des libertés individuelles et familiales. L'étude en sera faite dans une Section II.

209. - Mais auparavant, il faut noter que le législateur n'a pas voulu que les parents risquent d'être dépouillés de leur enfant, par le biais d'une procédure de délégation volontaire ou forcée de l'autorité parentale, diligentée en application de la loi du 27 juillet 1889 (art. 376 à 381 nouveau du Code civil).

En effet, cette procédure entraînait la perte de tous les droits des parents, y compris par conséquent celui de consentir à l'adoption. Tant que la législation française ne prévoyait pas la possibilité de couper

totalement un enfant de sa famille d'origine (8), simplement avec le consentement de celle-ci, la délégation de l'autorité parentale n'avait à ce point de vue que des effets théoriques.

En revanche, dès lors que l'adoption suppose soit un consentement des parents, soit un jugement déclaratif d'abandon, soit une immatriculation comme pupille, une harmonisation de la loi de 1889 avec l'article 347 nouveau s'imposait.

Pour ce faire, le législateur a détaché le droit de consentir à l'adoption de toute délégation volontaire ou forcée de l'autorité parentale. En faisant une sorte de prérogative autonome, il a énoncé ce principe : "le droit de consentir à l'adoption ne peut être délégué" et il l'a inséré par deux fois dans le titre II de la loi du 27 juillet 1889 (9). En outre, la loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale l'a repris dans l'article 377-3.

Dans l'article 17 de la loi de 1889 (devenu l'article 377 du Code civil), il vise spécialement la délégation faite sur requête conjointe, au cas de recueil de l'enfant avec l'accord de ses père, mère ou tuteur, autorisé par le conseil de famille ; alors que dans l'article 20 (devenu l'article 377-1 du Code civil), il vise les cas de délégation prononcée par le tribunal, à la suite du recueil d'un enfant, sans l'intervention de ses responsables légaux.

8 - Seule l'adoption simple pouvait résulter d'un consentement parental, (mais ses effets étaient beaucoup moins graves et son emploi beaucoup plus limité).

9 - Loi du 11 juillet 1966, art. 3 "la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés est ainsi modifiée ou complétée...."

Cette restriction se justifie, d'une part, par les conséquences graves et irréversibles du consentement et, d'autre part, par l'existence de la déclaration judiciaire d'abandon, qui devient le préalable à l'adoption d'un enfant, toutes les fois que ses parents n'ont pas exprimé leur volonté formelle d'abandon (10). Il s'agit là d'une garantie nouvelle et non négligeable.

210. - Toutefois, il a été prévu des mesures provisoires (11), afin de régler le sort des enfants immatriculés pupilles de l'Etat ou recueillis par une oeuvre ou un particulier, mais non encore adoptés, à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 11 juillet 1966, soit le 1er novembre 1966. L'article 8 est ainsi rédigé "la "délégation totale de puissance paternelle, prononcée en "application de l'article 17, alinéa 1er de la loi du "24 juillet 1889, est assimilé au consentement à l'adoption prévu à l'article 348-3 nouveau du Code civil, et "la délégation totale des droits de puissance paternelle "faite en vertu de l'article 17, alinéa 3, à la déclaration d'abandon de l'article 350". Sauf des différences de terminologie, dûes à la loi sur l'autorité parentale, ce texte est toujours en vigueur.

10 - Cette restriction ne s'applique pas aux enfants, dont les parents ont été déchus de la puissance paternelle, en vertu du titre I de la loi du 24 juill. 1889 et dont la tutelle a été confiée à l'aide sociale : pouvant être immatriculés "de facto", (art. 50 6° du Code de la Fam. et A.S.), ils deviennent par là adoptables, sans l'intervention de leurs parents. Supra Ière P. n° 96.

11 - Ces mesures ne présentent qu'un intérêt limité dans le temps.

SECTION I

LES GARANTIES ENTOURANT LE CONSENTEMENT

211. - Le consentement des parents à l'adoption plénière de leur enfant est une innovation de la loi du 11 juillet 1966. Il est une condition essentielle de l'adoption. L'enfant pour lequel les parents ont consenti peut être considéré comme abandonné, et à ce titre, il devient adoptable.

Il s'agit d'un acte très grave entraînant la rupture complète et définitive de l'enfant avec sa famille d'origine ; aussi le législateur le soumet à des conditions strictes (12) et l'entoure de garanties : garantie préalable d'information et délai de réflexion a posteriori.

§ 1 - LEUR CHAMP D'APPLICATION

Légalement, seuls les parents légitimes et les parents qui ont reconnu peuvent consentir à l'adop-

12 - Cf. Ière P. n° 40 et s.

tion (13) ; toutefois, ils ne jouissent pas seuls des garanties accordées par la loi. Comment admettre, en effet, qu'elles ne s'appliquent pas aussi aux parents de l'enfant non reconnu qui l'abandonnent formellement, en sachant que leur acte servira de point de départ à un placement en vue d'adoption ? Certes leur consentement n'a pas la même valeur juridique mais il entraîne le même effet dans les rapports parents-enfant (14). Le souci du législateur a été d'éviter contestations et conflits, il ne peut ignorer la paternité ou la maternité de fait, et il se doit de l'entourer de sa protection.

1°) Le consentement à l'adoption

212. - Tout enfant dont la filiation est établie peut devenir adoptable plénièrement par le seul consentement de ses parents ou même d'un seul, si l'autre est décédé, dans l'impossibilité de manifester sa volonté ou déchu des droits de l'autorité parentale, ou s'il n'a pas reconnu l'enfant (15).

Cette disposition est entièrement nouvelle. En effet, sous l'empire de la législation antérieure, les parents pouvaient seulement consentir à une adoption (simple) et à personne dénommée, la légitimation adoptive était en dehors de toute tractation. Cette différence de régime s'expliquait par la nature de l'adoption, dans laquelle l'aspect contractuel, bien qu'atténué par la loi

13 - Dans les autres hypothèses, ce droit appartient au conseil de famille de l'enfant.

14 - c'est pour cette raison et aussi parce que les parents (la mère surtout) peuvent toujours reconnaître leur enfant pendant le délai de rétractation, que les services d'aide sociale de Paris font signer le même formulaire dans les deux cas. Cf. annexe.V.

15 - par application des art. 348 et suivants du C.C.

de 1958, prédominait : deux familles s'unissant pour le plus grand bonheur d'un enfant, celle du sang acceptant le partage en fonction des avantages moraux ou matériels que l'enfant en retirerait. L'opération reposait et repose encore sur des liens de famille ou d'affection préexistants et il n'est pas question, dans ce cas, de fonder une famille en détachant un enfant de sa famille d'origine (16).

La loi du 11 juillet 1966 permet aux parents par le sang de consentir à l'adoption simple ou à l'adoption plénière de leur enfant mineur, soit au profit de telle personne ou tel couple nommément désigné dans l'acte, soit en laissant le soin de ce choix à l'Aide sociale ou à l'oeuvre qui recueille l'enfant.

Cette procédure tend à permettre le placement rapide d'un mineur chaque fois que ses parents n'ont, à l'évidence, aucune intention de s'en charger. Elle ne paraît pas plus critiquable, a priori, que celle qui aboutit à un abandon judiciaire, après délaissement progressif. Dans les deux cas, les parents ont manqué à leurs devoirs essentiels, dans le premier, ils ont pris conscience eux-mêmes de l'impossibilité où ils étaient de les remplir et ils ont voulu que leur enfant soit tout de suite réinséré dans un foyer, dans le second, refusant de prendre eux-mêmes une décision, ils ont laissé à la société le soin de décider pour eux.

16 - l'adoption avec rupture des liens était bien soumise à la même réglementation, mais en fait elle ne représentait qu'un palliatif, employé par ceux qui ne remplissaient pas les conditions de la légitimation adoptive. Ses effets étaient moins complets, elle ne consacrait que des liens personnels entre adoptant et adopté, et ne faisait pas entrer l'enfant dans la famille de l'adoptant.

Cependant, comme l'a fait remarquer M. le Doyen Carbonnier, cela revient à "poser en thèse que tout "enfant même légitime, même vivant au foyer de ses père et "mère, a vocation à être donné en adoption. Ce postulat "est que les liens de famille sont amovibles par abdica- "tion et transfert, ce qui contredit au principe que l'état " des personnes n'est pas aliénable" (17).

Cette possibilité exorbitante du droit commun se justifie par l'intérêt de l'enfant, dont la situation juridique très nette permettra un placement plus rapide, donc une meilleure insertion familiale ; elle répond au désir des adoptants de recueillir un enfant très jeune, (au moins s'il s'agit d'un abandon à la naissance), enfin, les auteurs de la loi ont pensé que cette formule supprimerait tout risque de conflit entre les familles ; cela est vrai, mais dans la mesure où le consentement est réel et durable.

Toutefois, elle présente des risques certains, ne peut-on y voir "une sorte d'invitation implicite à se dépouiller de l'enfant" donnée par le législateur aux parents du sang (18), un procédé commode d'abandon, qui laisse la conscience en repos ? ne peut-on craindre qu'elle ne provoque de la part des adoptants ou des organismes d'adoption des pressions morales ou même des marchandages et des offres aboutissant à créer un véritable marché noir des enfants ?

17 - Traité, Tome I, éd. 1967, p. 571 n° 185.

18 - R. Savatier Sauv. de l'Enf. janv. 1967 op. cit. p. 8.

Le consentement est en principe recevable quelque soit l'âge de l'enfant (19). En réalité, il ne présente d'intérêt que si celui-ci est assez jeune pour bénéficier d'une adoption, à moins, bien entendu, qu'il n'ait été recueilli depuis longtemps par une famille et que l'adoption envisagée n'ait pour but que de traduire juridiquement un état de fait. Cependant, s'il accompagne la remise d'un mineur à l'Aide sociale, il présente un intérêt propre, celui de permettre l'immatriculation (après le délai de rétractation de 3 mois), en vertu de l'article 50, 2° du Code de la famille (20).

Deux modalités sont possibles : consentement à personne dénommée ou "en blanc". S'agissant d'adoption plénière, les spécialistes préfèrent la deuxième, et en tous cas, c'est la seule admise par l'Aide sociale à l'Enfance. La règle du secret s'oppose, en effet, à ce que les parents par le sang connaissent l'identité de l'adoptant éventuel. Le secret du recueil est indispensable à la réussite de l'adoption, il donne à la famille adoptante la sécurité morale et la met à l'abri des chantages possibles, il défend les parents par le sang contre eux-mêmes, en les persuadant de l'irréversibilité de leur démarche.

Cette forme de consentement se justifie amplement par les nécessités de l'institution, on la retrouve en République Fédérale Allemande, où elle est expressément prévue par le Code de la famille, en Suisse,

19 - par application de l'art. 345, il ne peut déboucher sur une adoption plénière que si l'enfant est âgé de moins de 15 ans et a été accueilli au foyer du ou des adoptants depuis plus de 6 mois.

20 - supra 1ère P. n° 92.

où elle est pratiquée couramment, mais condamnée par le tribunal Fédéral (21) ; elle suppose un contrôle strict sur les intermédiaires d'adoption.

2°) L'abandon formel par les parents

213. - Cette forme d'abandon était déjà admise avant la loi de 1966 pour tous les enfants, que leur filiation soit établie ou non ; elle n'a pas été supprimée, mais semble devoir être surtout utilisée, au moment de la remise d'un enfant à l'Aide sociale à l'Enfance, ou à une oeuvre d'adoption autorisée, par les parents, qui n'ayant pas reconnu, ne peuvent consentir à l'adoption.

Les effets pratiques de l'abandon formel peuvent ils être assimilés à ceux du consentement à l'adoption ? Il semble que oui, mais avec une réserve, en ce sens que l'acte d'abandon signé par les parents ne vaut pas consentement à l'adoption. En effet, d'après les dispositions de l'article 348-2, alinéa 2 du Code civil, lorsque la filiation d'un enfant n'est pas établie, le consentement à l'adoption doit être donné par le conseil de famille, après avis de la personne qui, en fait, prend soin de l'enfant.

Si l'enfant a été abandonné à l'Aide sociale, c'est le conseil de famille des pupilles qui autorisera l'adoption ; en effet, par application de l'article 50 1° ou 2°, l'enfant sera immatriculé pupille de l'Etat, après l'expiration du délai de rétractation de 3 mois.

Si l'enfant a été recueilli par une oeuvre d'adoption, celle-ci provoquera la réunion d'un conseil

de famille, qui sera présidé par le juge des tutelles du domicile de l'oeuvre et aura pour mission de consentir à l'adoption. La composition de ce conseil de famille peut prêter à certaines critiques, car le plus souvent, il sera formé en majeure partie des membres de l'oeuvre, donc de personnes ayant participé au choix des futurs adoptants ; mais leur compétence et leur intégrité ne peuvent être mises en doute et la présence du juge des tutelles assure le contrôle nécessaire.

Ainsi consentement à l'adoption et abandon express entraînent en fin de compte les mêmes conséquences, seule une différence dans la mise en oeuvre formelle de l'adoption les sépare. Il est donc normal que les mêmes garanties leur soient applicables. En outre, l'un et l'autre n'ont de sens que s'ils s'accompagnent de la remise effective d'un enfant, et cette remise elle-même est soumise à un contrôle dans les deux hypothèses.

3°) La remise en vue d'adoption

214. - Cette remise est un simple fait matériel, mais d'importance, puisqu'il confirme la volonté d'abandon des parents et a pour effet de transplanter un enfant en dehors de son milieu familial.

Elle peut être concomittante au consentement, ainsi en sera-t-il dans le cas où le consentement est signé par la mère naturelle, en présence de la préposée aux abandons de l'Aide sociale, mais elle peut aussi en être détachée et avoir été effectuée avant, sans intention définitive d'abandon à l'origine, abandon à l'Aide sociale, mais aussi prise en charge par un voisin, un ami, des parents ; l'hypothèse inverse, paraît assez peu concevable, à moins, par exemple, que l'enfant ne soit chez une

nourrice éloignée et que la mère, reculant devant le déplacement, à effectuer, ne laisse le soin d'aller le chercher à l'intermédiaire.

Deux hypothèses peuvent se présenter :

- remise directe de l'enfant au futur adoptant

Si le consentement est donné à personne dénommée et que l'enfant soit âgé de plus de 2 ans, l'intervention d'un intermédiaire est inutile et la remise de l'enfant se fera directement ; en fait, le plus souvent elle aura précédé la formalité (22).

Aucun contrôle particulier n'a été prévu par le législateur et c'est dommage. Les formalités de l'article 19 du titre II de la loi du 24 juillet 1889 ne s'imposent pas (23), puisqu'à l'évidence, l'enfant n'est pas recueilli "sans l'intervention de ses parents". L'on peut regretter que le législateur, en autorisant le consentement à personne dénommée, n'est pas prévu en même temps une formalité spéciale destinée à informer l'Aide sociale du recueil et à lui permettre d'exercer une surveillance (24). En effet, le contrôle judiciaire n'a lieu qu'a posteriori, lors de la procédure d'adoption et à un moment où "la greffe affective" étant déjà réalisée, la situation sera presque irréversible.

- remise de l'enfant à un intermédiaire agréé

Si le consentement est donné en blanc, la remise directe ne se conçoit pas ; si le consentement

22 - infra voir les difficultés de preuve n° 252.

23 - art. 377-1 du Code civil

24 - le notaire qui reçoit le consentement pourrait être tenu d'en informer le juge des tutelles du ressort, ou pourquoi pas, le juge des enfants qui est le mieux placé pour assurer cette protection, et qui dispose de services spécialisés.

est donné à personne dénommée, mais que l'enfant ait moins de deux ans, elle est interdite, car l'opération suppose l'intervention de l'Aide sociale ou d'une oeuvre d'adoption ; l'enfant est pris en charge par celle-ci pendant la durée du délai de rétractation et même plus longtemps, si son état nécessite des soins, une mise en observation ; en outre le choix des adoptants lui incombe.

Les fonctionnaires de l'Aide sociale et les membres des oeuvres autorisées ont de lourdes responsabilités, tant vis à vis des parents par le sang, de la mère surtout, qu'il faut réconforter et conseiller, que vis à vis des enfants qui leur sont confiés et des candidats adoptants. Leur rôle est capital ; de leurs décisions dépendent le bonheur ou le malheur des enfants dont ils ont la charge et des foyers qui se sont adressés à eux.

Leur rôle se justifie par la confiance accordée par le législateur à un service public et à des organismes spécialisés, soumis à une réglementation et à une surveillance très stricte ; outre l'Aide sociale à l'Enfance, service public, seule une oeuvre, dont le but déclarée est l'adoption, et qui a obtenu, pour ce faire, une autorisation administrative de fonctionnement, est habilitée à recevoir les enfants abandonnés en vue d'adoption.

L'étude du fonctionnement de l'Aide sociale n'est plus à faire (25) ; celle des oeuvres privées d'adoption ne peut être passée sous silence.

215. - - Réglementation des oeuvres d'adoption

Le principe même de la réglementation concernant le fonctionnement des oeuvres d'adoption est posé

25 - Arnion "L'aide sociale à l'enfance" Ed. Jurid. et Tech..1958.

par l'article 100-1 du Code de la famille et de l'aide sociale , en ces termes : "Toute personne ou association qui, habituellement, à titre principal ou accessoire, place en vue de leur adoption des mineurs de quinze ans ou sert d'intermédiaire pour leur adoption ou leur placement en vue de leur adoption, même avec l'intervention des parents, doit sans préjudice des formalités imposées par le droit commun en matière de protection de l'enfance, y être autorisée par le préfet...".

Les modalités d'application sont contenues dans le décret du 12 janvier 1967 (26), qui a repris, en les harmonisant avec la nouvelle législation de l'adoption, les dispositions du décret du 10 mars 1963 (27), et également dans l'arrêté du 25 janvier 1967 (28).

L'autorisation préalable

Toute personne ou association désirant recueillir des enfants en vue de leur adoption doit demander une autorisation préalable de fonctionnement au préfet du lieu de sa résidence ou de son siège social. L'arrêté du 25 janvier énumère les différentes pièces ou renseignements à fournir (articles 1 et 2).

S'il s'agit "d'un particulier" : un bulletin de naissance et un extrait du casier judiciaire, ainsi qu'un curriculum vitae, indiquant les professions exercées pendant les 10 dernières années.

26 - décret n° 67-45 pris pour l'application de l'art. 100-1 du Code de la F. & A.S. relatif au contrôle des oeuvres d'adoption (J.O. 13 janv. 1967 - D.1967.70 ; J.C.P. 1967.III.32647).

27 - J.O. 17 mai 1963 - J.C.P. 1963.III.29110 (abrogé).

28 - arrêté pris pour l'application des art. 65-1 et 100-1 du Code de la F. & A.S. relatifs à l'adoption des pupilles de l'Etat et au contrôle des oeuvres et intermédiaires d'adoption (J.O. 1er févr. 1967) J.C.P. 1967.III.32720.

S'il s'agit d'une association ; la date de déclaration au journal officiel, un exemplaire des statuts, la liste des membres du conseil d'administration. Dans tous les cas, le casier judiciaire de la personne qui effectue les placements, ainsi que son curriculum vitae.

La demande doit, en outre, préciser la ou les régions dans lesquelles seront effectuées les placements, les noms, adresses et qualité des personnes chargées de la conduite des mineurs et de la surveillance des placements, ainsi qu'un certificat médical de moins de trois mois, établissant qu'elles sont aptes à s'occuper d'enfants ; le nom du médecin chargé de la surveillance médicale des enfants ; enfin, des renseignements sur les conditions d'hébergement des mineurs en attente de placement et sur les possibilités financières de l'oeuvre.

Le dossier est instruit par le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale, qui effectue les enquêtes nécessaires en liaison avec le médecin inspecteur départemental de la santé ; l'avis du conseil départemental de protection de l'enfance doit être sollicité (29).

Le préfet apprécie, au vu de l'ensemble des renseignements, s'il y a lieu d'accorder ou de refuser l'autorisation. De sérieuses garanties morales et matérielles sont exigées, par application de l'article 97 du Code de la famille et de l'aide sociale.

Le pouvoir d'appréciation du préfet est entier toutefois, il est tenu de refuser : (30).

29 - Il ne semble pas que l'administration soit favorable à la multiplication des oeuvres d'adoption. Toutefois, depuis la publication de la liste officielle des oeuvres d'adoption (voir en annexe) , une autorisation préfectorale a été donnée à Bordeaux (le 29 décembre 1969) à l' "oeuvre des Tout-Petits" dont le siège social est 22, rue des Bahu-tiers.

30 - Décret du 12 janvier 1967, art. 2.

"1°) Si l'auteur de la demande, l'un des
"collaborateurs ou employés de l'oeuvre a été condamné
"pour crime ou pour un des délits prévus à l'article 353-1
"du Code pénal et à l'article 5 du Code électoral"

"2°) Si l'une des personnes susvisées a
"été déchue de tout ou partie de ses droits de puissance
"paternelle ou si un de ses enfants ou pupilles a fait l'ob-
"jet, en application des articles 375 à 382 du Code ci-
"vil, d'une mesure d'assistance éducative, qui n'aurait
"pas été prise à sa requête".

Tout refus doit être motivé ; l'absence
de notification de refus dans les 4 mois de la demande
vaut autorisation (article 100-1, alinéa 2).

Cette procédure est sensiblement la même
que celle en vigueur sous l'empire du décret du 10 mai 1963;
comme il ne pouvait être question de soumettre les oeuvres
en activité à de nouvelles formalités, le Ministre des
affaires sociales devait publier, en annexe à sa circu-
laire du 7 février 1967 (31), la liste des 19 oeuvres d'a-
doption, dont l'autorisation n'avait pas à être renouvel-
lée.

216. - Le champ d'application de l'autorisation

Aux termes de la circulaire ministérielle
du 7 février 1967, l'article 100-1 a une portée très géné-
rale et s'applique même aux intermédiaires, qui se conten-
tent de "mettre en relations les futurs adoptants avec
de futurs adoptés et avec les parents ou organismes qui
consentent à confier les enfants aux adoptants".

31 - relative à l'application des décrets n° 67-44 et 67-
45 du 12 janv. 1967 concernant le placement des pupilles
de l'Etat en vue de leur adoption et le contrôle des oeu-
vres et intermédiaires d'adoption (J.O. 5 mars 1967 -
J.C.P. 1967.III.32831).

Le Ministre a sans doute voulu viser le recueil direct par l'intermédiaire d'une sage-femme, d'une religieuse hospitalière, et il faut l'en approuver. D'une pratique courante avant la loi de 1966, cette forme de recueil paraît maintenant difficilement réalisable, compte tenu de l'exigence d'une prise en charge de l'enfant de moins de deux ans, par un intermédiaire autorisé.

Il a probablement voulu viser également le recueil des enfants à l'étranger : l'intermédiaire français se contentant de mettre en relations la famille française avec l'orphelinat libanais ou autre, sans pour autant apparaître dans la procédure de recueil ; les activités de certaines associations charitables (32), dont le but essentiel n'est pas l'adoption, mais le recueil d'enfants de pays sous-développés et leur placement en France dans des familles ; l'expérience prouve en effet, que ces placements débouchent souvent sur une demande d'adoption plénière.

En outre, d'après les termes de la même circulaire, s'il n'est pas nécessaire pour être considéré comme intermédiaire de réaliser les placements et d'en surveiller les résultats, il n'est pas non plus indispensable, pour être soumis à autorisation, que cette activité soit faite à titre principal, il suffit qu'il y ait répétition d'actes, même si ceux-ci sont exécutés "à titre bénévole et de bonne foi".

L'interprétation administrative est donc très stricte ; il semble qu'elle constitue un renversement d'une certaine tendance libérale et que l'autorité administrative n'est plus décidée à fermer les yeux sur les agissements d'intermédiaires plus ou moins occultes (33).

32 - "Terre des Hommes" en particulier.

33 - voir circulaire du 7 févr. 1967.

La sanction du défaut d'autorisation de fonctionnement est d'ordre pénal, par application de l'article 100-2 du Code de la famille et de l'aide sociale ; l'éventail des peines est prévu à l'article 99 du même Code : "emprisonnement de 10 jours à 3 mois et amende de 500 Fr à 10.000 Fr ou l'une de ces deux peines seulement".

217. - La surveillance administrative

Cette surveillance s'exerce dans le cadre de la protection générale des mineurs placés en dehors du domicile paternel : l'article 94 du Code de la famille et de l'aide sociale indique qu'elle doit porter sur les conditions matérielles et morales du placement (34).

Si les enfants recueillis sont âgés de moins de 6 ans, et tant qu'ils n'ont pas été placés en vue d'adoption, l'oeuvre est soumise aux obligations imposées au titre I du livre II du Code de la santé publique qui prévoit entre autres : la tenue d'un carnet de santé et la surveillance sanitaire et sociale des enfants, le contrôle de l'établissement, de son personnel, des placements en nourrice ou en garde...

De plus, l'oeuvre doit communiquer au préfet dans les huit jours toute modification affectant la composition du personnel et les modalités de fonctionnement initialement prévues (35); elle doit tenir un fichier des mineurs placés en vue d'adoption et un fichier des familles d'accueil et constituer un dossier pour chaque mineur recueilli.

34 - l'article 96 précise que si la santé des mineurs est mise en péril par le régime de la maison ou par l'insalubrité des locaux, s'il se produit des faits d'immoralité, des sévices ou des mauvais traitements à l'égard des enfants, si le directeur de l'établissement refuse de se soumettre à la surveillance prévue à l'art.94, le préfet peut décider la fermeture de l'établissement.

35 - arrêté du 25 janv. 1967 op. cit. art. 2 § 4.

Ces pièces doivent être tenues à la disposition du directeur départemental de l'aide sociale, qui peut les consulter chaque fois qu'il le jugera utile ; le procureur de la République peut se faire communiquer le dossier des enfants à l'occasion d'une procédure d'adoption.

La méconnaissance de ces différentes obligations ou de l'une d'elles seulement est une cause de retrait de l'autorisation administrative de fonctionnement.

218. - Le retrait d'autorisation

L'article 11 du décret du 12 janvier 1967 donne au préfet le pouvoir de prononcer le retrait de l'autorisation de fonctionnement qu'il avait donné "lorsque les dirigeants, collaborateurs et employés de l'oeuvre cessent de remplir les conditions exigées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, lorsque l'oeuvre contrevient aux lois et règlements en la matière, ou lorsqu'elle ne fonctionne pas dans des conditions satisfaisantes".

Dans sa deuxième partie, il cite à titre d'exemples, certaines hypothèses pratiques pouvant entraîner un retrait : entrave au contrôle de l'administration (36), provocation à l'abandon d'enfant né ou à naître, refus de rendre un enfant réclamé pendant le délai de réclamation, infraction à la réglementation des placements, commission de fautes graves de nature à met-

36 - Conseil d'Etat 19 avril 1968 (D.1968.J.458. rev. trim. drt san. et s. avril/juin et oct/déc.1968, p. 200 et 396 notes Raynaud) soulignant que la directrice de l'oeuvre refusait notamment d'indiquer les familles dans lesquelles elle plaçait les enfants recueillis par elle".

tre en danger la santé, la moralité ou la sécurité des enfants confiés, infraction à la règle interdisant aux oeuvres de se faire payer leurs services ou d'accepter des dons, avant la réalisation de l'adoption.

Ce texte, d'une portée générale, les cas cités n'ayant aucun caractère limitatif, donne donc à l'autorité administrative un pouvoir d'appréciation extrêmement étendu. La circulaire ministérielle du 7 février 1967 insiste sur ce point et rappelle que le préfet conserve "dans tous les cas, la possibilité de prononcer le retrait ou de maintenir l'autorisation".

La procédure est simple et rapide. Après notification des faits reprochés, l'association ou la personne en cause a 8 jours pour déposer un mémoire en défense. Le retrait est opéré par arrêté motivé, pris sur proposition du Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale et après avis du Conseil départemental de protection de l'enfance. Il est notifié à l'intéressé dans un délai de 8 jours, par lettre recommandée. Le contentieux relève du tribunal administratif. Les dossiers et archives de l'oeuvre sont transférées au préfet du domicile ou du siège social ; il lui incombe de prendre toutes mesures utiles dans l'intérêt des enfants.

La surveillance des recueils, faits en France est donc bien assuré ; en revanche, qu'en est-il, pour le recueil fait à l'étranger et l'enfant ramené en France ?

219. - Valeur du recueil d'un enfant fait à l'étranger

Le nombre d'enfants à adopter est insuffisant par rapport à la demande en France. Les candidats adoptants se tournent vers des pays où la natalité forte

est confrontée à un paupérisme provoquant les abandons.

Une oeuvre étrangère peut-elle servir d'intermédiaire pour recueillir un enfant dont l'adoption sera ensuite réalisée en France ? La question s'est posée, lors de la discussion du projet de loi au Parlement (37), de savoir si le consentement donné à l'oeuvre étrangère, par les parents (38) de l'enfant, était valable au sens de l'article 348-4 et s'il remplissait les exigences de l'article 348-5 du Code civil (39).

Les oeuvres privées étrangères ne peuvent évidemment être soumises à la procédure d'autorisation administrative prévue par le Code de la famille et de l'aide sociale. Pour M. Foyer, Garde des Sceaux "Il doit donc être entendu conformément au droit international privé que les oeuvres privées étrangères qui exercent régulièrement leur activité selon la loi locale doivent être considérées comme des oeuvres privées autorisées au sens des articles 348-4 et 348-5 si ultérieurement, il est demandé à un tribunal français de prononcer l'adoption".

Ainsi les familles françaises, qui vont à l'étranger (40) chercher l'enfant qu'elles ne peuvent obtenir dans notre pays, peuvent introduire leur requête en adoption, dès que le délai de recueil de 6 mois est écoulé, et sans aucune formalité supplémentaire.

37 - Déb. Sénat 1er juin 1966, J.O. p. 680.

38 - Les parents peuvent consentir à l'adoption, en laissant le choix de l'adoptant à l'oeuvre autorisée qui recueille l'enfant.

39 - lorsque l'enfant a moins de deux ans, le consentement n'est valable que si l'enfant a été remis à un intermédiaire agréé.

40 - Italie - Liban...

Cette solution présente toutefois l'inconvénient d'emporter absence de contrôle des conditions d'accueil, au retour en France ; il y a là un problème qui inquiète, à juste titre, les responsables de l'Aide sociale à l'Enfance à l'échelon ministériel, mais sa solution ne peut être réglée qu'à l'échelon international. C'est pourquoi il faut regretter que la Convention Internationale de la Haye n'ait pas été ratifiée par tous les pays qui ont participé à son élaboration. Elle prévoit en effet dans son article 6 qu'avant de prononcer l'adoption, il sera procédé par l'intermédiaire des autorités locales appropriées, à une enquête approfondie concernant le ou les adoptants, l'enfant et sa famille ; elle recommande dans toute la mesure du possible que cette enquête soit effectuée avec la collaboration d'organisations publiques ou privées qualifiées en matière d'adoption sur le plan international et le concours de travailleurs sociaux ayant reçu une formation spéciale ou ayant une expérience particulière des problèmes d'adoption.

Les garanties que l'Aide sociale et les oeuvres ont la charge d'assurer ont pour point de départ un fait matériel, la remise de l'enfant ; elles sont données à tous : parents de fait et parents de droit sont traités de la même manière ; ils jouissent du même droit à l'information et du même délai de rétractation.

§ 2 - L'OBLIGATION D'INFORMATION

220. - La maxime "nul n'est censé ignorer la loi" ne trouve pas son application ici. Au contraire, le législateur édicte, à la charge de ceux qui vont recevoir le consentement à l'adoption, une obligation d'information.

L'ordre public (41) est intéressé à ce que les parents par le sang élèvent leurs enfants ; l'ordre social essaye de leur en procurer les moyens financiers, mais faut-il encore que les parents soient conscients de leurs devoirs et informés de leurs droits.

Le droit social de la famille n'est pas comme le droit des affaires "un droit des forts", il n'est pas question, par exemple, d'obtenir un consentement par surprise, mais au contraire, il faut expliquer aux parents les conséquences de leur acte (42), et même essayer de les en dissuader, en leur faisant connaître l'aide qu'ils peuvent recevoir de l'Etat.

Ainsi l'information comprend une mise en garde, ayant pour but d'attirer l'attention des parents sur les effets irréversibles de leur consentement, une fois passé un certain délai, et des renseignements d'ordre social.

A noter que cette information s'impose, quelque soit la qualité de la personne qui présente l'enfant (mère, père, parent ou tiers), mais, il est bien certain, qu'en fait, elle n'a de véritable intérêt que si l'enfant est présenté par un parent et surtout par sa mère.

Le législateur de 1966 a repris, en les complétant compte tenu de l'évolution de la législation sociale, les dispositions déjà contenues dans la loi du 27 juin 1904 organisant l'Assistance Publique et insérées

41 - à la différence du Canada, par exemple, où les autorités, préférant que les mères célibataires ne gardent pas leurs enfants, leur refusent toute aide financière valable.

42 - Les participants au Cycle d'Etudes de Leysin (préc.) ont particulièrement insisté sur l'importance de cette prise de conscience et sur l'aide que les travailleurs sociaux doivent apporter aux parents en ce domaine.

dans l'article 55 du Code de la famille et de l'aide sociale ; il a ajouté à l'obligation de l'information orale, celle de la remise d'une notice explicative écrite.

1°) l'information orale

221. - C'est ainsi que la femme chargée de recueillir les enfants présentés "en vue de leur admission comme pupilles de l'Etat" doit faire connaître, suivant l'énumération de l'article 55 du Code de la famille et de l'aide sociale, à la personne qui présente l'enfant :

a) Les mesures instituées par l'Etat pour aider les parents à élever eux mêmes leurs enfants : allocations prénatales et familiales, secours immédiat de premier besoin, allocations mensuelles aux enfants secourus, placement de l'enfant chez une nourrice ou gardienne choisie rétribuée et surveillée par l'Aide sociale, hébergement de la mère et de l'enfant en maison maternelle ou en hôtel maternel (43).

b) Les conséquences de l'abandon : immatriculation de l'enfant comme pupille de l'Etat entraînant à la fois le secret du placement, la rupture de tout lien avec l'enfant, la perte des droits de l'autorité parentale et la possibilité pour le service de faire adopter l'enfant par une autre famille.

c) Les délais et conditions de la restitution de l'enfant et notamment le droit pour les parents d'obtenir pendant un délai de 3 mois la remise immédiate de l'enfant sans aucune formalité (44).

43 - supra chapitre préliminaire. La prévention de l'abandon.

44 - la préposée doit même remettre un modèle de lettre de rétractation, en vue de faciliter les démarches. voir infra n° 233.

d) Les effets irréversibles du placement en vue d'adoption, qui fait échec à toute déclaration de filiation, toute reconnaissance et toute demande de restitution.

e) La possibilité de demander le secret de l'état-civil de l'enfant ; dans ce cas, un nouvel acte de naissance sera rédigé par les services de l'état-civil à la demande de l'Aide sociale ; il ne portera aucune mention susceptible de permettre l'identification des parents, par application de l'article 58 al 4 du Code civil. Le lieu de naissance de l'enfant sera celui de la commune où il a été trouvé ou recueilli (à Paris, 14ème arrondissement, dont dépend le Centre d'accueil Saint Vincent de Paul).

Cette dernière disposition ne répond pas aux mêmes préoccupations et sort du cadre des mesures concernant l'adoption. Son but est d'éviter l'infanticide ou l'avortement, en assurant un secret total aux mères qui le désirent.

2°) L'information écrite

222. - La notice explicative doit préciser d'une part les conséquences de l'abandon et d'autre part, les délais et conditions de restitution de l'enfant (45).

Il est à souligner que le législateur ne s'est pas contenté de poser les principes généraux de la protection due aux parents, mais qu'il s'est préoccupé de la mise en oeuvre de cette protection dans les moindres

45 - la loi de 1966 a avalisé et rendu obligatoire une pratique déjà répandue dans certains services de l'Aide sociale à l'Enfance, en particulier dans celui du département de la Seine.

détails. Les parlementaires ont justifié cette intervention dans le domaine réglementaire par le souci de donner à celle qui abandonne "une garantie supplémentaire" (46). Son utilité est certaine : ne permet-elle pas à la mère d'avoir sous les yeux, d'une façon constante, les conséquences irréversibles de son acte et les moyens qui lui sont ouverts pour y remédier. Les paroles s'envolent, les écrits restent, comme le souligne à juste titre le dicton populaire !

Pour atteindre le but recherché, il est nécessaire que la notice soit simple et claire et ne comporte que les renseignements essentiels (47). Dans cette optique, ont été seulement retenus, comme devant y figurer :

- Les conséquences de l'abandon (art. 55 2° et 4° du Code de la famille).

- Les délais et conditions de la restitution de l'enfant, y compris les conditions de la restitution, à l'expiration du délai de 3 mois (art. 351 du Code civil et art. 64 du Code de la famille) (48).

- Les effets du placement en vue d'adoption (art. 352 al. 1 du Code civil) (49).

Ainsi a été écarté, comme présentant des difficultés de compréhension certaines, le paragraphe 2 de l'article 352 (50).

46 - Déb. Ass. Nat. 15 nov. 1965 J.O. p. 4708.

47 - Interventions de M. le Garde des Sceaux, Ass. Nat. 17 nov. 1965 J.O. p. 4708 - Sénat 1er juin 1966, J.O. p. 689 & 690.

48 - infra n° 238

49 - infra n° 250

50 - Déb. Ass. Nat. 14 juin 1966 - J.O. p. 2030.

3°) Les personnes tenues de cette information

223. - Ce sont les personnes à qui la loi donne le droit de recueillir les enfants abandonnés et celui de recevoir le consentement à l'adoption.

L'article 55 du Code de la famille et de l'aide sociale vise expressément "la préposée aux admissions", lorsque l'enfant est présenté au service social d'Aide à l'Enfance. Cette personne nommée par le préfet doit être "une femme douée de psychologie, capable de comprendre les situations, de conseiller utilement et de reconforter les mères" (51). A partir du moment où la loi lui donne le pouvoir de recevoir le consentement à l'adoption, on peut se demander si ces qualités simplement humaines suffisent (52) ?

L'article 100-1 vise plus spécialement les intermédiaires d'adoption. En pratique, la directrice de l'oeuvre ou sa plus proche collaboratrice reçoivent les abandons.

Malgré le silence du législateur, les notaires (53), consuls et juges d'instance sont certainement soumis à la même obligation. Celle-ci s'imposera à eux avec beaucoup de rigueur, dans le cas où le consentement, donné à personne dénommée, s'accompagne d'un

51 - circulaire du 4 juin 1943.

52 - Il avait été proposé par amendement (retiré) de Mme Launay, que le consentement vu sa gravité soit toujours reçu par "un représentant du directeur du service". Déb. Ass. Nat. 17 nov. 1965 J.O. p. 4697.

53 - Outre les obligations précises édictées par la loi de 1966, le notaire est tenu, par son devoir général de conseil, d'informer son client. Il doit éclairer les parties sur la nature de leurs engagements et suppléer par son initiative à leur inexpérience. Toulouse, 4 mars 1968-D.1968.J.480.

recueil direct de l'enfant âgé de plus de deux ans. Au contraire, lorsque l'enfant est recueilli par l'intermédiaire d'une oeuvre privée d'adoption, l'information donnée par l'officier ministériel ou le juge se superposera à celle qui a déjà été faite au siège de l'oeuvre.

Quoiqu'il en soit, il faut bien admettre que la valeur de cette information dépendra en grande partie de la personne qui la donne. Une assistante sociale, une directrice d'oeuvre, possédant expérience et chaleur humaine, sont plus indiquées qu'un officier ministériel.

4°) La preuve et ses difficultés

224. - La preuve, tant de la remise de l'enfant, que de l'exécution des formalités, est assurée par la rédaction d'un procès verbal d'abandon, rédigé conformément aux dispositions de l'article 55 du Code de la famille, et qui s'impose à l'Aide sociale à l'Enfance comme aux oeuvres d'adoption, par application de l'article 100-1 du même Code (54).

Il avait été proposé par M. Zimmermann, au nom de la Commission des lois (55) que la remise de la notice explicative se fasse contre signature sur un registre prévu à cet effet. Cette exigence supplémentaire n'a pas été retenue par le Sénat, son intérêt n'était guère évident, dès lors que la personne qui signe le procès-verbal certifie avoir reçu l'information prévue par l'article 55, la notice explicative et un modèle de lettre de rétractation.

54 - Le P.V. contient un deuxième volet, à l'usage administratif uniquement, qui rend compte de l'entretien, mentionne les motifs allégués pour justifier l'abandon, fait une description du physique et de l'habillement de la personne qui présente l'enfant, ainsi que de l'enfant lui-même.

55 - amendement n° 36, Déb. Ass. Nat. 17 nov. 1965, J.O. p. 4708.

Les services sociaux et les oeuvres disposent le plus souvent de formulaires tout préparés répondant aux exigences légales (56) ; compte tenu du contrôle administratif, on imagine assez mal une oeuvre faisant signer un procès-verbal de remise ne comportant pas les mentions obligatoires.

Pour que le procès-verbal fasse la preuve de l'exécution des formalités, il faut qu'il soit daté et signé par la personne qui remet l'enfant (57). En effet, si celle-ci refuse de donner son identité, ou donne des renseignements fantaisistes dans le but de conserver l'anonymat, et refuse de signer, l'on ne voit pas comment le service public ou l'oeuvre pourra apporter la preuve de l'exécution des formalités.

225. - Pourraient-ils alors refuser de recueillir l'enfant ?

Les services de l'Aide sociale ne le pourraient certainement pas, car ce refus serait en contradiction formelle avec l'article 55-1 du Code de la famille (au moins pour le cas où l'enfant paraît âgé de moins d'un an) et avec leur rôle de protection de l'enfance.

Une oeuvre privée d'adoption n'est pas liée de la même façon, elle n'a pas à sa charge un devoir général d'aide et d'assistance envers l'enfance (58) et

56 - voir annexe

57 - Il est généralement exigé que les renseignements d'état-civil soient écrits de la main du déclarant.

58 - Sur les obligations de la puissance publique, voir les conclusions de M. Rigaud, Commissaire du gouvernement qui (suivi en cela par le Conseil d'Etat) ne reconnaît pas au préfet, le droit de refuser à une oeuvre, l'immatriculation comme pupille de l'Etat d'un enfant, au motif que l'oeuvre l'ayant recueilli doit continuer à l'élever quelques soient pour elle les difficultés. (Cons. d'Etat 2ème-4ème Sect. 18 oct. 1968. préc.).

elle pourrait certainement refuser de recueillir un enfant pour cette raison ou d'autres (59). Mais le fait-elle ?

Sous l'empire du décret du 10 mai 1963 (60), les oeuvres privées devaient rédiger "un document écrit, établi en double exemplaire, signé par l'auteur du délaissement"(61), sous peine de retrait d'autorisation (art. 13).

Les décrets d'application de la loi de 1966 n'ont pas repris cette disposition trop rigide, et qui aurait pu conduire l'oeuvre, si elle l'avait appliquée littéralement, à refuser son aide à une mère désespérée. On peut supposer, du reste, qu'aucune oeuvre d'adoption, digne de ce nom, ne s'est servi d'un tel prétexte pour refuser d'accueillir un enfant, d'autant plus qu'aucune disposition légale n'obligeait la mère à signer de son nom véritable et à justifier de son identité. Ainsi pour tourner le décret, il suffisait à la mère de signer d'un nom d'emprunt.

59 - Certaines oeuvres d'adoption incluent dans le procès-verbal de "remise en vue d'adoption" une disposition spéciale à laquelle le signataire est invité à souscrire, elle est ainsi rédigée : "Si pour une raison de santé physique ou mentale de l'enfant, une adoption ne pouvait être envisagée, je demande à l'oeuvre de le remettre au service de l'Aide sociale à l'Enfance, en vue de son admission parmi les pupilles de l'Etat". Il ne faut pas oublier en effet que les oeuvres privées ne disposent pas des moyens financiers indispensables pour garder pendant longtemps les enfants ; leur refuser la possibilité de remettre les enfants à l'A.S. "reviendrait à les décourager à l'avance en laissant indéfiniment à leur charge un risque immense et une charge indéfinie auxquels les parents naturels, eux, ont le droit de se soustraire". (Concl. de M. Rigaud Cons. d'Etat 18 oct. 1968 préc.).

60 - décret n° 63-486 pris pour l'application de l'art. 100-1 du Code de la F. et de l'A.S. relatif au contrôle des oeuvres d'adoption, J.O. 17 mai 1963 (J.C.P. 1963.III. 29110).

61 - art. 3 § 2, le 2ème exemplaire était destiné au préfet du lieu où l'enfant avait été recueilli.

Toutefois, il faut remarquer que l'hypothèse envisagée se réalise très rarement, la personne qui reçoit la mère ne manquant pas de lui faire remarquer, en présence d'un refus de signer, qu'elle aura les plus grandes difficultés à justifier de son droit sur l'enfant, dans le cas où elle le réclamerait dans le délai légal. Cette perspective, accompagnée de l'assurance du secret, suffit généralement à convaincre la mère de donner un minimum de renseignements et d'apposer sa signature.

Ainsi la preuve ne présentera pas de difficultés et le processus d'information visé par le législateur sera réalisé, toutes les fois que les parents de l'enfant signeront une déclaration d'abandon et éventuellement un consentement à l'adoption (62), en remettant l'enfant à l'Aide sociale à l'Enfance, ou un procès-verbal de remise de l'enfant en vue d'adoption, accompagné éventuellement d'un consentement à l'adoption (63), donné par devant notaire ou devant le juge d'instance, si l'enfant est remis à une oeuvre privée d'adoption.

Au contraire, des difficultés pourront surgir toutes les fois que le procès-verbal ne sera pas signé ou sera signé par un tiers.

5°) Sanction du non respect des formalités

226. - Il s'agit ici uniquement de la sanction du devoir d'information générale, qui pèse sur le professionnel, à distinguer de la conséquence particulière qu'aurait l'ignorance par les parents de leur droit à rétractation (64).

62 et 63 - Ce consentement est réservé aux parents qui ont reconnu valablement leur enfant.

64 - infra n° 232.

Les prescriptions de l'article 55 ont un caractère substantiel se justifiant par le souci du législateur de prévenir les abandons ; elles s'imposent à l'Aide sociale et aux oeuvres privées, mais évidemment la sanction de leur omission ne sera pas la même.

Lorsque l'enfant est abandonné à l'Aide sociale après un certain délai, il est immatriculé comme pupille de l'Etat. Si une irrégularité a été commise, lors des formalités d'admission, il est constant que les parents - bien qu'ayant eu effectivement la volonté d'abandonner - pourraient demander au juge administratif l'annulation de la décision du préfet, pour excès de pouvoir et violation de la loi. Il s'agit là, suivant l'expression employée par les magistrats du Conseil d'Etat "d'une garantie fondamentale" (65).

Si une telle omission était reprochée à une oeuvre privée, la sanction serait à coup sûr le retrait de l'autorisation préfectorale (66), indépendamment des poursuites intentées par les parents eux-mêmes, sur la base de l'article 1382 du Code civil. Dans l'hypothèse où l'enfant aurait été déclaré judiciairement abandonné une tierce opposition serait recevable pour dol ou frau-

65 - Le Conseil d'Etat est formel, l'arrêté d'immatriculation ne peut être pris sans que la personne qui abandonne soit informée des conséquences légales de l'abandon (22 juill. 1932, D.H. 1932.J.544).

66 - C. d'Etat 18 avril 1968 (préc.). La décision d'un préfet refusant à une personne l'autorisation de servir d'intermédiaire en vue d'adoption est légale, lorsqu'elle est fondée sur la non observation des prescriptions réglementaires et sur les entraves apportées au contrôle de l'administration.

de et ce, jusqu'au prononcé du jugement d'adoption (57).

Le notaire pourrait voir engager sa responsabilité professionnelle, suivant les principes du droit notarial.

En dernier lieu, il appartiendrait au juge de l'adoption, juge de la légalité, de décider si l'omission d'une ou de plusieurs des obligations de l'article 55 ont vicié à ce point le consentement des parents, que l'adoptabilité de l'enfant ne peut être admise du seul chef de ce consentement.

Grâce à ce contrôle de dernière heure, deviennent cohérentes les solutions, consacrées par le Conseil d'Etat ou par le juge judiciaire, ayant pour but d'assurer le respect du devoir de loyauté, incombant aux intermédiaires d'adoption. En effet, le seul retentissement sur le fonctionnement de l'oeuvre ne serait pas une sanction suffisamment efficace et protectrice des droits des parents. Toutefois, cela reviendrait à remettre en cause le sort de l'enfant après un recueil plus ou moins long, ce qui n'est pas le but recherché par la loi.

§ 3 - LE DELAI DE RETRACTATION

227. - Les parents de l'enfant l'ont remis à l'Aide sociale ou à une oeuvre, où même à un candidat adoptant ; ils ont consenti à son adoption, pourtant tout n'est pas fini.

67 - à moins que la fraude ou le dol n'émane des adoptants eux-mêmes, auquel cas, la tierce opposition serait recevable pendant 30 ans, contre le jugement d'adoption (infra : n° 261)

Le législateur leur donne trois mois pour réfléchir. C'est bien court disent ceux qui pensent à la mère, c'est bien long, disent ceux qui envisagent surtout l'avenir de l'enfant et ses nécessités vitales.

Quoiqu'il en soit, la loi a accordé aux parents, tout en le limitant dans le temps, un véritable "droit de repentir" qui n'a son équivalent nulle part en droit commun. Cette règle se justifie par l'intérêt de l'enfant d'être élevé par ses parents par le sang toutes les fois qu'ils en sont dignes et capables, et aussi, par les circonstances anormales qui entourent ce consentement.

A - SA NATURE ET SES CONDITIONS

1°) droit absolu ouvert aux parents

228. - L'article 348-3 du Code civil reconnaît aux parents le droit de rétracter leur consentement pendant un délai de trois mois et le droit d'obtenir pendant cette période la remise de leur enfant, sans aucune formalité. Il s'agit là d'un droit absolu, soumis en principe à aucun contrôle, mais strictement limité dans le temps.

Droit absolu, qui repose beaucoup plus sur le fait même de la procréation, sur les liens du sang, que sur une situation juridique préétablie. En effet, ce droit, malgré l'apparente restriction de l'article 348-3, ne peut être lié au consentement à l'adoption, car il ne s'agit pas d'une prérogative reconnue aux parents, mais au contraire d'une protection, dont le champ d'application doit être aussi large que possible (68). L'article 64 nouveau du Code

68 - L'art. 351 al. 2 du C.C., en interdisant le placement avant trois mois de l'enfant non reconnu, entend faire bénéficier tous les parents d'une possibilité de réclamation (mais non de rétractation), quelques soient les conditions de l'abandon.

de la famille et de l'aide sociale le reconnaît sans aucune restriction au père et à la mère à compter de l'abandon ou du consentement à l'adoption. Ainsi cette garantie est bien liée au fait même de l'abandon, toutes les fois qu'il est le résultat d'un acte de volonté exprès du père ou de la mère (ou des deux), qu'il y ait eu ou non consentement à l'adoption, au sens légal du terme. L'acte par lequel le parent abandonne expressément son enfant en sachant et même en désirant qu'il soit adopté est bien un consentement à l'adoption, même si on lui en refuse la valeur juridique, et en fait, il est bien considéré comme tel dans la pratique.

Certains (69) regrettent le principe même de ce repentir, qui pourrait donner lieu à un chantage de la part de la famille par le sang. Compte tenu de la règle du secret, pratiquée tant par le Service de l'Aide sociale à l'Enfance que par les oeuvres d'adoption, cette crainte paraît limitée à des cas peu nombreux en matière d'adoption plénière (70).

Ce droit est susceptible de contrôle a posteriori, par application de l'article 64 du Code de la famille. En effet, "lorsque le service départemental de l'Aide sociale à l'enfance estime que les conditions d'existence de la famille mettent en danger la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant, il peut signaler le cas où l'autorité judiciaire en vue de l'application des articles 375 à 380 du Code civil" (71).

69 - La Marnière "commentaire de la loi du 11 juillet 1966", op. cit. n° 10.

70 - Le recueil direct est peu pratiqué en matière d'adoption plénière, c'est plutôt le fait de l'adoption simple. Il est interdit dorénavant pour l'enfant de moins de deux ans.

71 - Rédaction de la loi du 4 juin 1970 (J.O. 5 juin) sur l'autorité parentale.

Il s'agit là d'un simple rappel du droit commun, qui s'impose aussi aux intermédiaires d'adoption. Il faut souhaiter que les machines administrative et judiciaire ne soient pas trop lentes à se mettre en marche, car la protection de l'enfant ne peut attendre.

Ce droit est-il réservé aux parents au sens strict, c'est à dire aux père et mère, ou est-il ouvert plus largement et reconnu aux grand-parents, à un membre quelconque de la famille, qui aurait remis l'enfant, en formulant son désintérêt ?

Il semble que le législateur ait voulu le réserver aux père et mère ; en effet, la rétractation est liée au consentement à l'adoption et en aucun cas, ce consentement n'est permis aux membres de la famille de l'enfant. Ils peuvent seulement être appelés, par le juge des tutelles, à participer au conseil de famille réuni pour consentir à l'adoption.

Ceci ne veut pas dire que l'enfant ne sera jamais restitué, mais, en tout état de cause, cette restitution n'est plus de droit ; ce n'est qu'une possibilité soumise, en cas de contestation, au contrôle du tribunal de grande instance, par application de l'article 351 al. 3 du Code civil.

229. - Ce droit appartient-il au conseil de famille ?

L'article 348-3 alinéa 2, qui ouvre le droit à rétractation, s'applique-t-il à toutes les formes de consentement, y compris au consentement donné dans les hypothèses prévues par l'article 348-2 (72) par le conseil de famille de l'enfant ?

72 - père et mère décédés, dans l'impossibilité de manifester leur volonté, ou déchus des droits de l'autorité parentale, enfant non reconnu.

Les divergences d'interprétation proviennent de l'emplacement de la disposition au milieu de l'article 348-3 et alors que l'alinéa 1 de cet article a trait aux formalités du consentement donné par les père et mère. Au cours des débats préparatoires, il a constamment été question d'assurer par ce biais la protection des parents par le sang et surtout de la mère naturelle. Le Garde des Sceaux, lui-même, devait déclarer, sans qu'aucun député n'élève d'objections (73) "il s'agit, dans cet article, de rétractation d'un consentement à adoption donné dans des formes particulièrement solennelles, par acte authentique devant le juge d'instance ou le notaire".

La position du législateur ne semble donc pas prêter à équivoque, le droit de rétractation est, pour lui, un droit réservé aux père et mère ; le délai de rétractation a bien pour but de protéger un consentement donné individuellement (74) et pouvant être influencé par l'état physique et moral de celui qui le donne ; il ne paraît pas correspondre à la composition collégiale du conseil de famille (75).

Toutefois, il a été jugé, par le tribunal de grande instance de Paris, le 30 juin 1967 (76), que l'article 348-3 "n'a pas exclu de son bénéfice l'hypothèse où ce consentement était donné par le conseil de famille".

73 - Ass. Nat. déb. 17 nov. 1965, J.O. p. 4698.

74 - le repentir ne se conçoit que s'il émane de personnes tenues d'un devoir vis à vis de l'enfant.

75 - telle est la position de la Chancellerie, mais contra Flour op. cit. p. 689.

76 - Ch. du conseil, non publiée, C... c/ époux P...

Voici les faits : un enfant naturel, né le 3 mai 1966 et reconnu par sa mère le même jour, est confié à l'oeuvre X... par ses grand-parents naturels, à la suite du décès de sa mère. Le 18 novembre 1966, le conseil de famille consent à l'adoption à l'unanimité, en laissant à l'oeuvre le choix de l'enfant. Dans ce conseil figuraient les grand-parents naturels de l'enfant. Le 10 février 1967, ces mêmes grand-parents écrivent au tuteur de l'enfant, président de l'oeuvre, qu'ils désirent le reprendre ; celui-ci communique la lettre au juge des tutelles, qui est ainsi valablement saisi le 16 février, donc dans le délai de trois mois ; le 24 février, les grand-parents demandent au juge des tutelles de réunir le conseil de famille pour délibérer sur la rétractation. Le 7 avril, le conseil de famille rétracte son consentement et fait défense au tuteur d'intenter ou de poursuivre une procédure d'adoption, (par 3 voix contre 2, celle du juge et d'un parent de l'enfant, et une abstention, celle du tuteur). Le 11 avril, le tuteur forme un recours contre cette décision ; il est débouté le 30 juin.

Dans ses attendus, la chambre du conseil admet formellement le droit de rétractation du conseil de famille, précisant seulement qu'il appartiendra au tribunal, saisi d'une demande d'adoption, d'apprécier si ce refus est "abusif" eu égard à l'intérêt de l'enfant.

Cela revient à poser que les membres du conseil de famille, tout au moins ceux qui ont consenti à l'adoption (77), disposent à la fois du recours de droit commun de 15 jours prévu par l'article 883-2 du Code de procédure civile contre toute délibération et de la faculté de rétractation.

77 - Il ne semble tout de même pas possible d'ouvrir cette procédure aux membres de la minorité, qui, par hypothèse, se sont opposés à l'adoption. Seul le recours de l'art. 883-2 leur est ouvert.

Ainsi dans cette hypothèse, le placement ne peut avoir lieu valablement tant qu'il ne s'est pas écoulé trois mois depuis la date de la décision du conseil de famille et si l'un des membres a réclamé une nouvelle délibération, tant qu'il n'a pas été statué.

Mais dans l'espèce envisagée, le directeur de l'oeuvre, faisant preuve d'imprudence, avait placé l'enfant le 26 février, soit 8 jours après la fin du délai et avait créé ainsi une situation pratiquement irréversible. En effet, la 1ère chambre du tribunal de grande instance de Paris (78), statuant le 31 janvier 1968, sur la demande en restitution d'enfant, formulée par les grands-parents, la déclare juridiquement fondée, mais impossible, le tribunal ayant prononcé la veille l'adoption plénière, en déclarant le refus de consentement abusif. Dans le jugement du 30 janvier (79), les magistrats, qui n'ignoraient pas la procédure diligentée par les grands-parents, avaient souligné qu'il était impossible de retirer l'enfant aux adoptants "sans risques de graves troubles psychiques et physiologiques". La situation de fait avait à bon droit inspiré les juges. Mais il faut bien constater qu'ils avaient été mis devant le fait accompli par le directeur de l'oeuvre, et qu'une condamnation, même de principe à son encontre, était parfaitement justifiée. C'est ce qu'avait décidé le tribunal (80) ; toutefois, la Cour de Paris, ignorant semble-t-il, l'autorité de la chose jugée (81),

78 - 2ème sect. non publiée.

79 - T.G.I. Paris, 1ère Ch. non publiée.

80 - décision du 31 janvier.

81 - la chambre du conseil du T.G.I. de Paris avait le 30 juin 1967 rejeté le recours formé par le directeur de l'oeuvre, tuteur de l'enfant, contre la délibération du conseil de famille rétractant le consentement à l'adoption. Aucun appel n'avait été formé contre cette décision.

devait déclarer que le placement de l'enfant avait eu lieu alors que "le conseil de famille avait valablement et définitivement consenti à l'adoption" et qu'ainsi l'Association X... et le sieur C... n'avaient commis aucune faute (82).

Il est certain que l'intérêt de l'enfant, rejeté à sa naissance par la famille de sa mère et de santé fragile, était de trouver le plus tôt possible une insertion familiale définitive et que le directeur de l'oeuvre en était conscient, mais ne faut-il pas regretter cependant que les magistrats de la Cour n'aient pas cru devoir, comme le tribunal, rappeler l'Association X.... à plus de prudence dans les placements ? En tous cas, il faut constater que la Cour de Paris n'admet pas la rétractation individuelle des membres du conseil de famille, même si le juge des tutelles est informé dans les délais. Elle exige que la délibération de rétractation soit elle-même prise dans le délai de trois mois ; ainsi une requête déposée dans les derniers jours sera pratiquement sans effet.

Cette solution doit être approuvée, en effet il est difficile de concevoir qu'un organisme collégial revienne sur une décision prise à l'unanimité, ou même à la majorité et arbitrée par un magistrat professionnel. De plus, l'on ne peut allonger un délai sans texte (alors surtout qu'il paraît fait pour le consentement des père et mère), ni retarder le placement d'un enfant, ni donner un régime de faveur au conseil de famille, par rapport à une volonté individuelle pourtant plus fragile.

Une seule hypothèse pourrait peut-être justifier la prolongation de fait du délai : la survenance de

faits nouveaux, qui, s'ils avaient été connus du conseil, l'auraient amené à statuer différemment.

2°) Droit limité dans le temps

230. - Le délai de rétractation est un délai préfix. Par application du droit commun (83), la rétractation doit être faite dans des limites strictes, sous peine de forclusion. Aucune cause d'interruption ou de suspension ne pourrait être admise,

a) Sa durée

Si tous les parlementaires étaient unanimes pour admettre le principe même de ce délai, de longs débats ont eu lieu, tant en commissions qu'à l'Assemblée Nationale et au Sénat, lorsqu'il s'est agi d'en fixer la durée.

Il s'agissait pour les auteurs de la loi de concilier plusieurs impératifs contradictoires :

- nécessité de laisser aux parents, à la mère seule surtout, le temps de surmonter les difficultés matérielles et morales et l'état de moindre résistance physique dû à l'accouchement (au cas d'abandon à la naissance) ;

- désir des adoptants de recueillir un enfant le plus jeune possible ;

83 - Encyc. D. v° Prescription civile n° 525 ; Josserand Cours de Droit Civil - 2ème éd. 1933. T.II n° 1006.

- obligation impérieuse d'assurer à l'enfant, dès son plus jeune âge, l'affection et les soins d'une mère, toujours la même (84) ;

- Précocité indispensable de l'adoption, (pour les pédiatres, l'âge optimum se situe entre un et six mois) si l'on veut éliminer au maximum les risques d'échec (85).

Sous l'empire de la législation précédente, le délai de réclamation était d'un mois pour les enfants confiés à l'Aide sociale (art. 55 ancien du Code de la famille) et d'un mois pour l'enfant remis à une oeuvre privée (86) ; en revanche, la décision était irrévocable, si le consentement à l'adoption (simple) avait été donné par acte authentique (art. 351 ancien).

En uniformisant le délai à trois mois, l'article 348-3 du Code civil améliorerait d'une façon appréciable les garanties accordées aux parents. Toutefois, tel n'était pas l'avis de tous les parlementaires.

Madame Launay (87), rapporteur de la commission des affaires culturelles, soutenue plus spécialement par les députés du groupe communiste (88), avait demandé que le délai soit porté à six mois dans tous les cas et à un an, s'il s'agit d'une mère célibataire mineure, trouvant normal de la faire bénéficier de la même tolérance que celle qui est donnée aux parents qui n'ont pas

84 - Bowlby - "Soins maternels et santé mentale", op. cit.

85 - Supra n° 153.

86 - combiné avec l'interdiction de placer un enfant de moins de six mois (décret du 10 mai 1963 art. 6).

87 - Doc. Ass. Nat. 1965-1966 n° 1662 p. 766.

88 - intervention de James Prin et Vaillant-Couturier Déb. Ass. Nat. 17 nov. 1965 p. 4697 et s. - interventions dans le même sens au Sénat de M^s Namy, Vallin et des Sénateurs du groupe communiste déb. Sénat 1er juin 1966 p. 680.

manifesté leur volonté d'une façon positive (89).

Mais allonger ainsi le délai de rétractation aurait eu pour résultat de maintenir tous les enfants en pouponnières ou en placements nourriciers, au moins jusqu'à six mois (et souvent bien plus, l'abandon n'ayant pas toujours lieu au moment de la naissance), et ainsi de multiplier les enfants "traumatisés ou carencés".

Comme l'a souligné M. Zimmermann (90): "Il aurait été paradoxal, que par le simple jeu de l'augmentation d'un délai, la loi nouvelle puisse aboutir à un résultat diamétralement opposé au but recherché", c'est pourquoi les amendements proposés au texte initial ont tous été repoussés.

Les médecins, les spécialistes de l'enfance, tous ceux qui placent "le bien" de l'enfant au premier plan sont unanimes pour approuver la limitation du délai à trois mois ; les autres, pour lesquels les liens du sang ont une priorité absolue, même si les parents ont méconnu passagèrement leurs devoirs les plus élémentaires, considèrent généralement que le délai donné est trop court (91).

Certes, trois mois n'est pas un délai suffisant pour que la mère voit ses conditions de vie transformées, mais l'abandon formel n'est pas généralement la

89 - le prononcé d'un jugement déclaratif d'abandon exige au moins un an de désintéressement.

90 - Rapport fait au nom de la commission des lois, Doc. Parl. Ass. Nat. 1965-1966, n° 1665 p. 772.

91 - Marty et Raynaud, "Traité" tome I 2ème Vol. 1967 n° 473 p. 524 -

Raynaud op. cit. Dalloz 1967 chr. p.77 n° 13 - Flour Cours de Drt Civ. op. cit. p. 689 - Josiane St Cyr thèse précitée p. 158.

conséquence de difficultés matérielles passagères (absence de logement, de ressources, état de santé...), il est dû le plus souvent à des raisons d'ordre social, moral ou psychologique. Il est généralement le fait de femmes qui sont décidées à ne pas conserver leur enfant parce qu'elles ne peuvent ou ne veulent l'élever (enfants adultérins, enfants de mères célibataires, qui ne veulent pas affronter leur milieu ou leur famille ou qui ont conscience de l'impossibilité où elles seront de donner une vie heureuse à l'enfant). Leur décision est prise après un temps de réflexion, qui n'est en aucun cas limité et il n'est pas de leur intérêt de voir s'éterniser cette période peut-être douloureuse.

Ainsi compris, le consentement à l'adoption devient un acte positif en faveur de l'enfant (92), et la mère est la première à désirer que son enfant soit placé le plus rapidement possible dans une famille (93).

Suivant les chiffres communiqués à l'Assemblée Nationale par M. Zimmermann, 20 % environ des enfants admis au service de l'Aide sociale du département de la Seine sont réclamés dans le délai d'un mois, alors que les demandes de remise d'un enfant de un à six mois sont très rares (94). Il est vrai qu'à l'époque le délai d'un mois était de rigueur. Toutefois, le délai de trois mois instauré par la loi de 1966 ne paraît pas avoir modifié le

92 - Docteur Launay "Problèmes actuels posés par l'adoption" in "la Presse médicale" 19 oct. 1968 n° 39 p.1881 ; la même opinion est émise par J. Vande Graaf "le problème de l'adoption" études sociales op. cit. qui écrit p. 16 : "abandonner son enfant dans le but de le faire adopter suppose une maturité réelle".

93 - témoignages d'oeuvres d'adoption.

94 - en 1964, sur 166 abandons formels, 36 repris dans ce délai ; du 1er janv. 1965 au 1er oct. 1965, sur 102 abandons formels, 23 repris.

pourcentage des enfants réclamés en 1967. C'est ainsi que sur 262 enfants abandonnés et recueillis par application des alinéas 1, 2 & 3 de l'article 50, 52 ont été repris, soit 20 % (95).

b) Son mode de calcul

231. - Afin de prévenir toutes contestations, il est important de déterminer avec certitude le point de départ du délai. Or le législateur ne s'en est pas spécialement préoccupé.

Deux hypothèses sont à envisager :

- Le consentement à l'adoption est donné par acte authentique (enfant reconnu) ou reçu par l'Aide sociale à l'Enfance (96).

Le délai de rétractation part du jour où l'acte a été dressé et signé par le ou les parents, il prend fin le quantième correspondant du troisième mois (art. 348-3 du Code civil).

- Le consentement à l'adoption est donné, non par les parents mais par le conseil de famille réuni à la requête de l'Aide sociale ou de l'oeuvre qui a recueilli l'enfant.

Si les parents de l'enfant sont décédés, dans l'impossibilité de manifester leur volonté, ou déchus de l'autorité parentale, le consentement du conseil de famille sera le seul à prendre en considération, et le délai courra du jour de la réunion.

95 - Statistiques communiquées par l'A.S. à l'Enfance du département de la Seine.

96 - Il semble que l'on puisse ajouter à ces deux hypothèses, celle d'un abandon formel de l'enfant non reconnu à l'A.S.E. (qui permet l'immatriculation après trois mois), à la condition que le procès-verbal soit signé par le parent qui présente l'enfant.

- 410 -

Si les parents sont vivants, mais n'ont pas reconnu leur enfant, ils ne peuvent consentir à l'adoption en droit (par application de l'art. 348-2 al. 2, c'est le conseil de famille de l'enfant, qui consent), mais en fait, ils ont consenti en signant un procès verbal d'abandon. Dans cette hypothèse, le délai de rétractation court à leur encontre du jour de la remise de l'enfant matérialisée par la signature "d'un procès verbal de remise en vue d'adoption" (art. 55 du Code de la famille, applicable aux oeuvres). Mais si l'on admet que le conseil de famille a aussi un droit de rétractation de trois mois (97), il y aura superposition de deux délais de rétractation et l'enfant ne pourra être placé pendant ce nouveau délai. Il y a là une ambiguïté regrettable des textes.

Afin d'y pallier certaines oeuvres provoquent la réunion du conseil de famille, dès réception du récépissé de déclaration de recueil à l'Aide sociale à l'Enfance (98), d'autres ne le font pas intervenir immédiatement et placent l'enfant uniquement sur les bases de l'article 351-2 (99). Le conseil de famille intervient seulement dans la deuxième phase de la procédure et seulement pour donner le consentement à l'adoption (100). Cette pratique est dangereuse, car l'enfant ne peut être

97 - T.G.I. Paris Ch. du conseil 30 janv. 1968 (non publié) supra n° 229.

98 - Le conseil de famille siège alors dans le ressort du domicile de l'oeuvre, il est composé en partie de membres de l'oeuvre.

99 - voir les dangers de cette façon de procéder (infra n° 248.)

100 - En ce cas, il siège dans le ressort du domicile des adoptants . Comme il peut être composé de personnes s'intéressant à l'enfant, un membre de la famille des adoptants pourrait être amené à y siéger, devenant ainsi "juge et partie".

considéré comme placé en vue d'adoption et si les parents par le sang le réclament, la famille de recueil ne pourra invoquer les effets irréversibles posés par l'article 352.

232. - Sanction de l'ignorance des parents.

Si les parents avaient été laissés dans l'ignorance de cette garantie essentielle, le délai ne courrait pas à leur encontre ; l'enfant ne serait certainement pas considéré, par un tribunal saisi d'une demande de restitution d'enfant, comme placé en vue d'adoption. Mais une fois le jugement d'adoption rendu, aucun recours ne serait ouvert aux parents, sauf si cette omission était le fait des adoptants eux-mêmes, car alors la tierce opposition serait recevable pour dol ou fraude.

3°) Droit soumis à un certain formalisme

a) Remise d'un modèle de lettre de rétractation

233. - L'article 55 du Code de la famille et de l'aide sociale impose une autre obligation, celle de remettre aux parents qui ont consenti à l'adoption en abandonnant l'enfant "un modèle de lettre de rétractation portant l'adresse à laquelle elle doit être expédiée".

Il est certain, malgré l'apparente restriction du texte, que la remise de cette lettre s'impose, même s'il n'y a pas eu de consentement à l'adoption au sens légal du terme (enfant non reconnu), toutes les fois que l'abandon résulte d'un acte de volonté des parents.

En effet, cette mesure a pour but de faciliter l'exercice du droit de rétractation. Le législateur n'a pas voulu que la perspective d'avoir à rédiger une lettre puisse être un obstacle, si mince soit-il, au désir

des parents de reprendre leur enfant, et nulle part, il n'a exprimé la volonté d'en exclure le parent qui n'a pas reconnu (101).

S'agit-il là d'une formalité aussi essentielle que celle de la remise de la notice expliquant les conditions de restitution de l'enfant et les conséquences de l'abandon ? S'il était prouvé que l'information a été faite régulièrement, que la notice indiquait avec précisions le destinataire de la rétractation, il ne semble pas que l'absence de remise de ce modèle de lettre puisse être invoquée par le parent comme un empêchement sérieux à exercer son droit, toutefois, l'on peut se demander quelle serait la position d'un tribunal, si la mère de l'enfant était illétrée.

b) Mise en oeuvre du droit

234. - Il est à souligner que les textes ne parlent que de la rétractation du consentement donné à l'adoption et qu'il n'est pas prévu de rétractation formelle de l'acte d'abandon. Si, en pratique, la même information est distribuée dans les deux cas et les mêmes droits sont reconnus aux parents qui ont reconnu et aux autres, il ne peut être question de soumettre les seconds aux formalités que le législateur prévoit pour le consentement à l'adoption seulement.

Le parent doit adresser, par application de l'article 348-3 du Code civil, à la personne ou à l'organisme qui a reçu le consentement à l'adoption une lettre recommandée avec avis de réception l'informant qu'il désire reprendre l'enfant et rétracte en tant que besoin le consentement donné à son adoption.

101 - N'y a-t-il pas là encore une situation de fait que le législateur ne peut ignorer ?

Aucune formule spéciale n'est exigée à peine de nullité, il suffit que le texte de la lettre exprime la volonté non équivoque du signataire. Le plus souvent celui-ci emploiera le modèle qui lui a été remis. Afin de permettre l'identification de l'enfant et d'éviter tout risque de fraude ou d'erreur, la lettre doit mentionner la date de remise de l'enfant et éventuellement celle du consentement à l'adoption, ainsi que l'identité complète et l'adresse de son auteur (102).

Le législateur admet ainsi qu'une simple lettre recommandée avec accusé de réception puisse détruire un acte solennel reçu par un magistrat ou un notaire, ceci dans le seul but de faciliter l'exercice par les parents de leur "droit de repentir".

Il va même plus loin et après avoir semblé exiger l'envoi de cette lettre (103), il ajoute dans le même paragraphe "la remise de l'enfant à ses parents sur demande même verbale vaut également preuve de la rétractation".

Il est certain que si les parents ont réclamé l'enfant verbalement et ont obtenu satisfaction, il serait absurde de considérer qu'ils n'ont pas voulu rétracter leur consentement ; mais est-il conforme à la volonté du législateur que l'enfant puisse être remis sans aucun préavis ? Les services et les oeuvres exigeront-ils l'envoi de la lettre, qui a l'avantage d'extérioriser d'une façon formelle la volonté des parents ?

De l'étude des travaux préparatoires, il ne ressort pas que le législateur ait voulu imposer à pei-

102 - Afin de faciliter leur fonctionnement, les oeuvres demandent aux parents d'indiquer le jour et l'heure auxquels ils viendront chercher l'enfant. Les crèches sont généralement éloignées du siège social.

103 - art. 348-3 "...La rétractation doit être faite..."

ne de forclusion ce mode d'interruption du délai, tout au plus peut-on penser qu'il y a vu un mode de réclamation simple pour les parents et un mode de preuve facile (104). Le récépissé timbré par la poste fait foi de la date de l'expédition de la lettre, l'avis de réception donne aux parents l'assurance que leur manifestation de volonté est connue.

En effet, il est possible que ceux-ci ne soient pas en mesure de se déplacer immédiatement pour reprendre l'enfant. De plus, la rétractation et la remise effective ne sont pas nécessairement liées, (au moins lorsque l'enfant a été confié à l'Aide sociale), la mère pouvant demander, par application de l'article 53 du Code de la famille "le placement de l'enfant chez une nourrice ou une gardienne choisie, rétribuée et surveillée par le service de l'Aide à l'enfance".

Toutefois, lorsque les parents ont réclamé régulièrement l'enfant, mais qu'ils ne viennent pas le chercher au jour dit, le système est bloqué et l'intervention du tribunal paraît s'imposer par application de l'article 351 du Code civil.

Cette procédure devrait être utilisée par les oeuvres d'adoption, qui ne pourraient autrement procéder au placement de l'enfant.

La pratique de l'Aide sociale est plus nuancée ; elle est laissée à la libre initiative des services, aucune instruction ministérielle n'ayant été publiée à ce sujet.

104 - Il y a là un mode de preuve facile à se ménager et qui devrait être étendu obligatoirement aux rapports de l'Aide sociale avec les parents des enfants abandonnés. Voir les critiques sévères adressées à l'administration par M. le Commissaire du Gouvernement Rigaud, dans l'affaire Péron. Cons. d'Etat 29 oct. 1965. D.1965.J.105, J.C.P. 1965.II.14431, Gaz.Pal. 1966.2.181 ; rev. trim. drt san. et soc. 1966.5. obs. Raynaud.

Pour l'Aide sociale de Paris, la nécessité d'une reprise effective de l'enfant, avant l'expiration du délai, paraît être la règle ; il faut et il suffit que le père ou la mère viennent ou envoient chercher leur enfant et signent une décharge. Aucune autre formalité n'est exigée : lettre recommandée ou visite préalable.

En revanche, la rétractation non suivie de reprise effective ou l'envoi par la mère d'une lettre informant le service de son désir de reprendre l'enfant n'est pas considéré comme interrompant le délai et en principe l'enfant sera immatriculé parmi les pupilles et pourra être placé en vue d'adoption. Cette interprétation s'appuie sur la lettre des textes (art. 64 du Code de la famille et 348-3 et 351 du Code civil) qui parlent d'enfant "réclamé", de "remise", de "restitution", donc essentiellement d'un acte matériel par lequel le service est déchargé de l'enfant.

Toutefois, ce principe n'est pas appliqué avec rigidité et seule compte pour les responsables la désaffection réelle de la mère. C'est pourquoi, la mère qui écrit et ne vient pas est convoquée ; si elle vient, elle est reçue par une assistante sociale ; sa démarche prouvant la sincérité de son repentir, l'enfant sera alors muté dans la catégorie des recueillis temporaires ; la mère pourra le visiter et le reprendre quand elle le pourra ; il lui est demandé une participation d'entretien dans la mesure de ses moyens ; ou bien encore l'enfant est placé chez une nourrice privée avec prise en charge partielle par le service. Si la mère écrit en demandant un délai supplémentaire, il lui est toujours accordé ; à l'issue du délai, le processus décrit ci-dessus est mis en action.

Cependant, si l'assistante sociale qui a reçu la mère estime que son attachement à l'enfant n'est pas réel ou qu'elle n'est pas capable de l'élever pour d'autres raisons que des questions matérielles, l'immatriculation de l'enfant lui est signifiée ; il lui est alors précisé qu'elle peut demander une remise qui sera instruite dans les formes habituelles : enquête sociale, avis du conseil de famille, décision du tuteur et recours éventuel à l'arbitrage du tribunal, (art. 64 du Code de la famille et art. 351 du Code civil).

En fait, le plus souvent, la convocation revient avec la mention que le destinataire n'habite pas à l'adresse indiquée. L'expérience montre en effet que la plupart des mères qui écrivent qu'elles viendront chercher leur enfant ne se manifestent plus par la suite. Interrompre alors la procédure d'abandon reviendrait à mettre en oeuvre la procédure de l'article 350 dans une hypothèse qui ne semble pas l'exiger et à repousser d'autant le règlement de la situation d'un enfant, dont tout démontre qu'il est abandonné.

c) Destinataire de la lettre

235. - La lettre de rétractation doit être adressée à la personne ou à l'organisme qui a reçu le consentement : juge d'instance, notaire français ou étranger, agent diplomatique ou consulaire français ou étranger, et éventuellement Aide sociale à l'Enfance, suivant le cas.

S'il n'y a pas de consentement à l'adoption (enfant non reconnu), mais seulement "une remise en vue d'adoption" ou un abandon formel, la rétractation doit être faite au service de l'Aide sociale ou à l'oeuvre autorisée qui a recueilli l'enfant.

Enfin, lorsque le consentement a été donné par le conseil de famille, et dans la mesure où un droit de rétractation lui est reconnu (105), la lettre devrait être adressée au juge des tutelles, président du conseil de famille et non au tuteur de l'enfant. En effet, seul le juge des tutelles a qualité pour convoquer le conseil de famille et ainsi provoquer une nouvelle délibération (106).

B - SA PORTEE

1°) effet suspensif

236. - Pendant le délai de trois mois, l'Aide sociale ou l'oeuvre ne peut prendre aucune décision définitive à l'égard de l'enfant, ni l'immatriculer au nombre des pupilles de l'Etat, ni le placer en vue d'adoption. L'article 351 du Code civil soumet en effet le placement à un consentement valable et "définitif" et en outre interdit, avant trois mois, le placement de l'enfant reconnu. Toutefois, les nécessités de la pratique obligent à certains aménagements.

Par application de l'article 76 a) du Code de la famille, l'enfant abandonné à l'Aide sociale est assimilé aux pupilles de l'Etat, sauf en ce qui concerne le droit de consentir à l'adoption. Une circulaire du Ministère des affaires sociales, en date du 26 octobre 1966 (107), enjoint aux services de l'Aide à l'Enfance d'opérer une immatriculation conditionnelle, dès que

105 - supra n° 229.

106 - T.G.I. Paris Ch. du Conseil 30 juin 1967 op. cit.

107 - Circulaire n° 268, non parue au J.O. ayant pour objet de définir la situation administrative des enfants recueillis, en fonction des nouvelles dispositions de la loi du 11 juillet 1966.

la décision du préfet prévue à l'article 54 du Code de la famille a été prise ; cette immatriculation devant devenir définitive sans aucune opération administrative nouvelle, dès que les conditions de temps seront remplies, dans la mesure, bien entendu, où aucune réclamation de l'enfant n'aura été faite.

Si l'enfant a été confiée à une oeuvre privée, celle-ci, afin de répondre au désir des familles (tant par le sang qu'adoptives) tout en ne grevant pas son budget de frais de fonctionnement trop lourds, tend à placer l'enfant dès l'expiration du délai de trois mois.

Pour y arriver, l'oeuvre doit apprécier la solidité du consentement de la mère, avant l'expiration du délai soit, après un mois et demi à deux mois. S'il lui semble qu'elle persiste dans sa volonté d'abandon, elle commencera en fait les formalités préalables au placement et en particulier sollicitera du juge des tutelles la convocation du conseil de famille de l'enfant, par application de l'article 348-2.

A peu près à la même époque, les dossiers tant de l'enfant que des futurs adoptants (108) seront adressés aux directions de l'Aide sociale compétentes (109). Ces dernières ayant un mois pour faire connaître leur opposition au placement envisagé, il est évident qu'attendre l'expiration du délai pour effectuer ces démarches obligatoires reviendrait à repousser d'autant le placement de l'enfant.

108 - constitués conformément au décret n° 67-45 du 12 janv. 1967 et à l'arrêté du 25 janv. 1967.

109 - pour l'oeuvre, celle de son siège social, pour les adoptants, celle de leur domicile.

Malgré tout, il est bien certain, que le droit de rétractation des parents reste entier jusqu'à l'expiration du délai, celui-ci étant en tout état de cause suspensif. Tout placement effectué avant trois mois n'aurait aucune valeur juridique et ne pourrait donner naissance à aucun droit opposable aux parents. En outre l'oeuvre, qui se serait permis une telle entorse à la loi, risquerait fort de voir son autorisation de fonctionnement retirée par le préfet.

A noter toutefois, qu'en cas de recueil direct et de consentement à personne dénommée, l'enfant de plus de deux ans a pu être remis par ses parents à la famille qui désire l'adopter. En ce cas, la rétractation aura pour effet de le transplanter. Mais, en fait, il s'agira pour lui d'un retour dans sa famille d'origine, après un délai bref, et à moins que les conditions de départ de l'enfant aient été traumatisantes, ce retour au bercail ne peut présenter que des avantages.

Ce délai de réflexion de trois mois, qui s'exerce sans formalités et sans restrictions, représente ainsi une garantie essentielle pour les parents. Il diffère profondément d'un simple délai de réclamation, tel par exemple, celui qui résulte de l'impossibilité d'immatriculer certains enfants pendant un an (catégories 3 et 4 de l'art. 50 du Code de la famille) ; dans ces hypothèses la remise de l'enfant n'est jamais obligatoire.

2°) Effets de l'écoulement du délai

237. - A l'expiration du délai, le consentement fait sentir ses pleins et entiers effets. L'enfant est considéré comme abandonné irrévocablement, il devient donc disponible et peut être placé en vue d'adoption.

Dès le placement réalisé, toute demande de restitution est devenue irrecevable, par application de l'article 352 du Code civil (110). Bien qu'aucune décision judiciaire n'ait été prononcée, toute intervention des parents par le sang dans la vie de l'enfant est juridiquement sans effets : "le placement fait échec à toute déclaration de filiation et à toute reconnaissance". Le statut juridique de l'enfant est en suspens, en quelque sorte, et sa situation ne pourrait être remise en question que dans deux hypothèses : cessation du placement (111), refus du tribunal de prononcer l'adoption.

Le législateur a cependant prévu l'hypothèse où la demande de restitution serait faite, après l'expiration du délai de trois mois, mais avant tout placement. Dans ce cas, les droits des parents par le sang ne sont pas en concurrence avec ceux d'une autre famille, mais seulement avec ceux d'un organisme, Aide sociale ou oeuvre privée. La raison d'être de l'article 352 disparaît et rien ne s'oppose, à priori, à ce que l'enfant soit restitué à ses auteurs, si leur repentir est sincère. Toutefois, il ne s'agit plus pour eux d'exercer un droit à peu près absolu, mais d'obtenir que leur enfant leur soit rendu !

3°) Exception à l'effet absolu de l'expiration du délai

238. - Tant que l'enfant n'est pas placé, les parents peuvent le réclamer et si cette faveur leur est

110 - infra n° 250 les effets irréversibles du placement.

111 - infra n° 251.

refusé, ils peuvent saisir le tribunal de grande instance qui statuera (art. 351).

S'il s'agit d'un pupille de l'Etat, le tuteur administratif peut, après avis du conseil de famille, autoriser la remise aux parents, s'il estime que celle-ci est dans l'intérêt de l'enfant (112). Cette décision est prise, compte tenu d'un certain nombre d'éléments d'appréciation : situation matérielle et conditions de logement, stabilité et moralité du foyer, aptitudes éducatives, sincérité et motifs de la démarche ; attitude des parents, face à l'obligation mise à leur charge par l'article 64 de rembourser les dépenses faites pour l'entretien de l'enfant. Si cette obligation, du reste largement atténuée par la possibilité d'une exonération totale ou partielle, n'est jamais une condition essentielle de la remise de l'enfant (113), la réaction des parents à la demande constitue un moyen pratique de vérifier la sincérité de leurs sentiments.

Mais surtout le service tiendra compte de l'intérêt de l'enfant, de la force des liens qui se sont formés entre lui et ses gardiens, des possibilités d'avenir qui lui sont offertes, (continuation d'études, formation professionnelle assurée...), et aussi de ses désirs, lorsqu'il est assez âgé pour les formuler utilement.

Le tuteur administratif peut également autoriser des remises d'essai, pendant lesquelles il exer-

112 - art. 64 du Code de la famille; cf Arnion op. cit. n° 190. La décision de remise fait l'objet d'un arrêté préfectoral, la délibération du conseil de famille est exigée à peine de nullité.

113 - "Seul l'intérêt de l'enfant doit entrer en ligne de compte..." Inst. minist. 15 avril 1943, et Arnion op. cit. n° 192.

ce une surveillance d'une durée d'un an au moins, A l'expiration du délai fixé, la remise devient définitive (114).

Cette pratique s'apparente à celle de l'assistance éducative confiée à l'autorité judiciaire, et en cela, elle est intéressante ; mais la notion légale de remise à l'essai est illusoire, l'équilibre psychologique d'un enfant ne pourrait résister aux transplantations qu'elle sous-entend. La décision de remise doit être entourée de garanties, car pratiquement, elle sera irréversible.

A noter toutefois, que le pourcentage des remises autorisées par l'Aide sociale à l'Enfance a toujours été très faible. Suivant les chiffres communiqués par M. Zimmermann à l'Assemblée Nationale (115), pour les années 1961, 1962 et 1963, 84 demandes de remise ont été instruites par l'Aide sociale à l'Enfance du département de la Seine, 45 se sont soldées par une décision de refus, 21 d'ajournement, 16 ont été classées, (la mère de l'enfant ayant disparu sans laisser d'adresse, après avoir formulé sa demande), 2 enfants de 2 à 6 mois sont été rendus. En 1964, 21 demandes de remise, une seule décision favorable rendue.

Si l'enfant a été confié à une oeuvre, celle-ci peut de son plein gré le rendre, après consultation au moins souhaitable du conseil de famille.

Si l'organisme de recueil (Aide sociale ou oeuvre) refuse de rendre l'enfant, la décision appartient en dernier ressort au tribunal de grande instance par application de l'article 352 al. 2 du Code civil.

114 - art. 64 du Code de la famille.

115 - Doc. Ass. Nat. 1966 n° 1665 p. 771.

Le législateur ne soumet la décision à aucune condition particulière. Seul l'intérêt de l'enfant doit entrer en ligne de compte. Mais pour ce faire, le juge devra, en fait, apprécier les raisons profondes qui ont motivé l'abandon par les parents et celles qui suscitent la réclamation, les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter pour l'enfant du retour chez ses parents.

La demande de restitution interdit tout placement de l'enfant, tant qu'il n'a pas été statué sur son bien fondé. Afin de ne pas laisser sans solution les demandes dilatoires ou sans lendemain, le texte prévoit que le tribunal pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente (art. 351 al. 3 du Code civil).

- Cette possibilité a été reconnue comme une garantie si essentielle pour les parents que les députés (116), craignant une interprétation restrictive de l'autorité administrative, ont inséré dans l'article 64 du Code de la famille une disposition semblable, malgré l'opposition du Garde des Sceaux. Pour celui-ci, en effet, "la recevabilité d'un tel recours n'a jamais été contesté par personne" ; elle résulte tant des principes généraux que du droit commun et de la jurisprudence antérieure (117).

Les députés ne se sont pas estimés à bon droit convaincus et le rapporteur a souligné que la jurisprudence dont il était question émanait des tribunaux de l'ordre judiciaire et reposait sur une construction "prétorienne et d'un caractère particulier" (118).

116 - sur un amendement présenté par Mmes Vaillant-Couturier et Prin. Ass. Nat. 15 nov. 1965. J.O. p. 4709.

117 et 118 - Ass. Nat. 15 nov. 1965 p. 4710.

Certes, l'arrêt du tribunal des Conflits du 12 décembre 1908 (119) a dénié toute compétence aux tribunaux administratifs pour contrôler la décision du préfet refusant la remise d'un enfant, et ce, bien qu'il s'agisse d'un acte administratif de même nature que l'arrêté d'admission, pour lequel le recours pour excès de pouvoir est reconnu comme la voie normale et non contestée (120). Cette position s'explique par le caractère d'acte de tutelle sur un mineur reconnu au refus du préfet et par le désir de maintenir un certain contrôle sur l'administration ; elle est critiquée par certains (121), qui soulignent que le tuteur agit dans le cadre du service public de protection de l'enfant et que ses pouvoirs ne peuvent être appréciés en termes de droit privé.

Pour la Cour de cassation, l'intervention de l'autorité judiciaire ne constitue pas un arbitrage normal, elle doit être exceptionnelle et réservée aux cas où l'intérêt de l'enfant serait compromis (122). La jurisprudence postérieure a suivi la position de la Cour de cassation ; pour être recevable, le recours doit tendre à démontrer, non pas que l'enfant serait mieux dans sa famille par le sang, mais que ses intérêts se trouvent compromis s'il demeure confié au service de l'Aide sociale à l'Enfance (123).

119 - D.P. 1910. 3.81 aff. Toussaint c/ Assistance Publique Paris - Rec. Cons. d'Et. 1908. p. 1031 concl. Teissier.

120 - Cons. d'Et. 22 juill. 1932 .D.H. 1932. 544 - Rec. Lebon 1932.763 - Civ. 16 avril 1953 - J.C.P. 1953.II.7617 note Mihura précité.

121 - Jur. Class. Administratif v° Pupilles de l'Etat par Dehaussy n° 75 et s. Dehaussy, thèse préc. , p. 324 et s. Alcindor "les enfants assistés" Paris 1912

Arnion "L'aide sociale à l'enfance" op. cit. p. 209 n°193.

122 - 10 janv. 1912, aff. Toussaint préc.

123 - Paris 27 nov. 1926.D.H. 1927.J.24.

Toutefois, il semble que dans l'affaire Irr, le tribunal de la Seine, le 11 juin 1958 (124), puis la Cour de Paris, le 19 mars 1959 (125), se référant au droit général de protection des mineurs appartenant au juge de l'ordre judiciaire, se sont reconnus un pouvoir général "pour arbitrer les conflits qui peuvent s'élever entre les droits résultant pour les parents de la puissance paternelle et les droits qui appartiennent au fonctionnaire investi de la qualité de tuteur de l'enfant"(126).

L'amendement inséré dans l'article 64 n'était pas inutile ; il a eu pour effet de reconnaître formellement aux parents le droit d'intenter, devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, un recours contre le refus du tuteur dans tous les cas, et aucune controverse ne sera plus possible.

Ainsi le législateur, après avoir soumis le droit pour l'autorité administrative d'immatriculer certains enfants, à une décision de l'autorité judiciaire(127) donne à cette même autorité le droit de contrôler un aspect fondamental du fonctionnement du service public (128).

Le tribunal de grande instance, garant traditionnel des libertés familiales voit ses pouvoirs étendus au delà des limites posées par la Cour de cassation elle-même ; l'autorité judiciaire doit l'emporter en cas de conflit, dès lors que le ^{droit} des personnes est en cause.

Ainsi le droit de rétractation obéit à des règles propres, qui ont pour but de maintenir un équilibre

124 - préc.

125 - préc. cf supra n° 109.

126 - note Raynaud sous C. de Paris préc.

127 - supra n° 90 et 97.

128 - Pour Alcindor, op. cit. la décision du préfet constitue l'essence même de la fonction publique du service d'A.S.E. p. 209.

entre les droits des parents et ceux de la famille de recueil, tout en prenant en considération deux besoins essentiels de l'enfant : stabilité et sécurité (129).

Droit absolu non causé, il n'est soumis à aucune limitation, ni contrôle, mais est strictement limité dans le temps. Une fois le délai de trois mois expiré et l'enfant placé, la situation se renverse, les droits des parents s'effacent au profit de la famille d'accueil, toute réclamation devient irrecevable.

Toutefois, lorsque l'enfant n'a pas été placé pour adoption et qu'ainsi aucun conflit entre deux familles n'est possible, les parents peuvent encore obtenir sa restitution ; il ne s'agit plus alors d'un droit discrétionnaire, mais d'une simple possibilité, soumise en dernier ressort à l'appréciation du tribunal et dominé avant tout par l'intérêt de l'enfant.

129 - Cependant, comme le souligne le Dr Launay (l'adoption 3ème éd. p. 46) "ce délai n'a de sens et de portée réelle que s'il est mis à profit pour exercer une action d'assistance essentiellement psychologique auprès de la mère et de surveillance auprès de l'enfant". Or il n'apparaît pas que cela soit toujours fait.

SECTION II

LES MOYENS SUPPLETIFS DU CONSENTEMENT :

L'INTERVENTION JUDICIAIRE

239. - Le consentement à l'adoption plénière sous-entend une prise de conscience des responsabilités, il exige un acte positif de renonciation, qui paraît hors de question pour de nombreux parents, même s'ils se désintéressent complètement de leur enfant. Aussi dans l'état actuel de l'évolution sociale (130), le problème de l'enfance abandonnée ne sera sûrement pas résolu par ce biais.

Le législateur a donc dû prévoir des moyens de remplacement. Il a ainsi créé une nouvelle catégorie d'enfants adoptables (131), en assimilant aux enfants abandonnés de par la volonté expresse de leurs parents, les enfants déclarés abandonnés par l'autorité judiciaire, après examen du comportement de fait de leurs parents. Puis, reprenant la disposition, insérée dans la loi du 1er mars 1963, il a permis l'adoption, même au cas d'opposition des parents, si le tribunal estime "abusif" leur refus.

130 - Une large information de l'opinion publique devrait être entreprise, ayant pour but de montrer dans le consentement à l'adoption, l'aspect d'acte positif en faveur de l'enfant.

131 - Elle s'ajoute à la catégorie ancienne des pupilles de l'Etat.

- 458 -

Dans ces deux hypothèses, qui paraissent en opposition avec les principes régissant le droit français de la famille, mais qui se justifient par l'intérêt de l'enfant, les garanties accordées aux parents résident tout spécialement dans l'intervention du tribunal de grande instance.

§ 1 - ABSENCE DE MANIFESTATION DE VOLONTE DES PARENTS

240. - Toutes les fois que les parents se seront désintéressés de leur enfant depuis un an au minimum, la famille ou l'organisme de recueil (Aide sociale ou oeuvre privée) pourra demander au tribunal de grande instance de déclarer l'enfant abandonné (132). Cette procédure constitue l'un des aspects les plus originaux de la réforme, elle se justifie par l'intérêt de l'enfant. Le consentement à l'adoption, droit réservé expressément aux parents, est transféré à l'autorité judiciaire, du fait de la carence des parents.

L'article 350 du Code civil laisse aux magistrats la plus grande liberté d'appréciation, ils devront examiner le comportement des parents et les raisons de leur attitude et décider en toute liberté si les conditions pour déclarer l'abandon sont réunies.

Le jugement déclaratif d'abandon statue sur requête et le législateur a limité la tierce opposition aux cas de dol, fraude ou erreur sur l'identité de l'enfant, ce qui semble à première vue bien sévère.

132 - voir supra le jugement déclaratif d'abandon.

Mais, le décret d'application du 8 décembre 1966 (133) a prévu pour le tribunal l'obligation d'entendre les parents ou du moins de les appeler, en faisant procéder, si besoin est, à des recherches dans l'intérêt des familles. Ainsi, sauf le cas où les parents ont disparu sans laisser d'adresse et restent introuvables, malgré les recherches administratives, ils seront entendus et auront à leur disposition les voies de recours normales : appel et pourvoi en cassation.

Compte tenu du rôle traditionnel de garant des libertés individuelles et familiales dévolu au tribunal de grande instance et aussi de la position de la jurisprudence quant à la primauté des droits du sang (134), l'intervention judiciaire est pour les parents une garantie fondamentale de leurs droits.

§ 2 - OPPOSITION DES PARENTS

241. - L'article 348-6 a repris une disposition de l'ancien article 352 du Code civil (135), il permet au tribunal de prononcer l'adoption s'il estime abusif le refus de consentement opposé par les parents d'origine (136) (ou par l'un des deux) ou par le conseil de famille.

133 - relatif aux procédures de déclaration d'abandon et d'adoption (J.O. 8 déc. 1966) art. 2 & 3.

134 - voir supra jurisprudence relative à l'abandon n°107 et s

135 - insérée par l'ordonnance du 23 déc. 1958, reprise dans son principe par la loi du 1er mars 1963 mais réservée à l'adoption simple, le consentement des parents par le sang étant inutile au cas de légitimation adoptive.

136 - Cette possibilité existe dans d'autres législations. En Israël, par exemple, où le consentement des parents est nécessaire, il peut être passé outre à leur refus, si celui-ci est dicté par des motifs immoraux ou illicites - Loi du 9 août 1960 art.11 - Juris Class. drt comparé par J. England.

A l'origine, cette règle avait pour but d'obtenir du tribunal l'autorisation refusée, contrairement à l'intérêt de l'enfant, soit par l'un des parents, lorsqu'il s'était "notoirement" désintéressé de l'enfant et alors que l'autre parent consentait ou n'avait pas à consentir (parent décédé, inconnu ou déchu), soit par le conseil de famille de l'enfant (137).

En 1963, sur initiative sénatoriale, l'autorisation devenait plus complète et pouvait suppléer au refus des deux parents, à la condition qu'ils se soient désintéressés de l'enfant "au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation" (138). Le législateur renforçait ainsi le contrôle judiciaire sur l'exercice d'un attribut de l'autorité parentale, à une époque où l'adoption simple ne pouvait résulter que du consentement des parents ou du conseil de famille (139).

Dès lors que le consentement des parents ne constitue plus le seul procédé pour rendre un enfant adoptable, qu'il peut y être suppléé par un jugement d'abandon, il est permis de se demander si cette procédure, non prévue dans l'avant-projet de la loi de 1966, présente encore un intérêt ?

Pour les uns, elle se justifie dans le cas où la mésentente des époux inciterait l'un des deux à refuser son consentement, pour assouvir quelque rancune

137 - La Harrière "Dans quelle mesure peut-on étendre l'adoption ?" S.P.E. nov. déc. 1956.

138 - Raynaud "le nouveau régime de l'adoption et de la légitimation adoptive" op. cit. - "L'adoption et la légitimation adoptive dans la loi du 1er mars 1963" op. cit.

139 - Marty et Raynaud Traité tome I 2ème vol. 2ème éd. 1967 n° 474.

personnelle (140), ou lorsque l'attitude des parents peut nuire à la santé physique ou morale de l'enfant (141), sans que celui-ci ne soit à proprement parler abandonné.

Au contraire, les députés considéraient cette disposition comme superfétatoire et faisant double emploi avec l'article 350. L'abandon n'est-il pas constitué toutes les fois qu'un parent se désintéresse de son enfant, au risque d'en compromettre la moralité, la santé ou l'éducation (142) ?

Finalement, l'article 348-6, introduit par les sénateurs en première lecture, et rétabli par eux (143), après sa suppression par l'Assemblée Nationale, devait être adopté dans un but de conciliation et compte tenu de la garantie présentée par l'intervention judiciaire (144).

Ce texte est critiqué avec véhémence par le doyen Savatier (145), qui le considère comme inconciliable avec la législation sur l'assistance éducative (art. 375 et suivants du Code civil), qui prévoit une collaboration tutélaire du juge des enfants avec les parents du mineur de 21 ans "dont la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation sont compromises". Comment concevoir cette collaboration, si un juge du même tribunal, peut en

140 - l'art. 348 nouveau exige le consentement des deux parents.

141 - intervention de M. Dumas, secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre (Ass. Nat. 27 juin 1966, J.O. p. 2400).

142 - Ass. Nat. séance du 14 juin 1966 (J.O. p. 2027).

143 - Sénat, séances des 1er juin 1966 (J.O. p. 678 & 681) et 21 juin 1966 (J.O. p. 878).

144 - Ass. Nat. séance du 27 juin 1966 (J.O. p. 2400) et Doc. Parl. n° 1976 (p. 1421).

145 - "Directions socio-juridiques d'une loi nouvelle : l'évolution la plus récente du droit de l'adoption". Sauv. Enfance janvier 1967; cette argumentation avait déjà été développée dans "les métamorphoses économiques et sociales du droit civil d'aujourd'hui" à propos de l'art. 352 ancien - 3ème éd. n° 188 bis p. 226.

s'appuyant sur les mêmes critères, retirer ces enfants à leurs parents? Il souligne aussi qu'il est en contradiction avec l'expérience démontrant que l'arrachement des enfants à leurs parents, nécessaire dans des cas exceptionnels, donne des résultats peu engageants.

N'est ce pas alors une gageure que d'espérer la réussite de l'adoption, en la fondant "sur une revendication de l'enfant par un étranger, au préjudice de sa famille" ?

Cette argumentation semble poussée à l'extrême. Le juge de l'adoption ne déclarera "le refus abusif" que dans les hypothèses de désintéressement véritable, il tiendra seulement compte dans son appréciation des agissements des parents et de leurs répercussions sur la santé ou la moralité de l'enfant, seul critères retenus en l'espèce, celui d'éducation étant reconnu comme trop subjectif.

L'article 348-6 n'a pas pour rôle de trouver des enfants adoptables à tout prix, il n'a jamais été question de baser l'adoption sur un véritable enlèvement aux parents ; en outre les enfants adoptables ne peuvent être que de jeunes enfants non perturbés par le milieu familial.

Si la France connaît un certain dirigisme économique, elle n'est pas encore mûre pour un dirigisme familial.

Cependant, il faut bien reconnaître que le législateur a donné au tribunal un pouvoir qui paraît exorbitant et en contradiction avec la notion même du consentement à l'adoption, droit propre réservé aux parents et à défaut au conseil de famille, comme le droit de consentir au mariage des enfants mineurs est réservé

aux parents et à défaut aux ascendants. Il n'est pas question dans un cas comme dans l'autre de demander aux titulaires du droit les raisons de leur refus; mais ce droit est octroyé aux titulaires dans la mesure où ils assument les devoirs correspondants.

En effet, ces droits de nature discrétionnaires trouvent leur justification dans l'affection, l'intérêt que les parents portent naturellement à leurs enfants ; s'il est prouvé que leur attitude est anormale, un contrôle se justifie et s'impose même. C'est ainsi que l'Aide sociale à l'Enfance peut demander au tribunal de grande instance (146) de consentir à la place des parents au mariage d'un enfant mineur élevé par ses soins (mais non pupille de l'Etat), lorsque les parents refusent, sans raison valable. De même le refus de consentir à l'adoption ne se conçoit que de la part des parents qui élèvent leur enfant, dans le cas contraire, il trouve difficilement une justification.

En réalité, la procédure de refus abusif ne présente plus une grande utilité, compte tenu de la possibilité de déclarer l'enfant abandonné par application de l'article 350 nouveau du Code civil (147) ; mais la supprimer aurait été contraire à l'évolution législative actuelle, qui confie de plus en plus largement le contrôle de l'autorité familiale aux tribunaux (148). Toutefois, l'on ne peut nier son danger, sous un régime autoritaire,

146 - par application de l'art. 17 al. 2 de la loi du 24 juill. 1889.

147 - son emploi se cantonnera certainement à des cas limités, dans l'état actuel du droit positif.

148 - La Convention Européenne en matière d'adoption a prévu expressément la possibilité de passer outre au refus de consentir "pour des motifs exceptionnels déterminés par la législation (de chaque pays membre)", art. 5 § 2.

où la liberté individuelle céderait le pas aux nécessités sociales : le pouvoir, à le supposer non séparé de l'autorité judiciaire, enlevant les enfants à leur famille jugée peu digne de les élever et d'en faire, par exemple, "de bons citoyens" et les confiant à d'autres, considérés comme meilleures !

1°) Champ d'application de l'article 348-6

242. - Il paraît limité : cependant, l'on peut imaginer quelques hypothèses :

- refus des deux parents ou d'un seul lorsque le consentement de l'autre n'est pas exigé.

Il faut supposer que l'enfant a été recueilli et élevé par une famille et que ses parents prétendent brusquement le lui retirer sans motif légitime. Pour L. Savatier lui-même "demander l'adoption pourrait être une défense possible, y faire droit, pour le tribunal, avec l'accord du juge des enfants, aboutirait simplement à raccourcir la procédure d'adoption fondée sur "l'abandon" (149).

Le parent, qui pour des raisons de convenance personnelle (150), revient sur une attitude passée (151) et alors que la famille de recueil n'a pas de-

149 - R. Savatier, Sauv. Enf. 1967 op. cit. p. 9.

150 - ou pour des raisons moins avouables : versement d'une somme d'argent par exemple.

151 - étant bien entendu qu'aucun consentement formel à l'adoption ou à l'abandon n'a été donné.

mandé ou pas pu obtenir une délégation de l'autorité parentale (152), pourrait ainsi voir invoquer contre lui l'article 348-6.

L'adoption serait alors prononcée plus rapidement, sans le préalable du jugement d'abandon, qui, en l'espèce ne présente plus le même intérêt : la greffe affective étant déjà réalisée, la procédure en deux temps est inutile.

- refus d'un seul des parents

Le consentement à l'adoption est donné par un des parents, celui qui exerce l'autorité parentale (cas de l'enfant naturel reconnu d'abord par un seul ou même par les deux (153)), ou celui qui a la garde, (après divorce ou séparation de corps) et alors que l'autre parent ne participe aucunement à l'entretien de l'enfant, n'exerce pas son droit de visite...

La procédure du refus abusif constituera dans ce cas un correctif à l'article 348, qui exige le consentement des deux parents, même s'il s'agit d'un parent dont la paternité a été déclaré en justice !

- refus du conseil de famille

Il est prévu expressément par le 2ème alinéa de l'article 348-6. Il peut être dû à des consi-

152 - affaire Marinopoulos. Le père légitime ayant disparu, l'oeuvre d'adoption n'avait pu obtenir du tribunal la délégation conjointe "de puissance paternelle", malgré l'abandon et l'accord de la mère. Celle-ci, deux ans, plus tard, devait réclamer son enfant, alors qu'il était recueilli en vue d'adoption par une famille. supra n° 108 A noter toutefois que la délégation de puissance paternelle ne comporte plus le droit de consentir à l'adoption.
153 - par application de l'art. 374 nouveau du C.C. l'autorité parentale est exercée en entier par la mère, sauf décision contraire du tribunal.

dérations extérieures à l'intérêt de l'enfant : par exemple, querelle d'influence entre les deux branches de la famille (154), l'adoption étant poursuivie par l'une d'elles, ou par une personne "inféodée" à l'une d'elles ; ou revirement d'attitude, dont il y a tout lieu de craindre qu'il soit passager (155).

Certes, le juge des tutelles ou tout membre du conseil de famille pourrait former un recours contre la délibération, mais les délais en sont très courts (156), en outre la personne qui se propose d'adopter peut ne pas faire partie du conseil de famille. La procédure du refus abusif paraît mieux adaptée, puisqu'elle permet au tribunal d'examiner dans son ensemble le projet concret d'adoption et l'intérêt qu'il présente pour l'enfant.

Cette disposition s'applique aussi bien au refus de consentement opposé par le conseil de famille des pupilles de droit commun qu'à celui opposé par le conseil de famille des pupilles de l'Etat.

2°) critères de mise en oeuvre

243. - La notion de refus abusif suppose, pour être prise en considération en matière contractuelle, l'intention de nuire. Appliquée en l'espèce, elle s'apprécierait par rapport à l'adoptant et serait, semble-t-il, de peu d'importance pratique.

154 - L'arrêt de la Cour de Nîmes, 3 juin 1931 (D.H.1931 J 470) illustre cette opposition des deux branches.

155 - T.G.I. Paris 1ère Ch. 31 janv. 1968, non publié, supra . n° 229 . note 79 . Dans cette affaire le tribunal devait prononcer l'adoption, en qualifiant d'abusif le refus de consentement, (T.G.I. Paris, 30 janvier 1968).

156 - 15 jours, art. 883-2 du Code de Pr. civ.

Pour la jurisprudence, en général, cet élément essentiellement psychologique est objectivée par un élément matériel : l'inutilité de la position prise, son inopportunité, Appliqué ici, ce critère conduirait à admettre l'abus dès lors que le refus semblerait contraire à l'intérêt de l'enfant (157), mais cette notion consacrée par la jurisprudence comme principe de droit est infiniment variable (158) et trop subjective pour servir de justification unique à une procédure qui a pour effet de retirer aux parents un droit résultant de l'autorité parentale.

Les rédacteurs de l'article 348-6 ont lié la notion d'abus au désintéressement des parents. Le juge de l'adoption devient alors " le juge de la conduite des parents" et le désintéressement est une faute à sanctionner toutes les fois qu'il aura été suffisamment grave pour risquer de compromettre la santé ou la moralité de l'enfant (159). Dans cette optique, l'abandon durable, qui prive un enfant de son milieu naturel, créé certainement le risque grave dont parle la loi ; finalement, la preuve essentielle à apporter sera celle de l'abandon des parents.

En fait, pour déterminer si le désintéressement visé par l'article 348-6 est constitué, les tribunaux se référeront à la jurisprudence concernant l'abandon, mais la décision finale devra être dominée par l'in-

157 - Carbonnier - Tome I. 7ème éd. n° 185.

158 - la jurisprudence relative au droit de visite en est l'illustration, l'intérêt de l'enfant est tantôt en faveur d'une rupture totale avec les parents nourriciers, par exemple, tantôt en faveur du maintien des liens d'affection.

159 - Par analogie, peut-être avec l'assistance éducative, le texte initial visait aussi "l'éducation". Cela revenait à insérer dans un texte d'une application exceptionnelle, une notion essentiellement subjective qui, tout en ayant parfaitement sa place dans le cadre de mesures d'assistance éducatives, est moins sûre lorsqu'il s'agit d'apprécier si un enfant est abandonné ou non. Afin de rendre leur texte plus restrictif et ainsi de se rapprocher de la position de l'Ass. Nat. les sénateurs l'ont supprimé en deuxième lecture.

térêt de l'enfant, qui n'est pas "une condition supplémentaire", selon la formule de M. Raynaud (160), mais la condition essentielle justifiant l'institution même de l'adoption.

L'appréciation de l'attitude des parents ne peut être alors détachée du but final de l'opération et leur défaillance sera appréciée d'une façon d'autant plus sévère par le tribunal, qu'une solution stable, définitive et conforme à l'intérêt de l'enfant, est proposée (161).

Dans cette optique, le refus de consentir opposé par les parents, même s'il est inspiré par des motifs très respectables, comme, par exemple, le désir de remplir dorénavant les devoirs de la paternité, ne peut à lui seul suffire à effacer la situation irréversible créée.

Comme le souligne la Cour de Poitiers (162), en abandonnant, la mère a créé "une situation irréparable, "qui, si elle était modifiée, pourrait mettre en péril la "santé physique et morale de l'enfant, qui s'est incorporée "de façon intime et définitive à la famille, qui l'a pris "en charge".

En s'inspirant des besoins de stabilité et de paix d'un enfant pour déclarer abusif le refus de consentement de sa mère, qui l'avait abandonné depuis deux ans,

160 - note sous Paris 18 déc. 1961 préc.

161 - ainsi en est-il lorsque l'adoption de l'enfant est demandée par la famille d'accueil ; en revanche, s'il s'agit de prolonger ou de perpétuer une délégation de la garde, l'appréciation de l'abandon devra être faite plus strictement, puisqu'une intégration définitive dans la famille d'accueil n'est pas proposée. (Ghestin, note sous Paris 1er juill. 1963, D. 1964.J.649). Cette opinion n'est pas partagée par M. Raynaud, note sous Paris 18 déc. 1961 précitée).

162 - déclarant le refus abusif par application de l'art. 352 du C.C. modifié par la loi du 1er mars 1963 (3 juill. 1963 op. cit.).

la Cour rejoignait la jurisprudence déjà affirmée à l'occasion des instances en attribution ou en maintien du droit de garde (163). L'intérêt de l'enfant devient ici aussi principe de droit (164).

La prééminence des parents d'origine a comme fondement la présomption selon laquelle l'intérêt de l'enfant est d'être élevé dans le milieu où il est né, et cette présomption est le plus souvent conforme à la réalité, mais l'abandon la détruit. Les parents de recueil et les parents d'origine apparaissent alors sur le même plan et seul l'intérêt de l'enfant apprécié dans l'espèce doit déterminer le juge.

Lorsque le refus de consentement émane d'un conseil de famille, la notion de désintéressement ne peut s'appliquer, ce qui ne veut pas dire que le tribunal ne tirerait pas certaines conséquences de l'indifférence de ses membres, au moins de ceux sur lesquels pèse un devoir moral (165). Mais l'abus reposera moins sur la méconnaissance

163 - Nancy, 28 févr. 1949, D.1950. Som. 8 - Gaz.Pal. 1949. I.236 - Civ. 1ère Sect. 16 juill. 1957. Bull. Civ. 1957.I. p. 269 n° 338 (instances en demandes de restitution de garde) - même critère de l'intérêt de l'enfant en matière de garde après divorce ou après séparation de corps.

Dans l'affaire Irr c/Assistance Publique, la Cour de Paris refusant la remise de l'enfant à son père soulignait que cette remise "constituerait une atteinte à sa personnalité, qui laisserait craindre un traumatisme moral capable de nuire à son développement harmonieux", 19 mars 1959 préc.

164 - Trib. civ. Leaux 11 janv. 1950 - J.C.P. 1950.II.5574 note Savatier.

165 - Tels semblent bien être les motifs qui ont inspiré la décision du T.G.I. de Paris (1ère Ch. 30 janv. 1968 préc.), lorsqu'il constatait "dans son très jeune âge, l'enfant n'a pas trouvé auprès des parents de sa mère l'appui moral et matériel que celle-ci pouvait peut-être escompter et (qu') en tous cas, après le décès de cette dernière, le premier réflexe de ceux-ci a été de l'exclure de leur famille..."

de devoirs passés, que sur l'oubli de l'intérêt actuel de l'enfant (166).

Par ce biais, le tribunal de grande instance peut contrôler les décisions de refus du conseil de famille et intervenir à la demande d'un tiers, alors qu'en principe, les recours contre les délibérations ne sont ouverts qu'au juge des tutelles, au tuteur, au subrogé tuteur et aux membres du conseil seulement (167). En outre, il n'y

a aucune raison d'écarter de ce contrôle, une décision du conseil de famille des pupilles, ce qui revient à permettre, une fois de plus, au juge de l'ordre judiciaire d'intervenir dans le fonctionnement du service de l'Aide sociale.

3°) Procédure

244. - Une enquête sociale s'impose, elle sera ordonnée par un jugement avant-dire droit, rendu en chambre du conseil. Le législateur n'a pas apporté de précisions particulières sur son déroulement. On peut regretter ici encore que l'intervention du juge des enfants ne soit pas prévue.

Dans les tribunaux où fonctionne une chambre spécialisée de la famille, c'est à elle que sera distribuée l'affaire, qui bénéficiera ainsi d'une organisation mieux au point et de la présence du juge des enfants.

166 - Dans la décision du T.G.I. de Paris précitée (note 165) étaient retenus également l'intérêt pour l'enfant de rester dans le milieu où il s'est épanoui et duquel on ne pourrait le retirer sans risques graves d'ordre psychiques et physiologiques et l'inconvénient sérieux qu'il y aurait de le confier à des grand-parents âgés.

167 - par application de l'art. 883-2 du Code de Proc. Civ.

Le jugement est contentieux, La procédure de refus abusif suppose un conflit et le jugement rendu aura pour résultat, le plus souvent, de préférer une famille à une autre. Les voies normales de recours sont ainsi ouvertes à toutes les parties au procès.

En 1966, le législateur a essayé d'éviter au maximum les disputes dont les enfants sont l'enjeu, l'article 348-5 reste-t-il l'un des derniers champs clos pour ces affrontements ?

La procédure du refus abusif, qui peut permettre, dans certains cas, de suppléer au consentement des parents, se justifie par le bien de l'enfant. Elle s'insère ainsi normalement dans la perspective nouvelle de l'adoption, conçue en fonction du seul intérêt de l'adopté, sous la surveillance des tribunaux (163). Issue de recours pour des cas limités, elle doit le rester ; même sous contrôle judiciaire, elle ne doit pas tendre à devenir le régime normal. L'adoption n'a pas pour but de redistribuer les enfants !

En l'état actuel du droit positif français, ce risque n'existe pas et les parents bénéficient de garanties certaines. La loi de 1966 les a renforcées d'une façon indiscutable, tant en aménageant les circonstances et les conditions de l'abandon volontaire, qu'en attribuant à l'autorité judiciaire le pouvoir exclusif de déclarer un enfant abandonné, et par là même adoptable, avant que toute mesure définitive ne soit prise à son égard, immatriculation comme pupille de l'Etat ou placement dans une famille en vue d'adoption.

Mais afin de donner une solution au problème douloureux de l'enfance abandonnée et de supprimer

163 - la loi anglaise de 1950 permet au tribunal de passer outre, lorsqu'il apparaît que la résistance des parents est injustifiée et préjudiciable aux intérêts de l'enfant.

toute concurrence des droits respectifs des parents par le sang et des parents de recueil, elle a limité strictement dans le temps les droits des premiers. Une fois les délais de rétractation ou de réclamation écoulés, l'enfant peut être placé dans une famille en vue d'adoption, et ce placement entraîne des effets irréversibles.

Ainsi tout chevauchement des droits des parents d'origine et des candidats adoptants devrait être évité, les seconds ne pouvant naître que lorsque les premiers auront disparu.

CHAPITRE II

LES GARANTIES A LA FAMILLE DE RECUEIL :

LE PLACEMENT EN VUE D'ADOPTION

245. - Ces garanties doivent tendre à un seul but : assurer à la famille adoptive la stabilité sans laquelle elle ne peut s'épanouir. Cette exigence est essentielle, d'elle dépend l'essor de l'institution et la réussite de chaque adoption.

Avant 1966, jusqu'au prononcé du jugement d'adoption, la famille d'accueil n'était pas à l'abri d'une demande de restitution des parents d'origine (1) et l'on assistait alors à la lutte de deux familles déchirées, qui, fortes chacune de "leurs droits", épuisaient toutes

1 - Civ. 1er 15 juin 1965 préc.

les voies de recours (2) pour conserver ou reprendre celui qu'elles appelaient "leur enfant".

La loi nouvelle a voulu prémunir les adoptants éventuels contre ce risque, d'une part en donnant au placement en vue d'adoption des effets irréversibles, d'autre part, en accordant au jugement d'adoption des effets pratiquement absolus.

Le placement en vue d'adoption constitue l'un des aspects les plus originaux de la nouvelle réglementation et une garantie essentielle pour les candidats adoptants. Il consacre le droit pour l'enfant de vivre avec la famille qui l'élève et souligne l'importance de "la greffe affective", il donne à la famille de recueil l'assurance que l'enfant auquel elle s'est attachée, dès le premier jour, ne lui sera pas enlevé. Effectué dans les conditions de la loi, il est beaucoup plus qu'une remise à l'essai, il est, selon l'expression de M. le doyen Carbonnier "une possession d'ores et déjà protégée pour elle-même, une pré-adoption" (3).

1°) Ses conditions

246. - Les conditions requises, pour que le recueil d'un enfant emporte les effets d'un placement en vue d'adoption, reposent sur l'idée que celui-ci n'est possible

2 - Il est à noter que si les disputes dont les enfants sont l'enjeu sont rares, compte tenu du nombre d'adoptions prononcées chaque année (1 procès pour plus de 4.000 adoptions, selon M.P. Marmier, thèse précitée, p. 358), elles sont toujours violentes et tendent à épuiser toutes les voies de recours. A titre d'exemples : aff. Novack, Assemblée plénière de la Cour de cass. 10 juin 1966 (cf n°108); aff. Marinopoulos : Civ. 1er mars 1966 (2 arrêts) (cf n° 108) ; aff. Laborderie : Civ. 15 juin 1965 (3 arrêts), aff. non terminée, 2 pourvois sont en cours (cf n° 126); aff. Péron : Cons. d'Etat 29 oct. 1965 (préc.).

3 - traité T.I édition 1967 n° 186 p. 574.

que pour un enfant susceptible de bénéficier d'une adoption plénière. En effet, seule la remise à une famille d'un enfant adoptable entraîne des effets spécifiques, dans les autres cas, il s'agira d'une simple situation de fait, non protégée par la loi et pouvant entraîner les plus désastreuses surprises.

a) les enfants susceptibles d'être placés

Peut ainsi être placé au sens de l'article 351 du Code civil :

- un enfant pour lequel il a été valablement et définitivement consenti à l'adoption

La validité de ce consentement est soumise à une réglementation stricte, tant en ce qui concerne les personnes ou les organismes aptes à le donner (4), que les conditions de son expression (5); en outre, il doit présenter un caractère définitif, ce qui revient à poser en règle qu'il n'est possible qu'après l'expiration du délai de rétractation de trois mois (6).

- un pupille de l'Etat

En 1966, il a été reconnu au pupille de l'Etat une vocation de principe à être adopté (art. 65 du Code de la famille). Aussi, afin de garantir les droits des parents par le sang, le législateur s'est préoccupé d'harmoniser les dispositions du Code de la famille et de l'aide sociale avec celles de la loi du 11 juillet 1966 sur l'adoption ; c'est ainsi qu'il a limité les immatriculations de plein droit à certaines catégories d'enfants (7) ; qu'il

4 - Cf 1ère Partie n° 40 et s.

5 - Cf 1ère Partie n° 53 et s.

6 - Cf IIème Partie n° 227 et s.

7 - Cf 1ère Partie n° 97.

fait intervenir le tribunal de grande instance, toutes les fois que la situation de l'enfant n'est pas juridiquement claire (8) ; ou'il a prévu l'écoulement d'un certain délai, (trois mois à un an, suivant les conditions de l'abandon), pendant lequel l'immatriculation est interdite (9).

De plus, tout placement doit être approuvé par le conseil de famille des pupilles de l'Etat, qui vérifie que l'enfant est juridiquement adoptable et que les adoptants éventuels présentent des garanties matérielles et morales suffisantes (10).

- un enfant déclaré judiciairement abandonné

Cette catégorie nouvelle d'enfants adoptables sous-entend l'intervention du tribunal de grande instance qui, constatant la carence des parents, déclare l'enfant abandonné, rompt les liens juridiques qui l'attachent à ceux-ci et le rend ainsi disponible pour l'adoption (11). Conçu comme un préalable indispensable, toutes les fois que la situation juridique de l'enfant n'est pas claire, le jugement d'abandon permet, dès qu'il est devenu définitif, le placement immédiat de l'enfant.

Pour plus de sécurité, le législateur a prévu deux conditions supplémentaires tendant à prouver la réalisation de l'abandon.

b) le délai d'attente de trois mois

247. - L'article 351, alinéa 2, interdit de placer tout enfant dont la filiation n'est pas établie, avant

8 - Cf 1ère Partie n° 90

9 - Cf 1ère Partie n° 91 et s.

10 - art. 65 al. 1 du Code F. & A.S. supra n° 98.

11 - Cf 1ère Partie n° 145 et s.

l'expiration d'un délai de recueil de trois mois, Cette exigence a pour but de permettre éventuellement une constatation de la filiation et la remise de l'enfant à ses parents sans formalités, conformément aux dispositions de l'article 55 du Code de la famille qui s'impose tant à l'Aide sociale qu'aux intermédiaires d'adoption (par application de l'art. 100-1 du même Code).

Cette mesure, qui a pour but d'éviter le "marché noir" des nouveaux-nés et une précipitation préjudiciable aux droits du sang, reconnaît indirectement à toute femme, qui a mis au monde un enfant, le même droit de réflexion (12) ; ainsi les parents disposent toujours d'un délai au minimum d'une durée de trois mois (13), pour reprendre leur enfant, avant que celui-ci ne soit placé en vue de l'adoption plénière.

348. - Toutefois, l'introduction dans l'article 351 de cette disposition peut donner lieu à des interprétations divergentes. Cela revient-il à poser qu'un placement valable peut être réalisé sur la base de l'article 351 alinéa 2 seul, en supposant un enfant non reconnu, remis à un intermédiaire agréé par son ou ses parents, après signature d'un procès-verbal de remise en vue d'adoption ?

Autrement dit, cet enfant peut-il être placé dans une famille, après l'expiration du délai de rétractation de trois mois, conformément à la volonté de ses parents, ou faut-il, pour qu'il y ait placement, obtenir un consentement à l'adoption, au sens de l'article 348-2, c'est à dire un consentement émanant du conseil de famille de l'enfant, réuni à la diligence de l'oeuvre, et composé, pour une grande part, de membres de l'oeuvre ?

12 - l'art. 55 du C. F. & A.S. ne distingue pas si l'enfant est ou non reconnu. - supra le droit de réflexion 2ème F. n° 228.

13 - voir tableau en annexe. VIII.

La réponse est contenue dans le 1er alinéa de l'article 351, qui dispose "le placement..... est réalisé par la remise effective d'un enfant pour lequel il a "été valablement et définitivement consenti à l'adoption".... Or ne peuvent consentir à l'adoption, que les père et mère d'un enfant dont la filiation est légalement établie, dans les autres cas, ce droit passe au conseil de famille.

Ainsi l'adoption de cet enfant nécessite un premier consentement, émanant des parents et prouvant le fait de l'abandon, puis un deuxième consentement, relevant du conseil de famille et emportant des effets juridiques. Si l'on admet, avec le tribunal de grande instance de Paris, le droit de rétractation du conseil de famille, le placement de cet enfant est soumis à deux délais successifs de rétractation (14).

Or, il semble, que pour éviter les retards préjudiciables à l'enfant, certains intermédiaires agréés effectuent le placement uniquement sur la base de l'article 351-2, sans faire intervenir le conseil de famille, qui ne sera sollicité qu'au moment de la procédure d'adoption (15). Ce procédé est dangereux. En effet, toutes les fois, que les conditions strictes posées par l'article 351 ne seront pas remplies, le risque est grand de voir le placement considéré comme un simple recueil, avec toutes les incertitudes que cela comporte. Il serait certainement plus sûr, de ne confier à une famille un enfant dont la filiation n'est pas établie en droit, qu'après avoir obtenu le consentement du conseil de famille.

14 - supra IIème Partie n° 229.

15 - supra : calcul du délai de rétractation n° 231.

L'article 352 du Code civil suppose un ensemble de conditions légales réunies, il ignore les situations de fait, quelque douloureuses ou attachantes qu'elles puissent être, il s'agit d'une disposition exceptionnelle, qui, par application des principes généraux du droit, ne peut être étendue à des cas non prévus.

c) l'interdiction du placement en cas de rétractation du consentement à l'adoption

249. - La deuxième condition supplémentaire édictée par l'article 351 s'applique à tous les enfants, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent ; elle a pour but d'interdire le placement toutes les fois que les parents ont demandé la restitution de l'enfant, tant qu'il n'a pas été statué sur le bien fondé de cette demande, à la requête de la partie la plus diligente (16) ; le tribunal doit pouvoir apprécier en toute liberté la réclamation des parents, sans être influencé par la situation de fait résultant d'un placement (17), l'enfant ne doit pas risquer de voir sa situation remise en question, alors qu'il s'est déjà attaché à la famille d'accueil. Ainsi la plus grande prudence s'impose à l'Aide sociale comme aux oeuvres d'adoption.

Lorsque la rétractation du consentement se déroule suivant le processus légal, c'est à dire : réclamation suivie de la remise effective de l'enfant, aucune difficulté particulière n'est à signaler. Il n'en est pas de même, lorsque les parents, après avoir réclamé l'enfant, ne donnent plus signe de vie ; or cette hypothèse

16 - art. 351 al. 3 - supra n° 234.

17 - il ne peut ignorer "la greffe affective".

se rencontre assez fréquemment. Il convient alors d'assigner les parents devant le tribunal de grande instance "pour voir juger que la demande de remise est mal fondée, et s'entendre confirmer le refus de remise de l'enfant" par application des articles 74-1 et 149 du Code de procédure civile (18).

La décision rendue devra être signifiée à parquet et des recherches entreprises pour signifier à personne (par application des articles 158-1 et 69-8 du Code de procédure civile). Si les recherches restent infructueuses (parents introuvables, partis à l'étranger...) la personne ou l'oeuvre gardienne de l'enfant demandera le permis d'exécuter, par application de l'article 158-2 du même Code. Au vu du procès-verbal de recherches infructueuses, le président du tribunal autorisera par ordonnance l'exécution du jugement, à l'expiration du délai d'opposition d'un mois, qui courra du jour de cette ordonnance.

Si les parents habitent à l'étranger, l'ordonnance portant permis d'exécuter constatera l'expiration du délai d'opposition (trois mois en ce cas) ; elle sera rendue, après que toutes diligences auront été faites pour donner aux intéressés connaissance de la signification (art. 158-3 du Code de procédure civile) (19).

Cette procédure est longue et compliquée ; et pour peu que les recherches n'aboutissent pas immédiatement, de longs délais s'écouleront avant qu'il soit définitivement statué sur le sort de l'enfant. Quoiqu'il en soit, la loi a posé cette condition pour qu'un enfant puisse être placé valablement et les intermédiaires de placement se doivent de la respecter.

18 - T.G.I. Paris - 1ère Ch. 5 nov.1969 - Frézet de Paris c/ demoiselle Le G. (non publiée).

19 - Rép. Dalloz pr.civile et comm. v° signification n° 48-2 et s.

Cependant l'Aide sociale de Paris a adopté à juste titre une pratique plus souple et qui tient mieux compte des réalités et de l'esprit de la loi (20).

Ainsi tout enfant, pour lequel il a été consenti à l'adoption et qui n'a pas été réclamé dans un délai de trois mois, peut être "placé" en vue d'adoption, aucune autre condition n'est exigée, mais en fait, l'Aide sociale et les oeuvres agréées, qui recueillent la plupart des enfants à placer, subissent une réglementation qui leur est propre et qui s'ajoute à la réglementation générale (21).

2°) Ses effets

250. - Le principal effet du placement en vue d'adoption est de mettre "obstacle à toute restitution de l'enfant à sa famille d'origine" (art. 352).

Cette disposition est une pièce maitresse de la nouvelle législation, elle a pour but d'assurer la sécurité des familles adoptives, dès le recueil et non plus seulement après le jugement d'adoption (22).

Les liens avec la famille par le sang subsistent virtuellement jusqu'au jugement d'adoption, mais ils sont dépourvus de toute efficacité, puisque les parents par le sang n'ont plus la possibilité de reprendre leur enfant. Une demande de restitution serait irrecevable.

20 - supra n° 234.

21 - infra n° 255 le contrôle administratif préalable.

22 - le 8 juillet 1961, une décision de la Cour de Paris avait cru devoir accorder au recueil en vue d'adoption une telle efficacité ; elle avait été cassée par la Cour de cass. Civ. 1ère Sect. 15 juin 1965, J.C.P. 1965.II.14414, note Lindon.

Ainsi le placement en vue d'adoption a des effets plus complets qu'une décision judiciaire de délégation ou de déchéance de l'autorité parentale.

En outre, le placement "fait échec à toute déclaration de filiation et à toute reconnaissance" ; si la filiation de l'enfant n'a pas été établie, elle ne peut plus l'être, ni par une déclaration judiciaire, ni par une reconnaissance volontaire.

Le législateur a donné aux parents un délai de réflexion de trois mois ; passé ce terme, ils ne peuvent plus intervenir dans la vie de l'enfant et compromettre, par quelque manoeuvre de dernière minute, son insertion dans la famille qui l'a prise en charge.

Est à dire que tout conflit est désormais impossible et que l'affaire Novack ne pourrait de nouveau se produire ?

Malgré les améliorations non contestables apportées par la loi de 1966, il faut bien admettre qu'en l'état actuel du droit de la filiation, et compte tenu de ce qu'une reconnaissance secrète par acte authentique est toujours possible, de ce qu'une reconnaissance d'un enfant à naître ou d'un enfant déjà né devant un officier d'état civil quelconque est valable (23), le placement n'entraîne pas une sécurité absolue pour la famille d'accueil. En effet, il pourrait voir ses effets résolus rétroactivement, s'il apparaissait, avant le prononcé du jugement d'adoption, que le consentement à l'adoption n'avait pas été donné par ceux auxquels la loi donnait cette

23 ^{supra}, cf consent. à l'adoption de l'enfant naturel
n° 47.

prérogative, et qu'ainsi l'enfant placé n'était pas adoptable, au sens de l'article 351 du Code civil.

Cette hypothèse peut se rencontrer, lorsque la mère abandonne son enfant, sans l'avoir reconnu et que le placement est réalisé, après autorisation du conseil de famille ; ou, lorsque la mère ayant consenti à l'adoption de son enfant reconnu, le placement est réalisé de plein droit, alors que, dans les deux cas, une reconnaissance a été faite par le père de l'enfant, devant un ^{d'état-civil} officier quelconque, à une date antérieure au placement.

Cette reconnaissance est valable, bien qu'elle n'ait pu être portée sur l'acte de naissance de l'enfant dans un délai utile, par suite de l'ignorance où se trouvait le père du lieu de naissance et de l'adresse de la mère (24).

Ainsi, le placement ne pourrait entraîner d'effets juridiques (au moins vis à vis du père), puisque l'enfant n'avait pas la qualité d'enfant adoptable et que les conditions exigées par l'article 351 du Code civil ne se trouvaient pas remplies.

De telles situations sont rares et exigent pour se réaliser un ensemble de circonstances difficilement réunies, mais il faut souligner qu'elles existent et sont encore possibles, bien que leur réalisation soit dorénavant très limitée dans le temps ; la reconnaissance, pour produire des effets, devant être faite antérieurement à la date du placement et non plus antérieurement à celle du jugement d'adoption, d'où l'importance très grande de la date du placement.

251. - Caducité des effets du placement

Les conséquences juridiques du placement peuvent être effacées rétroactivement : si le placement en vue d'adoption cesse, ou si le tribunal refuse de prononcer l'adoption.

Dans la première hypothèse, ce sont les candidats adoptants qui, pour une raison personnelle, ne poursuivent pas le projet envisagé et restituent d'eux-mêmes l'enfant à ceux qui le leur avaient confié ; dans la deuxième, c'est le tribunal lui-même, qui refuse d'entériner le projet, il est probable qu'il ordonnera alors la restitution de l'enfant à ceux qui l'avaient confié, ou à l'Aide sociale à l'Enfance.

Dans ces deux cas, les raisons d'être de l'article 354 ont disparu, un conflit entre deux familles n'est pas à craindre, et rien ne s'oppose a priori à ce que l'enfant soit rendu à sa famille par le sang, si elle le demande. La remise serait soumise alors aux mêmes règles que celles qui commandent la restitution de l'enfant non placé, réclamé par ses parents, après l'expiration du délai de rétractation (25). Ainsi apparaît l'importance de la préparation minutieuse du placement, qui doit être conçu de façon à éviter les changements répétés, qui entraîneraient des conséquences irréparables sur le psychisme de l'enfant.

Rien ne s'oppose non plus à ce que la filiation soit établie, ou à ce qu'une reconnaissance ou une déclaration judiciaire de filiation antérieurement faite ou prononcée soit validée rétroactivement.

25 - supra n° 238, mais l'enfant déclaré abandonné ne peut être rendu, supra n° 145.

Les parents recouvrent ainsi la possibilité de réapparaître dans la vie de l'enfant ; leurs droits ne sont plus limités que par les règles du droit commun et l'intérêt de l'enfant, sous le contrôle du tribunal de grande instance, gardien des libertés familiales ; mais compte tenu des conditions exigées pour tout placement, il semble qu'il y ait peu de chances pour que l'enfant soit restitué à sa famille par le sang.

3°) Son point de départ

25². - L'importance des effets attachés au placement aurait nécessité une détermination précise de son point de départ (26). En fait, le législateur n'a rien précisé ; le placement en vue d'adoption se réalise par "la remise effective de l'enfant", dit l'article 351, comment déterminer avec précision la date de cette remise ?

S'il s'agit d'un enfant placé par l'intermédiaire de l'Aide sociale ou d'une oeuvre autorisée, la remise sera matérialisée par la prise en charge signée par le candidat adoptant.

De plus, dans le cas où l'enfant est placé par un intermédiaire autorisé, celui-ci doit faire connaître dans les 48 heures, au préfet de la résidence des futurs adoptants, la réalisation effective du placement(27). L'absence de cette notification ou le retard d'envoi ne pourrait retirer au placement ses effets spécifiques et être opposable à la famille d'accueil, puisqu'il s'agit

26 - l'absence de détermination de la date du placement risque de laisser subsister de sérieuses occasions de conflit.(Cf Raynaud, chr. préc. D.1967 spéc. x 1 n° 30).

27 - Décret n° 67-45 du 12 janv.1967 art. 8.

d'une obligation administrative à la charge de l'intermédiaire, mais il est bien certain que s'il y avait contestation sur la date de la remise, l'omission de cette formalité pourrait rendre la preuve très difficile.

Les organismes d'adoption se plaignent quelquefois du contrôle administratif tatillon auquel ils sont soumis. Ce contrôle est peut-être pesant et inutile pour les oeuvres sérieuses et ayant une longue expérience, mais il est une garantie primordiale, aussi bien pour le candidat adoptant que pour le parent par le sang.

Ainsi dans les hypothèses où l'enfant est placé par un intermédiaire agréé ou par les services de l'Aide sociale, la preuve de la date de la remise se fera normalement par la production de pièces administratives, le futur adoptant a donc le plus grand intérêt à ce que l'organisme auquel il s'adresse soit respectueux des directives légales et possède des archives bien conservées.

253. - Mais si l'enfant est confié par ses parents, directement, sans passer par un intermédiaire agréé, comment fixer avec certitude l'instant où un simple recueil se transforme en placement en vue de l'adoption ?

S'il y a consentement à l'adoption, la date de l'acte authentique ou celle de la délibération du conseil de famille peut devenir celle du placement, mais à la condition que le recueil ait précédé ou ait été concomittant et que la preuve puisse en être rapportée. Certes, il s'agit de prouver un fait juridique et la preuve peut se faire par tous moyens (28), mais cela n'exclut pas les difficultés et les incertitudes.

28 - preuve testimoniale, mais aussi justification du versement des prestations familiales à la famille de recueil, date du baptême, etc...

Si le recueil a lieu sans qu'il y ait consentement au sens de l'article 348 du Code civil, ou sans décision administrative, la date du placement pourra résulter de celle du jugement d'abandon. Si le recueil est déjà effectif, il est évident que les motifs du jugement viseront ce fait, qui sera ainsi constitué de plein droit, au jour de la décision définitive. Si, en revanche, la déclaration d'abandon a été sollicitée par l'organisme de recueil, en vue justement de permettre un placement, la date de la remise ressortira de l'examen des registres de l'oeuvre et du procès-verbal de prise en charge, signé par les candidats adoptants.

En bref, si une demande de restitution est faite, ceux-ci devront faire la preuve que l'enfant qu'ils

élèvent est un enfant adoptable, c'est à dire entrant dans une des catégories énumérées dans l'article 351 du Code civil ; s'ils ont respecté les obligations légales, cette preuve semble possible sans trop de difficultés. Mais dans l'hypothèse, où l'issue de la réclamation dépendrait essentiellement de la date de la remise, de l'antériorité dans le temps du placement, par rapport au fait allégué par le réclamant, comme base de son droit (reconnaissance post natale, par exemple), alors la preuve susciterait bien des difficultés, puisqu'il faudrait prouver, non seulement que l'enfant était juridiquement adoptable, mais en plus, que la remise matérielle, effective, avait eu lieu à la date donnée.

En outre, même en admettant que l'issue du litige soit favorable aux candidats adoptants, leur tranquillité morale et leur sécurité auront été troublées, l'enfant aura sans doute été perturbé, et la disposition légale n'aura que médiocrement atteint son but.

4°) Sa durée

254. - Aucune condition minimum de durée n'a été fixée par le législateur, toutefois l'article 345 du Code civil ne permet l'adoption qu'en faveur des enfants recueillis au foyer de l'adoptant depuis au moins six mois.

Cet accueil au foyer ne sous-entend nullement qu'il doive s'agir d'un enfant adoptable ; il a seulement pour but d'empêcher les adoptions hâtives, de permettre de s'assurer que l'insertion de l'enfant se fait normalement ; il n'est donc pas indispensable que l'enfant ait déjà la qualité d'enfant adoptable, un simple recueil de fait, à condition qu'il soit possible d'apporter la preuve qu'il est antérieur de six mois à la requête, pourrait suffire à remplir la condition légale (29).

Comme aucun texte ne limite la durée maximum du placement, que seule, en principe, la volonté de la famille adoptante, qui introduit et poursuit la procédure d'adoption va y mettre fin, le placement pourrait durer indéfiniment. Mais, en fait, la famille adoptante est la première à désirer que le placement soit le plus court possible, et le délai de six mois, même assorti de garanties, lui paraît bien trop long. En outre, compte tenu de la surveillance exercée jusqu'au prononcé du jugement par l'Aide sociale ou l'intermédiaire agréé, il est certain que, si la procédure d'adoption n'était pas diligentée dans un délai normal, la famille de recueil pourrait se voir retirer l'enfant.

29 - C'est pourquoi, il a été demandé que le jugement d'abandon et le jugement d'adoption puissent faire l'objet d'une même procédure, lorsque la greffe affective est depuis longtemps réalisée. (La Marnière, J.C.P. 1966.I. 2028 n° 13). supra n° 149.

De plus, l'expérience démontre qu'il est très rare qu'un accueil en vue d'adoption ne se concrétise pas juridiquement, que cela arrive surtout lorsque l'enfant déjà grand et perturbé ne peut s'habituer à une vie familiale normale, ou que la famille elle-même est rebutée par une insertion difficile. Interrompre le placement est quelquefois la seule solution, mais si l'enfant s'est senti rejeté, il en portera des traces durables et peut-être irrémédiables. Ainsi est soulignée une fois encore, l'importance de la préparation minutieuse de tout recueil d'enfant et la nécessité d'un contrôle efficace préalable.

5°) Le contrôle administratif préalable

255. - Le non respect des obligations légales prive le placement de ses effets spécifiques ; il s'agit là d'une sanction sans appel, mais qui, n'ayant lieu qu'à posteriori, n'empêche ni les drames, ni les conflits, or le principal souci du législateur a été en 1965 de rechercher les moyens de les éviter. Il a donc été amené à soumettre le placement à un contrôle administratif très minutieux. Force est bien toutefois de constater que celui-ci ne s'exerce que sur les personnes et les associations autorisées et non sur les particuliers, (cas de recueil direct).

a) Le placement du pupille de l'Etat est soumis à une réglementation originale (30), tenant compte de la tutelle administrative. La sanction du non respect des règles légales serait d'ordre administratif interne (déplacement de fonctionnaire, blâme...) ou bien aurait

30 - Décret n° 67-44 du 12 janvier 1967, préc. cf n° 98.

son épilogue devant le tribunal administratif (recours pour excès de pouvoir) ou judiciaire, s'il s'agissait d'une mesure relevant de la tutelle d'un mineur (31).

L'enfant est placé par le préfet en tant que tuteur, mais après avis conforme du conseil de famille des pupilles ; celui-ci vérifie que l'enfant a bien la qualité de pupille, que les conditions légales sont remplies : observation des délais requis et absence de réclamation ; il constate, après avoir pris connaissance des résultats d'un examen médical approfondi de moins de deux mois, que l'enfant ne paraît atteint d'aucune maladie chronique ou déficience physique ou mentale quelconque(32), enfin que l'adoption constitue une mesure adaptée à la situation particulière de l'enfant.

b) Le placement de l'enfant recueilli par un intermédiaire agréé.

256. - Tout projet de placement en vue d'adoption élaboré par une personne ou une association autorisée est soumis, par application de l'article 7 du décret du 12 janvier 1967 (33), à l'agrément du préfet de la résidence des futurs adoptants.

Pour ce faire, l'oeuvre fait parvenir au préfet sous le timbre de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, un dossier comportant des renseignements concernant notamment les origines de l'en-

31 - supran° 238.

32 - Dans le cas contraire, le conseil de famille ne donne son consentement qu'à condition que les futurs adoptants soient informés de l'état de l'enfant.

33 - décret n° 67-45 préc.

fant et son état de santé (34), les résultats de l'enquête sociale à laquelle elle a dû faire procéder ; les adoptants auront transmis de leur côté certificats médicaux et pièces d'état-civil (35). La lecture de ces différentes pièces permettra de vérifier, en particulier, que le délai impératif de trois mois précédant tout placement a été respecté, que l'enfant a bien la qualité d'enfant adoptable et que le projet envisagé présente les garanties morales et matérielles indispensables ; un assistant ou une assistante du service social contrôlera sur place les renseignements fournis (36).

Le préfet a un délai d'un mois, à compter de la réception de l'ensemble du dossier, pour s'opposer au placement par décision notifiée à la personne ou à l'association autorisée ; son silence vaut consentement.

Ce délai écoulé, l'oeuvre peut placer l'enfant, mais doit en aviser le préfet dans les 48 heures. Cette formalité, qui a pour but de permettre le contrôle administratif, joue un rôle supplémentaire, en tant que moyen de preuve de la date de la remise (37). L'article 8 du décret, qui impose cette signification, ne prévoit aucune forme spéciale à respecter.

Il incombe ensuite à l'oeuvre de s'assurer des conditions de vie de l'enfant chez les futurs adoptants, d'informer le préfet de celles-ci (sous forme d'un rapport semestriel), ou de tout fait de nature à compromettre la

34 - résultats de l'examen médical obligatoire passé moins de trois mois auparavant.

35 - supra sur le contenu du dossier n° 184.

36 - art. 8 de l'arrêté du 25 janv. 1967 préc.

37 - supra p. n° 252

réalisation de l'adoption ou à rendre la surveillance impossible. Cette surveillance s'exerce jusqu'au prononcé du jugement d'adoption, sauf le cas où les adoptants seraient investis de l'exercice des droits de l'autorité parentale.

Le non respect des obligations légales entraînerait le retrait de l'autorisation administrative de fonctionnement, conformément aux dispositions du décret du 12 janvier 1967 ; mais il ne semble pas qu'il pourrait y avoir une remise en question du placement vis à vis des candidats adoptants, à la condition bien entendu que l'enfant ait eu la qualité d'enfant adoptable et qu'aucune fraude ne leur soit imputable. En effet, il ne s'agit là que d'obligations administratives à la charge de l'oeuvre et non de formalités imposées à peine de nullité pour la validité du placement.

c) le placement direct

257. - L'enfant peut-être recueilli directement après consentement à l'adoption par acte authentique ou délibération du conseil de famille, s'il est âgé de plus de deux ans ou sans même cette limitation, si un rapport de parenté existe.

Aucun contrôle n'est prévu. L'enfant étant recueilli avec le consentement de ses parents, la déclaration obligatoire de l'article 19 de la loi du 27 juillet 1889 (38) (art. 377-1 nouveau du Code civil) ne semble pas s'imposer (39). Certes le décret du 12 janvier 1967

38 - il enjoignait de faire cette déclaration au maire de la Commune et à Paris au commissaire de police, l'art. 377-1 parle de "l'autorité administrative".

39 - à noter qu'en réalité, elle est rarement faite, même lorsque le recueil a lieu sans l'intervention des parents.

prescrit cette déclaration, même si l'enfant a été avec l'intervention de son père ou de sa mère, mais il ne s'adresse qu'aux personnes et associations qui, habituellement et à titre principal ou accessoire, placent en vue d'adoption des mineurs de moins de 15 ans, ou servent d'intermédiaire pour ces placements ; le décret ne vise nullement le particulier qui a recueilli un enfant pour son propre compte et ce, avec l'accord de ses parents.

Il y a lieu de regretter cette omission, un additif au titre II de la loi du 27 juillet 1889 s'imposait ou mieux une disposition spéciale, introduite dans l'article 348-3 du Code civil, et prévoyant, à la charge du notaire qui a reçu le consentement ou du juge des tutelles, président du conseil de famille, l'obligation d'informer le préfet du lieu de résidence des futurs adoptants, de l'acte intervenu. Ainsi un contrôle du recueil aurait pu être aménagé dans le cadre de la protection de l'enfance.

Les parents ou le conseil de famille choisissent librement la personne ou le couple adoptant, en fonction de critères qui leur sont propres ; l'on peut craindre que la situation matérielle n'entre pour une grande part dans la décision et que les autres considérations ne soient pas suffisamment pesées. Certes, le tribunal peut toujours refuser de prononcer l'adoption plénière en n'accordant que l'adoption simple, ce qui dans beaucoup de cas, enlèverait tout intérêt à l'adoption (40), mais si l'enfant est réellement élevé dans la famille de recueil, il est à craindre que le juge ne soit placé devant une situation accomplie et irréversible et que la solution la

40 - adoption de nature successorale.

moins mauvaise ne soit encore de laisser les choses en l'état et d'insérer juridiquement l'enfant dans la famille de recueil.

Le législateur a voulu faire entièrement confiance à la famille de l'enfant ; sauf le cas où il s'agit de faire adopter l'enfant par un membre de sa parenté, après décès de son père et de sa mère, l'on peut se demander si sa confiance est bien placée et quelles sont les obscures raisons, qui amènent des parents à "céder" ainsi légalement leurs enfants !

258. - Le recueil d'un enfant, simple situation de fait, est donc devenu par la volonté du législateur une situation juridique légalement protégée : un placement en vue d'adoption. Aucun événement extérieur, même une réclamation des parents par le sang, ne peut remettre en question la situation née de ce placement, si l'adoption est réalisée.

Amélioration inconstable de la loi, mais strictement réglementée, le placement recouvre une hypothèse précise, celle de l'enfant abandonné à l'Aide sociale ou à une oeuvre, devenu adoptable à la suite du consentement de ses parents (ou de son conseil de famille) ou d'un jugement, puis placé dans une famille choisie à l'avance. Toutefois, il n'y a aucune raison de ne pas l'appliquer aussi au cas de recueil direct, après consentement à l'adoption par les parents et remise de l'enfant (41).

En faisant du placement une sorte d'étape préalable et protégée de la procédure d'adoption, le législateur a voulu supprimer tout risque de conflits entre deux familles ; déclarant impossible ou irrecevable toute mani-

41 - contra Carbonnier T.II - éd. 1969, n° 99 p. 293.

festation ultérieure de volonté des parents, il accorde à la famille de recueil la sécurité, dès le jour de l'entrée à son foyer d'un enfant ayant vocation à être adopté.

Situation exorbitante du droit commun, le placement est limité à un cadre légal ; toutes les fois que le recueil de l'enfant a lieu d'abord, que le désir de transformer "la greffe affective" en une situation juridique naît ensuite, les droits des parents par le sang restent entiers et les occasions de conflit inchangées. Y a-t-il là une lacune de la loi ? Peut-être, si l'on ne considère que les situations de fait et leurs incidences, mais il était difficile au législateur d'aller plus loin dans les concessions à la famille d'accueil, sans aller à l'encontre des règles fondamentales du droit français, qui donnent la priorité à la famille par le sang. Il est certain que dans une matière aussi mouvante que le recueil d'un enfant, certaines situations restent en marge du droit.

TITRE II

LA CREATION D'UNE CELLULE FAMILIALE

259. - La raison véritable de l'adoption plénière est de donner une famille aux enfants qui en sont dépourvus, et de leur assurer ainsi les conditions nécessaires à leur épanouissement. Il paraît donc conforme aux buts de l'institution de donner à l'adopté une famille complète, composée d'un père et d'une mère, unis par les liens du mariage. Toutefois, cette nécessité ne semble pas avoir été considérée comme essentielle par le législateur de 1966, puisqu'il a ouvert l'adoption plénière aux personnes seules (1).

Cette cellule familiale ne peut prospérer qu'à la condition d'avoir un statut, qui ne la distingue pas des autres familles, et de jouir, ce qui est essentiel, de la stabilité.

1 - voir supra les critiques que cette innovation n'a pas manqué de soulever, n° 173 et s.

A la suite d'une longue évolution, le législateur français a reconnu au lien de filiation adoptive les mêmes effets que ceux qui découlent de la filiation légitime ; par différentes mesures, d'ordre procédural notamment, il tend à lui assurer une irrévocabilité totale.

Mais, en même temps, il en contrôle strictement la formation. L'adoption s'est peu à peu institutionnalisée, le but social du recueil de l'enfant abandonné a pris le pas sur le côté individualiste du recueil d'un enfant par une famille, qui veut se perpétuer. D'où l'intervention de plus en plus minutieuse du pouvoir dans toutes les phases de la procédure et la disparition presque complète de la volonté individuelle dans la formation et les effets du lien.

Dans un premier chapitre sera étudiée la procédure d'adoption proprement dite, tandis qu'un second chapitre sera consacré aux effets du jugement.

CHAPITRE I

LE JUGEMENT D'ADOPTION PLENIERE

260. - Si l'on excepte le droit musulman, qui dans la mesure où il connaît l'adoption, en fait un acte juridique unilatéral, le droit chinois ancien et aussi l'adoption "dattaka" en Inde, dont les formalités essentielles sont la remise matérielle de l'enfant et l'acceptation par l'adoptant (2), l'intervention et la sanction de l'autorité publique sont universellement exigées à l'heure actuelle pour la validité de l'adoption. Cette règle a été adoptée par la Convention Européenne en matière d'adoption des enfants dans son article 4.

Plusieurs systèmes sont en vigueur. Tantôt l'acte est conclu par les parties, dans une forme solennelle et homologuée par l'autorité compétente : c'était la procédure suivie en droit français, pour

2 - Vismard, l'adoption op. cit. p. 41.

l'adoption simple, avant l'ordonnance du 23 décembre 1958 ; c'est encore celle suivie par le droit Suisse, la loi belge du 21 mars 1969 (art. 349 et 350) et par de nombreux pays d'Europe Occidentale (3). Tantôt les parties échan- gent personnellement (ou par leur représentant légal) leurs consentements, devant une autorité judiciaire qui dresse l'acte, il en est ainsi en Grèce, Italie et Grande Bretagne.

Tantôt, l'adoption résulte d'un jugement rendu sur requête, celle-ci pouvant émaner comme en France, des candidats adoptants seuls ou de leur concours avec l'adopté, si son âge le permet, et avec les personnes dont le con- sentement est nécessaire (Luxembourg, loi du 13 juillet 1959). L'adoption peut aussi résulter d'un acte du pouvoir exé- cutif, ce sera un décret royal au Danemark, un arrêté admi- nistratif en Australie, un acte de l'autorité de tutelle en U.R.S.S.

En outre, d'une façon générale, lorsqu'il s'agit de mineurs, l'autorité publique ne donne son auto- risation qu'après avoir examiné l'opportunité de l'adop- tion (4). Cette exigence est reconnue indispensable par les responsables de tous les pays. Elle a été insérée dans l'article 6 de la Convention de la Haye du 28 octobre 1964 en ces termes "Les autorités..... ne prononcent l'adop-

3 - Ce système connaît des variantes, en Autriche, depuis la loi du 17 février 1960, l'adoption se réalise par un contrat, qui n'entre en vigueur qu'en vertu d'une autorisation judiciaire ; tandis qu'en Espagne et dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, l'autorisation du juge doit précéder la rédaction du contrat.

4 - Même lorsqu'il s'agit d'homologuer un contrat, l'inter- vention judiciaire ne se limite plus à une vérification de la régularité formelle de l'acte, mais comporte un contrôle destiné à permettre d'apprécier les avantages matériels et moraux de l'opération pour l'adopté.

tion que si elle est conforme à l'intérêt de l'enfant". Elle l'a été également dans la Convention Européenne en matière d'adoption des enfants : article 8-1 : "l'autorité compétente ne prononcera une adoption que si elle a acquis la conviction que l'adoption assurera le bien de l'enfant".

261. - En droit français, "l'adoptio plena", qu'elle s'intitule légitimation adoptive ou adoption plénière, a toujours été prononcée par l'autorité judiciaire, après examen de l'intérêt qu'elle présente pour l'enfant (5).

La loi de 1966 ayant laissé de côté l'étude des justes motifs de l'adoption, l'office du juge consiste essentiellement à vérifier la légalité et l'opportunité de l'adoption, l'opportunité étant identifiée à l'intérêt de l'enfant (art. 353 al. 1), sans références aux autres intérêts concevables (intérêt de la famille par le sang, des parents de l'adoptant, de l'adoptant lui-même) (6).

La loi du 11 juillet 1966 a apporté peu d'innovation aux règles de la procédure d'adoption. Les articles 353 et 353-1 du Code civil énoncent quelques règles de base, qui sont développées dans le décret du 2 décembre 1966 (7). Ces règles sont importantes, car elles

-
- 5 - L'art. 343 ancien (rédaction du décret-loi du 29 juillet 1939) exigeait des justes motifs et des avantages pour l'adopté, mais au fond, pour le juge, le but à atteindre était bien le même.
- 6 - Carbonnier, traité (1969) T. 2 n° 99 p. 294.
- 7 - Décret n° 66-903, relatif aux procédures de déclaration d'abandon et d'adoption (J.O. du 8 décembre 1968).

permettent aux parents par le sang de se faire entendre, d'intervenir même, soit en première instance, soit en utilisant les voies de recours. Un reproche pourrait leur être adressé, elles passent entièrement sous silence les problèmes relatifs aux adoptions internationales. La loi belge du 21 mars 1969 est beaucoup plus complète.

Dans une section I sera étudiée la procédure devant le tribunal de grande instance, et dans une section II les voies de recours possibles contre le jugement du 1er degré. La section III sera consacrée aux règles applicables dans le cas où l'adoption est réalisée entre personnes de nationalité étrangère.

SECTION I

LA PROCEDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

262. - Le jugement d'adoption plénière est un acte de juridiction gracieuse rendu sur requête. Afin de protéger le secret des origines de l'adopté et de respecter la vie privée des familles, les débats ont lieu en chambre du conseil ; toutefois, comme il s'agit de décider d'un changement dans l'état des personnes, la présence du ministère public est obligatoire.

1°) Le tribunal compétent

Lorsque l'adoption envisagée ne fait intervenir que des français, la compétence de principe est celle des tribunaux français, elle repose sur le critère de nationalité. L'adoptant ou l'adopté français domicilié à l'étranger conserve le droit de s'adresser à un tribunal français, par application des articles 14 et 15 du Code civil, cependant il peut aussi saisir les autorités du pays dans lequel il a son domicile ou sa résidence.

Selon la majorité des auteurs (8), la compétence des tribunaux français s'étend aux adoptions

8 - H. Batiffol "Traité élémentaire de Droit International Privé" Paris 1967 n° 473 & 499 - J. Foyer Juris-Class. Droit comparé v° adoption n° 49.

poursuivies en France par des étrangers, qu'ils soient adoptants ou adoptés, toutes les fois qu'ils y ont leur domicile ou leur résidence (9). Effectivement, a été prononcé en France l'adoption d'un français par des étrangers (10), l'adoption d'un étranger par des français (11) et même celle d'un étranger par des étrangers (12). Il est cependant possible de se demander si l'autorité judiciaire française est compétente, lorsque l'adoption résulte dans le pays du ressortissant étranger d'une décision d'un organe administratif et non judiciaire. D'une manière générale, l'on admet que les tribunaux français doivent se déclarer compétents et appliquer au fond la loi étrangère, si le rôle attribué à l'autorité administrative étrangère n'est pas fondamentalement incompatible avec les pouvoirs que la loi française d'organisation judiciaire reconnaît aux tribunaux (13). Il est également admis que

-
- 9 - Cependant le problème se pose de savoir si un juge français pourrait prononcer, à la demande d'étrangers, en faveur d'un enfant étranger, une adoption dont le type est inconnu en France, par exemple "une affiliation" selon la loi italienne ? Il semblerait que la Cour de cassation ait sur ce point une attitude plus libérale (Civ. 1ère, 10 février 1960, Rev. crit. 1961, 341 note Francescakis) que la Cour de révision judiciaire de Monaco, qui a refusé tout effet à une légitimation adoptive prononcée en France, la législation de la Principauté ne connaissant pas cette forme d'adoption. (6 mai 1965 cassant Cour de Monaco, 11 mai 1964, Rev. crit. 1965 p. 101 et 708, note Francescakis).
- 10- Trib. Seine, 10 février 1948. préc. ; Lyon 24 avril 1951, Gaz. Pal. 1951. 2. 125.
- 11--Trib. civ. Avesnes 24 juin 1943. S 1944. 2.23.
- 12- Trib. civ. Seine 6 juillet 1927. Journ. Drt int. 1928. 637 ;
- 13- Battifol, op. cit. n° 473 & 514 ; Foyer, op. cit. n° 51 et suiv.

les étrangers poursuivant une adoption en France pourront obtenir le concours des autorités françaises pour les formalités imposées par la loi étrangère, à condition toutefois que celles-ci ne soient pas contraires à l'ordre public français.

La compétence interne est déterminée par l'article 6 du décret du 2 décembre 1966. Comme par le passé, le tribunal compétent est le tribunal de grande instance du domicile (14) de l'adoptant et si celui-ci est domicilié à l'étranger, le tribunal du domicile (15) de l'adopté, enfin "à défaut de tout autre, le tribunal de grande instance de la Seine". Cette dernière formule vise la compétence générale du tribunal de grande instance de Paris pour les affaires intéressant les français domiciliés à l'étranger.

263. - Le projet de Convention de la Haye du 28 octobre 1964 a retenu comme autorités compétentes pour prononcer l'adoption : d'une part, les autorités de la résidence habituelle de l'adoptant ou des adoptants (16), d'autre part celles de l'Etat dont ils ont la nationalité,

14 et 15 - Le décret ne vise que le domicile, a-t-il voulu exclure la compétence du tribunal de la résidence ? Si un français, adoptant ou adopté, a son domicile à l'étranger, mais une résidence en France, la compétence du tribunal de grande instance de Paris sera-t-elle préférée à celle du tribunal de la résidence de province ? Cette solution ne paraît pas très judicieuse. D'après l'Adoption Act de 1958, les tribunaux anglais et écossais sont respectivement compétents si le requérant est domicilié en Angleterre ou en Ecosse ; si le requérant est anglais et que lui et l'enfant résident tous les deux en Angleterre ou en Ecosse ; enfin il est prévu une compétence exceptionnelle, sans condition de résidence, dans certains cas énumérés par la loi

16 - Ainsi la Convention semble admettre que les adoptants n'habitent pas sous le même toit, bien qu'il y ait là une situation de fait qui peut faire douter de l'intérêt social de l'adoption.

s'ils résident en dehors de celui-ci (art. 3). Le choix possible ouvert par la Convention à la loi du domicile de l'adoptant répond à la réalité des choses, c'est l'autorité du pays où vit l'adoptant qui est le mieux à même d'apprécier l'opportunité de l'adoption et de recueillir des informations sur l'insertion de l'enfant dans sa nouvelle famille. Cependant, ce point de vue n'est pas accepté par tous les pays ; si les autorités françaises n'ont pas ratifié jusqu'à présent la Convention, c'est dans une grande mesure parce qu'elles se refusent à admettre qu'en matière de statut personnel la loi nationale puisse être écartée.

2°) La saisine du tribunal

264. - La requête doit être présentée par l'adoptant lui-même ou s'il s'agit d'un couple, conjointement par les deux époux, en principe par l'intermédiaire d'un avoué, puisqu'il s'agit d'une saisine sur requête (17).

Si l'adoptant décède après avoir recueilli l'enfant, mais avant d'avoir déposé sa requête, celle-ci peut être présentée en son nom par le conjoint survivant ou l'un des héritiers. L'article 353 alinéa 2 nouveau est ainsi plus favorable à l'enfant que l'article 359 ancien, qui ne prévoyait la possibilité de poursuivre la procédure et de prononcer l'adoption que si le décès survenait "après présentation de la requête aux fins d'adoption".

17 - cependant voir infra n° 265.

Cette règle, dont l'intérêt pratique est assez réduit (18), illustre l'importance que la loi accorde au placement en vue d'adoption, première étape de l'adoption plénière. Sa mise en oeuvre exige qu'il s'agisse d'un véritable placement en vue d'adoption et non d'un simple recueil, et la preuve en incomberait à celui ou celle qui poursuivrait la procédure au nom du défunt. On peut imaginer un conflit entre la femme survivante et les héritiers du mari refusant de faire entrer, par ce biais, l'enfant dans la lignée.

Dans l'hypothèse où le décès a lieu après le dépôt de la requête, l'intérêt de l'enfant exige que la procédure soit poursuivie et l'adoption prononcée, sans qu'une nouvelle saisine du tribunal ne soit nécessaire.

A la vérité, la loi de 1966 n'a pas repris les termes de l'article 359 ancien, prévoyant expressément la poursuite de la procédure et la possibilité pour les héritiers de présenter des mémoires au procureur de la République. Mais le législateur, qui a prévu que les effets de l'adoption partiraient du jour du dépôt de la requête, que les héritiers de l'adoptant pourraient présenter la requête en son nom après son décès, n'a certainement pas voulu restreindre les droits de l'enfant et le ministère public, partie jointe, devrait pouvoir poursuivre, si l'intérêt de l'enfant en ce sens lui apparaît. Telle est notamment la tendance du parquet du tribunal de grande instance de la Seine.

D'autre part, d'après la Cour de cassation (19), les conditions de capacité s'apprécient au

18 - infra n° 336 et s.

19 - Civ. 1ère, 30 avril 1969, préc.

jour du dépôt de la requête et non à un moment postérieur à celui-ci ou au jour du jugement.

265. - Le ministère d'avoué est obligatoire s'agissant d'une procédure diligentée devant le tribunal de grande instance. Toutefois, afin de favoriser les adoptions à caractère social, si l'enfant a été recueilli avant d'avoir atteint l'âge de 15 ans, la requête peut être adressée au procureur de la République, qui en saisit le tribunal (art. 6 al. 2 du décret).

Cette exception était déjà ouverte pour la légitimation adoptive des enfants de moins de 7 ans (20). A l'origine, elle ne jouait que dans le cas où il s'agissait d'un pupille de l'Etat, élevé depuis plus de deux ans par la famille qui désirait l'adopter (21).

L'article 345 nouveau ne permettant l'adoption que des enfants âgés de moins de 15 ans et recueillis depuis au moins 6 mois (22), le bénéfice de l'alinéa 2 de l'article 6 est pratiquement ouvert à tous les adoptants qui le désirent, la seule restriction concerne finalement les procédures d'adoption simple (23). Mais est-il certain que l'intérêt bien compris des adoptants soit de se passer de l'aide d'un praticien (24), le dossier à constituer étant assez complexe.

20 - Ordonnance du 23 décembre 1958 (art. 353 ancien du Code civil).

21 - loi du 15 avril 1943.

22 - ou d'un enfant de plus de 15 ans, mais recueilli avant cet âge par des personnes ne remplissant pas les conditions légales pour adopter.

23 - lorsque l'adopté n'a pas été recueilli avant 15 ans.

24 - certains tribunaux, comme celui de Marseille, demandent l'assistance d'un avoué.

3°) L'instruction de la demande

266. -L'instruction a lieu en chambre du conseil, de même que les débats (25) et le ministère public est entendu (26), comme il est de règle d'ailleurs en matière gracieuse (27).

Le tribunal doit vérifier tout d'abord, si les conditions de la loi sont remplies (28), et notamment si l'enfant appartient à l'une des catégories d'enfants adoptables (énumérés à l'article 347). Pour cela l'adoptant aura produit, soit l'acte authentique de consentement des parents, soit le jugement déclarant l'enfant abandonné, soit la décision administrative d'immatriculation, comme pupille de l'Etat ; en outre, il devra justifier des habilitations nécessaires : consentement du conseil de famille de l'enfant confié à une oeuvre, ou du conseil de famille des pupilles de l'Etat si les parents n'ont pas consenti à l'adoption ; consentement de son conjoint s'il y a lieu : dans le cas d'adoption en présence de descendant légitime, production d'une dispense du Président de la République.

La vérification de ces pièces et des conditions légales d'âge, notamment, de respect de certains délais, permet d'écarter dans un premier temps les demandes irrecevables.

-
- 25 - Cette règle est d'ordre public. Civ. 26 novembre 1964 - G.P. 1965-I-56 ; Civ. 1ère 1er juin 1965 - Bull. Cass. I n° 358 p. 265.
- 26 - art. 83 du Code de procédure civile et art. 7 du décret du 2 décembre 1966.
- 27 - art. 3 de la loi du 15 juillet 1944.
- 28 - L'art. 7 du décret du 2 décembre 1966 rappelle bien inutilement cette mission déjà posée par l'art. 353 du Code civil.

Il appartient au tribunal de décider, le cas échéant, s'il y a lieu de passer outre, soit au refus de consentement des parents de l'adopté, si ce refus est abusif, soit au défaut de consentement du conjoint de l'adoptant, si ce conjoint est hors d'état de manifester sa volonté.

Dans un deuxième temps, le tribunal examine si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant (29), et cette tâche est essentielle. L'on est loin à l'heure actuelle de la pratique ancienne des légitimations prononcées sans enquête sérieuse (30).

Certes, toutes les fois que l'enfant à adopter vient des services de l'Aide sociale à l'Enfance ou d'une oeuvre autorisée, les magistrats auront à leur disposition des éléments très complets de détermination. En effet, par application des deux décrets du 12 janvier 1967 et de l'arrêté du 25 janvier 1967, tout placement d'enfant en vue d'adoption donne lieu à des enquêtes médicales, sociales et psychologiques très approfondies (31).

29 - et non plus comme autrefois, si l'adoption procède "de justes motifs" de la part de l'adoptant. Il n'y aura donc plus lieu de développer dans la Requête les motifs qui incitent le requérant à adopter l'enfant, mais seulement les avantages qui résulteront pour celui-ci de l'adoption.

30 - L'enquête faite par les services de police ou de gendarmerie, à la demande du Parquet, était souvent la seule source de renseignements, dont disposait les juges, il arrivait qu'elle soit ainsi rédigée : "M. et Mme X. ont recueilli cet enfant..... De l'avis unanime, ils l'élèvent comme le leur".

31 - voir supra : n° 151 et s., n° 183 et s. les conditions exigées du futur adopté et du candidat adoptant

En revanche, lorsque l'enfant aura été confié directement par ses parents ou par son conseil de famille, ou recueilli spontanément, aucune mesure préalable d'enquête n'aura été effectuée (32).

267. - En tous cas, dans toutes les hypothèses, l'article 7 du décret du 2 décembre 1966 laisse la plus grande liberté d'appréciation aux magistrats et prévoit, comme par le passé, que le tribunal peut ordonner "une enquête par toute personne qualifiée". Il s'agit en fait d'une enquête faite par une assistante sociale, elle sera diligentée dans le même esprit que celles prescrites en matière de divorce ou de séparation de corps, et avec les mêmes moyens. Ne pourrait-on envisager, au moins dans les tribunaux importants, qu'elle soit confiée à une éducatrice à formation psycho-sociale étendue, capable d'apprécier la qualité éducative des adoptants et la valeur de l'accueil réalisé pendant la période préalable de recueil de 6 mois ?

De plus, le tribunal peut commettre un médecin "aux fins de procéder à tout examen qui paraîtrait nécessaire". Cette disposition est nouvelle, elle vise aussi bien l'enfant que les candidats adoptants, elle peut porter tant sur l'état de santé physique que psychique ; il y a tout lieu de penser qu'elle envisage surtout l'examen psychiatrique de l'adoptant, tel qu'il est prévu par l'arrêté du 25 janvier 1967.

32 - Il appartiendra au parquet d'ordonner une enquête, dès que le dossier lui sera communiqué.

Evidemment, le tribunal n'est pas lié par les termes de l'arrêté (désignation du médecin sur liste établie par le Préfet et mission strictement définie), mais en réalité, il peut choisir un praticien figurant sur la liste des experts, arrêté chaque année par le premier président de la Cour d'appel, ou même tel médecin de son choix, avec une mission d'expertise véritable, excluant toute réticence de la part du médecin, en raison d'un secret professionnel qui n'a pas sa place dans l'expertise judiciaire. Les règles générales ne paraissent pas exclues par la réglementation minutieuse de l'arrêté.

Afin d'être complètement informé, le tribunal peut bien entendu ordonner la comparution personnelle des adoptants, éventuellement celle du conjoint, lorsque l'adoption n'est réalisée que par un seul des époux ; celle de l'enfant, si son âge le permet, et bien entendu, celle des parents par le sang. Enfin, il peut entendre des témoins, soit à l'audience, soit dans la forme ordinaire des enquêtes, c'est à dire, en commettant un juge à cet effet.

Toutefois, lorsqu'il s'agira d'un pupille de l'Etat, ces mesures d'instruction seront limitées par les règles de fonctionnement de l'Aide sociale à l'Enfance et les renseignements ne pourront être recueillis que dans les conditions prévues par l'article 81 du Code de la famille (33), c'est à dire par le procureur de la République. Celui-ci ne pourra pas les verser aux débats, mais seulement les communiquer à ses collègues du siège. Cette

33 - L'article 7 al. 3 du décret du 2 décembre 1966 a repris les dispositions de la loi du 1er mars 1963 (art. 355 ancien).

disposition, destinée à maintenir le secret qui doit régner sur les origines des pupilles est, il faut le souligner, assez peu compatible avec le principe de contradiction qui doit présider aux débats judiciaires.

Aucune disposition limitative n'est prévue en ce qui concerne la communication des dossiers des enfants confiés aux oeuvres d'adoption.

268. - Pour l'instruction de la requête, généralement, il sera nommé un juge rapporteur qui suivra l'affaire. Peut-être, pourrait-il lui être attribué un rôle se rapprochant de celui du Président de la chambre de l'état des personnes. Il a été signalé qu'à Bordeaux, celui-ci avait un entretien avec les candidats adoptants lui permettant de s'informer directement de leur personnalité, de leur donner quelques conseils spécialement sur la nécessité de la révélation à l'enfant de sa condition et sur l'intérêt des adoptions multiples.

M. Martagnot, Vice-Président au tribunal de grande instance de Bordeaux, rapporteur de cette expérience au 4ème Colloque des Instituts et Centres Judiciaires (Rennes 12-13-14 mai 1966) (34) a souligné combien le rôle du juge pouvait être déterminant, les intéressés étant alors "en état de réceptivité".

269. - Une fois l'instruction terminée, le juge aura en mains les éléments pour apprécier "si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant". Cette formule a remplacé celle de l'article 343, qui exigeait "des justos

34 - Libr. techniques, Paris 1968 ch. IV "Les chambres spécialisées de l'état des personnes", p. 84 et suiv.

motifs (35) et des avantages pour l'adopté". Elle souligne encore plus, le but de l'institution tournée uniquement vers le bien de l'adopté. Le juge a un pouvoir discrétionnaire, d'autant qu'il n'a pas à motiver la décision qui prononce l'adoption (art. 353 al. 3). Cette liberté d'appréciation est essentielle, chaque projet d'adoption ayant sa physionomie propre et devant être apprécié en fonction des circonstances de l'espèce.

Ainsi pour la Cour de Paris (36) "un intérêt matériel et fiscal évident" ne peut suffire à lui seul à justifier une adoption plénière, s'il y manque l'intérêt moral, et cet intérêt moral est absent dès lors que l'enfant n'est pas renié par sa famille naturelle, malgré le consentement donné et que l'accueil de la famille adoptive n'est que de pure forme. Ainsi sans méconnaître l'avantage pour un enfant de recueillir un héritage, dans les mêmes conditions qu'un fils du sang, la Cour, au vue des circonstances de la cause, a décidé souverainement qu'une telle adoption n'est pas conforme à l'intérêt réel d'un enfant. Cette décision est en accord avec l'esprit même de la loi ; l'adoption plénière a été conçue pour donner un foyer aux enfants qui en sont dépourvus, la prononcer uniquement pour des raisons pécuniaires reviendrait à dénaturer l'institution et à permettre tous les abus. Ainsi est illustré une fois de plus le principe de la finalité des droits.

35 - Ainsi, il n'est plus nécessaire de développer dans la requête les motivations personnelles de l'adoptant.

36 - 1ère Ch. sect. suppl. 11 juillet 1969 réformant Tribunal grande instance Paris du 5 janvier 1968. Aff. de M... B... c/M. P. (non publiée).

La tendance législative moderne concevant l'adoption comme une institution essentiellement appelée à assurer la protection de l'enfance, la plupart des lois nouvelles exigent que l'adoption présente un avantage pour l'adopté. Il en est ainsi, en particulier, pour : la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande Bretagne, la Grèce, la Hongrie, Israël, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, la Suède, la Suisse, l'U.R.S.S....

4°) Le jugement

270. - Le jugement est prononcé en audience publique, que la décision prononce ou non l'adoption. L'article 9 du décret du 2 décembre 1966 met fin à la pratique consacrée par la Cour de cassation, qui voulait que les décisions de rejet soient rendues en chambre du conseil (37).

Le tribunal a un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter la requête ; il peut également transformer une demande en adoption plénière en une décision d'adoption simple, mais avec l'accord du requérant. En fait, cette modification sera suggérée par les magistrats, dès la période d'instruction (38). Cette possibilité est intéressante, elle évite aux candidats adoptants de refaire une nouvelle requête et supprime presque toute décision de rejet (39).

37 - Civ. 1ère 9 févr. 1954 - D 1954.J.202 - J.C.P. 1954-I - 7981 note N.B. Rev. trim. 1954 - 296 obs. Lagarde (souligne les avantages du secret) et Civ. 1ère 26 nov. 1964, préc.

38 - Dans cette hypothèse, il ne sera pas nécessaire d'obtenir à nouveau l'assentiment des personnes qui ont consenti.

39 - un rejet en 1968 sur 378 jugements d'adoption plénière rendus par le tribunal de grande instance de Paris.

Son contenu

271. - Le jugement prononçant l'adoption n'est pas motivé (art. 353 al. 3). La rédaction de l'article 355 alinéa 2 était légèrement différente, puisqu'elle prévoyait que le tribunal décidait "qu'il y a lieu ou qu'il n'y a pas lieu à adoption sans énoncer de motifs" (40).

Le législateur a-t-il voulu, ainsi limiter l'absence de motifs aux jugements prononçant l'adoption et par a contrario poser que le jugement qui refuse de prononcer l'adoption devrait être motivé, comme toute décision, conformément à l'article 141 du Code de procédure civile ? La réponse positive paraît logique et conforme aux principes généraux auxquels il n'est pas dérogré expressément ; comment d'ailleurs la voie de l'appel serait-elle réellement utile en face d'un jugement sans motifs (41).

En outre pour certains, le tribunal devrait motiver les jugements qui statuent sur des exceptions ou fins de non recevoir (42). En effet, selon M. le Doyen Norson, l'article 353 in fine doit être rattaché aux directives contenues dans l'article 353 alinéa 1, et "s'il est normal que le tribunal apprécie souverainement quelle est la solution conforme à l'intérêt de

40 - Pour la C. cass., la motivation d'une décision de rejet était contraire à l'ordre public. Civ. 1ère 23 mai 1967 - Bull. Cass. I. p. 130. n° 177. *préc.*

41 - Toutefois, dès l'instant où la décision de rejet est rendue en audience publique, cette motivation peut présenter des dangers pour l'honneur et la considération des personnes engagées dans l'instance.

42 - Visnard op. cit. "L'adoption" p. 40.

"l'enfant, on ne comprend pas en revanche pourquoi le tribunal serait dispensé de justifier la position par lui prise, sur un problème juridique" (43).

Puisqu'il s'agit d'un jugement en matière d'état des personnes, la décision sera sujette à transcription (art. 354). Dès lors, le jugement précisera, bien entendu, s'il prononce l'adoption simple ou plénière ; il peut être amené à statuer sur un chef accessoire de la demande : la modification des prénoms de l'adopté, autorisée par l'article 357 alinéa 2 (art. 10 du décret) (44). En outre, en raison de cette transcription, son dispositif doit contenir les mentions prescrites par l'article 858 du Code de procédure civile (art. 9 du décret du 2 décembre 1966) et énoncer les noms et prénoms et éventuellement les professions des parties en cause, ainsi que les lieux et dates des actes en marge desquels la mention devra être portée. Pour l'adopté, il s'agit évidemment de ses noms et prénoms nouveaux, à l'exclusion des anciens, qui ne doivent pas apparaître dans la transcription du jugement.

Publicité

272. - Dorénavant, c'est au procureur de la République seul, qu'il appartient de faire transcrire ou mentionner les jugements d'adoption (simple ou plénière) sur

43 - Rev. trim. 1969 . 323

44 - S'il s'agit d'adoption simple, le jugement statuera seulement sur le nom de l'adopté, art. 363 du Code civil.

les registres de l'état-civil, même si la Requête a été déposée par un avoué (45).

Le parquet adresse aux fins de transcription, dans les 15 jours de la date à laquelle la décision est passée en force de chose jugée, des réquisitions au maire de la commune du lieu de naissance de l'adopté ou au maire de la commune où a été dressé un acte provisoire de naissance (conformément à l'article 58 du Code civil) et au greffier qui conserve les registres.

Dans le second cas - acte provisoire de naissance - il adresse en même temps des réquisitions à l'officier d'état-civil et au greffier du lieu où avait été dressé l'acte de naissance originaire de l'adopté, en vue de faire mention de l'adoption en marge de cet acte (46).

Toute autre mesure de publicité est interdite.

5°) Nature de la décision

273. - Il était communément admis que le jugement prononçant une légitimation adoptive possède la double caractéristique d'être un jugement gracieux et un jugement constitutif d'état. Aucune raison ne milite en faveur de l'abandon de cette opinion, bien que la distinc-

45 - La loi du 1er mars 1963 donnait 3 mois à l'avoué qui avait présenté la Requête, au procureur de la République ou à toute partie intéressée pour faire effectuer la transcription (art. 357 ancien).

46 - Circulaire du Ministre de la Justice n° 67-14 du 31 mai 1967 (non publiée au J.O.) reprise dans l'instr. sur l'état-civil du 19 fév. 1970 (J.O. du 23 avril 1970).

tion des jugements constitutifs et déclaratifs soit fort ébranlée par les critiques de la doctrine moderne.

Jugement constitutif d'état

La jurisprudence admettait formellement le caractère du jugement constitutif d'état (47) ; mais les difficultés survenaient lorsqu'il s'agissait d'en tirer des conséquences quant à la possibilité pour les tiers d'attaquer le jugement par la voie de la tierce-opposition (48).

Ces controverses avaient perdu beaucoup de leur intérêt dès 1963 ; en effet, l'une des dispositions de la loi du 1er mars (49) reconnaissait indirectement à tout intéressé le droit d'intenter une tierce-opposition contre un jugement d'adoption, tout en limitant à un an le délai pour agir. La loi du 11 juillet 1966 aménageant l'exercice de cette voie de recours (50), cette controverse ne risque pas de renaître.

47 - Paris 3 févr. 1949, S. 1949.2.124 - J.C.P. 1949.II. 4911, note Esmein et Rev. trim. 1949 . 404 obs.
Lagardé. Trib. Compiègne 28 oct. 1952, D. 1953. J. 71
note Rouast et sur appel Amiens 8 juin 1953. Gaz.
Pal. 1953.2.205 .S.1954.2.189 ; Civ. 13 mai 1958 préc.

48 - infra n° 281.

49 - insérée dans l'art. 356 in fine.

50 - art. 353 - 1 du Code civil.

47 suite - D.1958.J.446, S.1958.2.357, note Boyer, J.C.P. 1958.II.10669, note Vismard, rev.trim. 1958.456, obs. Raynaud.

Jugement gracieux

274. - La jurisprudence (51) et la doctrine (52) s'accordaient pour admettre que les demandes à fin de légitimation adoptive sont de la compétence de la juridiction gracieuse, comme étant introduites sur requête et ne comportant pas de contradicteur connu ou présumé.

Cette opinion ne paraît pas avoir subi de changement, depuis la réforme de 1966 ; pour l. le doyen Carbonnier, en particulier (53) "la procédure d'adoption plénière est purement gracieuse ; il n'y a pas de défendeur, pas d'autre contradicteur possible que le ministère public. La procédure est dominée par le souci du secret de l'adoption (ex. : débats en chambre du conseil), ce qui va plus loin que l'habituel secret des familles..."(54).

La procédure d'adoption plénière s'inscrit dans le cadre de l'article 2 de la loi du 15 juillet 1944 ; elle comporte à la fois, au moins à l'origine et dans l'immense majorité des cas, absence d'adversaire

51 - Briangon 24 mai 1946 précité, - Paris 3 février 1949 (S.1949.2.124 - J.C.P. 1949.II.4911, note Esmein).

52 - Colin et Capitant, Tr. Elém. par Julliot de la Morandière t. 1 § 428 ; Planiol et Ripert, t. II par Rouast n° 1060 ; Esmein, note au J.C.P. 1949.II.4911 ; Veliousky op. cit. p. 167 et 168 ; Vismard, op. cit. n° 212 p. 103 - Toutefois Mme Sinay, note ss Briangon 24 mai 1946 préc. émet des doutes.

53 - Cet avis est partagé par M. Vismard "l'adoption" op. cit. p. 42.

54 - traité 8ème éd. 1969 - t.II p. 294 n° 99.

et absence de contestation de la part des tiers (55) ; la nature seule de l'affaire oblige à obtenir une décision du tribunal.

Toutefois, par application de l'article 3 alinéa 3 de la dite loi, toute personne y ayant intérêt peut se faire entendre par le tribunal et, dès cet instant, la procédure devient contentieuse, (56) sans du reste que la chambre du conseil ne soit dessaisie.

Pour certains, c'est la nature même des droits exercés qui rend l'affaire justiciable de la procédure gracieuse et l'existence d'un contentieux latent ne détruit pas ce caractère ; pour d'autres, en revanche (57), la compétence de la juridiction gracieuse est totale, et comporte en l'absence d'un texte en sens contraire, une attribution implicite pour la même affaire, devenue contentieuse.

55 - Ces deux exigences posées par l'art. 2 sont du reste critiquées par Voliowsky (op. cit. p. 168), comme comportant un critère difficilement applicable, puisqu'il ^{est} fait appel à des éléments éventuels qu'on ne peut déterminer avec certitude, lors de l'examen de l'espèce. Selon lui, doit être préféré, le critère proposé par Janiot (Rev. trim. 1912, p. 771 et sp. p. 815), selon lequel, le juge, statuant en matière gracieuse, a les pouvoirs pour exercer, non une fonction juridictionnelle, mais une fonction administrative ; il crée véritablement un droit, qui n'avait aucune existence légale auparavant (pas d'acte notarié, pas de droit acquis...). Cette définition s'applique en notre matière.

56 - en ce sens Hébraud, Comment. loi 15 juill. 1944 (D. 1946.IV.p.338 col. 3, 339, 340) Pascal "la procédure de légitimation adoptive" Gaz. Pal. 1956.2.9-Cass. 24 déc. 1901 (Gaz.Pal. 1902.1.104 - D. 1902.1.361 - S.1902.1.353) - Cass. 25 oct. 1905 (D.1906.1.337 note Planiol) mais contra Lyon 8 janv. 1951 (D. 1951.1.342).

57 - Hébraud op. cit. D. 1946.IV.340.

Finalement, ces discussions doctrinales ont perdu de leur importance, puisque la loi permet expréssement la tierce-opposition, mais elles commandent la recevabilité de l'action en nullité, de l'opposition et de la requête civile contre le jugement d'adoption. (Cf. n° 286 et s.).

SECTION II

LES VOIES DE RECOURS

275. - Les voies de recours sont les mêmes qu'il s'agisse d'un jugement déclaratif d'abandon ou d'une adoption simple ou plénière. Trois recours sont prévus, deux par le décret du 2 décembre 1966 (appel et pourvoi en cassation) un troisième par la loi du 11 juillet 1966 elle-même (tierce-opposition).

L'opposition n'est pas mentionnée (58). Par application des principes généraux, elle ne se conçoit pas s'agissant d'une décision rendue sur requête, sans défendeur, ni intervenant et la faculté de faire appel exclut en tout état de cause cette voie de recours (art. 149 du Code de procédure civile) ; toutefois, la solution est plus nuancée en appel (59). La requête civile n'est ouverte, par l'article 480 du Code de procédure civile, que dans certaines hypothèses, dans lesquelles n'entre pas le jugement d'adoption plénière.

58 - L'avant-projet du C.C. avait écarté formellement cette voie de recours. Trav. 1952-1953, p. 220 et livre I n. 161 art. 14 & 15 du projet, à insérer dans le C. de Pr. civ.

59 - infra n° 278 in fine.

1°) L'appel

276. - L'appel est ouvert sans restrictions au ministère public et à toutes les parties en cause, en ce qui concerne le ou les chefs du jugement pouvant leur faire grief, (art. 11 du décret du 2 déc. 1966).

La solution diffère de celle posée par l'ancien article 356, qui ne prévoyait l'appel du ministère public, que pour les jugements prononçant l'adoption. Désormais, le ministère public pourra interjeter appel, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le jugement statuant sur l'abandon ou sur l'adoption, ni entre le jugement qui admet et celui qui rejette la demande ; il prend ainsi figure de partie principale à la procédure.

L'appel du ministère public contre le jugement prononçant l'adoption va avoir pour effet d'élever le débat au contentieux, la demande étant dès lors contredite. La Cour statuera en chambre du conseil, suivant les règles de la procédure contentieuse.

Si le jugement du 1er degré a été rendu en présence d'un défendeur ou d'un intervenant, parent de l'enfant ou toute autre personne ayant intérêt à ce que l'adoption ne soit pas prononcée, ceux-ci pourront évidemment faire appel ; l'affaire étant devenue contentieuse, du fait de cette intervention, le restera en appel. Cette hypothèse se rencontrera surtout dans les procédures de déclaration d'abandon.

Délai d'appel - Son point de départ

277. - Le délai d'appel est d'un mois, par application de l'article 444 du Code de procédure civile (modifié par le décret du 26 novembre 1966), auquel ne déroge pas l'article 6 de la loi du 15 juillet 1944 sur la chambre du conseil. Les difficultés à ce sujet proviennent surtout du silence de la loi de 1966 et du décret d'application, quant à son point de départ.

Si l'on applique les règles générales de la procédure devant la chambre du conseil, le délai d'appel ne peut courir que de la signification du jugement. Cette solution, qui était celle adoptée par la Cour de cassation (60) avait soulevé de nombreuses critiques en doctrine (61) et l'opposition de certaines cours d'appel (62).

L'ordonnance du 23 décembre 1958, qui fixait le point de départ du délai au jour du prononcé du jugement, avait mis fin à ces controverses. Cette disposition n'ayant pas été reprise, faut-il en conclure que le législateur a voulu revenir au droit commun et que le délai ne peut courir que de la signification du jugement au défendeur ?

60 - Civ. 1ère, 7 mai 1957 préc. ; Civ. 1ère 4 mars 1958, D. 1958, J.447 et la note, J.C.P. 1958.II.10541, note Vismard ; rev. trim. 1958, 301 obs. Reynaud.

61 - Flanioy et Ribort t. II par Rouast, n° 1064 - Volikovsky op. cit. p. 171 - Lagarde, Rev. trim. 1949, 444 - Costes note sous Poitiers, 29 oct. 1952, S.1953.J.241.

62 - Lyon 8 janv. 1951, préc. - Poitiers 29 oct. 1952 préc.

Toutes les fois qu'il y aura un jugement de rejet, le procureur de la République, qui fait office de défendeur, devra signifier le jugement au requérant, il n'y a pas là de difficultés insurmontables ; mais, dans le cas d'un jugement prononçant l'adoption, et alors que la requête a été présentée par le parquet et la décision rendue conformément à celle-ci, sans défendeur, ni intervenant, qui devra signifier le jugement ? Seul le ministère public peut interjeter appel, faut-il alors qu'il se signifie le jugement à lui-même (63) ? Une signification au parquet, à la charge de l'adoptant, ne semble pas conforme au désir du législateur d'alléger la procédure de l'adoption (64).

Suivant l'interprétation donnée par le Ministre de la Justice (65), le délai d'appel court à l'encontre du ministère public, dès le prononcé du jugement rendu à son initiative.

En revanche, lorsque la requête transmise par le parquet a été totalement ou partiellement rejetée, (par exemple sur les modifications des prénoms de l'adopté), la décision doit être signifiée aux parents adoptifs pour leur permettre d'interjeter éventuellement appel.

63 - sur l'absurdité de cette signification, voir Lyon, 8 janvier 1951, préc.

64 - solution préconisée par Viatto in "La procédure de l'adoption", Journal des notaires 1967, p. 51.

65 - Circulaire n° 67-14 (non parue au J.O.) du 31 mai 1967 ; cette interprétation est préconisée par Viomard "L'adoption" op. cit. p. 42.

Enfin, dans tous les autres cas, présence d'un défendeur ou d'un intervenant, dépôt de la requête par un avoué, la décision devra être signifiée soit aux parties en cause, soit au procureur de la République, conformément à l'article 6 de la loi du 15 juillet 1944.

Ces solutions faisant varier le point de départ d'un délai, au gré des circonstances d'un procès ne paraissent justifiées par aucun texte, en outre elles risquent de soulever des difficultés pratiques très grandes. Certes s'agissant de questions de procédure, relevant depuis la Constitution de 1958 du pouvoir réglementaire, il est loisible à celui-ci d'édicter telle disposition qu'il juge utile, mais par décret, ayant force de règle de droit et non dans une circulaire, qui en tout état de cause, n'a pas force obligatoire.

Il est trop tôt pour préjuger de l'attitude des tribunaux ; or, dans cette matière où la sécurité de la famille adoptive dépend essentiellement de l'autorité d'un jugement, et, où toute incertitude peut avoir des conséquences dramatiques, les adoptants seront bien inspirés en faisant signifier le jugement, dans tous les cas, contrairement peut-être au vœu du législateur(66), mais conformément à leur intérêt le plus légitime.

Il est vrai que si le parquet requiert la transcription, il reconnaît implicitement que le juge-

66 - L'art. 354 organisant la transcription ne fournit aucun renseignement utile à ce sujet, puisqu'il prévoit que celle-ci sera faite "dans les 15 jours de la date à laquelle la décision est passée en force de chose jugée".

ment est devenu définitif et que le délai à son encontre a bien couru du jour du jugement (67).

278. - L'appel est fait dans les mêmes formes que celles prévues lors de la procédure de première instance. La Cour est donc saisie par simple requête et non par exploit signifié, mais lorsque l'appel émane du ministère public, il apparaît alors avec la qualité de contradicteur et il semble qu'il doive informer l'adoptant par un exploit (68).

L'affaire étant devenue par hypothèse contentieuse, si plusieurs parties avaient été en cause au premier degré, l'arrêt pourrait être contradictoire ou par défaut et l'opposition est concevable.

L'arrêt

279. - L'arrêt est rendu en audience publique, comme le jugement du premier degré. Doit-il être motivé ?

L'article 353 in fine prévoit l'absence de motivation pour "le jugement prononçant l'adoption". Aucune disposition spéciale ne vise les arrêts de Cour d'appel. La Cour de Paris, le 11 octobre 1968 (69), a

67 - La pratique du parquet auprès de la 1ère chambre du T.G.I. de Paris est en ce sens. Un mois après que le jugement a été rendu, le greffe délivre une expédition au parquet, celui-ci adresse alors des réquisitions aux fins de transcription (art. 354 C.C.) aux officiers d'état-civil compétents.

68 - En ce sens Pascal, op. cit. p. 13 - Vismard "L'adoption" op. cit. p.42 - Toulouse 8 mars 1939, Gaz.Pal. 1939.I.816.

69 - D. 1968.J.660 - Gaz.Pal. 1968.2.335 - J.C.P. 1969.II.12711, obs. Rajon, Rev. trim. 1969.323 obs.Nerson.

décidé que la disposition légale est inopérante à l'égard des décisions de Cours d'appel "statuant dans le même sens", c'est à dire prononçant l'adoption, "les motifs de droit sur lesquels reposent de telles décisions étant indispensables pour assurer le contrôle de la Cour de cassation en cas de pourvoi". Cette solution est parfaitement logique.

2°) Le pourvoi en cassation

280. - Le recours en cassation peut être formé par le ministère public et par toute partie en cause (décret du 5 décembre 1966, art. 3 al. 3 et art. 11 al. 3) et ce, sans aucune restriction, que l'arrêt admette ou rejette la demande, alors que sous l'empire de l'article 356 ancien, seul l'arrêt refusant de prononcer l'adoption ouvrait cette voie de recours et seulement pour vice de forme.

Il est vrai que si l'arrêt prononçant l'adoption n'est pas motivé, il sera difficile de le censurer pour une autre cause qu'un vice de forme (70). En revanche, la Cour de cassation peut désormais vérifier les motifs d'une décision refusant l'adoption, mais ne s'agit-il pas plutôt d'une question de fait relevant du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond (71).

Les règles du pourvoi (forme, délais, procédure, effets) sont celles du droit commun. Ainsi,

70 - mais voir la position de la Cour de Paris 11 octobre 1968 (supra n° 279).

71 - Civ. 1ère 3 juin 1966. D. 1966. J. 593 et note Breton.

le pourvoi n'ayant pas d'effet suspensif ne saurait empêcher l'exécution d'une décision prononçant une adoption. N'aurait-on pas pu comme pour le divorce accorder un effet suspensif au pourvoi ?

3°) La tierce-opposition

281. - L'article 356 ancien du Code civil, dans sa rédaction antérieure à la loi du 1er mars 1963, ne prévoyait pas cette voie de recours. La majorité de la doctrine l'admettait contre le jugement de légitimation adoptive (72) ; la jurisprudence était partagée (73). Toutefois, la Cour de cassation en avait accepté implicitement le principe dans l'affaire Novack et notamment dans son arrêt du 20 juin 1963 (74).

Mais en même temps, le danger de cette voie de recours, normalement ouverte aux tiers pendant

72 - Vismard, note ss Trib. Civ. Toulon 18 décembre 1957 préc., Raynaud Rev. trim. 1958. 307, H. Roland "Chose jugée et tierce opposition", thèse Lyon 1958. p. 316 et s.

73 - en faveur de l'admission, entre autres décisions : Angers 10 décembre 1952 préc. confirmée par C.C. 1ère Civ. 5 janvier 1956 préc. ; Amiens, 8 juin 1953 préc. ; Trib. Civ. Toulon 18 décembre 1957 préc. ; Trib. Civ. Caen, 21 mai 1962, préc. contre l'admission : Trib. Civ. Briançon, 24 mai 1946 préc., confirmé par Grenoble, 26 févr. 1947 préc. ; Civ. 12 mai 1958 préc. , Aix 7 mars 1962 (J.C.P. 1962, éd. Avoués.IV.4084 et note J.A.).

74 - La Cour de cassation devait casser l'arrêt de la Cour de Nîmes du 12 juin 1961 (S.1961.2.273. concl. M. l'av. gén. Ponsot) au motif que la décision rendue sur tierce opposition doit l'être en chambre du conseil, lorsqu'elle rétracte un jugement ou un arrêt qui a prononcé l'adoption. Gaz. Pal. 1963.II.19 ; D. 1964.J.1 note Mohraud S.1964.2.94 note M.H. ; Revue trim. 1963.602, obs. Mohraud et aussi C. cass. 20 janv. 1965, Bull. Civ. I n° 59 p. 44.

30 ans, délai de droit commun, était apparu et avait semblé intolérable aux partisans de la famille adoptive, tout en étant reconnu par tous, comme incompatible, sous cette forme, avec le caractère de stabilité que doit revêtir un jugement d'adoption.

La loi du 1er mars 1963, tout en affirmant la recevabilité de la tierce opposition, en limitait l'exercice à un an. Ce délai était calculé du jour où avait été faite la mention en marge de l'acte de naissance de l'adopté ou la transcription du jugement ou de l'arrêt prononçant l'adoption. Toutefois, le tribunal pouvait maintenir l'adoption antérieurement prononcée, s'il était établi que la personne qui réclamait l'enfant s'était désintéressée de lui au point de compromettre sa moralité, sa santé ou son éducation.

Ainsi le tribunal, sur l'instance en tierce opposition, devait décider si l'enfant avait été ou non abandonné, à un moment où le jugement d'adoption avait été déjà prononcé et où la famille adoptive était donc en droit de croire que la situation était définitive.

En décomposant la procédure d'adoption plénière en deux phases et en posant en principe, sauf exceptions strictement définies (75), que l'adoption n'était possible que pour les enfants déclarés judiciai-

75 - D'après l'art. 347, ne peuvent être adoptés, en dehors des enfants déclarés abandonnés, que les enfants pour lesquels les père et mère ou le conseil de famille ont consenti à l'adoption, et les pupilles de l'Etat.

rement abandonnés, le législateur de 1966 a pensé supprimer toutes les causes de conflit, et pour parfaire, il leur a enlevé, en fait, à peu près toutes chances d'aboutir à une instance judiciaire.

En effet, l'article 353-1 nouveau limite l'exercice de la tierce opposition à deux cas d'ouverture, qui paraissent avoir bien peu de chances de se présenter, compte tenu des précautions légales : ce sont le dol ou la fraude, mais seulement s'ils sont imputables aux adoptants. Il y a donc là une restriction importante par rapport à la réglementation de la tierce opposition contre le jugement d'abandon (76).

Compte tenu de cette limitation essentielle, la disposition limitant à un an le délai pour intenter l'action n'a pas été reprise et l'on revient donc au droit commun. Il a semblé normal que des parents adoptifs qui ont obtenu le jugement à l'aide de manoeuvres dolosives ou de fraude soient à la merci d'une tierce opposition pendant 30 ans (77).

Champ d'application de l'article 353-1

a) La notion de tiers

282. - Toute personne justifiant d'un intérêt légitime et même moral et en principe protégé peut inten-

76 - supra Ière P. - proc. jug. abandon n° 141 et s.

77 - A noter que l'arrachement de l'enfant au foyer adoptif pourra être aussi funeste, dans ce cas, que si l'adoption avait été faite dans des conditions régulières.

512

ter une tierce opposition contre un jugement d'adoption. Aucune disposition n'étant édictée par la loi de 1966 sur ce point, la tierce opposition est soumise au droit commun : elle est donc ouverte aux père et mère légitimes ou naturels, aux ascendants (78), au tuteur de l'enfant (79), mais également à toute personne intéressée à son sort, bien qu'elle n'ait avec lui aucun lien juridique (80). Ainsi, il semble que serait recevable à l'intenter la mère n'ayant pas reconnu formellement, le gardien (81), la personne ayant élevé l'enfant, les grand-parents d'un enfant naturel (82).

La décision finale appartient aux juges du fond qui devront décider si l'intérêt moral invoqué

-
- 78 - Contra, Paris 1ère Ch. supp. 9 nov. 1965, déniant aux grand-parents tout intérêt pour agir contre l'adoption autorisée par le conseil de famille, alors qu'ils faisaient partie de la minorité de ce conseil (préc. note critique Carbonnier au J.C.P., supra n° 49, note 46).
- 79 - Dans cette même espèce, la Cour a jugé que le tuteur n'avait pas qualité pour agir, dès lors que le conseil de famille, ayant autorisé l'adoption, lui avait enlevé sa charge.
- 80 - Raynaud, op. cit. D. 1963, chr. XXII p. 139.B.2.
- 81 - Dans une hypothèse quelque peu différente, il a été admis, par le Conseil d'Etat, que la gardienne d'un enfant, qui avait "vocation à l'adoption" par suite de l'accomplissement de certaines formalités administratives, était recevable à former une tierce opposition contre un jugement du tribunal administratif, ayant annulé l'immatriculation de cet enfant comme pupille de l'Etat. Affaire Peron, 29 oct. 1965, J.C.P. 1965.II.14431 ; Gaz. Pal. 1966.2.181 D. 1966.J.105 conclusions Rigaud ; Rev. trim. Drt San et Soc. 1966.5. note Raynaud critique.
- 82 - de plus en plus, la jurisprudence a tendance à reconnaître le lien du sang, comme support d'un intérêt moral.

est suffisant pour permettre le recours et si cet intérêt n'est pas en contradiction avec celui de l'enfant. Toutefois devant les deux cas d'ouverture, qui sont si graves et qui supposent une malhonnêteté, il est permis de penser que les juges se montreront compréhensifs.

b) Les cas d'ouverture

283. - La tierce opposition n'est ouverte que dans le cas de "dol ou fraude imputable aux adoptants".

Par dol, il faut entendre toute tromperie ou manoeuvre ayant pour but de permettre l'adoption de l'enfant (83), par exemple, pression physique ou morale sur les parents pour obtenir leur consentement, versement d'une somme d'argent contre la remise d'un enfant et la signature d'un acte d'abandon ou d'un consentement à l'adoption, manoeuvres d'intimidation..... ; par fraude, des agissements ou des dissimulations ayant pour effet de faire obstacle à l'application de la loi ou de tirer un bénéfice d'une situation donnée : recueil direct d'un enfant de moins de deux ans, consentement reçu dans les formes non valables, refus de rendre l'enfant pendant le délai de rétractation....(84). En fait, le dol

83 - D'après l'article 1116 du C.C., les manoeuvres doivent avoir eu pour effet d'obtenir le consentement du cocontractant.

84 - voir ^{n° 142}supra, les exemples donnés à propos de la tierce opposition contre le jugement d'abandon; ils sont valables à la condition expresse qu'ils émanent de l'adoptant lui-même.

et la fraude sont des notions qui se complètent et ce que le législateur a voulu, c'est viser toute manoeuvre et toute fraude, qu'elles entraînent ou non un préjudice à l'encontre des parents de l'enfant.

Toutefois, pour certains interprètes, l'article 353-1 pose deux conditions indépendantes l'une de l'autre : d'une part, le dol, qui doit être pris dans un sens général et peut émaner de toute personne intéressée à l'adoption, y compris les adoptants eux-mêmes, d'autre part, la fraude, imputable aux seuls adoptants.

Cette interprétation s'appuie sur l'emplacement dans l'article 353-1 de l'adjectif "imputable", qui ne se rapporterait, dans cette thèse, qu'au mot fraude, et sur un désir présumé du législateur de sanctionner les déloyautés très graves, si celles-ci ont eu pour effet de permettre l'adoption, et ce, même si leur auteur n'en n'a pas profité personnellement, en tant qu'adoptant.

Ces deux arguments ne peuvent être retenus. La rédaction grammaticale de l'article 353-1 ne laisse aucun doute, la conjonction "ou" n'a pas pour but de séparer deux notions essentiellement distinctes, mais au contraire pose une alternative (sans doute en pratique difficile à séparer), l'adjectif "imputable" reste de ce fait au singulier, tout en se rapportant aux deux substantifs.

En outre, pour quelle raison, le législateur aurait-il ouvert la voie de la tierce opposition dans le cas d'un dol commis par toute personne intéressée

à l'adoption, y compris les adoptants, tout en refusant de prendre la fraude en considération, sauf si elle émane des adoptants. Une fraude n'est pas moins grave qu'un dol, et admettre cette interprétation aboutirait à des résultats choquants.

L'intention des rédacteurs de la loi a bien été de limiter au maximum les cas de recevabilité de la tierce opposition afin d'assurer la sécurité des familles adoptives. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire à cet effet le rapport de M. Jozeau-Morigné au Sénat (85), il justifie l'article 353-1 en ces termes : "Certains drames de l'adoption ont mis l'accent sur les dangers de la tierce opposition. C'est pourquoi la loi du 1er mars 1963 avait limité à un an le délai pendant lequel elle était recevable, alors que le délai de droit commun est de trente ans. Mais aucune limitation n'était faite aux cas de recevabilité. Le projet actuel a adopté une formule différente en limitant à l'extrême les cas de recevabilité de la tierce-opposition, mais en revenant au délai de droit commun. La tierce-opposition n'est recevable qu'en cas de dol ou de fraude imputables (86) aux adoptants. Il est normal que des parents adoptifs fraudeurs soient menacés, fut-ce pendant trente ans, de supporter les conséquences de cette fraude". Le texte ajoute que même si la déclaration

85 - Rapport n° 134 (2ème session 1965-1966) p. 50.

86 - le terme "imputables" est écrit au pluriel.

d'abandon a été infirmée pour dol, fraude ou erreur sur l'identité de l'enfant, le jugement d'adoption demeurera valable, "à moins que le dol ou la fraude émane des adoptants". Ce texte ne laisse place à aucune équivoque.

Cette interprétation est illustrée par un jugement du tribunal de grande instance de Paris du 12 novembre 1969 (87), qui, en l'absence de complicité entre la direction de l'oeuvre d'adoption, à qui les demandeurs reprochaient un dol, et la famille adoptante, a déclaré irrecevable la tierce-opposition contre le jugement d'adoption.

Ainsi les hypothèses ouvrant une tierce-opposition sont très limitées, et la preuve en serait bien difficile, d'autant que lors du prononcé du jugement d'adoption, le tribunal a vérifié si les conditions de la loi étaient remplies.

c) Limites au champ d'application de l'article 353-1

284. - Les termes très généraux de l'article 353-1 ont ils pour effet de rendre irrecevable toute tierce-opposition dirigée contre un jugement d'adoption ou seulement celle qui serait dirigée contre l'adoption elle-même ? Autrement dit, cette voie de recours serait-elle refusée à un tiers qui l'exercerait, par exemple,

87 - 1ère Ch. dame B... c/époux A.P... et dame C... non publié - un appel de cette décision a été fait par dame B...

dans le cadre de la protection du nom patronymique, l'action ayant pour but de voir interdire le port de son nom à l'adopté, soit que le tribunal de lui ait conféré sans obtenir l'autorisation prévue à l'article 357 du Code civil, soit qu'il lui ait donné ce nom seul, au lieu de l'accoler au nom d'origine, en cas d'adoption simple, par application de l'article 363.

Le tribunal de grande instance de Limoges (88) a déclaré recevable la tierce-opposition intentée par les héritiers du mari et ce, bien qu'elle ait été intentée hors du délai d'un an prévu par la loi du 1er mars 1963. Il était reproché au jugement d'adoption d'avoir conféré à l'enfant adopté par une veuve le nom de son mari, prédécédé, sans avoir consulté les héritiers ou les successibles de ce dernier (89).

En revanche, la Cour de Riom (90) a admis la tierce-opposition dirigée contre un jugement d'adoption simple, qui avait conféré le nom de l'adoptant à l'adopté sans l'accoler au nom d'origine, en notant que l'action était formée dans le délai d'un an, à compter de la mention en marge de l'acte de naissance, donc en soumettant l'exercice de cette voie de recours aux conditions de recevabilité prévues contre un jugement d'adoption.

88 - T.E.I. Limoges 15 nov. 1968 dame B... c/consorts de Senegon de Rousset de Roumefort de Cluzeau, non publié.

89 - par application de l'art. 360 ancien - voir *infra* n° 319.

90 - 2 nov. 1966, Gaz. Pal. 1967 . I.148.

Ces deux décisions ont été rendues sous l'empire de la législation ancienne et à une époque où l'exercice de la tierce-opposition était seulement limité dans le temps ; à l'heure actuelle où cette voie de recours est pratiquement supprimée, l'interprétation de la Cour de Riom revient à enlever aux tiers toute possibilité d'attaquer un jugement d'adoption. Pourtant l'article 474 du Code de procédure civile, qui ouvre la tierce-opposition contre tout jugement qui préjudicie aux droits des tiers n'est pas supprimé et le législateur n'a dit nulle part qu'il ne s'appliquait pas aux jugements d'adoption.

Ne pourrait-on admettre que la tierce-opposition soit encore recevable dans la mesure où le tiers opposant ne forme pas opposition au jugement lui-même, mais seulement à une disposition qui lui fait grief ? (91) Dans l'hypothèse où cette interprétation ne serait pas retenue par un tribunal, il ne resterait aux tiers lésés que la voie de l'action en rectification d'état-civil, cette action étant ouverte "à tout intéressé et notamment aux tiers qui appréhendent le risque de confusion" (92).

91 - telle était bien le sens de la tierce-opposition formée par les héritiers du mari devant le T.G.I. de Limoges (préc. note 88).

92 - Norson, obs. Rev. trim. 1967, p. 376.

La tierce-opposition mérite bien en l'espèce son nom de voie de recours extraordinaire. Malgré tout le désir qu'ils pourraient en avoir, il semble difficile dorénavant aux tribunaux d'accueillir cette voie de recours, si la fraude ou le dol n'émane des adoptants eux-mêmes.

285. - La règle posée par l'article 353-1 revient pratiquement à supprimer toute possibilité d'obtenir la rétractation d'un jugement d'adoption. Le législateur a voulu assurer la stabilité de l'adoption, même si elle est inopportune ou irrégulière, sauf si cette irrégularité a été commise par les adoptants eux-mêmes. A partir du moment, où l'enfant a été recueilli régulièrement en vue d'adoption, le législateur accorde sa protection à la famille adoptive au détriment de la famille par le sang.

Cette solution a paru la seule capable d'assurer à l'adoption plénière la stabilité et l'irrévocabilité sans lesquelles elle ne peut ni vivre, ni se développer. Certes, il y a là une atteinte certaine aux droits de la famille par le sang, tels du moins qu'ils sont compris en droit français (93) et la disposition légale a fait l'objet de critiques (94). En fait, elle est conforme à l'esprit dans lequel le législateur a

93 - Toutefois, l'évolution législative actuelle soumet, de plus en plus, au contrôle étatique l'exercice de ces droits.

94 - Raynaud chr. D. 1967 op. cit. p. 81 n° 23.

conçu cette institution et se justifie par l'intérêt même de l'enfance abandonnée et malheureuse. La loi a subordonné toutes les considérations familiales et autres à l'intérêt de l'enfant qui ne doit pas voir sa situation remise en question ; elle reconnaît que le droit à la stabilité est pour la famille adoptive une garantie fondamentale et une nécessité vitale.

Ainsi, pour éviter toutes contestations sur la recevabilité des voies de recours, celles-ci ont été expressément prévues par le législateur et même réglementées pour ce qui est de la tierce-opposition. Faut-il en conclure que l'énumération est limitative et exclut toutes références aux principes généraux de la procédure civile ? Cette interprétation qui ressort certainement des travaux préparatoires n'est cependant pas inscrite dans le texte même de la loi ou du règlement d'application du 2 décembre 1966, il n'est ainsi pas possible d'ignorer ces règles générales.

4°) L'opposition et la requête civile

286. - Les décisions rendues en matière d'adoption étant des actes de juridiction gracieuse intervenant sur requête, l'opposition n'est pas recevable, ⁽⁹⁵⁾ ni non plus la requête civile (art. 480 al. 1 Code de procédure civile).

95 - Trib. civ. Le Mans, référés, 8 juill. 1947, D. 1947. J. 470, Gaz. Pal. 1947.2.137.

La même impossibilité de principe ne peut être invoquée en matière de jugement déclaratif d'abandon, du fait de sa nature contentieuse. Mais la possibilité de faire appel exclut l'opposition (96) et enlève beaucoup d'intérêt à la requête civile (97). En outre la tierce-opposition est largement ouverte (98).

5°) Nullité

287. - Nulle part, la loi du 11 juillet 1966 ne parle de la nullité. Pourtant, par application des règles du droit commun de la procédure civile, il n'est pas possible d'écarter d'office cette voie de rétractation, spécialement prévue au cas de jugement gracieux.

En effet, la règle "voies de nullité n'ont lieu contre les jugements", est inapplicable en matière gracieuse (99), or précisément, les décisions d'adoption ne sont pas considérées comme de véritables jugements. Ainsi, le tribunal civil de la Seine a admis les

96 - art. 149 C. proc. civ. et Vissard "l'adoption" op. cit. p. 42.

97 - celle-ci ne saurait en effet être étendue aux jugements rendus en premier ressort devenus définitifs, par l'expiration des délais légaux d'appel. Ce principe traditionnel a été réaffirmé par les Chambres Réunies, le 7 mars 1960. D. 1960. J. 556 et Encycl. D. Proc. Civ. v° Requête civile, n° 197 par Mohrard.

98 - supra n° 141 et s.

99 - Salus et Perrot "Drt Judiciaire Privé" Sirey 1961. t. I. n° 499 p. 460. Glasson, Tixier & Langel, "Traité théorique et pratique de procédure civile" 3e éd. T. III n° 995 p. 566 ; Devos "voies de nullité n'ont lieu contre les jugements" thèse Toulouse p. 101 et s. ; Mohrard, commentaire loi du 15 juill. 1944 D. 1946. 344 spéc. col. 3 .

28 mars 1945 et 17 mars 1948 que pouvait être annulée une adoption prononcée dans des conditions illégales (100).

Mais ces décisions ont été rendues avant l'ordonnance du 23 décembre 1958, qui a accentué le caractère judiciaire de l'institution (101), et il est difficile de préjuger de l'attitude d'un tribunal devant une action en nullité intentée contre un jugement ayant prononcé une adoption plénière.

L'action en nullité pourrait être invoquée soit par l'adoptant (102) ou son conjoint (103) contre la décision qui a prononcé l'adoption et alors que l'exercice d'une voie de recours lui est interdit, puisqu'il a obtenu gain de cause, soit par les parents par le sang, et même, si la nullité était d'ordre public, par tout intéressé. Son utilité est incontestable toutes les

100 - Trib. civ. Seine 28 mars 1945, D. 1946.201 note Chéron S. 1945.2.77 ; Trib. civ. Seine 17 mars 1948, préc. ; Marty et Reynaud, Traité 1ère éd. t. I n° 783, p. 1004 ; voir également obs. Reynaud sous c.c. 13 mai 1958 préc. - Rev. trim. 1958. 456.

101 - P. Reynaud D. 1959. p. 147 spéc. 149-150.

102 - On pourrait imaginer l'hypothèse, en fait peu vraisemblable, (compte tenu du climat des adoptions) d'un couple ayant adopté par suite de l'impossibilité reconnue médicalement de procréer, qui après la réalisation de l'adoption, a un enfant légitime, et invoque la disparition des motifs de son consentement; mais admettre l'action en nullité, dans cette hypothèse, serait aller à l'encontre du principe de l'irrévocabilité.

103 - dans l'hypothèse, où son consentement n'aurait pas été requis, mais comme le souligne M. le Doyen ; l'adoption résulte, non d'un acte homologué, mais d'un jugement ayant l'autorité de la chose jugée, et la tierce-opposition semble bien être la seule voie de recours dans la pensée du législateur. Civ. 3 janv. 1966 préc. (le contrat d'adoption datait du 9 mars 1951).

fois qu'un consentement à l'adoption a été donné et qu'ainsi ce consentement est susceptible d'être vicié ou d'être annulé pour incapacité, et également dans l'hypothèse d'un jugement d'abandon. Comment concilier en effet la rétractation possible du jugement d'abandon avec le maintien du jugement d'adoption dont il est la base et qui lui, semble inattaquable, sauf dol ou fraude des adoptants ?

En créant un contrôle judiciaire au stade de l'abandon, la loi a donné une sécurité aux parents par le sang, mais l'illogisme naît ensuite du prolongement de ce contrôle judiciaire contentieux par un acte considéré comme de nature gracieuse et par le particularisme des voies de recours (104). Faut-il admettre que le jugement d'adoption devient aussi contentieux, dès lors qu'il est le complément normal d'un jugement contentieux ? A moins que la solution ne soit trouvée tout simplement dans le fait que l'annulation d'un jugement gracieux est possible (105). Toutefois, la tendance actuelle va dans le sens du développement du domaine des voies de recours contre les décisions gracieuses, au détriment de l'action en nullité (106).

104 - La réorganisation de la procédure gracieuse est souhaitée par certains, dans le sens de l'élaboration d'un régime autonome, comme cela existe dans certains pays étrangers : Allemagne, Pologne, Italie (Solus et Porrot, op. cit. T. I n° 501 et s.).

105 - Solus et Porrot, op. cit. T.I. n° 501.

106 - Marty et Raynaud, 1ère éd. T.I n° 783.

288. - La volonté du législateur est certainement de rendre le jugement d'adoption inattaquable. C'est pourquoy il a limité expressément la tierce-opposition à deux hypothèses (107), qui ont bien peu de chances de se réaliser, compte tenu des précautions légales.

Alors que jusqu'en 1963 (108), la recevabilité de la tierce-opposition était contestée (109), mais que cette position était justifiée par la possibilité de recourir à l'action principale en nullité (110), faut-il admettre, par un raisonnement inverse, que la tierce-opposition étant pratiquement fermée, c'est par la voie de la nullité que les tiers pourront agir pour défendre l'intérêt de l'enfant ?

Mais à partir du moment où le juge a apprécié le projet d'adoption dans son ensemble, où il a estimé que les conditions de la loi étaient remplies et que l'adoption était dans l'intérêt de l'enfant, la décision peut-elle être annulée, sous prétexte par exemple que les consentements n'auraient pas été valablement donnés ? Il ne paraît pas possible de trancher

107 - supra n° 283.

108 - Loi du 1er mars 1963 admettant la tierce-opposition mais l'enfermant dans le délai d'un an.

109 - supra n° 281.

110 - Raynaud, rev. trim. 1958 obs. ss. CC. 13 mai 1958 préc., refusant d'admettre une tierce-opposition contre un jugement homologant l'adoption.

affirmativement cette question, compte tenu du caractère irrévocable de l'adoption, affirmée par l'article 359 du Code civil, et du fait qu'elle résulte d'un jugement et non d'un acte privé (111). Toutefois, il faut souligner que cette impossibilité ne paraît pas découler absolument du jeu des règles normales de la procédure et il est dommage que le législateur n'ait pas exclu l'action en annulation par un texte exprès.

Le législateur belge a sans doute vu la difficulté et l'a résolu dans la loi du 21 mars 1969 réformant l'adoption, en ces termes : "L'adoption homologuée ou prononcée par une décision passée en force de chose jugée ne peut être attaquée par voie de nullité" (art. 356 § 1 du C.C. belge). Cette solution paraît sage, elle s'explique sans doute par l'importance donnée en droit belge au consentement à l'adoption, en tous cas, elle a l'avantage de prévenir toute possibilité de contestations.

111 - Selon M. CARBONNIER (Traité, 8ème éd. 1969 n° 99 p. 296) ce motif serait inopérant et l'action en nullité est irrecevable ^{contre} un jugement d'adoption.

SECTION III

LES REGLES APPLICABLES A L'ADOPTION ENTRE ETRANGERS

289. - A partir du moment où il est admis qu'un tribunal français est compétent pour prononcer une adoption qui met en présence des étrangers (112), se pose le problème de savoir quelles règles de droit ce même tribunal va appliquer (113).

Se contentera-t-il d'appliquer la loi du for, tant pour les conditions de forme que pour les conditions de fond, ou bien devra-t-il rechercher la loi applicable en tenant compte des intérêts en présence et des règles de conflit de lois ? Si la première solution a le mérite de la simplicité, elle ne peut être retenue à défaut d'accords internationaux (114), seule la deuxième permet de donner naissance à des adoptions qui seront reconnues à l'étranger, et ce résultat est évidemment celui recherché par les parties en présence.

112 - supra n° 262.

113 - Le tribunal français qui examine une demande d'exequatur fera un examen de la régularité de la décision étrangère et ceci l'entraînera aussi à connaître les règles de conflit de lois (infra).

114 - infra n° 290 et s. et supra n° 16.

Devant le silence de la loi du 11 juillet 1966, les règles applicables en France à l'adoption entre étrangers (ou entre français et étrangers) seront étudiées par référence aux principes généraux du droit international privé et à la jurisprudence.

La loi belge du 21 mars 1969 est plus précise. Elle autorise expressément l'adoption et la légitimation par adoption, entre étrangers et entre Belges et étrangers, dans les formes prévues par le Code civil belge, "si chacune des parties satisfait aux conditions que lui impose son statut personnel" (art. 344 § 1).

1°) La loi applicable aux conditions de forme et de procédure, à la publicité

290. - Les difficultés proviennent de ce qu'en cette matière de statut personnel, certaines conditions de forme sont intimement liées au fond (115). Ainsi en France, l'adoption implique (à défaut d'abandon dûment constaté), un consentement donné dans des formes solennelles et toujours l'intervention judiciaire, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, un contrat et son homologation judiciaire. A quelle loi une adoption réalisée en France par des étrangers devra-t-elle être soumise ?

Selon l'opinion dominante, la nécessité ou l'inutilité d'une forme solennelle, de l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire est une condition de fond et relève de la loi personnelle des parties(116),

115 - Trib. civ. Seine 10 févr. 1948 préc.

116 - Batiffol, Rev. Crit. 1948 p. 108 - Esmein par Aubry et Rau, T. 9 § 564 -

Poisson op. cit. p. 133 et s. et spécial. p. 147 - Rouast (traité Planiol et Ripert) t.II n° 1072 p. 927 - Savatier note D.1949.J.368 - J. Foyer Juris-Cl. drt comparé v° l'adoption n° 54 et s. - Merle "l'adoption" in "Le droit international privé en France et en Allemagne" Sirey 1954 p. 360.

en revanche la loi locale doit reprendre son empire, lorsqu'il s'agit de déterminer la manière dont seront réalisées ces formes solennelles et habilitantes. Le notaire établira l'acte solennel selon la loi du lieu où il exerce sa charge, le consentement à l'adoption de l'enfant de moins de deux ans sera valable au sens de l'article 348-5, lorsque l'oeuvre étrangère qui l'a reçu exerce régulièrement ses activités suivant la loi locale, la procédure se déroulera devant le tribunal chargé de déclarer l'abandon ou de prononcer l'adoption, selon la *lex fori*.

D'une façon générale, lorsqu'une des parties est française et que l'adoption a lieu en France, les formes de celle-ci sont soumises à la loi française, c'est l'application du principe classique "*locus regit actum*". Toutefois, les étrangers bénéficient, sur le territoire sur lequel ils résident, du privilège de comparaitre devant les représentants diplomatiques de leur pays pour y passer les actes relatifs au statut personnel. Ainsi les consuls étrangers peuvent recevoir certains actes concernant l'adoption, mais à la condition que seuls leurs nationaux soient en cause. Cette restriction évidente explique qu'il ait été jugé que l'hôtel d'une ambassade étrangère à Paris, pour inviolable qu'il soit, n'en faisait pas moins partie intégrante du territoire français, et que, par suite, le vice-consul des Etats-Unis d'Amérique n'avait, au regard de la loi française, aucune qualité pour recevoir l'acte d'adoption auquel était partie un ressortissant français (117).

La Convention Internationale de la Haye a adopté un système original, qui laisse une part importante à la loi de l'adopté, mais ignore totalement la loi applicable aux effets de l'adoption.

Les conditions de l'adoption ou de sa révocation sont appréciés par l'autorité saisie de la demande, suivant sa loi interne (art. 4 et 7 dernier alinéa). Cependant, la loi nationale de l'adopté devra être appliquée aux "consentements et consultations autres que ceux d'un adoptant, de sa famille et de son conjoint" (art. 5) ; en outre, lorsque l'adoption sera réalisée par les autorités de la résidence habituelle du ou des adoptants, celles-ci devront tenir compte des interdictions d'adopter édictées par la loi nationale de l'adoptant, dans la mesure où ces interdictions (118) auront fait l'objet d'une déclaration de l'Etat intéressé, au moment de la ratification de la Convention (art. 4 al.2). Ainsi le juge appliquera la loi qu'il connaît le mieux, tout en tenant compte de la loi personnelle des parties pour certaines conditions jugées essentielles.

Ce système est assez souple, il n'impose d'interdictions à aucun Etat, il permet seulement à ceux qui en font expressément la demande d'obtenir par tous les Etats membres, le respect de certaines règles qui chez eux touchent à l'ordre public, chaque fois qu'une adoption intéressant l'un de leurs ressortissants est prononcée.

291. - Publicité en France des jugements étrangers ou auxquels sont parties des étrangers.

La loi française est compétente en vertu des règles de la territorialité applicables à l'organisation du service public de l'état-civil ou en vertu de la lex fori. La transcription ordonnée par l'article 354

118 - Ces interdictions sont fondées sur l'existence de descendants des adoptants, sur le fait que l'adoption est demandée par une seule personne et non par des époux, sur l'existence d'un lien du sang entre adoptant et adopté, l'existence d'une adoption antérieure, la différence d'âge exigée, les conditions d'âge, le fait que l'enfant ne réside pas chez le ou les adoptants.

du Code civil s'impose pour toutes les adoptions plénières (119) prononcées par un tribunal français, que les parties soient françaises ou étrangères ; elle s'impose aussi, toutes les fois que l'acte de naissance de l'adopté figure sur un registre tenu par une autorité française, que l'adoption ait été prononcée par une autorité française ou étrangère.

Lorsque l'adoption concerne un français, dont l'acte de naissance, dressé par un officier de l'état-civil étranger, n'a été ni transcrit ni déposé en France ou un étranger né à l'étranger, la transcription devra être faite au service central de l'état-civil à Nantes ; il n'y a pas lieu d'opérer cette transcription sur les registres consulaires (120).

Voici comment, en pratique, le Service Central de l'état-civil, (installé à Nantes) qui dépend du Ministère des Affaires Etrangères, opère en matière de transcription d'un jugement d'adoption d'enfant, né à l'étranger et prononcé par une juridiction étrangère : la décision est transcrite conformément à l'article 354 du Code civil sur les registres de l'état-civil du poste consulaire territorialement compétent à la requête du procureur de la République. Cette formalité n'est effectuée que si la décision étrangère a reçu l'exequatur d'un tribunal français.

Pour ce faire, le parquet adresse les notifications ordonnant la transcription audit service, qui répercute la demande sur le poste consulaire dont dépend le lieu de naissance de l'enfant. La transcription du jugement d'adoption plénière tiendra lieu d'acte de naissance à l'adopté.

119 - Pour les adoptions simples, l'art. 362 ordonne une transcription ou une mention.

120 - instr. modificatives sur l'état-civil du 19 fév.1970-(J.O. 23 avril 1970) n° 186-a.

2°) La loi applicable au fond

292. - Lorsque adoptant et adopté ont la même nationalité, la détermination de la loi applicable au fond ne présente pas de difficultés, les tribunaux font application de la loi nationale commune des parties. En revanche, lorsque l'adoptant et l'adopté n'ont pas la même nationalité de nombreux systèmes ont été proposés (121), chacun présente avantages et inconvénients, la Cour de cassation ne paraît pas avoir choisi nettement.

La difficulté d'une solution provient à la fois de la nécessité d'assurer la protection de l'enfant et nulle mieux que sa loi nationale ne peut le faire, semble-t-il, mais en même temps de l'impossibilité d'ignorer que la loi de l'adoptant va lui donner son nouveau statut, ses droits successoraux, sa nationalité peut-être (122).

Sans choisir totalement le système de l'application distributive de la loi de l'adoptant et de celle de l'adopté, qui aboutirait à un cumul d'exigences, contraire à la faveur que le législateur accorde à l'institution, il semblerait "rationnel d'examiner dans la loi de chacune des parties, si elle est apte à adopter ou à être adoptée" (123).

La législation de l'adoption est dans tous les pays une législation protectrice des mineurs, en France, elle donne des garanties à la famille par le sang, elle ne permet l'adoption que si celle-ci a consenti ou si l'enfant est réellement abandonné. Faudrait-il admettre

121 - voir J. Foyer, *Juris-Cl.* 14 et s.; Poisson *op. cit.* p. 44 et s.

122 - Quel intérêt présenterait pour un enfant français l'adoption plénière par un couple dont le pays d'origine ne connaît pas cette institution, si ce couple résidait effectivement dans ce pays.

123 - Batiffol, *op. cit.* n° 464 p. 509.

que ces garanties s'effacent, si l'adoption est poursuivie par des étrangers ?

Les problèmes soulevées en France par les adoptions internationales sont réglées empiriquement par les tribunaux au mieux de l'intérêt de l'enfant. Quelques solutions peuvent être dégagées.

293. - 1er cas - adoption d'un enfant étranger en France par des ressortissants français

La loi française est applicable (124) cependant certaines réserves s'imposent. L'enfant a été recueilli à l'étranger, après qu'il ait été consenti à son adoption. La validité de ce consentement est apprécié non d'après la loi française, mais d'après la loi du pays d'origine de l'enfant (125). Ainsi le consentement du tuteur, représentant légal de l'enfant en Italie, sera assimilé au consentement donné en France par les parents; ainsi le recueil d'un enfant de moins de deux ans, et le consentement reçu par une oeuvre libanaise, fonctionnant suivant les lois locales, sera valable au sens de l'article 348-5.

Mais si l'enfant a été recueilli en fait à l'étranger, sans qu'un consentement à l'adoption ait été donné, son adoption ne pourra être poursuivie de plano. Elle ne sera possible qu'après un jugement déclaratif d'abandon. Dès son arrivée en France, il appartiendra à la famille d'accueil de faire la déclaration prévue par l'article 19 du titre II de la loi du 24 juillet 1889 (126), l'aide sociale alertée pourra procéder aux contrôles nécessaires et le délai minimum de recueil d'un an pour prononcer l'abandon courra.

124 - Trib. d'Avesnes 24 juin 1943, S.1944.2.23 adoption d'un belge par des français.

125 - telle est la pratique du T.G.I. de Paris, 1ère Ch.

126 - devenu l'art. 377-1 du Code civil.

La législation française est à juste titre sévère pour apprécier les conditions de l'abandon, que l'enfant soit français ou étranger, et elle ne permet l'adoption que dans la mesure où l'enfant est réellement abandonné dans son pays d'origine ; ainsi peut-on espérer qu'aucune réclamation ultérieure ne viendra troubler la famille adoptive. Il ne faut pas oublier que peu de pays étrangers connaissent la rupture totale des liens avec la famille par le sang, telle que le droit français la comprend (127), et que les enfants étrangers adoptés continuent très souvent, conformément aux lois de leur pays d'origine, d'appartenir à leur famille par le sang et conservent leur état civil (lorsqu'il en existe), en même temps qu'ils acquièrent en France un nouvel état-civil.

Comme le souligne M. Leman, "il y a là un conflit de lois dont il est permis de penser qu'il n'est pas près d'être réglé" (128).

294. - 2ème cas - adoption en France d'un enfant français par des étrangers.

Les tribunaux français affirment la vocation de principe de la loi française à régir l'adop-

127 - La nécessité de faire comprendre clairement à la famille de l'enfant la portée de son consentement et les efforts à faire pour y parvenir sont résumés en ces termes dans le principe 6 adopté au cycle d'études de Leysin "Ceux qui ont des liens légaux ou affectifs avec l'enfant proposé à l'adoption doivent être aidés à comprendre le sens de l'adoption selon les us et coutumes de l'autre pays ; si l'enfant est assez grand, il faudrait lui expliquer ce qu'implique l'adoption et ce que serait sa vie dans le nouveau pays ; si les conséquences de l'adoption projetée ne sont pas acceptées par tous les intéressés il ne faudrait pas faire adopter l'enfant dans un autre pays". (Rapport préc. p. 21).

128 - "quelques réflexions sur l'adoption plénière" op.cit.

tion, dès qu'une partie est française (129), et d'une façon générale, la prééminence de la loi de l'adopté. C'est ainsi que le tribunal de la Saine a prononcé le 10 février 1948, l'adoption d'un français par des époux américains (130), le tribunal de Lyon, le 24 avril 1951, celle d'un français par des époux demeurant en Suisse (131).

La préférence pour la loi française présente des inconvénients évidents sur le plan international (132) et ces décisions ont été critiquées (133). En outre, il leur est reproché d'ignorer la loi de l'adoptant, au foyer duquel pourtant le mineur sera appelé à vivre, et de méconnaître l'intérêt de l'adopté. En effet, sa protection sera bien mal assurée chaque fois que la loi nationale de l'adoptant, s'il est célibataire, ou la *lex familiariae*, s'il s'agit d'un couple, ignorera l'adoption plénière.

129 - Tribunal de Nice prononçant la légitimation adoptive d'un enfant monégasque par un couple dont l'homme était français et la femme monégasque, 2 déc. 1948, rapporté par Cour de Monaco, 14 mai 1964 (rev. crit. 1965.101 note Franceskakis) cassé par Cour de révision judiciaire de Monaco, le 6 mai 1965 (rev. crit. 1965 p. 708 note Franceskakis). Cette affaire illustre les inconvénients de la solution pour l'adopté.

130 - préc. .

131 - préc.

132 - pourtant c'est la solution qui a été retenue par l'art. 113 de l'avant-projet du C.C. qui prévoit l'intervention des autorités judiciaires françaises, même si le domicile des intéressés est hors de France, toutes les fois que l'adoption doit être réalisée selon le droit français (Sirey 1955 p. 226 et p. 67, rapport Julliot de la Morandière). Cet article a été critiqué par M. Holleaux qui souligne qu'il est contraire à la tendance actuelle vers une plus étroite coopération juridique internationale (in codification drt. int. privé, Paris 1956, p. 166-167, 222 & 223, 242, et s.).

133 - Batiffol, note précitée sous 10 fév. 1948. Savatier, note précitée, Lisbonne note précitée, Franceskakis, note sous 11 mai 1964, rev. crit. 1965.117 ; Poisson, op. cit. n° 105 et s. p. 66 & s. ; contra Niboyet, traité 2ème éd. t. V, n° 1529 p. 99 & s. et note précitée sous 10 fév. 1948.

En pratique, les juges sont amenés à tenir compte de la loi qui régirera en fait (sinon en droit) les effets de l'adoption et à refuser de prononcer l'adoption plénière, soit parce que la loi nationale de l'adoptant ne connaît pas cette institution (134), soit parce qu'ils ont la conviction que le domicile des adoptants en France n'est qu'un domicile apparent pour les besoins de la procédure (135).

Une décision récente du tribunal d'Avesnes sur Helpe (136) semble s'inspirer de la théorie de l'application distributive de la loi de l'adoptant et de la loi de l'adopté, préconisé par de nombreux auteurs (137), mais jusqu'à présent peu employée en jurisprudence (138).

134 - Trib. civ. Tunis 28 janv. 1959 refusant de prononcer la légitimation adoptive d'un enfant français à la demande d'adoptants italiens, au motif que la loi italienne ignore la légitimation adoptive (journ. drt.int. 1969, p. 4 note 5).

135 - Telle est la position des magistrats du T.G.I. de Paris 1ère Ch. en présence d'une demande d'adoption plénière au profit d'un enfant français, par des Belges, alors qu'il apparaissait à la lecture du dossier que les effets de l'adoption se réaliseraient en Belgique, pays qui ne connaissait pas l'adoption plénière, avant la loi du 21 mars 1969. Voir Chancery Division, 21 juill. 1967 (journ. drt. int. 1969.143 et note K. Lipstein), décidant que si la juridiction anglaise est compétente, elle applique la loi anglaise, mais qu'elle doit examiner, dans l'intérêt de l'enfant, si le jugement prononcé en Angleterre sera reconnu par le droit personnel de l'enfant.

136 - 34 nov. 1967 préc.

137 - mais avec des nuances sérieuses : Lerebourg-Pigeonnière et Loussouarn n° 466-c ; Goldman note sous Lyon 24 avril 1951, Journ. drt. int. 1952. 202 et s. ; Foyer ency. D. n° 29.

138 - Trib. civ. Mortagne, 3 déc. 1932 (Clunet, 1934. 332).

Ainsi pour prononcer l'adoption plénière d'un enfant français (dont le père était décédé) à la demande du deuxième conjoint de nationalité italienne de sa mère, le tribunal devait appliquer "la loi de l'adoptant quant aux conditions qui doivent être réunies en sa personne et la loi de l'adopté, quant à celles qui sont fonction de l'état où il est". Ce cumul d'exigences est critiqué par M. Batiffol, qui y voit la source de complications sérieuses du fait de la fréquence des conditions bilatérales et un frein contraire à la faveur du législateur pour l'adoption.

295. - En fait, l'intérêt de l'enfant doit dominer la solution. Si les adoptants étrangers ont leur domicile en France (139), l'adoption plénière doit pouvoir être prononcée, même si la loi du pays d'origine ne la prévoit pas (cas des musulmans vivant en France) ; en revanche si l'enfant doit vivre à l'étranger, il est vain de vouloir ignorer la loi qui finalement sera appliquée aux effets de l'adoption. Pourquoi ne pas appliquer alors aux conditions de fond de l'adoption réalisée par un couple, le *lex familiae* ? Cette solution va dans le sens de l'assimilation de la situation de l'enfant adoptif à celle de l'enfant légitime (140), elle est donc conforme à la volonté du législateur, de plus elle présente l'intérêt d'assurer à la famille adoptive l'unité de statut des relations familiales (141).

139 - Si besoin est, une enquête est ordonnée par le parquet.

140 - la loi des effets du mariage régit les enfants légitimes qui sont nés de ce mariage, et également les enfants légitimés Cass. 8 juill. 1969. D. 1970.J.1 note Malaurie.

141 - en ce sens Batiffol p. 509 n° 464 - Poisson op. cit. p. 82 et s.

Au nom de ce même intérêt de l'enfant, il est essentiel de conserver la compétence de la loi d'origine (ou loi de la famille par le sang) pour ce qui touche au consentement de l'adopté ou à celui de ses représentants légaux.

Cette solution est retenue par le Code civil allemand (art. 22) qui soumet l'adoption à la loi du père adoptif, mais prévoit que si l'enfant est allemand et l'adoptant étranger, le consentement doit être donné selon la loi allemande ; cette idée se retrouve dans la loi polonaise du 12 novembre 1965, qui exige le consentement du représentant de l'enfant (142).

296. - 3ème cas - adoption en France d'un enfant étranger par des étrangers (143)

Si adoptants et adopté ont la même nationalité, les conditions de fond de l'adoption sont régies par la loi nationale commune (144).

142 - Batiffol p. 509 n° 464.

143 - Il faut souligner que cette hypothèse se réalise rarement, les adoptants ayant plutôt intérêt à se présenter devant les autorités consulaires de leur pays.

144 - C. cass. - Ch. Civile (n° 4063) 11 nov. 1965 (jour. drt. int. 1968.125) cassant trib. cantonal de Tunis ayant prononcé l'adoption d'un jeune italien par des italiens et lui ayant attribué le nom de l'adopté comme le prévoit la loi tunisienne, alors que la loi italienne, loi des parties en présence, prévoit seulement que le nom de l'adoptant soit ajouté au nom d'origine de l'adopté.

T.G.I. Paris 3 janv. 1942 - S.1942 T.V° étranger n° 2.

Trib. Seine 16 juin 1950 et 9 juill. 1953 appliquant, pour l'adoption par des Américains de mineurs nés d'américaines en France, les dispositions de la loi américaine spécialement quant à l'âge des adoptants : (toute personne de 21 ans non aliénée peut dans la plupart des Etats des Etats-Unis, adopter, à la condition que la différence d'âge entre adopté et adoptant soit de 10 ans). S.P.E. 1954. p. 23.

Si les parties sont de nationalité différentes, la loi de chacune devrait en principe fixer les conditions qui lui sont propres (145), mais cette solution peut être très difficile à mettre en oeuvre (146), quelquefois même conduire à des effets contradictoires, et en outre aller contre l'intérêt de l'enfant. Peut être les juges pourraient-ils s'inspirer des solutions dégagées, mais non ratifiées en France par la Convention Internationale de la Haye, et appliquer en ce cas leur propre loi interne, avec éventuellement des correctifs (147), ce qui reviendrait en fait à appliquer la loi française dans les deux cas. Il faut bien supposer, en effet, que si le juge français est saisi, c'est que le domicile des demandeurs est en France.

Une fois déterminée la loi applicable, il faut rechercher si sa mise en oeuvre n'est pas contraire à l'ordre public français.

L'exception d'ordre public

297. - La réaction de l'ordre public français a toujours été très forte à l'égard des législations étrangères (148), qui autorisent l'adoption en présence d'enfant légitime (149). La législation de 1966 étant devenue plus libérale, cette exigence gardera-t-elle le même caractère ? Ne serait-il pas admis à l'heure actuelle qu'un tribunal français prononce une adoption en présence d'enfant légitime, suivant la loi allemande, par exemple,

145 - Batiffol n° 388 p. 436.

146 - Niboyet, Traité t. I p. 252 et s.

147 - supra n° 290.

148 - Angleterre, Canada, U.R.S.S., pays nordiques.

149 - C.1v. 21 avril 1931 ; D.P. 1931.I.52 ; S.1931.I.377
note Niboyet, rapport Pilon, rev. crit. 1932.526, Journ.
drt. int. 1932, rapport Pilon.

alors que la loi française le permet avec une dispense du Président de la République et la loi allemande, avec celle du tribunal ?

En revanche, il y a tout lieu de supposer que serait déclarée contraire à l'ordre public français, une législation qui permettrait l'adoption des mineurs, sans qu'il soit nécessaire d'apporter la preuve qu'ils sont abandonnés ou que leurs parents ont consenti à l'adoption. Cette condition est trop essentielle dans l'économie de la loi de 1966, pour qu'il y soit renoncé.

Les simples différences d'organisation des conditions de l'adoption posées par la loi étrangère ne semblent pas pouvoir entraîner la réaction de l'ordre public : conditions d'âge par exemple (en Angleterre pas d'adoption après 15 ans) (150), de minorité (Israël, Allemagne de l'Est), de consentement des parents (151), de consentement du mineur (dès qu'il est capable de discernement en Suisse et en Angleterre, dès 12 ans, dans les pays scandinaves...), de recueil (3 ans dans la loi néerlandaise) (152).

298. - Les conditions posées par la loi étrangère, mais inconnues dans le droit interne ne sont pas contraires automatiquement à l'ordre public : ainsi interdiction pour un homme d'adopter une fillette (droit anglais), pour un tuteur d'adopter son pupille avant la reddition des comptes de tutelle (droit autrichien) (153). En revanche, l'interdiction pour un parent naturel d'adopter son enfant naturel (droit des pays scandinaves inter-

150 - Paris 10 juill. 1946 J.C.P. 1947.II.3392, note Savatier.

151 - Trib. Avesnes 24 juin 1943 - préc.

152 - Trib. Leeuwarden, 28 août 1963, Jour. drt. int. 1969.973 par R.D. Kollwijn.

153 - L'exigence d'une même foi religieuse posée par la loi du Québec serait très probablement considérée comme contraire à la laïcité du droit français, mais de toutes façons, elle pourrait être imposée par l'intérêt de l'enfant.

disant d'adopter son propre enfant) serait probablement écartée. En effet, une telle disposition est contraire à la jurisprudence constante de la Cour de cassation (154) et à la tendance législative favorable à l'amélioration du sort des enfants naturels.

Cependant, paraissent fondamentalement contraires à l'ordre public les prohibitions d'ordre racial, existant dans certains Etats des Etats-Unis (Montana, Texas, Louisiane). Elles sont en effet en opposition avec le principe d'égalité des droits proclamés par le préambule de la Constitution de 1946 auquel se réfère la Constitution de 1958. Semblent également contraires à l'ordre public, les prohibitions d'adopter édictées à l'encontre de certains membres du clergé (droit autrichien, espagnol), le droit français est laïc et respectueux des libertés individuelles.

3°) La loi applicable aux effets de l'adoption

299. - Un couple français adopte à l'étranger un enfant italien ou un enfant allemand, un couple italien adopte un français en Allemagne, les effets de l'adoption seront-ils régis par la loi française, la loi italienne ou la loi allemande en l'absence d'une adoption internationale reconnue par ces pays ? (155) La solution donnée à cette question est essentielle, puisque le statut de l'adopté et ses droits vis à vis de l'adoptant en dépendent. En outre, si l'on sait que les effets de l'adoption diffèrent suivant les pays et que la France est l'un de ceux

154 - depuis 1846 supra lère P n° 196.

155 - arriver à ce résultat est un des objets de la convention de la Haye de 1964 et de la Convention Européenne du 24 avril 1967.

où ils sont les plus étendus, il est certain que l'intérêt de l'enfant serait dans le sens de l'application la plus générale de la loi française, mais cette solution ne tient pas compte des réalités et surtout du fait que ... l'adopté devient l'enfant de l'adoptant et qu'il va le suivre.

Lorsque adoptant et adopté sont de nationalités différentes, les effets de l'adoption peuvent être régis par la loi de l'adopté, ou celle de l'adoptant, ou par les deux cumulativement, par la loi du domicile... Il a été proposé autant de systèmes que pour la détermination de la loi applicable au fond ; toutefois, il semble que la majorité des auteurs soit favorable à la loi de l'adoptant (156). Pour les uns, les effets de l'adoption étant calqués sur ceux de la filiation légitime, il convient d'appliquer la même loi dans les deux cas, pour les autres, la prépondérance de la loi de l'adoptant est conforme à la réalité des choses, n'est ce pas chez lui que l'adopté va résider, n'est-il pas intégré dans sa famille (157) ? Enfin sur le plan international la loi de l'adoptant, ou plus précisément la *lex familiae*, en cas d'adoption par un couple, permet de réaliser l'unité de statut des relations familiales, spécialement souhaitable en présence d'adoption de plusieurs enfants et dans le cas de survenance d'enfants légitimes après l'adoption.

Le domaine de la loi applicable.

300. - Certains effets de l'adoption sont nécessairement régis par la loi de l'adoption, mais d'autres

156 - Batiffol n° 464 p. 509 ; Aubry et Rau 6ème éd. par Esmein § 564 ; J. Foyer n° 78 ; Lerebourg-Pigeonnière n° 466-c ; Poisson n° 372 et s. p. 235.

157 - au moins lorsqu'il y a rupture des liens avec la famille d'origine.

peuvent être soumis à une autre loi : loi successorale, loi de la résidence de l'enfant, loi française de nationalité, de police. La tendance est de multiplier les lois applicables (158).

- La rupture ou le maintien des liens entre l'adopté et sa famille dépendent de la loi de l'adoptant et plus généralement de la loi qui a été déclarée compétente pour prononcer l'adoption. Cette solution se comprend puisque c'est la loi de l'adoption qui détermine l'étendue de l'adoption, ainsi en droit français, elle est réglée différemment, suivant qu'il s'agit d'une adoption plénière ou simple. Cependant, la plupart des législations ne connaissant pas la rupture des liens avec la famille d'origine, de nombreux conflits restent possibles (159).

- Sont régis par la loi de l'adoptant au sens large, la détermination du nom de l'adopté (160), la transmission des titres nobiliaires, les rapports de parenté avec la famille étendue, l'exercice de l'autorité parentale (161), sous réserve de la compétence de la Convention de la Haye du 26 octobre 1960 sur la protection des mineurs (162). D'une façon très générale, les lois sur l'assistance à l'enfance en danger "sont applicables sur le territoire français à tous les mineurs qui s'y trouvent, quelque soit leur nationalité et celle de leurs parents" (163). Le droit français est réaliste et fait prévaloir la primauté de la sauvegarde infantile sur toute autre considération aussi importante soit-elle.

158 - Foyer op. cit. n° 79.

159 - F. Leman "quelques réflexions sur l'adoption plénière" op. cit.

160 - Trib. Avesnes 24 juin 1943 précité.

161 - Trib. Bordeaux 11 janv. 1909, Clunet 1909.1085.

162 - Rev. crit. 1960. 685.

163 - Civ. 27 oct. 1964, J.C.P. 1964.II.13911 bis, J. Foyer, rev. crit. 1965 p. 39 et s. ; Civ. 28 juin 1965, Bull. Civ. I.424.314 et H. Rossi "Vers une plénitude de compétence des lois françaises relatives à la protection de l'enfance" J.C.P. 1967.I.2051.

- L'obligation alimentaire est régie par la loi des effets de l'adoption, en application du principe général qui rattache les obligations d'aliments au statut personnel, sauf intervention de l'ordre public (164). Mais il faut réserver l'application de la Convention de la Haye du 24 octobre 1956 (165), sur les obligations alimentaires envers les enfants (166), qui donne compétence à la loi de la résidence habituelle de l'enfant ; cette préférence se justifie par l'intérêt de l'enfant et l'urgence. Il faut tenir compte aussi des droits de la famille d'origine lorsqu'il n'y a pas eu rupture des liens ou lorsqu'il y a eu maintien des obligations nées du lien du sang (167), dans ces cas, il a été préconisé l'intervention de la loi de la famille d'origine, de celle du créancier d'aliments ou mieux de celle de l'adopté (168).

- Dans le domaine des empêchements à mariage, qui concernent les rapports de l'adopté avec la famille d'origine et avec la famille adoptive, il ne semble pas que l'application de la loi des effets de l'adoption soit envisagée, certains auteurs proposent que les empêchements soient qualifiés de conditions de for-

164 - Batiffol n° 482 p. 522 et s. ; Lerebourg-Pigeonnière et Loussarn n° 451 ; C.C. 8 nov. 1943, D.C. 1944.J.65 note Savatier, S. 1944.I.55 ; J.C.P. 1944.II.2522 note P.L. ; Paris 3 déc. 1944, rev. crit. 1965.697 note Ponsard.

165 - (Clunet 1963.1204 et 1964.759 obs. Bischoff). ratifiée par la France, le 2 mai 1963, (Décr. 3 juill. 1963, D.1963.205 rev. crit. 1965.197) appliquée par Metz 24 oct. 1963, rev. crit. 1964.336, note Droz.

166 - "par le terme enfant on entend aux fins de la présente Convention, tout enfant légitime, non légitime ou adoptif, non marié et âgé de moins de 21 ans" (art. 1er dernier alinéa).

167 - loi autrichienne, entrée en vigueur le 1er oct. 1965 (ann.législ. française et étrangère 1966).

168 - J. Foyer, op. cit. n° 84.

mation du mariage et comme tels soumis à la loi personnelle de chacun des époux (169), d'autres proposent l'application cumulative des lois de chacun des futurs époux, ainsi la doctrine ne semble pas bien fixée (170), il faut dire aussi qu'en fait ce problème se présentera rarement.

- L'effet de l'adoption sur l'acquisition ou la perte de la nationalité française est nécessairement déterminé par la loi française. Seul le mineur étranger adopté plénièrement par un français ou par un couple dont le mari est français acquiert la nationalité française (171). L'adoption d'un français par un étranger ne lui fait pas perdre sa qualité de français, aucune législation d'ailleurs ne pourrait admettre la perte d'un de ses ressortissants par l'effet d'une adoption ; mais évidemment, si l'enfant a quitté très jeune son pays d'origine et est élevé à l'étranger, les liens avec son pays natal sont bien tenus. Dans les pays où existe un courant d'adoption au profit d'étrangers, comme par exemple l'Italie, la Grèce, il est certain qu'il y a là un problème (172) car par ce biais, une véritable hémorragie de nationaux a lieu.

- Les droits successoraux des enfants adoptifs sont normalement régis par la loi applicable à la succession (173), alors que la qualité d'enfant adoptif

169 - Poisson, op. cit. n° 335 p. 250 ; Merle op.cit.p.361.

170 - J. Foyer, op. cit. n° 87.

171 - voir infra (n° 325) (effets de l'adoption sur la nationalité).

172 - qui inquiète à juste titre les autorités voir "Le régime de l'adoption en Grèce" par M^{lle} Agnès Koussopoulos, S.P.E. sept. 1966 p. 130 et s.

173 - Paris, 10 juill. 1946 (aff. Bioncourt) a admis que la fille adoptée en Russie pouvait hériter, en tant que réservatrice, des immeubles situés en France, mais non de la fortune mobilière située en Russie, transmise selon la loi russe, loi nationale du défunt (rev. crit. 1947.142 concl. de l'av. gén. Freche ; J.C.P. 1947.II.3392, note Savatier) ; cette solution est celle du droit allemand.

Merle préc. n. 360.

est déterminé par la loi du statut personnel (174).

301. - Ainsi les effets de l'adoption ne sont pas régis par une loi unique et les conflits sont nombreux. Les participants aux travaux de la Convention Internationale de la Haye n'ont dû s'entendre sur ce point et les effets de l'adoption sont restés en dehors du champ d'application de la Convention.

En Belgique, la loi du 21 mars 1969 fait dépendre du statut personnel de l'adopté (175), (même si ce statut dérive de la filiation adoptive elle-même), la tutelle et les droits successoraux, ainsi que les droits et obligations entre l'adopté et sa famille. En revanche, les autres effets de l'adoption sont régis par le statut personnel de l'adoptant, notamment les noms et prénoms de l'adopté; les pouvoirs de l'adoptant sur la personne et les biens de l'adopté, dans la mesure où celui-ci est incapable en vertu de son statut personnel ; les droits et obligations entre l'adopté et les adoptants et la famille de celui-ci (art. 344 § 2). Ne peut-on regretter que la loi française ignore si totalement les problèmes posés par les adoptions réalisées entre ressortissants de nationalités différentes.

La Convention Européenne en matière d'adoption des enfants, dans la mesure où elle établit un statut de l'enfant adopté, donne une solution de fait à ce

174 - Niboyet, traité D.I.P. 1948, t. V n° 1530 p. 499; Batiffol op. cit. n° 644 ; Ency. D. Drt. Int. v° succession par Lagarde ; T.G.I. Seine 1er mars 1967, journ. drt. int. 1968.358, chr. PH.K. (sur la loi applicable à l'établissement de la filiation naturelle) contra Cass. Req. 21 avril 1931, refusant au petit-fils adopté aux Indes, suivant le droit indou, d'hériter d'immeubles situés en France, au motif que la loi française interdit l'adoption en présence d'enfant légitime, mais cette décision a été critiquée (S.1931.I.377 rapport Pilon et note Niboyet).

175 - sous réserve de l'ordre public.

problème. L'enfant adopté, selon les règles votées à Strasbourg, est assimilé à l'enfant légitime, il en a les droits et les obligations ; les liens avec sa famille d'origine sont rompus (176), sauf dans le cas d'adoption de l'enfant du conjoint ; il acquiert le nom de l'adoptant et le porte seul ou accolé à son patronyme d'origine ; il doit acquérir de plein droit la nationalité de l'adoptant ou à défaut l'Etat signataire doit lui faciliter cette acquisition ; ses droits successoraux sont semblables à ceux d'un enfant légitime. Dans l'intérêt de l'enfant, il faut souhaiter qu'un bon nombre de pays ratifie cette Convention qui a été signée le 24 avril 1967 par le Danemark, l'Allemagne fédérale, la France (177), la Grèce, le Luxembourg, Malte, la Norvège, la Suède, et le Royaume-Uni. Le 19 mai 1967 par la Grèce et le 25 janvier 1968 par l'Irlande. A la date du 11 mars 1970, elle avait été ratifiée par Malte, le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède.

176 - toutefois ^{peut} ^{vre} survivre une obligation alimentaire à la charge des parents d'origine, si l'adoptant est défaillant.
177 - elle n'est toujours pas ratifiée par la France.

CHAPITRE II

LES EFFETS DU JUGEMENT D'ADOPTION

302. - Le jugement d'adoption plénière emporte deux sortes d'effets. Un effet négatif : la rupture de tout lien avec la famille d'origine (art. 356 du C.C.), un effet positif : la création d'un nouveau lien de filiation (art. 356, 357 & 358 du C.C.).

Comme un enfant légitime, l'enfant adoptif ne peut appartenir à deux familles à la fois, le premier effet du jugement est donc de le couper pour toujours et irrévocablement de sa famille par le sang (1). Cette rupture distingue essentiellement l'adoption simple (2) de l'adoption plénière. Elle s'explique par le

1 - Cette rupture facilite l'assimilation de l'enfant, elle évite tout chantage de la part de la famille par le sang.

2 - depuis la suppression de l'adoption avec rupture des liens, par la loi du 11 juill. 1966.

but même de l'institution, donner une famille à un enfant qui en est dépourvue, cette absence de famille n'étant pas obligatoirement d'ordre matériel (enfant trouvé), mais pouvant être d'ordre moral et résulter de la volonté expresse (3) ou tacite des parents (4).

Le deuxième effet du jugement est de créer un nouveau lien de filiation, qui se substitue au lien du sang. Le législateur l'a doté des mêmes effets que ceux de la filiation légitime. Toutefois, cette assimilation comporte des limites : l'enfant n'est pas né du sang des adoptants et le lien créé n'est qu'une fiction légale.

Rupture des liens et création d'un nouveau lien feront l'objet de deux sections; toutefois, devant la pénurie d'enfants français adoptables, et compte tenu des facilités accordées par certains pays pour l'adoption de leurs ressortissants, un certain mouvement non négligeable d'adoptions au profit d'étrangers est constaté. Il a paru nécessaire de se demander la portée en France d'une décision d'adoption prononcée hors des frontières. Tel sera l'objet de la section III.

3 - hypothèse réalisée lorsque les parents ont consenti à l'adoption ou ont signé un acte d'abandon.

4 - abandon différé.

SECTION I

LA RUPTURE DES LIENS AVEC LA FAMILLE D'ORIGINE

303. - Les effets de l'adoption plénière vis à vis de la famille d'origine sont extrêmement rigoureux, L'article 356 n'apporte qu'une restriction d'importance bien limitée (5) et qui s'explique par des raisons d'eugénisme et de morale, d'où la nécessité pour les magistrats d'examiner tout projet d'adoption à la lumière de l'intérêt de l'enfant et de le repousser toutes les fois qu'il aurait pour effet de le couper d'une partie de sa famille, alors que celle-ci n'a aucunement démérité (6).

Tout lien de filiation préexistant étant rempu s'il existait, a fortiori, un lien nouveau ne peut être établi avec la famille par le sang, et en conséquence l'enfant ne peut plus être l'objet d'une reconnaissance ou d'une déclaration judiciaire de filiation (7) et

5 - prohibitions au mariage infra n°. 304.

6 - cas de l'adoption, par le conjoint, de l'enfant du 1er lit de son conjoint, lorsque le parent de l'enfant est décédé, par exemple, supra - lère P. n°. 200 et s.

7 - le placement en vue d'adoption emporte les mêmes empêchements, mais avec moins de force, puisqu'au cas où l'adoption ne serait pas réalisée, ses effets sont rétroactivement résolus.

toute action en réclamation d'état lui est interdite (8). Ces solutions (9) sont les seules qui soient en harmonie avec le principe de l'irrévocabilité qui régit l'institution, principe bien absolu, puisque seule la fraude ou le dol des adoptants rendent recevable une tierce opposition contre le jugement (10).

De cet effet de rupture résultent diverses conséquences, qui, sans être énumérées expressément dans le texte de la loi, s'imposent traditionnellement (11).

- L'adopté ne porte plus le nom de ses parents par le sang, son acte de naissance originaire est du reste annulé. Ses prénoms peuvent être modifiés, si tel est le désir des adoptants. Il y a là une exception remarquable au principe de l'immutabilité du nom et du prénom en droit français.

- Toute obligation alimentaire et tout droit de succession ab intestat sont supprimés entre l'adopté et sa famille d'origine. Les ascendants de l'enfant devenus de véritables étrangers ne peuvent même plus solliciter un droit de visite (12).

Dans l'hypothèse du décès du ou des adoptants, la tutelle de l'enfant est organisée par le conseil de famille, suivant les règles applicables à la tu-

8 - Veliousky - op. cit. p. 234.

9 - Ces solutions étaient déjà admises au cas de légitimation adoptive. Ripert et Boulanger T. I. 1956 n° 2025 p. 757 - Lagarde rev. trim. 1949 p. 70.

10 - art. 353-1 du C.C.

11 - Elles étaient déjà admises au cas de légitimation adoptive.

12 - On peut imaginer une telle demande, au cas, par exemple où l'adoption plénière est prononcée par le tribunal, au vu du consentement des parents ; les grand-parents n'ayant aucun moyen légal de s'y opposer, pourraient se trouver coupés contre leur volonté de leurs petits enfants.

telle de l'enfant légitime (13). Le parent qui a consenti à l'adoption ne peut recouvrer l'autorité parentale (14).

- En revanche, l'enfant continue de figurer sur le livret de famille de son ou ses parents par le sang, aucune réglementation administrative n'ayant été édictée. Si une rectification paraît impossible à mettre en oeuvre, lorsque l'enfant est abandonné et les parents disparus, elle serait très concevable lorsque les parents ont consenti eux-mêmes à l'adoption (15). Mais selon les directives administratives, le livret de famille des parents par le sang peut, à leur demande, être refait, en omettant le ou les enfants pour lesquels un consentement à l'adoption a été donné (16). Cruelle rectification, mais qui n'est que la suite de ce qui a été voulu.

Pour compléter les effets de rupture, le législateur a prévu la rédaction d'un nouvel acte de naissance, sans références au passé, et des règles propres à éviter la divulgation des origines de l'adopté aux tiers (17).

304. - Toutefois, la loi quelque soit sa force ne peut effacer complètement ce qui est et faire comme si l'enfant était né du sang des adoptants. Bien que

13 - infra n° 313.

14 - même au cas de consentement à une adoption simple, Cass. Civ. 1ère 2 juill. 1969. Gaz. Pal. 1969. Somm.2, Bull. Civ. I n° 261 p. 207, J.C.P. 1970.II.16242 note Rajon estimant que le juge des tutelles pourrait faire venir la mère au conseil de famille.

15 - Elle comblerait les désirs du père légal, qui n'ayant pu désavouer l'enfant adultérin de sa femme, consent à l'adoption plénière.

16 - Réponse de la Chancellerie à une question posée par le service de l'état-civil de la Mairie de Clermont.

17 - infra n° 335.

l'adoption plénière ait brisé toute relation avec la famille par le sang, il serait profondément choquant et immoral de permettre à l'adopté d'épouser sa soeur, en prétendant que légalement elle n'est plus sa soeur.

C'est pourquoi, l'article 356 prévoit une exception aux effets absolus de la rupture des liens et laisse subsister les prohibitions au mariage, telles qu'elles résultent des articles 161 et 164 du Code civil.

La mise en oeuvre de cette disposition peut paraître difficile ; si l'enfant a une filiation inconnue, il n'est pas possible d'affirmer qu'il n'existe pas de lien de parenté avec celui ou celle qu'il se propose d'épouser (18) ; si la filiation est connue, le nom d'origine n'apparaissant pas sur le nouvel acte de naissance, comment la prohibition peut-elle jouer ?

Dans l'hypothèse où un doute s'élèverait à ce sujet, il appartiendrait aux parents adoptifs ou à l'intéressé lui-même de demander au parquet de vérifier s'il n'existe pas de lien de parenté créant un empêchement au mariage entre les futurs époux (19).

En tous cas, l'officier d'état-civil, qui a connaissance d'un empêchement à mariage résultant des liens de la parenté par le sang, doit refuser de procéder à la célébration. S'il éprouve certains doutes, il doit en aviser le procureur de la République qui procédera aux

18 - les prohibitions au mariage ne s'imposent que si elles sont connues, dans cette hypothèse, la prohibition est toute théorique.

19 - L'acte de naissance originaire annulée peut fournir des renseignements utiles, de même que les services de l'Aide sociale, qui sont déliés du secret vis à vis des magistrats du parquet. Au cours des discussions à l'Ass. Nat., le Garde des Sceaux avait promis d'organiser, par voie réglementaire, un service de recherches dont le fonctionnement incomberait au ministère de la santé publique (17 nov. 1965, J.O. 18 nov. p. 4703).

vérifications utiles et qui formera, éventuellement, opposition au mariage (20).

En fait, l'adoption plénière est une institution trop peu répandue en France, pour que le risque d'un mariage à un degré prohibé soit fréquent, et la restriction posée par l'article 356 est de peu d'utilité pratique ; toutefois, elle a le mérite de souligner, pour ceux qui voudraient l'oublier, qu'il y a des limites à l'assimilation de l'adopté à un enfant légitime.

20 - art. 273 de l'instruct. sur l'état-civil du 19 févr. 1970 (J.O. 23 avril 1970 p. 3859).

SECTION II

CREATION D'UN NOUVEAU LIEN DE FILIATION

A - SA NATURE

305. - Ce lien est assimilé à un lien de filiation légitime. Par une sorte de fiction, l'enfant est considéré comme étant né dans la famille de l'adoptant, du jour de la requête (et non plus du jour du jugement)(21).

Il serait plus logique de dire que l'adoption est assimilée à un enfant légitimé, l'adoption n'ayant pas à proprement parler d'effet rétroactif (22). Si l'enfant avait 5 ans ou 10 ans à l'époque de la requête, il ne deviendra légitime qu'à cette date, de la même façon que l'enfant légitimé acquiert cette qualité, le jour du mariage de ses parents encore que les effets remontent au jour de sa conception (23). Mais une fois réalisée, la

21 - infra n° 306.

22 - le délai s'écoulant entre le dépôt de la requête et le jugement est assez limité.

23 - jurisprudence Degas Civ. 8 janv. 1930 - D.P. 1930.I. 51 et note G.P. - S. 1930.I.257 et note Génv.

filiation par légitimation produit les mêmes effets que la filiation légitime, cette discussion n'est elle pas en fait bien théorique puisque les effets de l'adoption sont déterminés par la loi.

Plus choquante apparaît la disposition nouvelle qui permet l'adoption par une seule personne. Comment le législateur peut-il concilier la légitimité, qui repose sur la naissance (réelle ou fictive) au sein d'un couple uni par les liens du mariage, avec cette forme contestable d'adoption, lorsqu'il s'agit tout au moins d'un jeune enfant à qui il échet de donner ce que la vie lui a refusé !

Dans cette hypothèse, l'assimilation de l'enfant légitimé par adoption à un enfant légitime est fort illusoire, sinon en droit, du moins dans les faits.

B - SON POINT DE DEPART ET SA DUREE

306. - L'adoption produit ses effets du jour du dépôt de la requête en adoption (art. 355), elle est irrévocable (art. 359).

Aux termes de l'article 358 ancien du Code civil l'adoption produisait ses effets entre les parties, à dater du jugement ou de l'arrêt, mais elle n'était opposable aux tiers qu'après mention ou transcription de la décision sur l'acte de naissance (24). La distinction entre les parties et les tiers ayant donné lieu à des difficultés, il a été jugé préférable d'uniformiser

24 - L'art. 357 ancien (loi du 1er mars 1963) donnait 3 mois pour le faire, mais la solution était sévère pour l'enfant à la merci d'un oubli ou d'une négligence.

la solution et ce, dans un sens très libéral pour l'enfant (25). En effet, il faut souligner qu'un laps de temps s'étant forcément écoulé entre le dépôt de la requête et le jugement, celui-ci aura un certain effet rétroactif; il y a là, en faveur de l'adopté, une exception aux règles applicables aux jugements constitutifs d'état (26).

307. - Le lien nouveau est irrévocable

L'adoption plénière, réalisée dans l'intérêt de l'enfant, ne peut se concevoir dans un climat d'instabilité préjudiciable à son équilibre. L'adopté est rattaché à sa nouvelle famille irrévocablement. Seule l'adoption simple peut être révoquée par le tribunal pour cause grave ; au contraire, quelques soient les griefs que le père adoptif peut avoir contre son fils adopté, tout comme un père légitime, il ne pourra faire qu'il ne soit plus son fils. La légitimité ne peut se faire et se défaire au gré des désirs et des difficultés. Toutefois, au cas de décès du ou des adoptants, une nouvelle adoption est possible (art. 346 al. 2).

Le législateur de 1966 ayant reconnu à tous les parents, et même aux parents d'enfants légitimes, le droit de détruire le lien de filiation, en consentant à l'adoption plénière de leur enfant, la légitimité créée par jugement est dorénavant plus solide que celle du sang.

25 - le projet gouvernemental ne prévoyait la prise d'effet que du jour du jugement ou de l'arrêt, la modification dont il s'agit fut présentée au Sénat par M. Jozeau-Marigné au nom de la Comm. des lois et adopté sans aucune critique. J.O. Sénat 1er juin 1966 p. 684.

26 - la loi belge du 21 mars 1969 est plus exigeante. art. 354 "Le dispositif du jugement ou de l'arrêt homologuant ou prononçant l'adoption est, dans les quatre mois, signifié ou remis contre accusé de réception à l'officier de l'état-civil compétent, soit par l'adoptant ou par les deux époux adoptants, soit par l'adopté..." A défaut de l'accomplissement de cette formalité "dans le délai prescrit, l'adoption est sans effet". Cette règle est bien sévère.

N'est-il pas curieux de constater que c'est justement pour promouvoir l'adoption plénière qu'a été aménagé, pour des parents légitimes, cette possibilité qui énoncée, hors de son contexte social (27), choque terriblement.

C - SES EFFETS

308. - Les effets du jugement d'adoption plénière sont centrés autour de deux "idées-force" : donner à l'adopté dans la famille adoptante la même situation que s'il y était né et vis à vis des tiers, le présenter comme un enfant légitime.

Pour ce faire, la loi reconnaît à l'adopté les mêmes droits et les mêmes obligations que s'il était né légitime et, par différentes mesures, tend à assurer le secret de l'adoption. S'il n'est donc pas nécessaire d'étudier à fond l'étendue des droits et obligations de l'adopté, puisqu'il suffit de se reporter à l'étude de la filiation légitime, en revanche, le mode de création de la filiation adoptive diffère si considérablement de celui de la filiation qu'elle veut imiter, qu'il convient de voir la mise en oeuvre des effets spécifiques de l'adoption : spécialement, intégration de l'enfant à la famille adoptante, autorité parentale et régime successoral, changement d'état-civil de l'adopté, secret de l'adoption vis à vis des tiers.

Notons qu'afin de faire profiter les enfants adoptés avant 1966 du régime de l'adoption plénière, le législateur a prévu, d'une part que les légitimations adoptives déjà prononcées emporteraient les mêmes effets

27 - voir ch. prélim. : le problème de l'abandon.

que l'adoption plénière à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi, soit le 1er novembre 1966 (art. 12) ; d'autre part, que les adoptions avec rupture de liens pourraient être transformées par le tribunal en adoption plénière, à la requête de l'adoptant, à condition que l'adopté ait eu moins de 15 ans lors du prononcé de l'adoption, sans toutefois qu'il soit possible de toucher aux noms et prénoms que l'adopté aurait reçus par application de l'article 360 ancien du Code civil.

1°) intégration de l'adopté dans la famille de l'adoptant

309. - A partir du moment où l'adoption a eu pour but le reclassement de l'enfance malheureuse, il était normal de donner à l'enfant qui en profitait les droits les plus étendus. C'est donc avec le décret-loi du 29 juillet 1939 (complété par la loi du 8 août 1941) instituant la légitimation adoptive, que le législateur introduit en France cette conception nouvelle, qui permettait à l'adoptant d'imposer par sa seule volonté, l'entrée dans la famille d'un étranger, ayant les mêmes droits que s'il y était né. Toutefois, il prenait en considération l'intérêt moral que la famille, représentée surtout par les ascendants, pouvait avoir de refuser cette parenté fictive et il avait imaginé un système hybride (28).

28 - Ce système fut applicable aux collatéraux privilégiés de 1939 jusqu'à la loi du 8 août 1941.

Pour que le jeune enfant adopté soit assimilé à l'enfant légitime, il était indispensable qu'il ait des grand-parents et la loi lui en donnait ; mais elle limitait, chose curieuse, les effets de cette parenté à des conséquences morales et soumettait les conséquences pécuniaires (obligation alimentaire et droit à la réserve successorale) à une adhésion expresse, sous forme d'acte authentique.

Ce système était critiquable ; tout d'abord, il semblait donner le pas aux intérêts matériels(29) sur les scrupules d'ordre moral, ensuite, il soumettait la pleine efficacité du jugement d'adoption à un acte formaliste et alourdissait ainsi la procédure, enfin il était en contradiction avec le but de l'institution, qui est de créer des liens affectifs, plutôt que de sauvegarder un patrimoine.

D'après Mlle Marmier (30), peu d'ascendants adhéraient au moment du jugement (moins de 30 %) ; sans doute restaient-ils dans l'expectative. Ensuite, alors que l'enfant avait "séduit" la famille, celle-ci oubliait, si jamais elle l'avait su un jour, la formalité de l'article 370.

De nombreux auteurs préconisaient la suppression de l'acte d'adhésion (31), ou du moins son remplacement par une disposition inverse : effets du jugement

29 - A la limite, il permettait aux ascendants d'adhérer dans le but d'exiger l'exécution de l'obligation alimentaire.

30 - thèse op. cit. p. 167 et s.

31 - Esmein, commentaire de la loi du 8 août 1941, J.C.P. 1942-238 ; Veliousky, op. cit. p. 286 ; Molinier (rapport Com. Réf. C.C. trav. 1945-1946) qui acceptait le principe de la réforme, tout en trouvant qu'elle venait trop tôt, comme marquant "en droit, le terme d'une évolution qui n'est pas encore achevée" (p. 568).

étendus aux ascendants, mais possibilité pour ceux-ci d'en écarter certains par acte authentique.

310. - Cette disposition était trop contraire à l'esprit de la loi du 11 juillet 1966 pour qu'elle soit conservée. Dorénavant, l'adoption emporte ses pleins et entiers effets vis à vis de toute la famille sans formalités, et de surplus, celle-ci n'a aucun moyen de s'y soustraire (32).

La suppression de l'article 370 correspond à l'orientation de l'adoption plénière, qui veut imiter la nature. L'enfant légitime a toujours des ascendants, l'enfant adoptif en aura aussi. Cependant, la décision d'adoption appartient au couple seul, ce qui correspond à une certaine conception de la famille, cellule de base, réduite aux parents et enfants, mais la décision engagera toute la lignée familiale, comme une filiation légitime : honneur, moralité, considération du groupe se transmettent à l'adopté ; le législateur n'a pas voulu que le patrimoine échappe à la règle. D'ailleurs, en droit français, la transmission du patrimoine n'est plus basée uniquement sur les liens de parenté résultant du sang (33), le conjoint succède maintenant en présence des collatéraux.

Les grand-parents, comme les collatéraux, peuvent en cas de décès des adoptants faire partie du

32 - sauf possibilité de faire un testament dans la limite de la réserve.

33 - voir H. Vialleton "Famille, patrimoine et vocation héréditaire en France depuis le Code civil", in Mélanges Maury, T.II p. 577 Paris 1960.

conseil de famille de l'enfant (34) ; ils se heurtent aux prohibitions de mariage et aux incapacités de témoigner ; ils viennent à la succession de l'adopté et le reçoivent à la leur dans les termes du droit commun, même s'ils habitent au loin et ont ignoré l'adoption ; enfin entre les ascendants et l'adopté existe une obligation alimentaire réciproque.

Ainsi l'assimilation est totale en droit (35) ; en fait, elle a des limites dans le domaine affectif : l'acceptation ou le refus de l'enfant par la famille des adoptants.

Cette solution doit être approuvée (36). Certes, elle est critiquée par les tenants de la famille étendue qui admettent difficilement cette carte forcée et auraient préféré que les ascendants aient la possibilité de se soustraire à certains effets de l'adoption par acte authentique, mais elle est dans la ligne de l'ins- titution : l'assimilation de l'adopté à un enfant légitime exige que tous les droits qui dérivent de la parenté établie par la loi soient établis.

2°) Création de droits et d'obligations

311. - L'article 358 dispose "l'adopté a, dans la famille de l'adoptant, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un enfant légitime". La réglementation de l'autorité parentale et de la protection de la personne

34 - leur nomination est soumise à l'appréciation souveraine du juge des tutelles.

35 - En Allemagne, il n'y a pas de liens de parenté établis entre l'adopté et les ascendants.

36 - contra Flour op. cit. p. 1002.

et des biens de l'enfant ne pose guère de problèmes particuliers, non plus que celle concernant sa vocation successorale, la question des droits de mutation à titre gratuit a été réglé par l'article 6 de la loi du 11 juillet 1966.

a) transfert de l'autorité parentale

312. - L'adoptant se trouve investi de tous les droits liés à l'autorité parentale et des obligations qui en découlent. L'enfant a droit à l'éducation et à l'instruction dans la même mesure qu'un enfant légitime, il pourra réclamer et devra des aliments, par application des articles 205 et suivants du Code civil.

En cas d'adoption par deux époux, ces droits appartiennent au père et à la mère, conformément à l'article 372 nouveau du Code civil.

Le cas échéant, le ou les adoptants pourraient être déchus de tout ou partie des attributs de l'autorité parentale, par application de la loi du 24 juillet 1889 (37), sur la protection des enfants moralement abandonnés, mais compte tenu des précautions prises pour assurer la réussite de l'adoption, cette hypothèse paraît difficilement imaginable. Le transfert de l'autorité parentale est admis par la plupart des législations, soit parce que l'adopté est assimilé à un enfant légitime de l'adoptant, comme en Allemagne, Danemark, Autriche et Liechtenstein, Angleterre et Pays-Bas, Italie (adoption plena), soit en vertu d'une disposition expresse du jugement, comme en Suisse, Norvège, Finlande, Suède, Belgique, Grèce, Espagne (38).

37 - insérée dans le Code civil par la loi du 4 juin 1970 sur l'autorité parentale art. 378 et s.

38 - Foetish, op. cit. p. 35.

313. - Protection de la personne et des biens de l'adopté.

Conformément au droit commun, l'adopté est soumis à l'administration légale pure et simple, si l'adoption a été réalisée par un couple ; à l'administration sous contrôle judiciaire, si l'adoption est réalisée par un seul (39) ou si elle est réalisée par un couple après le décès d'un des adoptants, ou après un jugement de séparation de corps ou divorce ; au régime de la tutelle, en cas de décès de l'adoptant ou au décès du survivant des adoptants, si l'enfant a été adopté par un couple.

Dans ces dernières hypothèses, en l'absence de désignation de tuteur testamentaire par l'adoptant ou le survivant des époux adoptants, la tutelle de l'enfant est déférée de plein droit à celui des ascendants de l'adoptant, qui est du degré le plus rapproché, comme s'il s'agissait d'un enfant légitime. Toutefois, le juge des tutelles, par intérêt pour l'enfant, sera bien inspiré en s'informant de l'attitude de cet ascendant vis à vis de l'adoption et de ses rapports antérieurs avec l'adopté (40).

S'il n'y a ni tuteur testamentaire, ni ascendant tuteur, le juge des tutelles devra convoquer un conseil de famille ; ses membres seront les parents ou alliés (ou toutes personnes de l'entourage) des adoptants, choisis par le juge des tutelles en fonction de

39 - mais aucune disposition législative ou réglementaire n'obligeant le tribunal qui a prononcé l'adoption à en informer le juge des tutelles, cette disposition risque de rester lettre morte.

40 - Ne serait-il pas préférable que l'adopté mineur retombe sous la coupe des organismes qui avaient autorisé l'adoption ? Conseil de famille du droit commun ou des pupilles de l'état suivant le cas : voir Jean Salvaire "l'enfant adoptif est-il un enfant légitime ?" Gaz.Pal. 1963.II.Doct.5.

l'intérêt qu'ils portent à l'enfant. Aucun membre de la famille d'origine n'y figure de droit, puisque le jugement a prononcé la rupture des liens du sang (41).

b) Vocation successorale de l'adopté

314. - Les droits successoraux de l'enfant ayant fait l'objet d'une adoption plénière sont les mêmes que ceux de l'enfant légitime. Il hérite donc des adoptants, mais aussi des membres de leur famille, tant en ligne directe que collatérale. Il a droit à la même réserve que l'enfant légitime sur les successions des adoptants et des pères et mères de ceux-ci.

Au cas où l'adopté serait décédé en laissant des descendants légitimes, ceux-ci bénéficieraient des mêmes droits que leur auteur dans la succession des adoptants ou de leurs ascendants. En concours avec d'autres enfants légitimes ou adoptifs du défunt, ils viendraient à sa succession par représentation.

Réciproquement, les adoptants et leurs pères et mères ont un droit successoral sur la fortune que l'adopté peut laisser à son décès, s'il meurt sans postérité. Leur réserve est la même que celle des ascendants de l'enfant légitime, puisque depuis 1966, l'adoption emporte ses pleins et entiers effets vis à vis de tous les ascendants. Cette solution est bien entendu réservée à l'adoption plénière.

En outre, si l'adoption plénière a été réalisée par un couple et qu'un des conjoints a consenti une libéralité à l'autre, l'étendue de cette libéralité

est déterminée par les règles du droit commun (art. 1094 et 1098 du Code civil) (42) ; si l'adoption est l'oeuvre d'un seul époux, la quotité disponible applicable est selon la Cour de cassation "celle du droit commun de l'article 913 du Code civil" (43).

315. - En revanche, la Cour de cassation n'a pas eu l'occasion de se prononcer sur l'application, aux enfants légitimés par adoption ou adoptés plénièrement, de l'article 960 du Code civil, qui prévoit la révocation de plein droit de toute donation au cas de survenance d'enfant légitime ou de légitimation par mariage d'un enfant naturel, né depuis la donation. Une décision ancienne (44) a bien refusé de considérer l'adoption comme une cause de révocation, au motif que ce serait un moyen pour le donateur de révoquer volontairement sa libéralité, et que l'article 960 dérogeant au droit commun ne peut être étendu à des cas non prévus, mais elle s'appliquait à une adoption de nature contractuelle et aux effets très limités.

Certes, cette disposition est certainement une faveur que la loi a voulu accorder à l'enfant légitime (45) et il n'apparaît pas que les rédacteurs du Code civil aient eu l'intention d'en faire bénéficier l'adopté, mais la raison n'en n'est-elle pas que l'adoption des enfants était inconnue en 1804 ? A partir du moment où l'enfant adoptif est assimilé à un enfant légitime, où il

42 - A. Morin, Rép. Desfresnois 1966 art. 28881 et s.

43 - Cass. Civ. 1ère 7 nov. 1962 - Bull. Civ. Ie n° 464 p. 397, Rép. Desfresnois 1963, art. 28.342.

44 - 2 févr. 1852, D. 1852.I.33.

45 - Les discussions au Conseil d'Etat montrent que cette cause de révocation repose sur les liens d'affection unissant un père à ses enfants légitimes, alors, comme le souligne l'arrêt sus-visée que l'adoption est un acte de bienfaisance.

en a les droits et les obligations (art.358 du Code civil), il doit être traité "comme un enfant légitime, à la fois "pour déterminer la postérité du donateur au jour de la "donation et pour constater la survenance postérieure d'en- "fant" (46) ; dans cette optique, "l'adoption opère révo- "cation des donations faites à un tiers par l'un des adop- "tants avant la naissance de l'adopté" (47).

Tous les auteurs ne partagent pas cette opinion favorable à l'adopté (48), et il faut regretter que le législateur n'ait pas, dès le décret-loi du 29 juillet 1939, ajouté à l'article 960 une nouvelle cause de révocation : la légitimation adoptive, remplacée en juillet 1966 par l'adoption plénière (49). Certes, l'adoption plénière est un acte volontaire et évidemment ce pourrait être pour le donateur un moyen indirect de révoquer la donation, mais il ne faut pas oublier que l'adoption ne dépend pas de la seule volonté de l'adoptant et se rapproche ainsi des conditions mixtes que les tribunaux considéraient comme compatibles avec la règle de l'irrévocabilité (50).

Adopter un enfant, en faire son enfant pour le meilleur et pour le pire, n'est ce pas une note bien chère à payer, si son seul but est de pouvoir révoquer une libéralité ?

46 - Raynaud, in Mélanges Ripert T.I. p. 449.

47 - Voirin rev. trim. 1939. 1003 ; Rouast, traité pratique T.II n° 1069 n° 6 ; Veliousky, op. cit. p. 208 et 209.

48 - Colin et Capitant par Julliot de la Morandière 10 éd. T.IV n° 1701 ; Ripert et Boulanger 1959, T.IV n° 3653.

49 - Les motifs et les effets de l'adoption simple semblent l'éliminer, en tout état de cause, de la discussion.

50 - Mazeaud 1966, T.IV, 2ème vol. n° 1500 p. 637 et n° 1517 p. 653 soulignant que les donations sous conditions potestatives sont valables, bien que dépendant de la volonté du donateur, n° 1500.

c) Droits de mutation à titre gratuit

316. - Primitivement, l'adoption créait un lien de parenté reconnu par le droit fiscal, comme par le droit civil, mais des abus s'étaient produits, de nombreuses adoptions ayant pour seul but de faire profiter un adopté d'un certain âge de droits de succession allégés ; aussi l'article 22 de la loi de finances du 16 avril 1930 avait supprimé toute diminution des droits de mutation dans le cas de parenté résultant d'adoption. Ultérieurement, une dérogation avait été apportée dans le cas d'adoption avec rupture de liens (art. 784-5 du Code Gén. des Impôts), mais rien n'avait été prévu pour la légitimation adoptive et l'inapplication du principe ne résultait que d'une tolérance de l'administration.

La loi du 11 juillet 1966 a donné un fondement légal à cette solution en disposant "Pour la perception des droits de mutation à titre gratuit, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption simple" (51). Le législateur manifeste ainsi son intention de restreindre l'application de ce texte au cas d'adoption simple ; par a contrario, il tient compte des liens de parenté créés par l'adoption plénière. Par conséquent les mutations à titre gratuit entre l'adoptant et sa famille et l'adopté ne sont pas considérés comme faites entre non parents et bénéficient du même régime fiscal que celui appliqué en ligne directe ou collatérale, conformément à l'article 770 du Code Général des Impôts.

51 - art. 784 du C. Gén. des Impôts, la seule modification apportée au texte ancien par la loi du 11 juill. 1966 consiste dans l'adjonction de l'adjectif "simple". (l'art. 784 a été de nouveau modifié par la loi du 27 déc. 1968 Gaz. Pal. 1969.I.34).

Enfin, l'adoptant bénéficiaire d'une libéralité ou d'une succession peut se prévaloir des abattements prévus par l'article 774 du Code Général des Impôts, et des réductions de droits pour enfants, prévus par l'article 775 du même Code.

Ces solutions se justifient entièrement par l'assimilation de l'enfant adopté à un enfant légitime.

3°) L'acquisition d'un nouvel état-civil

317. - La loi reconnaît aux adoptants le droit de changer le prénom de l'adopté et de lui transmettre de plein droit leur nom patronymique et leur nationalité comme s'il s'agissait d'un enfant légitime ; en revanche elle ne règle pas la question de la transmission du titre nobiliaire.

La transcription du jugement sur les registres d'état-civil tient lieu d'acte de naissance à l'adopté (art. 354 al. 3).

a) Changement de prénom

318. - C'est sous la pression des adoptants, qu'en 1949, le législateur français devait insérer la disposition leur accordant, pour la première fois, une des plus douces prérogatives de la paternité : le choix des prénoms (52). Cette faculté est réservée désormais au cas d'adoption plénière (53).

52 - Pour ce faire, la loi du 23 févr. 1949 ajoutait un al. 3 à l'art. 369. Une disposition législative avait été nécessaire pour autoriser cette entorse au principe de l'immutabilité des prénoms.

53 - La loi de 1966 n'a pas repris la disposition de l'ancien art. 360, qui permettait au tribunal, sur demande de l'adoptant, de changer les prénoms de l'adopté de moins de 16 ans.

La demande de modification des prénoms du futur adopté doit être faite par les candidats adoptants au cours de la procédure, le plus souvent ce sera dans la requête introductive. Une demande formée postérieurement au jugement serait irrecevable (54), sauf "en cas d'intérêt légitime", conformément aux dispositions de l'article 57 alinéa 3 du Code civil. Il semble que le tribunal doive se borner à enregistrer les prénoms qui lui sont proposés, sans être juge ni de leur opportunité, ni de leur choix (55), sous réserve que les règles applicables en la matière soient respectées (56).

Toutefois la liberté apparemment totale des adoptants a pour limites le bien de l'enfant. En effet, si ce privilège est justifié lorsque l'enfant recueilli est tout jeune et sans passé (57), il n'en n'est pas de même lorsqu'il est plus âgé et les spécialistes déconseillent cette modification, dont les inconvénients psychologiques sont certains (le prénom est le seul élément stable dans la vie de l'enfant).

b) Acquisition du nom patronymique

319. - L'adoption plénière confère à l'adopté le nom de l'adoptant. Si l'adoption est faite par deux époux, l'enfant prend le nom du mari (art. 357).

54 - Pau 20 nov. 1954, rev. trim. 1955 p. 289 obs. Lagarde

55 - Vismard "l'adoption" 1968 op. cit. p. 50.

56 - La loi du 11 germinal an XI prescrit de choisir un prénom dans "les différents calendriers en usage" ou "parmi les noms des personnages connus de l'histoire ancienne". La pratique des officiers d'état-civil, confortée par l'instruction minist. du 12 avril 1956 (modifiant l'instr. gén. du 21 sept. 1955) est assez libérale; finalement, comme le souligne Ph. Malaurie dans la note sous T.G.I. Caen 20 déc. 1965. J.C.P. 1966.II.14.626 - "La seule règle juridique du prénom est son admission par l'usage".

57 - ce qui était le cas à l'origine, la légitimation adoptive, n'étant permise que pour les enfants de moins de 5 ans.

La transmission du nom est une conséquence légale du jugement d'adoption plénière (58). L'adopté perd son nom d'origine et prend le nom de l'adoptant (59), sans aucune adjonction, ni aucun rappel de son nom ancien (60). Au contraire, au cas d'adoption simple, la rupture avec la famille d'origine étant beaucoup moins marquée, il est seulement prévu que l'adopté ajoute le nom de l'adoptant à son nom patronymique, sauf décision contraire du tribunal (art. 363).

L'adoption plénière pouvant dorénavant être demandée par une personne seule, le législateur a repris les dispositions de l'ancien article 360, en cas d'adoption par une femme mariée. Celle-ci, qui n'a qu'un droit d'usage sur le nom de son mari, ne peut le transmettre par adoption. L'alinéa 3 de l'article 357 prévoit que le tribunal peut décider, si le mari y consent, que son nom sera conféré à l'adopté ; si le mari est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le tribunal appréciera souverainement après avoir consulté les héritiers du mari ou ses successibles les plus proches.

Ce droit pour les héritiers d'être consultés, et, s'ils ne l'ont pas été, de s'opposer au port

58 - A l'origine, c'était souvent la raison d'être principale de l'adoption, quelquefois même un moyen d'acquérir un nom illustre (contre finances) ou de changer de nom. C. Cass. 14 juin 1932. D.P. 1932.J.173 note Lalou ; Cependant les tribunaux admettaient que la transmission du nom soit un juste motif de l'adoption. Limoges 15 févr.1960, D.1960.J.648 Bonhomme de Montaignut contre Louit et autres.
59 - par exception au principe de l'immutabilité du nom patronymique en droit français.

60 - L'administration n'a pas toujours admis facilement cette solution. C'est ainsi qu'il fallut une injonction du tribunal du Mans pour décider l'officier de l'état-civil de Tours à faire disparaître de l'état-civil nouveau l'ancien nom de la mineure (Janvier) qu'il voulait conserver à titre de prénom (féminin) ! : Trib. du Mans 23 mars 1943, Gaz.Pal. 1943.I.256 ; rev. trim. 1943.180, obs. Lagarde.

du nom de leur parent décédé leur est formellement reconnu. Mais se pose la question de savoir par quelle voie, ils pourront l'exercer. Le tribunal de grande instance de Limoges, le 15 novembre 1968, a admis que les héritiers étaient recevables à intenter une tierce opposition contre le jugement d'adoption, et ce, bien que le délai d'un an prévu par la loi du 1er mars 1963 soit écoulé, par application de l'article 474 du Code de procédure civile, qui ouvre largement cette voie de recours.

Mais dans cette espèce curieuse, enfant de 11 mois adopté par un vieillard de 88 ans, les héritiers du mari précisaient que leur action n'était pas dirigée contre le jugement d'adoption, mais contre la partie de ce jugement qui préjudiciait à leurs droits, et la mère de l'enfant s'en remettait à droit. Le tribunal tout en soulignant "que les liens qui unissaient l'adoptant à l'adopté n'apparaissent pas tels que celle-ci en conférant à l'adopté le nom de son mari ait le désir de perpétuer ce nom en la personne de l'adopté", devait ordonner la radiation du nom du mari décédé de l'acte de naissance de l'enfant et son remplacement par celui de sa mère adoptive (61).

La règle légale permettant l'adoption sous le nom du mari, même s'il est décédé, se justifie par l'intérêt de l'enfant, qui est de porter le nom sous lequel la mère adoptive est connue dans la vie de tous les jours, à la condition évidemment, que ce soit cette femme qui l'élève, et que les héritiers du mari, porteurs légitimes de son nom, n'y voient pas d'inconvénients.

61 - Affaire dame Bernier contre consorts de Senegon de Rousset de Roumefort de Cluzeau, inédit, mais rapportée par F. Beaumaine in bulletin A.N.F. avril 1969 n° 119 p. 83 dans le même sens, T.G.I. Alençon, 12 juill. 1963, Gaz. Pal. 1964.I.106 (infra n° 321, voir également tierce opposition supra n° 284 et s.).

Cependant cette faveur du législateur n'est pas sans poser de problèmes : si la femme divorce, l'enfant qu'elle a adopté continuera à porter le nom de son ex-mari ; de plus, et cela dans tous les cas, les tiers sont induits en erreur l'enfant n'ayant aucun lien de parenté avec le mari et sa famille contrairement aux apparences (62).

La plupart des législations étrangères admettent la transmission du nom de l'adoptant à l'adopté, mais avec des variantes assez sensibles.

Certains pays substituent de plein droit (comme en France) le nom de l'adoptant au nom d'origine de l'adopté, ainsi en est-il au Danemark, en Finlande, Suède, Autriche, Bulgarie, Luxembourg, Suisse, Espagne (pour l'adoption plena), lorsque l'adopté à moins de 16 ans;^{en} Belgique pour la légitimation par adoption et même pour l'adoption, à moins de stipulation contraire (loi du 21 mars 1969). Dans de nombreux pays, si l'adopté a plus de 16 ans, il ajoute à son nom d'origine le nom de l'adoptant ainsi en est-il en Italie, Roumanie et dans un certain nombre de pays d'Amérique latine ; cette adjonction est facultative en Allemagne (63).

Enfin des législations assez nombreuses disposent que le transfert du nom n'est que facultatif, soit qu'il ne se produise qu'en exécution d'une stipula-

62 - Bastian, Répert. Commailles 1940, 1ère P. "la réforme de l'adoption par le Code de la famille" p. 136 et spécialement p. 140.

63 - En France, l'adoption simple confère le nom de l'adopté à l'adoptant, en l'ajoutant au nom de ce dernier, mais le tribunal peut décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant (art. 363).

tion expresse de l'acte d'adoption (Canada, Espagne au cas de *minus plena*, et pays d'Amérique latine, ayant conservé sur ce point le droit espagnol), soit que les parties aient à cet égard conservé toute liberté (Islande, Angleterre, Yougoslavie et U.R.S.S.) (64).

c) La transmission des titres nobiliaires

320. - Cette question se rattache à celle de la transmission du nom, mais si le nom noble se transmet à l'adopté, comme le nom roturier, par le jugement d'adoption, la dévolution du titre ne se fait pas "*ipso facto*" et de plein droit, mais est soumise aux règles établies par l'acte d'investiture, (acte de l'autorité royale ou impériale), et en tous cas ne se pose qu'à la mort de son titulaire.

En règle générale, le titre d'origine royale ne se transmet par ordre de primogéniture qu'à l'enfant mâle du sang (65), tandis que le titre d'origine impériale peut se transmettre à l'enfant adoptif (66). Si l'on s'en tient aux règles strictes de collation des titres, aucune transmission de titre d'origine royale n'est

64 - M. Ancel "l'adoption dans les législations modernes" Paris 1958, p. 36 ; Foetisch thèse préc. p. 32 et s. et Rev. int. drt. comparé 1961 & 1962.

65 - Les actes d'investiture ne pouvaient prévoir la transmission par adoption, puisque celle-ci était inconnue, au moins sous cette forme, sous l'ancien régime.

66 - L'art. 35 du second Statut du 1er mars 1808, concernant les majorats, admet la transmission à la descendance adoptive de mâle à mâle, par ordre de primogéniture. La faveur de Napoléon pour l'adoption s'explique par son désir, le cas échéant, de s'assurer un héritier par ce moyen.

possible par adoption (67), tandis que la transmission d'un titre d'Empire est possible ; mais celle-ci étant soumise à une autorisation par lettres patentes, qui la donnera, l'autorité républicaine ne s'estimant pas compétente ? (68) Le décret du 10 janvier 1872 a transféré les attributions de l'ancien Conseil du Sceau des Titres au Conseil d'Administration du ministère de la Justice, mais aucun texte ne précise si les prérogatives royales ou impériales appartiennent en cette matière au Président de la République.

Devant le silence du Code civil (cette matière étant d'ordre purement administratif), deux opinions s'affrontent : l'une, favorable au maximum à l'assimilation de l'enfant adoptif à un enfant par le sang, lui reconnaît le droit à la transmission du titre, soit sans restrictions (69), soit dans la mesure où elle s'opérerait d'après les règles spéciales résultant de l'acte de col-

67 - contra Guérin, admet la transmission d'un titre d'ancien régime, à condition que l'adopté soit déjà noble, la noblesse n'étant pas conférée aux roturiers "Législation et jurisprudence nobiliaires", thèse Lille 1960.

68 - En vertu de ce même principe, le Conseil d'administration de la Justice refuse de donner à un français l'autorisation de porter en France un titre conféré par un souverain étranger ; il en est ainsi par exemple, des titres conférés par la Papauté au XIX siècle. Toutefois, une exception a été apportée dans un cas d'espèce : décret du 24 août 1961, signé du Président de la République et de M. Michelet, Garde des Sceaux, (non publié au journal officiel). Faut-il y voir, comme le souligne M. Brin, Vice-Président au T.G.I. de Paris, et "compte tenu de la personnalité du bénéficiaire, l'exception qui confirme la règle ? (rev. trim. 1969 "La survie des titres de noblesse" et sp. p. 225).

69 - en tant qu'accessoire honorifique du nom, Savatier Traité T.I. p. 134 - Ponsard encycl. Dalloz V° noblesse n° 58 - Demolombe "traité de l'adoption", Paris 1875 n°144 bis - à condition qu'il n'y ait pas eu opposition ou réserves du ministère public au jugement d'adoption, Guérin op. cit. p. 36 et 37.

lation (70), l'autre au contraire, refusant de pousser l'assimilation aussi loin, limite cette transmission à la descendance par le sang (71).

321. - La jurisprudence est-elle fixée ? Pour la Cour d'appel de Paris, le 18 juillet 1893 (72), l'adoption ne confère pas de plein droit et ipso facto le titre nobiliaire et sa transmission est soumise aux règles particulières qui président à la dévolution et à l'investiture du dit titre. Par application de ce principe, un délai d'un an avait été donné aux époux Bretonneau-Clary pour obtenir du Conseil du Sceau les autorisations nécessaires ; celles-ci n'ayant pas été obtenues (ou peut-être même demandées), la Cour devait débouter définitivement les demandeurs, par arrêt du 30 mai 1895 (73).

En revanche, le tribunal civil de Saint Brieuc (74) paraît reconnaître à l'adopté, dans un des motifs du jugement du 3 janvier 1939, une vocation de plein droit aux titres nobiliaires de l'adoptant, mais seulement dans la mesure où la transmission s'opèrerait en faveur d'un enfant légitime (75) ; mais dans le disposi-

70 - Lallier "de la propriété des noms et des titres" Paris 1890, n'admet la transmission par adoption que pour les titres du Premier Empire régis par le décret du 1er mars 1808 (p. 179) ; Vismard "Traité" op. cit. p. 57 & 58 et "l'adoption" op. cit. p. 50.

71 - Aubry et Rau 6ème éd. par Bartin t.IX § 510, note 8 bis (mais il s'agissait d'adoption simple) - Fr. Buge "l'enfant adoptif, son intégration dans la famille adoptive" thèse Paris 1956 p. 135 - La Marnière J.C.P. 1966 op. cit. n° 16 - J.M. Brin op. cit. p. 221 et s.

72 - D.1894.II.7 ; S.1894.II.85.

73 - non publié.

74 - Gaz. Pal. 1939.I.208 et rev. trim. 1939.445 obs. Lagarde soulignant que cette décision est contraire à la tradition.

75 - Ce motif s'explique par les circonstances particulières de l'espèce : la famille Faucigny Lucinge, d'origine étrangère, avait été autorisée à porter en France le titre de prince du St Empire, par lettres de Charles X du 27 janv. 1828. L'acte d'investiture étranger prévoyait le port même par les femmes, mais non la transmission à leur enfant légitime.

tif, peu en harmonie avec le dit motif, le tribunal se borne à "se déclare (r) incompétent pour statuer sur la transmission des titres nobiliaires de la demoiselle "Faucigny Lucinge ; renvoie les parties à se pourvoir devant le Conseil d'administration de la Justice".

Que reste-t-il du principe ? La possibilité de saisir le Conseil compétent, or celui-ci n'a pas donné d'autorisation en ce domaine, depuis près d'un siècle (76).

Deux autres décisions connues rendues par la Cour de Paris ne statuent pas vraiment sur le problème qui est posé ici. Dans l'affaire de Tocqueville contre Grouard de Tocqueville, le tribunal civil de Versailles(77) puis en appel la Cour de Paris (78), ont bien interdit le port du titre "comte de Tocqueville" au sieur Grouard de Tocqueville, mais la question de la transmission du titre par adoption ne se posait pas (79). Dans l'affaire d'Ornano, la Cour a reconnu aux adoptés d'un comte d'Empire "un intérêt moral à défendre le titre de leur auteur,

76 - infra n° 323.

77 - 16 mai 1950, D.1952.J.30.

78 - 11 févr. 1953, D.1953.J.189, cassé par la C.C. le 19 nov. 1957, D.1958.J.283 note Ponsard, rev. trim. 1958, 649 obs. Hebraud. La C. de cass. a cassé l'arrêt de la C. de Paris, sans se prononcer sur le fond, mais en édictant à l'action engagée par les consorts Clérel de Tocqueville une fin de non-recevoir "discutable" (Hebraud). Cette affaire a eu plusieurs rebondissements, voir aussi Paris, 7 déc. 1960, (Gaz.Pal. 1961.2.64 et rev. trim. 1961.724 obs. Hebraud) qui prononce la nullité de l'adoption, au motif que le contrat était entaché d'un vice (litige antérieur à l'ordonn. du 23 déc. 1958).

79 - Il s'agissait d'une instance engagée par le Comte Clérel de Tocqueville contre Grouard de Tocqueville pour usurpation de nom et de titre, l'adoptant de Tocqueville n'avait aucun lien de parenté avec la famille Clérel de Tocqueville. Voir Civ., 28 avril 1970 (J.C.P. 1970. somm. 157).

"titre qui fait partie du patrimoine d'honneur de leur famille..." (80), mais il faut souligner que la transmission du titre était restée étrangère aux débats. Ainsi aucune conclusion décisive ne peut être tirée de ces décisions, non plus que de celle rendue par le tribunal de grande instance d'Alençon, le 12 juillet 1963 (81). Dans cette espèce, le titre avait été transmis, à la mort de son titulaire, au collatéral le plus proche et celui-ci voulait voir interdire au fils adoptif de la veuve du marquis de Luzy de Pelissac de porter à la fois le nom (82) et le titre du de cujus. Le tribunal, sans prendre partie sur les règles de fond de la transmission des titres, souligne seulement que celui-ci étant indivisible ne peut être porté par deux personnes à la fois et ordonne en conséquence de radier sur l'acte de naissance de l'adopté le titre de marquis.

Toutefois, un arrêt récent de la Cour de Riom (83) affirme "il est de jurisprudence constante que l'adoption ne réalise pas ipso facto la transmission du titre". Faut-il y voir un retour à la jurisprudence de 1893 ?

322. - La pratique de la Chancellerie

D'après M. Ponsard (84), la pratique de la Chancellerie est fixée dans le sens de la transmission

80 - Paris 5 déc. 1962, D.1963.J.168 et note F.B., J.C.P. 1963.II.13273 note P.N., l'adoptant étant décédé après avoir engagé une action ayant pour but de faire interdire à des tiers le port du titre, le défendeur à l'action soutenait l'irrecevabilité de la reprise d'instance par les enfants adoptifs.

81 - aff. de Luzy de Pelissac contre Vimal du Bouchet, préc.

82 - par application de l'art. 360 ancien (art. 357 nouveau) qui fait obligation au tribunal de consulter les héritiers du mari ou ses successibles les plus proches.

83 - 2 nov. 1966 préc. aff. Roze de Durat.

84 - Encycl. Dalloz, v° Noblesse n° 58.

depuis 1870. En réalité, si l'on excepte une décision de 1873, la Chancellerie n'a plus donné d'autorisations depuis cette date. Les seules autorisations d'adopter, en vue de transmettre le titre de dignité de l'adoptant à l'adopté, sont celles indiquées par M. le baron Durye, Conservateur en chef, Secrétaire général des Archives nationales (85) : pour le titre de marquis Dalon, décret du 16 octobre 1867 (Arch. nat. BB11 2641 n° 2176 x 92), pour le comte Bouquet d'Espagny, décret du 27 novembre 1869 (Arch. nat. BB11 1138 n° 5830 x 9) et pour le baron Pavée de Vandœuvre, décret du 16 octobre 1873 (Arch. nat. BB11 1266 n° 1009 x 73).

Si l'on se réfère aux autorisations données par la Chancellerie avant 1873, il est possible de condenser ainsi la politique suivie : aucune différence n'est faite entre titres d'origine royale et impériale ; dans les espèces visées ci-dessus, seul le baron Pavée de Vandœuvre portait un titre d'Empire. L'autorisation du Chef de l'Etat, prévue à l'article 36 du second Statut du 1er mars 1808 est indispensable pour obtenir la transmission, mais elle doit être sollicitée antérieurement à l'adoption. Si elle n'est demandée que postérieurement, il s'agit alors d'une véritable collation nécessitant un décret portant collation de titre. Ce fut le cas dans l'affaire

Levisse de Montigny, le décret du 25 juillet 1860 ayant permis au petit-fils adoptif de relever le titre "qui avait autrefois appartenu à son grand père adoptif" (86). En effet, il a toujours été admis que l'autorisation

85 - "L'adoption transmet-elle un titre de noblesse" in Bull. Ass. Entraide de la Noblesse Française, avril 1962.

86 - Arch. nat. BB11 738 n° 4089 x 7.

indispensable à la transmission devait être donnée du vivant de l'adoptant (87).

La Chancellerie ne méconnaissait-elle pas, au moins pour les titres d'origine royale, l'ordonnance toujours en vigueur (88), semble-t-il, prise par le gouvernement de la Restauration, le 19 janvier 1818, et qui, pour "la transmission des titres hors de la ligne directe et de la descendance naturelle et légitime" exigeait des lettres patentes (89).

323. - Actuellement, la Chancellerie tient compte de la distinction fondamentale entre titres royaux et impériaux.

- La transmission des titres d'origine royale est considérée comme impossible, puisqu'elle n'est pas prévue dans l'acte d'investiture. Pour les titres créés sous la Restauration, la règle est la même, en effet les actes d'investiture sont rédigés suivant l'ancienne formule et prévoient la transmission à la "descendance légitime et naturelle", "la filiation naturelle" s'opposant ici à "la filiation artificielle" représentée par l'adoption (90).

- La transmission des titres d'Empire ne pose pas les mêmes impossibilités de principe, mais deux difficultés, qui ne semblent pas applanies pour l'instant.

87 - Le Conseil d'Etat saisi de la question par le Conseil d'administration du Sceau s'est formellement prononcé dans sa séance du 15 avril 1845, Arch. nat. BB11 492, n° 9540 x 3 aff. Bordères-Seillière.

88 - en vertu du décret du 24 janv. 1852, abrogeant celui du 29 févr. 1848 et rétablissant les anciens titres de noblesse.

89 - art. 1er.

90 - Brin op. cit. et spéc. p.222.

Le Gouvernement n'a pas l'intention d'exiger des titrés d'Empire qu'ils sollicitent une autorisation préalable pour adopter un enfant mâle, par application de l'article 36 du Statut du 1er mars 1808 sur les majorats (91). Faire revivre cette règle, en effet, reviendrait à poser au détriment des titrés impériaux, une véritable restriction au droit d'adopter et ainsi à frapper d'une

incapacité non prévue par un texte une certaine catégorie de personnes, (alors qu'en droit français, la capacité est la règle), et à donner à un texte concernant uniquement la dévolution des titres, force de règle de droit privé.

Cette position avait été prise par M. Foyer, Garde des Sceaux, au cours des débats préparatoires (92) en ces termes "je crois pouvoir dire, sous réserve de l'appréciation souveraine du Conseil d'Etat, éventuellement "saisi d'un recours contentieux, que l'adoption plénière "est possible de la part d'un titulaire d'un titre impérial "sans autorisation du Gouvernement".

Cependant, si un titré d'Empire sollicite cette autorisation, elle ne lui est pas donnée. Il en est ainsi d'une demande, présentée le 12 février 1965, par un titulaire d'un titre d'Empire. Par deux fois, le Conseil d'administration de la Justice a refusé, alors que par deux fois, les Ministres de la Justice (qui s'étaient suc-

91 - "Toutefois aucun de nos sujets, revêtu d'un titre, ne pourra adopter un enfant mâle, suivant les règles déterminées par le Code Napoléon, ou transmettre le titre qui lui sera accordé ou échu à un enfant adopté avant qu'il soit revêtu de ce titre, si ce n'est avec notre autorisation énoncée dans nos lettres patentes délivrées à cet effet..." in Recueil des Statuts décrets, ordonnances et avis relatifs aux titres nobiliaires et au Conseil du Sceau des titres", Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCLX.

92 - Débats Parl. Sénat, 1er juin 1966, J.O. p. 685.

cédés) avaient signé le décret d'autorisation. Mais le dossier attend toujours à la Chancellerie, le Premier Ministre n'ayant jamais contresigné le décret. Or cette autorisation préalable est indispensable, par application de l'article 36 du statut de 1808, pour que le titre puisse se transmettre par adoption, ne pas donner l'autorisation revient donc à refuser implicitement que le titre ne soit transmis.

Le titulaire d'un titre d'Empire peut-il alors transmettre son titre par adoption, en obtenant un acte de collation ou d'investiture de l'autorité républicaine ? Plusieurs demandes sont en instances devant le Conseil d'administration du Ministère de la Justice (substituée à l'ancien Conseil du Sceau), aucune décision ne semble avoir été prise, ni dans un sens, ni dans un autre. Certes, il ne s'agit pas vraiment de demandes concernant la dévolution du titre à un enfant recueilli tout jeune et élevé comme le sien par le titulaire du titre, et il est difficile de préjuger de la décision qui serait prise, si la question se posait un jour, à la suite d'une adoption plénière ; en tous cas à l'heure actuelle, le Gouvernement ne paraît pas prendre une position favorable.

Il semble donc que la réponse de M. Foyer à M. Jozeau Marigné (93) n'était que l'expression de sa position personnelle, lorsqu'il affirmait "Je pense que, "l'article 358 ayant complètement assimilé l'enfant adopté à un enfant légitime, il ne serait plus besoin d'une "sorte d'investiture lors du décès du titulaire, pour assurer la transmission régulière du titre de noblesse".

Evidemment, lorsqu'une demande d'inscription au registre du Sceau sera faite, et compte tenu de

la rédaction actuelle de l'acte de naissance dans le cas d'adoption plénière, les services de la Chancellerie devront se montrer vigilants. En effet, l'adopté étant réputé né des parents adoptifs, n'y aurait-il pas là une possibilité de tourner la règle ? Seule la production de la copie intégrale de l'acte de naissance permet de s'as-

surer que la demande est fondée, puisque seule elle révèle qu'il s'agit d'un adopté (94). Il faut souhaiter que les services compétents "n'oublient" pas de la demander.

324. - En fait, il est difficile de trouver une solution satisfaisante, qui tienne compte à la fois des règles très spéciales de dévolution des titres et des effets très complets de la filiation adoptive.

Le droit nobiliaire est un droit d'exception, donc d'interprétation stricte, et il ne saurait être question de faire bénéficier de la transmissibilité des titres des personnes non visées dans l'acte d'investiture, ainsi sont écartés de plano les enfants adoptifs des titrés d'origine royale ; en revanche, cette transmissibilité étant prévue pour les titres d'Empire, sous réserve d'un acte d'investiture, ne pourrait-on devant l'attitude négative des autorités républicaines, considérer cette condition comme réputée non écrite, en tant que condition impossible à réaliser, par application de l'article 900 du Code civil ? Cela paraît difficile, comme le souligne M. Brin (95), dans une matière où l'interprétation stricte est de rigueur de considérer comme deve-

94 - En effet, elle mentionne qu'il s'agit de la transcription d'un jugement d'adoption. infra n°331.

95 - rev. trim. 1969, op. cit. p.221 et s.

nue non écrite, par l'effet de la chute des régimes monarchiques, une condition (96) sans laquelle la transmission du titre n'aurait pu avoir lieu sous l'Empire. L'Association d'entraide de la noblesse française (97) a pris position sur ce problème et dispose à l'article 3 de ses statuts (98) "l'adoption légale ne transmet la qualité "aux bénéficiaires du titre que conformément aux articles "35 et 36 du second décret du 1er mars 1808" (99).

Mais d'autre part, la volonté des adoptants rejoint la volonté de la loi pour conférer à l'enfant adopté les mêmes droits qu'à un enfant légitime et assurer ainsi la continuité de la famille. Cependant, comme le soulignait Lallier (100), il ne s'agit pas de savoir ce que l'adoptant a voulu, mais ce qu'il a pu faire ; or en l'état actuel des textes, la dévolution du titre ne dépend pas de la volonté privée, elle est soumise aux règles d'investiture contenues dans l'acte et dans les statuts.

Cette restriction est peut-être regrettable, compte tenu de la faveur accrue pour l'adoption plénière, mode de perpétuité pour les familles sans enfants et institution conçue pour les enfants et non comme moyen de procurer à un adulte des avantages successo-

96 - L'autorisation n'était pas de pure forme, mais comportait un examen, elle aurait été refusée, s'il était apparu que l'adoption était faite au détriment d'un collatéral.

97 - Ass. déclarée d'utilité publique par décret du 29 juill. 1967 (J.O. du 3 août 1967 p. 3).

98 - publiés au J.O. du 3 août, mais rectifiés ainsi qu'il suit par Ass. générale extraordinaire du 7 oct. 1968 (Bull. de l'A.N.F. janv. 1969 n° 118 p. 3).

99 - supra n° 320 note 66 et n° 323 note 91.

100 - op. cit. p. 179 note 2.

raux ou honorifiques (101), mais elle ressort des textes. Il appartient au législateur de prendre position s'il le juge utile, ainsi avait-il été proposé par M. Molinier devant la Commission de Réforme du Code civil, que le tribunal qui statue sur l'adoption et la transmission du nom, statue également sur la transmission du titre (102).

A l'étranger, les solutions sont diverses, mais généralement contenues dans la loi. En Espagne, le titre se transmet, car il est une distinction honorifique faisant partie du nom, mais il n'est pas transmis ipso facto, (suivant les termes du décret royal du 27 mai 1912, remis en vigueur par celui du 2 mai 1948) ; en Allemagne, le titre étant incorporé au nom se transmet avec lui (103); en Belgique, l'adoption ne produit, de plein droit, aucun effet en ce qui concerne les titres nobiliaires (art. 359 al. 2 de la loi du 21 mars 1969) ; en Principauté de Monaco non plus : En Autriche, la question ne se pose pas, la loi du 3 avril 1919 ayant supprimé les titres nobiliaires et les distinctions honorifiques ; au Liechtenstein, l'octroi des titres de noblesse se fait uniquement par un acte du Prince Régnant,^{ou} bien à titre personnel ou bien comme titre héréditaire.

101 - Dans ces demandes de transmission de titre, il est toujours à craindre qu'il ne s'agisse d'un achat déguisé sous une adoption, comme cela est arrivé en France, dans certaines affaires d'adoption (simple), dont l'intérêt résidait uniquement dans la transmission d'un nom noble ou illustre. Ces trafics encore possibles dans le cas d'adoption simple paraissent peu imaginables dans l'hypothèse d'une adoption plénière. En Allemagne, à la suite de la guerre de 1914-1918, un véritable trafic de noms et de titres de noblesse semble s'être développé au moyen d'adoptions (Foetischop. cit. p. 32 note 1). Une loi de novembre 1933 s'était proposée de réprimer ces abus.

102 - travaux 1945-1946 p. 558.

103 - exception faite pour les titres princiers des Maisons médiatisées (c'est à dire qui ne tiennent pas leurs fiefs directement de l'Empereur), en effet les lois personnelles à ces Maisons régissent encore cette matière et interdisent l'adoption.

d) Le changement de nationalité

325. - La loi du 11 juillet 1966 a repris les dispositions antérieures sous réserve de quelques modifications de détail.

L'article 35 nouveau du Code de la nationalité dispose "l'enfant qui a fait l'objet d'une adoption plénière acquiert la nationalité française, si l'adoptant est français ou en cas d'adoption par deux époux, si le mari est français" (104). Ainsi lorsque l'adoption plénière est réalisée par deux époux dont seule la femme est française ou par deux étrangers, l'enfant n'acquiert pas la nationalité française.

L'adoption simple n'entraîne pas cet effet automatique, mais l'adopté peut acquérir la nationalité française par déclaration de nationalité (art. 55 du Code de la nationalité), à condition qu'à l'époque de sa déclaration, il réside en France; dans le cas contraire, il peut demander à être naturalisé, sans condition de stage (art. 64 - 6° du même Code) (105). Cette différence de solution se justifie par les effets beaucoup plus complets de l'adoption plénière.

Peu de pays, hormis la France, l'Angleterre, et la Belgique (pour la légitimation par adoption, loi du 21 mars 1969, art. 3 bis § 1) (106) admettent cet effet

104 - L'art. 35 ancien envisageait l'enfant qui a fait l'objet d'une légitimation adoptive "conformément à l'art. 368 du C.C."

105 - Un enfant "recueilli et élevé par une personne de nationalité française "peut réclamer la qualité de français jusqu'à sa majorité par application de l'art. 55 al. 2 du Code de la nationalité - Cass. Civ. 1ère - 8 janv. 1968 - J.C.P. 1968.II.15555.

106 - Adoption Act. de 1958, art. 19 al. 1 in "la récente législation anglaise en matière d'adoption et de filiation légitime et le droit international privé" par R.H.Graveson (rev. crit. Dnt.Int.Privé 1959 p. 653).

de l'adoption. Toutefois, l'adoption réalise ipso facto, les conditions de résidence nécessaires à une naturalisation, ou donne certaines facilités (comme en Belgique pour l'adoption). Si cette solution restrictive est justifiée dans le cas d'adoption du type traditionnel par le risque de détournement des buts de l'institution, elle se comprend beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'adoption avec rupture et surtout de l'adoption d'un enfant. Quoiqu'il en soit, et compte tenu des solutions adoptées par certaines lois étrangères récentes, il ne semble pas que la généralisation de la règle admise par le droit français doive se réaliser dans l'immédiat (107).

Pourtant cette règle est dans la ligne de l'institution, toutes les fois qu'il y a rupture avec la famille d'origine ; comment concevoir une véritable assimilation si l'enfant conserve une nationalité d'origine différente de celle de l'adoptant ?

Afin de ne pas heurter certaines positions nationales, la Convention Européenne en matière d'adoption des enfants impose seulement aux états signataires de faciliter l'acquisition de la nationalité de l'adoptant par l'enfant et de subordonner la perte de nationalité qui pourrait résulter de l'adoption à la possession ou à l'acquisition d'une autre nationalité (art. 11 al. 1 & 2).

107 - Foetisch thèse op. cit. p. 62 soulignant qu'aucun changement de nationalité n'a été prévu dans les lois du Danemark (25 mai 1956) ; Norvège (21 décembre 1956) ; Suède (10 juin 1959) ; Pays-Bas (26 janvier 1956) ; Allemagne fédérale (modification du Code civil en matière de droit de la famille (en vigueur depuis juin 1958) ; Espagne (avril 1958) ; Autriche (loi du 17 février 1960) ; cependant la tendance actuelle est de favoriser l'acquisition de la nationalité de l'adoptant par l'adopté étranger sous certaines conditions exp. : Principauté de Monaco, loi du 5 juin 1961.

e) Inscription sur le livret de famille
des adoptants

326. - Si les adoptants sont mariés, ils peuvent requérir l'inscription de l'enfant sur le livret de famille qu'ils ont déjà (108), puisque l'adopté est assimilé à un enfant légitime.

S'il s'agit d'une mère adoptive célibataire, elle pourra obtenir, tout comme la mère d'un enfant naturel, la délivrance d'un livret de famille, par application du décret du 9 avril 1960, modifiant le décret du 17 mai 1954 (109). Dans les deux cas, aucune mention relative à l'adoption sera portée sur le livret de famille (110).

En revanche, rien n'est prévu pour l'enfant adopté par un conjoint avec le consentement de l'autre, ou pour celui adopté par un célibataire du sexe masculin.

f) Le nouvel acte de naissance de l'adopté

327. - L'une des plus importantes innovations de la loi de 1966 a été de faire de la transcription du jugement d'adoption plénière le véritable acte de naissance de l'adopté.

Pour apprécier la nouveauté de cette disposition il convient de rappeler que sous l'empire du droit

108 - L'église catholique inscrit également l'enfant adopté sur le livret de famille catholique.

109 - Aux termes des instructions générales sur l'état-civil du 21 sept. 1955 (J.O. 22/9/1955), ce livret est constitué par les extraits des actes de naissance de la mère et de l'enfant, éventuellement seront ajoutés les extraits de naissance des autres enfants naturels et adoptifs et mention du mariage de la mère naturelle ou adoptive.

110 - Réponse du Ministre de la Justice à une question écrite de M. Delmas (Ass. Nat. 27 juin 1967 - J.O. p. 2317).

antérieur, mention de l'adoption était portée en marge de l'acte de naissance de l'adopté (art. 357 ancien).

Certes, la nécessité d'assurer le secret de l'adoption avait toujours été considérée par les praticiens comme une nécessité indispensable, déjà Cambacérès lors de la séance du Conseil d'Etat du 14 Frimaire an X avait déclaré qu'il conviendrait de réformer l'acte de naissance des enfants donnés en adoption, "afin de confondre le fils adopté avec le fils naturel" (111). Au cours des années, des aménagements, ayant pour but de limiter la délivrance des copies conformes à certaines personnes ou de restreindre les mentions contenues dans les extraits, avaient été réalisées.

Toutefois, il était possible aux parents d'origine d'apprendre le nom de la famille adoptante en demandant, sous le nom d'origine de l'enfant, un extrait de son acte de naissance (112).

De nombreux projets de réforme avaient vu le jour, les uns proposant une révision totale de l'acte de naissance (113), les autres se contentant de perfectionner la réglementation administrative (114) ; la loi de 1966 a choisi une solution intermédiaire : elle ne crée pas un acte de naissance nouveau, mais fait de la transcription du jugement d'adoption plénière sur les registres

111 - Fénét t. X p. 303.

112 - Le jugement ayant rompu les liens de famille, les parents d'origine ne peuvent se faire délivrer des copies intégrales sans autorisation du procureur de la République (décret du 3 août 1952, modifié par décret 15 févr. 1968 art. 9 - J.C.P. 1968.III.33991).

113 - entre autres, projets Vaillant-Couturier 25 juill. 1946 J.O. doc. parl. Ass. Const. annexe II-241 p. 218 - Tony-Réveillon 14 juin 1950, J.O. doc. parl. Ass. Nat. annexe 10-289 p. 1232 - Vaunois "la légitimation adoptive et l'état-civil" Gaz. Pal. 1949.I.42.

114 - Comm. réf. du C.civil, rapport Molinier 1945-1946 p. 360, Travaux 1946-1947 p. 291 et s. , p. 360 et 361 - Veliousky op. cit. p. 259 et s. - Fr. Buge op.cit. p. 115.

d'état-civil, le véritable acte de naissance de l'adopté.

- Le projet de loi

Le texte voté par le Parlement n'a pas été aussi loin que le projet de loi qui tendait à faire établir à la requête du procureur de la République, un acte de naissance fictif "indiquant comme lieu de naissance le siège du tribunal qui a prononcé l'adoption".

Cette disposition avait pour but d'assurer le secret de l'adoption vis à vis des tiers et spécialement de la famille d'origine, mais elle présentait un double inconvénient, d'une part, elle jetait "le discrédit sur l'authenticité des actes de l'état-civil" et institutionnalisait "un faux légal portant atteinte à leur force probante" (115) et d'autre part, elle aurait eu pour résultat de priver l'adopté de toute possibilité de retrouver un jour sa filiation véritable. Enfin, indirectement, elle aurait pu inciter les adoptants à cacher à l'enfant la vérité de sa condition, alors que médecins et psychologues insistent sur l'importance de la révélation volontaire faite le plus tôt possible.

Finalement, l'article 354 prévoit que "la décision prononçant l'adoption plénière est transcrite sur les registres de l'état-civil du lieu de naissance de l'adopté..." et non sur les registres du siège du tribunal ayant prononcé l'adoption.

Si l'adopté est né à l'étranger, ou si le lieu de sa naissance n'est pas connu, la transcription devra s'opérer sur les registres du service central d'état-civil rattaché au Ministère des Affaires étrangères (116).

115 - Doc. Parl. Ass. Nat. , Rapport par M. Zimmermann n° 1665 p. 773.

116 - le décret n° 65-422 du 1er juin 1965 (J.O. 5 juin 1965) a transféré le siège de ce service à Nantes, ainsi se trouvent centralisées en un lieu unique la plupart des transcriptions.

- Les formes de la transcription

328. - La transcription est effectuée à la requête du procureur de la République, dans les 15 jours de la date à laquelle le jugement (ou l'arrêt) est passé en force de chose jugée (117).

Elle énonce le jour, l'heure, le lieu de la naissance, et bien entendu l'année (malgré une omission du texte), le sexe de l'enfant, ainsi que ses prénoms. Ces indications sont les mêmes que celles portées dans l'acte de naissance originaire, sauf éventuellement celles concernant les prénoms ; en effet, ceux-ci peuvent avoir été modifiés par le jugement d'adoption, par application de l'article 357 du Code civil et de l'article 10 du décret du 2 décembre 1966 (118).

En revanche, elle ne doit contenir aucun renseignement relatif à la filiation réelle de l'enfant (art. 354 al. 2). L'enfant est réputé né du ou des adoptants et ce sont les prénoms, noms, date et lieu de naissance, profession et domicile de celui-ci ou de ceux-ci qui sont transcrits. Les officiers de l'état-civil sont invités, par l'instruction du 19 février 1970, à suivre le modèle qui leur sera transmis par le procureur de la République, il n'est pas question de recopier intégralement le dispositif du jugement (n° 187 al. 3).

De plus, l'acte de naissance originaire et le cas échéant l'acte de naissance établi en application de l'article 58 du Code civil (119) sont, à la diligence

117 - art. 354 du C.C. et circulaire d'application n°67-14 du ministère de la Justice (Direction des affaires civiles et du sceau) en date du 31 mai 1967 (non parue au J.O.) reprise dans l'instruction modificative sur l'état-civil du 19 févr. 1970 (J.O. 23 avril 1970) n° 184 a.

118 - supra n° 318.

119 - c'est à dire, l'acte tenant lieu d'acte de naissance pour les nouveau-nés abandonnés et pour les enfants placés sous la tutelle de l'A.S.E. et dépourvus d'acte de naissance connu ou pour lesquels le secret de la naissance a été réclamé.

du procureur de la République, revêtus de la mention "adoption" et considérés comme nuls (art. 354 in fine). En outre, sur l'une des pages utilisées pour l'inscription des naissances survenues à la même date (en évitant si possible, la page où figure l'acte annulé) doit être porté le renvoi suivant : "acte de naissance de (nouveaux nom et prénom de l'enfant adopté)..... voir transcription n° (numéro de l'acte sur les registres de l'année courante) en date du Un renvoi semblable sera apposé sur les tables du registre.

- les modalités de la transcription

329. - L'article 354 ne prévoit la transcription que sur l'acte de naissance de l'adopté. Faut-il en conclure que si celui-ci est marié, son acte de mariage ne sera pas mis en harmonie avec l'adoption réalisée ? Cette hypothèse a peu de chances de se rencontrer s'agissant d'adoption plénière, en principe réservée aux enfants de moins de 15 ans, toutefois, par application de l'alinéa 2 de l'article 345, il n'est pas exclu qu'un mineur marié et même père de famille puisse bénéficier d'une adoption plénière, celle-ci étant ouverte, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à la majorité légale de 21 ans (120).

L'article 357 ancien était plus explicite puisqu'il prévoyait, le cas échéant, la transcription sur les "autres actes de l'état-civil de l'intéressé, de son conjoint et de ses enfants mineurs".

Cependant, si l'on se reporte aux dispositions générales concernant les actes d'état-civil, la solution ne fait pas de doute. L'article 12 du décret du 3 août 1962 sur la publicité des actes de l'état-civil,

120 - art. 345 du C.C., cf. supra. n° 154.

modifié par le décret du 15 février 1968, dispose "lorsqu'un enfant a fait l'objet d'une adoption plénière... les extraits des actes le concernant doivent, sans aucune référence au jugement, indiquer comme père et mère les adoptants".

Ainsi la volonté du législateur est bien, que mention de l'adoption soit portée sur tous les actes de l'état-civil. Soutenir une solution contraire serait, du reste, en contradiction avec le principe de la véracité, qui doit s'attacher aux actes de l'état-civil.

- Les conditions de la transcription

330. - Dès la mise en vigueur de la loi, des parents adoptifs, ayant réalisé antérieurement, une légitimation adoptive ou une adoption avec rupture des liens, ont demandé, par application des articles 12 et 13, à faire bénéficier leur enfant adoptif du changement d'état civil prévu par l'article 35⁴ nouveau.

Cette solution a été admise par le tribunal de grande instance de Lyon, le 10 novembre 1967 (121), pour la légitimation adoptive et par la Cour de Paris (cassant une décision du T.G.I. de Paris), le 28 janvier 1969 (122) pour l'adoption avec rupture de liens. La motivation des deux décisions est quelque peu différente, le tribunal de Lyon décidant que toutes les conséquences de l'adoption plénière, aussi bien de fond que de forme, doivent être étendues aux anciennes légitimations adoptives, alors que la Cour de Paris voit dans la transcription "une mesure de publicité qui doit être opérée en conséquence du changement survenu dans l'état de l'adopté".

121 - J.C.P. 1968.I.15565 et note Rajon.

122 - J.C.P. 1969.II.16008 et note Rajon.

Ces décisions doivent être entièrement approuvées, les dispositions transitoires ont bien pour but d'harmoniser le régime antérieur et celui institué par la loi du 11 juillet 1966 dans le sens le plus favorable à l'adopté et l'on ne voit pas pourquoi, un nouvel état-civil serait refusé dans ces hypothèses.

Depuis la promulgation du décret du 15 février 1968 sur l'état-civil (123), la solution ne fait plus doute, l'intention du législateur a bien été de faire bénéficier tous les adoptés des améliorations apportées à leur statut par la nouvelle loi.

- les effets de la transcription et la publicité de l'adoption

331. - La transcription tient lieu d'acte de naissance de l'adopté (art. 354 al. 3).

Le défaut ou le retard de la transcription n'est plus sanctionné, comme sous le régime antérieur, par l'innoposabilité de l'adoption aux tiers, puisque l'adoption produit ses effets à l'égard de tous, à compter du jour du dépôt de la requête en adoption (124).

Conformément à l'article 9 du décret du 3 août 1962, modifié par le décret du 15 février 1968 (125), les copies intégrales de l'acte de naissance ne peuvent être délivrées qu'à l'adopté majeur ou émancipé et à certaines personnes limitativement énumérées par la loi : il s'agit des ascendants ou descendants de l'adopté, de son conjoint, de son représentant légal et du procureur de la République. Toutefois, le décret du 12 janvier 1967 a prévu une dérogation à cette liste limitative au profit des

123 - décret n° 68-148 art. 10, Gaz.Pal. 1968.I.185.

124 - supra n° 306.

125 - J.C.P. 1968.III.33.991.

personnes ou associations autorisées à placer en vue de leur adoption des mineurs de quinze ans (126).

En outre, le décret du 15 février 1968 prévoit la délivrance par les services de l'état-civil de deux sortes d'extraits de naissance (ou de mariage). Les uns, délivrés à tout requérant, indiquent "sans autres renseignements, l'année, le jour, l'heure et le lieu de naissance, le sexe, les prénoms et le nom de l'enfant tels qu'ils résulteront des énonciations de l'acte de naissance ou des mentions portées en marge de cet acte..." (art.10). Les autres ne peuvent être délivrés qu'aux personnes énumérées à l'article 9 (voir ci-dessus) et en outre à l'enfant lui-même, à ses héritiers ou à une administration publique. Ils précisent les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des père et mère de l'enfant (art. 11). De plus, le décret précise : lorsqu'il s'agit d'un enfant adoptif, "les extraits d'actes d'état-civil le concernant doivent sans aucune référence au jugement, indiquer comme père et mère les adoptants"(art. 12).

Ainsi un tiers (et les parents d'origine sont devenus des tiers), même s'il peut obtenir un extrait d'acte de naissance, n'a aucun moyen de connaître la véritable situation de l'enfant (127), tout au moins lorsqu'il s'agit d'une adoption par un couple (128).

126 - décr. n° 67-45 du 12 janv. 1967, D.1967.70 ; B.L.D. 1967.103 - art. 14 "Par dérogation à l'article 9 du décret n° 62-921 du 3 août 1962 les personnes ou associations autorisées sont habilitées à se faire délivrer des copies intégrales des actes de naissance concernant les enfants qu'elles ont recueillis".

127 - "Les extraits d'acte de naissance ne peuvent être établis qu'à partir de la transcription et si la demande précise la nouvelle identité de l'enfant" circulaire précitée P. 4.

128 - S'il s'agit d'une adoption par un seul, les tiers ne sauront pas d'une façon sûre qu'il s'agit d'un enfant adoptif, ils pourront imaginer par exemple qu'il s'agit d'un enfant naturel, mais en tous cas, ils sauront bien que l'enfant n'est pas légitime!

Toute recherche des parents par le sang pour retrouver l'enfant semble dorénavant impossible, l'acte de naissance originaire ne portant d'autre indication que le mot "adoption", (pièces annexes n°...) ; de plus, l'acte ayant été annulé, aucune copie ou extrait ne peut être délivrée, à qui que ce soit, (sauf au ministère public), l'amendement proposé par Mme Launay et ayant pour but d'autoriser la communication de l'acte de naissance originaire "à titre de renseignement et sur sa demande à l'enfant adopté devenu majeur", n'ayant pas été voté (129).

Dans les législations étrangères, la transcription de la décision est généralement exigée ; soit sur les registres de l'état-civil comme en Bolivie, à Costa-Rica, au Chili, en Belgique (loi du 11 mars 1969 art.354), soit sur un registre spécial, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, en Grande Bretagne (Adoption Act de 1958) et Israël (loi du 9 août 1960) ; en Tchécoslovaquie (loi du 4 décembre 1963) lorsque l'adoption d'un mineur est du type irrévocable, l'adoptant est inscrit sur les registres de l'état-civil aux lieu et place des parents d'origine (130).

332. - La transcription a pour raison d'être de donner à l'adopté un acte de naissance conforme à sa nouvelle identité (131) et d'assurer le secret de l'adoption, non vis à vis de l'enfant, mais vis à vis des tiers, afin de procurer à la famille adoptive la tranquillité.

129 - le Garde des Sceaux avait souligné, en s'opposant à cet amendement, les difficultés de sa mise en oeuvre (justifications à exiger de l'adopté) et les dangers du système quant au respect de la règle du secret. (Ass.Nat. Déb. 17 nov.1965 - J.O. p. 4703).

130 - Vismard "l'adoption" op. cit. p. 48 et rev. int.drt. Privé 1961 et 1962.

131 - Ce point a été souligné comme particulièrement important par les participants au cycle de Leysin (rapport préc. p. 31).

Cette tranquillité justifie-t-elle ce que certains ont pu appeler "un assez extraordinaire truquage" ? (132)

Le secret de l'adoption répond à un besoin reconnu par tous, mais sa solution est difficile. Elle peut être trouvée soit dans un renforcement des mesures administratives ayant pour but d'interdire la publicité de certaines énonciations de l'acte de naissance, soit dans un aménagement nouveau de l'acte ne laissant apparaître d'aucune façon ce que l'origine de l'enfant a d'exceptionnel (133).

L'expérience ayant démontré qu'en dépit des précautions imposées, "il n'était pas impossible d'obtenir, surtout dans les petites localités, des renseignements permettant soit aux parents par le sang de connaître l'identité des parents adoptifs, soit à l'adopté lui-même de retrouver la trace de ses parents d'origine (134), la transcription du jugement remplaçant l'acte de naissance originaire a paru la seule solution valable. Elle n'en court pas autant de critiques que celle proposée par le gouvernement puisque les copies conformes mentionneront qu'il s'agit de la transcription d'un jugement, toutefois,

132 - Flour, Cours Droit Civil 1ère Année Paris 1967-68 p. 1003.

133 - quelle que soit la solution adoptée, il est indispensable qu'en la forme, l'acte de naissance de l'adopté soit semblable aux autres. S.P.E. janv. 1958 - "le secret de l'adoption et l'état-civil" par L. Verdier Vice-Président de l'Ass. Nat. des Foyers Adoptifs.

134 - Extraits de l'exposé des motifs de la loi du 11 juill. 1966 par M. Foyer, Ministre de la Justice (J.O. Doc. Parl. 1965-1966 n° 1630 p. 667).

dans les extraits (135), comme sur le livret de famille (136) l'enfant sera déclaré né des adoptants.

La solution légale porte une grave entorse à la vérité qui doit s'attacher aux actes de l'état-civil, et qui, dans l'acte de naissance porte sur le fait essentiel de la procréation. Elle établit un obstacle très difficile à surmonter pour l'adopté qui voudrait retrouver la vérité de ses origines ; de plus, elle va à l'encontre de la tendance actuelle favorable, en matière pénale surtout, à l'enquête de personnalité.

Se justifie-t-elle du seul point de vue de l'intérêt de l'enfant ? Oui sans doute, lorsqu'elle a pour but de le protéger vis à vis des tiers, et de lui assurer, pendant toute sa vie, la possession d'un acte de naissance correspondant à sa nouvelle identité. Non certainement, lorsqu'elle a pour effet de lui cacher sa véritable filiation, ce qui est le cas en fait, puisque même après sa majorité, il ne lui sera pas possible d'obtenir communication de son acte de naissance véritable. Si la famille adoptive appartient à la religion catholique, l'adopté pourra-t-il retrouver ses origines par son acte de baptême ?

135 - supra n° 331.

136 - L'on s'est demandé, si l'anomalie résultant de l'écart entre la date de naissance de l'adopté et la date de son inscription sur le livret de famille de l'adoptant n'était pas de nature à montrer la filiation adoptive ? Pour le Ministre de la Justice (réponse à question écrite de M. Montalat) "Non, car cette situation se retrouve dans d'autres cas, légitimation post nuptias, enfant ayant fait l'objet d'un jugement déclaratif de naissance" (Ass. Nat. Déb. 5 déc. 1967, J.O. p. 5606). Cette réponse n'est pas absolument convaincante.

g) l'acte de baptême de l'adopté

333. - Suivant les prescriptions du "Directoire pour les actes administratifs des Sacrements"(137), les rectifications d'état-civil peuvent légitimement et même doivent figurer à l'état religieux du baptisé et spécialement à son acte de baptême, "mais elles sont d'elles mêmes impuissantes (en conformité avec la doctrine chrétienne du mariage) à modifier ou rectifier en quoi que ce soit "la filiation..."(138).

Les modifications "ne peuvent jamais se faire par ratures, grattages ou surcharges du texte initial. La teneur de l'acte reste définitivement fixée et doit demeurer intacte, même au cas d'écritures manifestement erronées ou incomplètes (nom du père ou de la mère). Il ne peut y avoir rectification que par inscription en marge de l'acte".

La loi civile prend effet canonique à raison du canon 1080. Le jugement d'adoption doit donc être mentionné sur l'acte de baptême à la requête de l'adoptant, qui doit en justifier par présentation de la copie du jugement. Le nouveau nom de famille de l'adopté sera inscrit en mention marginale (139) et de plus il sera ajouté au nom initial "en tête de marge". Par la suite, les certificats d'état religieux (pour le catéchisme, la confirmation...)

137 - Bonne Presse, éd. Fleurus 1956.

138 - p. 65 n° 101.

139 - La mention marginale à l'acte original doit être ainsi rédigé "Adopté par M..Jean Durand et Mme Louise Dupont, son épouse, demurant 10 rue..... à Jugement du T.G.I. de..... en date du Porte désormais les nom et prénoms de....."

porteront ce nouveau nom de famille, mais le nom initial inscrit dans le corps de l'acte doit toujours demeurer intact.

Le Directoire à l'usage du Clergé, qui souligne la disparition de toute différence légale entre l'en-

fant adopté et l'enfant légitime, dans les pièces civiles courantes, interdit rigoureusement de rédiger un deuxième acte de Baptême sous le nouveau nom de l'enfant ; si l'en-

fant n'a pas encore été baptisé, lors de l'adoption et afin de prévenir une fraude de la part de la famille, il demande au prêtre d'exiger une copie intégrale de l'acte de naissance. Mais évidemment et surtout dans les grandes villes, le prêtre ne peut appliquer ces règles que s'il connaît les modifications survenues à l'état-civil du nouveau baptisé ; aussi il lui est recommandé d'être prudent et perspicace pour déceler ces situations.

La raison d'être de ces règles visant à empêcher toute substitution d'état-civil, a pour but d'éviter "par la suite la célébration de mariages invalides "en raison de l'existence d'un empêchement dirimant de consanguinité, passé inaperçu ou volontairement caché" (n°110 note 2, p. 67).

Mais l'Eglise comprend fort bien le souci des familles et s'engage à garder "scrupuleusement le secret de l'origine naturelle du baptisé et ne prendra jamais l'initiative de lui révéler" (n° 114). La production d'un acte intégral n'est du reste exigé que pour le mariage, l'ordre et l'entrée en religion ; cet acte est transmis directement à l'autorité ecclésiastique concernée.

334. - Cependant l'autorité religieuse a conscience, à l'heure actuelle, que le secret doit être assuré surtout vis à vis des tiers et que les registres de Bap-

tême ne sont pas toujours à l'abri des indiscretions, tout comme les registres d'état-civil. C'est pourquoi, soucieuse, depuis 1966, de concilier d'une part la loi civile et le désir de certaines familles de conserver le secret de la filiation de l'enfant et d'autre part, les principes traditionnels de vérité, elle étudie des mesures propres à accroître les garanties du secret.

Si l'adopté connaît son origine, il a été proposé que la mention de l'adoption soit portée sur les registres de la paroisse et de l'Evêché. Si l'adopté ignore son origine, qu'elle soit seulement inscrite sur le registre gardé à l'Evêché et sur le fichier, l'Evêché étant seul habilité à délivrer l'extrait intégral, et ce, toujours au prêtre, jamais à l'intéressé. Ainsi celui-ci ne pourra pas obtenir de l'autorité religieuse, ce que l'autorité civile lui refuse. Mais il ne semble pas que la règle canonique puisse s'infléchir au point de détruire un acte officiel pour lui en substituer un autre "sciemment faux".

Cette position ne provient pas d'une quelconque prévention contre l'adoption, car l'Eglise catholique, long-temps réticente (140), admet maintenant que l'adoption d'un enfant abandonné est plus qu'une oeuvre charitable, mais a un sens social, qu'elle est "la mise en "acte de la fraternité de tous les êtres humains, une affirmation de l'égalité de tous comme enfant du même Dieu", et aussi "la vocation providentielle et normale des couples stériles" (141). La seule restriction à l'adoption réside

140 - L'adoption étant considérée comme viciée dès l'origine par le fait de l'abandon.

141 - P. Pescatore in "Perspectives chrétiennes sur l'adoption" p. 14 et 18, Fleurus 1962 - Le Congrès du Bureau International Catholique de l'Enfance (B.I.C.E.) Luxembourg nov. 1963, était consacrée à l'adoption.

alors dans le respect de l'appartenance de l'enfant à une communauté spirituelle et dans la volonté librement exprimée par la mère de voir son enfant élevé dans sa propre religion (142).

Pour l'Eglise catholique, le fait de la procréation, le rattachement de tel enfant à tel homme ou telle femme est une marque indélébile que rien ne peut effacer. Cette marque, qui se concrétise dans un acte initial, permet le respect total des empêchements à mariage résultant de la parenté, à condition que cet acte reste intangible. Le droit canon est sur ce point plus sûr et plus réaliste que la loi civile. Certes, à l'heure actuelle, le risque des mariages consanguins est peu élevé, en raison de la loi du nombre, mais l'objection de principe demeure.

Une solution sage aurait consisté à ordonner la production de l'acte de naissance originaire lors des formalités de publication du mariage et à autoriser la remise de cet extrait à certaines personnes nommément désignées par la loi et spécialement à l'enfant adopté majeur. Ainsi le droit à la vérité de ses origines, qui est reconnu à tout homme par le droit naturel, ne serait pas méconnu.

142 - Cette position favorable est à l'opposé de celle du judaïsme. La famille juive est basée sur le fondement des liens du sang. la préservation de la "pureté de la famille". Aussi le Talmud ne contient pas de droit de l'adoption et des problèmes épineux se posent. Rabbin Gugenheim, in "Adopter un enfant" op. cit. p. 251. Cependant l'Etat d'Israël a mis au point une législation de l'adoption, soucieuse avant tout de donner une famille à l'enfant qui en est dépourvu. loi du 9 août 1960. Rev. int. de drt comparé 1961 p. 591. rapport par E. Livneh.

h) L'interdiction de toute information relative à une adoption

335. - Pour parfaire son oeuvre vis à vis des tiers, le législateur a ajouté, à la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse, un article 39 quater ainsi rédigé : "Il est interdit, moins de trente ans après la mort de l'adopté, de publier par le livre, la presse, la radiodiffusion, le cinématographe, ou de quelque manière que ce soit, une information relative à la filiation d'origine d'une personne ayant fait l'objet d'une adoption plénière". Les infractions à cette disposition sont passibles d'une amende de 300 Fr à 30.000 Fr, et en cas de récidive, d'un emprisonnement de 2 mois à 2 ans (143).

Cela revient à disposer que n'importe quelle information sur la filiation d'origine d'une personne adoptée plénièrement peut entraîner des poursuites. Cette règle est sévère et un amendement avait été proposé à l'Assemblée Nationale tendant à substituer aux mots "relative à" le mot "révélat" ; ainsi auraient été punissables seulement les actions visant à la révélation et non les simples informations objectives. Sur intervention du Garde des Sceaux, cet amendement n'a pas été voté, bien qu'ait été reconnu l'impossibilité pour le Gouvernement de faire respecter cette interdiction par la presse ou la radiodiffusion étrangère (144).

Ainsi dans un but de protection d'intérêts privés, une disposition, qui est passée assez inaperçue, porte atteinte à la liberté de l'information et à la libre

143 - loi du 11 juill. 1966, art. 4.

144 - Déb. Parl. 17 nov. 1965 interv. de M. Pleven, (J.O. p. 4711).

recherche historique et scientifique. Mais la liberté de l'information a des limites ; le législateur lui-même s'en préoccupe d'un point de vue général, en affirmant les droits imprescriptibles de l'homme au respect de sa vie privée, en face d'une presse et d'une publicité de plus en plus envahissante (145).

D - LES EFFETS DE L'ADOPTION POST MORTEM

336. - L'article 353 alinéa 2 du Code civil prévoit que "si l'adoptant décède, après avoir régulièrement recueilli l'enfant en vue de son adoption, la requête peut être présentée en son nom par le conjoint survivant ou l'un des héritiers de l'adoptant" (146).

Le législateur n'a pas voulu que l'enfant soit automatiquement rejeté, mais son insertion dans la famille est soumise à la volonté du conjoint survivant ou des héritiers, qui pourront présenter la requête en vue d'adoption au nom du de cujus. Ainsi le placement en vue d'adoption emporte des effets qui survivent à la mort.

Il est permis d'imaginer que cette possibilité sera utilisée spécialement lorsque l'enfant recueilli est l'enfant du conjoint survivant, ou lorsque le projet d'adoption était formé par les deux époux, le survivant désirant poursuivre, ce qui est légitime, l'adoption au nom des deux. Il sera certainement moins fréquent que la requête soit déposée par les héritiers, qui peuvent toujours voir dans l'adopté une partie prenante dans les futures successions familiales.

145 - par exemple, projet de loi sur les libertés individuelles. "Réflexions sur le projet de loi relatif à la protection de la vie privée" par D. Becourt, Gaz.Pal. 29 avril et 2 mai 1970.

146 - cf la saisine du tribunal supra n° 264.

L'intérêt de cette adoption paraît limité au moins dans l'immédiat. L'alinéa 2 de l'article 353 s'articule mal, en effet, avec l'article 355 qui fait partir les effets de l'adoption du jour du dépôt de la requête. La requête étant postérieure au décès, l'adopté ne peut prétendre à aucun droit successoral ; en revanche les effets extrapatrimoniaux de l'adoption plénière se produiront, sauf évidemment ceux qui touchent à l'autorité parentale. Toutefois, il est permis de souligner le caractère exceptionnel et anormal de l'adoption post mortem(147).

1) effets extrapatrimoniaux

337. - L'adopté va entrer dans la famille de l'adoptant décédé : il y aura tous les droits d'un enfant légitime, et sera tenu des mêmes obligations. Si la tutelle s'ouvre, les ascendants et les membres de la famille du de cujus pourront être appelés à faire partie du conseil de famille et le tuteur pourra être nommé parmi eux (148).

L'adopté portera le nom de l'adoptant décédé, si l'adoption est poursuivie par la femme survivante au nom du couple (par application de l'article 357 du Code civil), ou si elle est réalisée au nom d'une seule personne qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme. Il prendra la nationalité du cujus, s'il était français, conformément aux dispositions de l'article 35 du Code de la nationalité (149). Par application de ces règles, trans-

147 - Rouast, traité t.II n. 1033.

148 - Ils pourraient même se voir imposer la charge de tuteur. (art. 427 et s.) Il appartiendra au juge des tutelles de tenir compte dans l'intérêt de l'enfant, des oppositions familiales qui auraient pu se manifester.

149 - En dehors de toute disposition contraire de la loi, il n'y a aucune raison de ne pas appliquer à l'adoption post mortem, les règles prévues d'une façon générale au cas de transmission de la nationalité par adoption.cf n°325.

mettront la nationalité française, l'adoption plénière réalisée au nom d'un adoptant unique, non marié, quelque soit son sexe, celle réalisée au nom d'un couple, si le mari était français, et celle réalisée au nom du mari précédé. En effet, l'épouse française d'un étranger ne transmet pas la nationalité française de plein droit, pas plus par adoption, que par la filiation du sang.

La transmission des titres nobiliaires n'est pas possible ; les difficultés énoncées dans le cas d'adoption entre vifs (150) étant d'autant plus valables qu'il a toujours été admis que l'autorisation indispensable à la transmission du titre devait être donnée du vivant de l'adoptant (151).

L'adoption posthume donne enfin à l'adopté un nouvel état-civil. La transcription du jugement lui tiendra lieu d'acte de naissance. La comparaison de la date de celle-ci avec la date du décès, lors de la production des pièces d'état-civil, pourra donner lieu à des constatations curieuses ; il faut espérer, en tous cas, que la requête formée au nom du de cujus le sera avec toute la diligence nécessaire (152). Si l'adoption est réalisée au nom du conjoint prédécédé, l'époux survivant pourrait très certainement obtenir l'inscription de "la naissance" de l'enfant sur le livret de famille.

150 - cf aff. Luzy de Pélissac c/ Vimal du Bouchet, T.G.I. Alençon 12 juill. 1963 préc.

151 - supra n° 322 et note 87.

152 - la loi ne prescrit aucune conditions de temps pour la déposer à peine de forclusion. Il faut souhaiter que la décision à prendre ne soit pas un moyen de chantage de la part du conjoint survivant ou de certains héritiers contre d'autres.

2) Effets patrimoniaux

338. - L'adopté ne peut hériter de l'adoptant, puisque la requête n'était pas encore déposée au moment du décès et que l'article 355 fait partir les effets de l'adoption du jour de cette formalité procédurale. Le placement en vue d'adoption, quelque soit sa force, ne peut être assimilé à la conception et l'adage "infans conceptus" ne trouve pas son application ici.

En revanche, l'adopté viendra à toutes les successions qui s'ouvriront dans la famille, à partir du dépôt de la requête, et par ce biais, il pourra, éventuellement, recueillir les biens laissés par l'adoptant à son décès. Il pourrait réclamer aux grand parents une pension alimentaire (ce droit sera du reste réciproque) et en tous cas, il viendra à leur succession, lorsqu'elle s'ouvrira, au même titre que les autres petits enfants.

Ainsi l'adoption post mortem emporte des effets non négligeables, au moins quant à la situation morale de l'enfant. Lui faire porter le nom de celui ou de celle qui l'avait recueilli pour en faire son fils ou sa fille est bien, surtout si l'adoption traduit un état de fait existant depuis un certain laps de temps. Lui donner une famille capable de remplacer les soins et l'affection du disparu est encore mieux, mais à une condition c'est que celle-ci le veuille. Est-ce l'intérêt de l'enfant que de l'imposer à une famille indifférente ou même hostile ?

Les réserves (153) faites à propos de l'intégration totale de l'adopté dans la famille de l'adop-

tant prennent ici encore plus de force, d'autant que le de cujus ne sera pas là pour "imposer" l'enfant. Cette situation risque de se produire tout spécialement lorsque l'adoption sera poursuivie par le conjoint survivant au nom de l'époux prédécédé et il est à craindre alors que l'insertion familiale ne reste lettre morte.

339.- Ainsi le législateur a conçu l'adoption dans l'intérêt de l'adopté, sans se préoccuper des autres intérêts concevables et en particulier de celui de la famille.

L'enfant adopté devient un enfant légitime, il en a les droits et les obligations ; la filiation d'origine disparaît, si elle avait été établie et le secret de l'adoption est assuré avec rigueur envers et contre tous. La famille adoptive devient une famille que rien ne doit distinguer des autres, même si elle est réduite à un seul parent ou si la parenté est récalcitrante pour accueillir le nouveau venu !

La volonté du législateur est-elle suffisante, à elle seule, à créer une filiation sans lien du sang et à faire oublier totalement la vérité biologique ? L'avenir le dira, en attendant, les français regardent avec faveur cette forme nouvelle de filiation et ceux qui ne peuvent procréer hésitent de moins en moins à y recourir. Ce désir est si puissant que les candidats adoptants, qui ne trouvent pas en France suffisamment d'enfants disponibles, n'hésitent pas à se rendre dans certains pays étrangers pour y recueillir l'enfant espéré. A leur retour, ils veulent évidemment faire produire au recueil ou à l'adoption réalisée, suivant la loi étrangère, les effets attachés en France à l'adoption plénière ; les moyens à employer pour y parvenir feront l'objet de la dernière section de ce chapitre.

SECTION III

LES CONDITIONS D'EFFET EN FRANCE

D'UNE DECISION D'ADOPTION PRONONCEE A L'ETRANGER

340. - De plus en plus, les adoptants français vont à l'étranger chercher l'enfant qu'ils ne trouvent pas en France, tantôt, ils poursuivront à leur retour l'adoption de l'enfant recueilli hors des frontières(154), tantôt, ils obtiennent sur place des autorités étrangères une décision d'adoption. Dans quelle mesure cette décision aura-t-elle effet en France ?

A - PRINCIPES APPLICABLES

L'adoption prononcée par décision étrangère administrative ou judiciaire a effet en France dans les mêmes conditions que les autres jugements et actes publics étrangers. Depuis l'arrêt Bulkley (155), les jugements étrangers sur l'état et la capacité des personnes ont effet en France sans exequatur, sauf "les cas où ces jugements doivent donner lieu à des actes d'exécution matérielle sur les biens ou de coercition sur les

154 - supra n° 289, et s.

155 - Cass. 28 fév. 1860, D.P. 1860.I.57 - S.1860.I.210.

personnes" (156). L'état des personnes en effet est une entité qu'il y a lieu de considérer en soi et non par référence à telle ou telle législation ; l'existence effective du jugement étranger (157) prévaut contre les exigences de l'indépendance du système juridique français. Admettre le contraire reviendrait à réputer sans aucun lien avec la famille étrangère qui l'élève, l'enfant adopté à l'étranger et de même à réputer bigame, l'étranger divorcé et remarié à l'étranger, sous le prétexte que son divorce n'a pas obtenu l'exequatur en France (158).

Ainsi un jugement ou un acte administratif étranger (159) prononçant une adoption a autorité en France sans exequatur (160). Mais si l'adoption a été réalisée par des français, il est bien évident qu'un jour ou l'autre, elle donnera lieu en France à des actes de coercition sur les personnes ou d'exécution sur les biens, et les adoptants, qui en ont conscience, demandent dès leur retour en France l'exequatur du jugement prononcé à l'étranger.

341. - L'exequatur est-il nécessaire pour obtenir de l'officier d'état-civil, la transcription ou la mention, sur les registres de l'état-civil français, de la décision étrangère ?

156 - Req. 3 mars 1930.S.1930.I.377 note Niboyet - Clunet 1930.981.

157 - voir sur "l'efficacité des jugements étrangers", D. Alexandre "les pouvoirs du juge de l'exequatur" Bibl. de drt privé 1970, p. 123 et s. et "remarques sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers" par Ph. Francescakis J.C.P. 1964.I.1813.

158 - Mais dès qu'il y a contestation, le juge doit opérer un contrôle de la régularité de la décision étrangère. Civ. 19 fév. 1952, rev. crit. 1953.806 note H.B.; Clunet 1952.892, note Sialelli, J.C.P. 1952.II.7009, note Chauveau, S.1952.I.201 note Tallon.

159 - les actes publics étrangers sont assimilés aux jugements, art. 546 du Code de proc. civ. ; Batiffol, traité n° 716 p. 812.

160 - Paris 30 juill. 1903, Clunet 1904.664.

Il paraît difficile de prétendre qu'il y a là une mesure de coercition sur les personnes ou d'exécution sur les biens, la mention ou la transcription ayant plutôt un rôle de publicité (161). Toutefois, les tribunaux décident généralement que "la transcription est une mesure de publicité et d'exécution qui est "d'ordre public et ne peut être obtenu qu'en vertu d'une "décision d'exequatur" (162). L'instruction générale concernant l'état-civil (163) confirme cette jurisprudence en ces termes: "en matière d'adoption plénière, la transcription ne peut être requise que par le parquet" (n°186a) et le n° 514 ajoute "en aucun cas, la publicité des décisions étrangères sur les registres d'état-civil ne peut être effectuée par les maires ou greffiers sans instructions du procureur de la République", toutefois celui-ci peut ordonner la mention "à titre de simple renseignement administratif"; ceci, à l'évidence, ne peut satisfaire les adoptants.

En fait, rien ne s'oppose à la décision d'exequatur, si le demandeur démontre qu'il a un intérêt

161 - Foyer, encycl. D. précité n° 69.

162 - Cass. Req. 3 mars 1930 préc. ; trib. civ. Seine 31 mai 1949, S. 1950.2.21, Civ. 9 janv. 1951, D.1952.J. 33 note Ponsard ; mais contra trib. Seine 3 janv. 1958, Clunet 1959,776 note Ponsard, rev. crit. 1958.574. concl. Gulphe et note Motulsky ; Gulphe ne voit pas dans la transcription un acte d'exécution et estime que l'officier d'état-civil peut y procéder valablement de son plein gré, mais que "s'il refuse, la décision judiciaire lui ordonnant de le faire est un acte de coercition", Paris 10 mars 19-7, rev. crit. 1968.317 note Loussouarn, Clunet 1967.643 obs. Ph. Kahn.

163 - du 21 sept. 1955 (J.O. du 22 sept.), modifié à différentes reprises et en dernier lieu le 19 fév. 1970 (J.O. 23 avril 1970 p. 3867) et réponse Ministre, J.O. Déb. Ass. Nat. 15 nov. 1956 p. 4696, rev. crit. 1956.742.

né et actuel à faire constater judiciairement la validité du jugement étranger, or pour l'adoptant donner à "son enfant" un état-civil conforme à la filiation adoptive est certainement un intérêt suffisant dans l'immédiat. Telle semble être la tendance actuelle des tribunaux (164).

La transcription annule l'acte de naissance originaire de l'adopté et lui donne un nouvel état-civil, il pourrait être grave de permettre cette formalité ou même une simple mention sans un contrôle, et spécialement sans vérifier l'absence de fraude à la loi.

Cependant la simple mention à titre de renseignement d'une décision rendue à l'étranger et ne concernant que des étrangers est admise (165), mais l'officier d'état-civil ne doit pas y procéder sans instructions du procureur de la République, qui doit vérifier au préalable l'extranéité de l'acte. Cette mention doit préciser que la décision n'est pas exécutoire en France (166).

342. - L'exequatur est-il nécessaire pour faire acquérir par déclaration devant le juge d'instance (167) la nationalité française à l'enfant adopté à l'étranger par un français ou un couple dont le mari est français ?

164 - Trib. civ. Seine, 9 mai 1956, Gaz. Pal. 1956.2. 236; trib. civ. Strasbourg, 27 fév. 1957, Gaz. Pal. 1957. 2.82, T.G.I. Avesnes, 8 juill. 1966, Gaz. Pal. 1968.2. 279 et rev. crit. 1968.309 note Lucas et pratique actuelle de la 1ère Ch. du T.G.I. de Paris ; T.G.I. Clermont-Ferrand 12 mars 1970, non publié.

165 - Juris-Class. v° actes de l'état-civil. fasc. 544 par B. Morice et F. Retournard ; n° 514 de l'instruction précitée du 19 fév. 1970.

166 - art. 516 de l'instruction précitée.

167 - par application de l'art. 101 du Code de la nationalité.

Les avis sont partagés. Pour les uns(168), sensibles aux mêmes arguments que ceux exposés plus haut pour la transcription, cette procédure est inutile, d'autant que l'article 35 du Code de la nationalité (rédaction de la loi du 11 juillet 1966) envisage "l'enfant qui a fait l'objet d'une adoption plénière" et non l'enfant adopté plénièrement conformément à la loi française (169). Cette rédaction sans référence à la loi interne française ne vise-t-elle pas la possibilité d'une acquisition de la nationalité française sans exequatur, même si l'enfant a été adopté à l'étranger selon sa loi d'origine ?

Pour les autres, l'acquisition de la nationalité française est un acte de coercition et d'exécution, puisque l'autorité française est obligée de prendre le jugement étranger en considération pour en déduire un droit au bénéfice de l'adopté ; en outre la nationalité se situant dans le plan du droit public, le principe posé par la Cour de cassation est inopérant en l'espèce (170). Le Garde des Sceaux, amené à donner son avis à l'occasion d'une demande de renseignements faite par une oeuvre d'adoption de Marseille, a été formel quant à la nécessité de l'exequatur pour obtenir la nationalité française et l'établissement d'un acte de naissance portant mention de l'adoption sur les registres de l'état-civil (171). Les magistrats considèrent généralement la formalité de l'exequatur comme indispensable à toute transcription sur les registres d'état-civil et à toute déclaration de nationalité devant le juge d'instance.

168 - Lagarde encycl. D. v° nationalité n° 227 - Poisson op. cit. n° 461 et s.

169 - comparer avec l'art. 35 ancien du même Code.

170 - Boulbes Drt Français de la nationalité Paris 1956, n° 398 - Trib. civ. Seine 9 nov. 1920, rev. crit. 1921. 526.

171 - avis du 6 déc. 1967 communiqué au parquet du T.G.I. de Paris.

B - MISE EN OEUVRE DES PRINCIPES

343. - Peu de pays connaissent l'adoption plénière ; or l'exequatur ne peut donner en France, à un jugement prononcé à l'étranger, des effets plus étendus que ceux qu'il aurait eu dans le pays où il a été rendu ; pourtant les adoptants désirent conférer à l'adopté le statut français. Pour arriver à ce résultat, deux voies leur sont ouvertes, suivant la nature du jugement rendu à l'étranger.

1°) - Le jugement étranger emporte les mêmes effets qu'un jugement français d'adoption plénière

Tel est le cas par exemple des jugements prononcés par les tribunaux belges en application de la loi du 21 mars 1969 créant "la légitimation par adoption", dont les effets sont les mêmes que ceux de l'adoption plénière française (172).

La réponse n'est pas aussi sûre lorsqu'il s'agit des décisions "d'adoption plénière" (173) rendues au Liban par les tribunaux ecclésiastiques, compétents en vertu du statut personnel des communautés catholiques⁽¹⁷⁴⁾.

172 - voir sur cette loi, la chronique de droit belge de E. Vieujan et A. Fettweis, in rev. trim. 1969.907.

173 - Cette formule, empruntée, à l'évidence, au droit français, est apparue dans les décisions prononcées au cours de l'année 1969.

174 - La législation libanaise ne régit pas l'adoption, l'art. 4 de la loi du 2 avril 1951, réglant les attributions et compétences des tribunaux ecclésiastiques des communautés chrétiennes et israglites a confié à ces communautés la compétence en matière d'adoption. Voir Annales de la Faculté de drt et des Sc. écon. de Beyrouth, 1966, n° 7 chr. de P. Gannage, "L'adoption d'un libanais par un étranger". Le nombre des enfants libanais adoptés par des français n'est pas négligeable, d'où l'intérêt de cette question.

En effet, l'article 106 du Code des communautés catholiques dispose que "l'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant ainsi que les droits et devoirs de l'enfant légitime", mais "réserve faite des dispositions des articles suivants". Or, l'article 107 commence à poser en principe que "l'adopté reste membre de sa famille d'origine et y conserve ses droits et obligations". Cette formule est donc incompatible avec la notion d'adoption plénière, telle qu'elle résulte de la loi française (175).

Toutefois, il faut noter que les juridictions ecclésiastiques des communautés catholiques attachent aux adoptions, établies dans des pays soumis à une législation civile, les effets que cette législation leur reconnaît (art. 118 du code susvisé) (176) et que d'autre part, elles ne font application de l'article 106 qu'aux enfants "nés de parents inconnus et restés inconnus", et non aux enfants légitimes, "nés de parents légitimes, qui se sont trouvés contraints en raison de leur état nécessiteux, à accepter que leurs enfants soient adoptés par des âmes charitables" (177).

175 & 176 - Renseignements aimablement fournis par M. André Decocq, professeur à la Faculté de drt et des Sc. écon. de Beyrouth, qui estime que l'introduction de l'adoption plénière dans le droit des communautés catholiques ne peut être considéré que comme un phénomène jurisprudentiel, sur la légalité duquel, la Cour de cassation libanaise, statuant comme juridiction de recours contre les excès de pouvoirs des juridictions confessionnelles, n'a pas encore été appelé à se prononcer.

177 - D'après une consultation donnée, par le tribunal ecclésiastique de Beyrouth, au Directeur Général du Ministère de la Justice de Beyrouth et communiquée grâce à l'obligeance de M. l'Ambassadeur du Liban à Paris.

Dans cette optique, les effets, au regard de la loi française, d'une adoption plénière prononcée au Liban, seraient soumis à la preuve formelle qu'il s'agit bien d'un enfant sans filiation établie. Les documents possédés par les parents adoptifs français font-ils cette preuve ? Oui, semble-t-il. Le plus souvent, en effet, le consentement à l'adoption est donné par la Supérieure de l'orphelinat (178), ce qui prouve que l'enfant ^{est} apparemment sans filiation légale.

Ainsi dans l'hypothèse où le pays étranger connaît une adoption dont les effets sont les mêmes que ceux du droit français, il suffira aux adoptants de demander l'exequatur de la décision étrangère, puis de procéder à une déclaration de nationalité, en vertu de l'article 55 du Code de la nationalité, pour conférer à l'adopté le statut accordé par la loi française aux enfants adoptés plénièrement.

La procédure est poursuivie devant le tribunal de grande instance, seul compétent, quel que soit le degré et l'ordre de la juridiction étrangère qui a rendu la décision. La compétence "ratione loci" est régie par les règles du droit commun. Les tribunaux admettent qu'en matière d'adoption la demande puisse être faite non par voie d'assignation, mais par voie de requête(179). La présence d'un avoué est requise par le tribunal de grande instance de Paris, par application des règles de procédure devant la Chambre du conseil.

178 - Religieuse d'origine française très souvent, ce qui facilite certainement les contacts avec les candidats adoptants français. Cf. Jugement du T.G.I. de Clermont du 12 mars 1970 (non publié) et renseignements tirés des jugements prononcés par le T.G.I. de Paris.

179 - Trib. Avesnes, 8 juill. 1966, préc.

344. - Puisqu'il s'agit de donner force exécutoire en France à une décision étrangère, l'octroi de l'exequatur est soumis à la vérification de la régularité de la décision en cause. Par application de la jurisprudence Hunzer (180), qui refuse au juge français le pouvoir de révision, le juge devra seulement s'assurer que cinq conditions sont réunies : compétence du tribunal étranger, régularité de la procédure suivie devant la juridiction étrangère (181), application de la loi compétente d'après les règles françaises de conflit (182), conformité à l'ordre public (183) et absence de fraude à la loi (184).

Ainsi une décision étrangère apparemment régulière, puisque satisfaisant aux règles de régularité de forme et de fond, pourrait toutefois se voir refuser effet en France, si elle était contraire à notre ordre public ou avait été obtenue par fraude à la loi (185).

180 - C.C. 7 janv. 1964, J.C.P. 1964.II.13590, note Ancel, rev. crit. 1964.344 et note ; Gaz. Pal. 1964.I.372, Clunet 1964.302 note Goldman.

181 - Sur le contrôle de la régularité formelle du jugement étranger. voir D. Alexandre thèse préc. p. 160 et s.

182 - Toutefois, la majorité de la doctrine s'est insurgée contre ce principe et a proposé un certain nombre de limites à son champ d'application, spécialement dans le cas où il n'y a pas compétence au fond de la loi française (Niboyet, t. VI bis, n° 1964 p. 115) et dans le cas où le litige n'avait aucun point de rattachement avec l'ordre juridique français (Franceskakis, notes ss Rabat, 20 oct. 1950, rev. crit. 1952, 90 et s.; J. Foyer "Filiation illégitime et changement de la loi applicable" n° 403 et 404 p. 281 et s. Bibl. de drt int. privé 1964 et D. Alexandre, thèse préc. p. 205 et s.)

183 - Il s'agit ici de l'ordre public atténué, puisque s'agissant de donner effet en France à des droits acquis régulièrement à l'étranger et non d'acquérir des droits en France, Civ. 4 mai 1965, Bull. civ. 1965.I. n° 293 p. 216, J.C.P. 1965. somm. 81.

184 - Batiffol, Juris-Cl. drt int. fas. 535 ; G.S. Maridakis "Réflexions sur la question de la fraude à la loi d'après le drt int. privé" Mélanges Maury t.I p.231; M.P.Spiteri "la fraude à la loi étrangère" Ann. Fac. drt et sc. écon. de Toulouse T.XV fas. 2 p. 37.

185 - Paris 2 déc. 1966, J.C.P. 1967.II.15278 note R.B. rev. crit. 1967 p. 530 note Malaurie.

Depuis l'arrêt Munzer, ces deux dernières notions ont été dissociées et la doctrine est favorable à cette interprétation (186). L'exception d'ordre public est invoquée, lorsque le droit étranger normalement compétent est contraire aux conceptions fondamentales du droit français. En revanche, l'exception de fraude à la loi s'attaque directement aux agissements des individus qui ont voulu se soustraire à la loi normalement applicable pour se soumettre à une loi plus favorable à leurs intérêts (187).

La notion d'ordre public, bien qu'ayant "un effet atténué" (188), puisqu'il s'agit de donner effet en France à des droits acquis à l'étranger et non de créer des droits, reste liée à certaines interdictions. Ainsi l'ordre public français s'oppose à l'exequatur d'une décision d'adoption prononcée en Angleterre, au profit de l'enfant de la maîtresse d'un homme marié, en ce qu'elle autorisait l'enfant adultérin à porter le

186 - Niboyet, traité t.III n° 1079, p.635 ; Batiffol traité n° 374 p. 424 ; D.Alexandre, thèse préc. p. 311 et s.

187 - par exemple en changeant frauduleusement de domicile pour obtenir le divorce, en embrassant une autre religion dans les pays (Liban, Syrie par exemple) où le statut personnel dépend de l'appartenance religieuse (voir sur ce point, Rizkallah Antaki "la question du statut personnel en Syrie", in Ann. Fac. drt et Sc. écon. de Beyrouth, janv/avril 1968), ou encore en changeant la nationalité d'un enfant pour obtenir plus facilement une reconnaissance judiciaire de paternité.

L'arrêt Rivière, qui a instauré en France le principe de la compétence de la loi du domicile, en matière de divorce, a précisé qu'il devait s'agir "d'un droit acquis sans fraude à l'étranger". Civ. 17 avril 1953, J.C.F.1953. II.7863, note Buchet, Clunet 1953.860, note Plaisant, rev. crit. 1953.412 note Batiffol. Gaz.Pal.1953.2.13.

188 - Il est seulement question ici de l'effet atténué de l'ordre public au fond et non de l'ordre public procédural, qui obéit à des règles strictes sur les points considérés en France comme essentiels ; droits de la défense, preuves, motifs du jugement, non contrariété à l'autorité de la chose jugée.

nom de son père (189) ; il s'opposerait certainement à l'exequatur d'une décision d'adoption plénière, s'il apparaissait que l'enfant n'a pas été réellement abandonné. Mais s'oppose-t-il encore (190) à l'exequatur d'une décision d'adoption prononcée en présence d'enfant légitime, puisque la loi française prévoit elle-même une possibilité de dispense ?

Il apparaît alors que la notion de fraude à la loi devient "le frein le plus puissant et le plus justifié à la reconnaissance des effets en France d'un jugement étranger, dans un ordre juridique qui se heurtera de moins en moins à la notion d'ordre public"(191); elle permet de sanctionner ceux qui demanderaient à bénéficier en France d'une situation acquise frauduleusement à l'étranger, dans le but d'échapper à la loi française (où même à la loi étrangère) normalement applicable (192). Ainsi par exemple devrait être refusé en France, l'exequatur d'une décision belge de "légitimation par adoption"(193), obtenue par des français, se faisant passer comme résidents en Belgique, s'il était prouvé que cette résidence était fictive et avait été choisie dans le but d'échapper à l'interdiction française d'adopter en présence d'enfant légitime (194).

189 - T.G.I. Paris 1ère Ch. 22 janv. 1969, Gaz. Pal. 1969.I.254.

190 - T.G.I. Nice, 1ère Ch. 3 juill. 1963, D.1964.347 note J.L. Delvové, Gaz. Pal. 1964.I.46, Clunet 1964.562 note Ponsard, J.C.P. 1964.II.13830, note Mme Simon-Depitre, rev. crit. 1966.424 note J.Foyer (aff. Lady Hope c/Somerset Maugham et Alan Franck Searle).

191 - D. Alexandre, thèse préc. p. 319.

192 - T.G.I. Seine 14 mai 1962, D.1962.J.653 note Malaurie Clunet 1963.110 note Bredin ; C.Paris, 1ère Ch. suppl. 18 juin 1964, Clunet 1964.811 note Bredin, rev.crit.1967.340 note Deprez.

193 - Loi du 21 mars 1969, ses effets correspondent à ceux de l'adoption plénière.

194 - sauf dispense du Président de la République.

En revanche, sera susceptible d'exequatur, le jugement étranger, rendu conformément à la loi (belge) compétente à raison de la nationalité de l'adoptant, et qui ne se trouve pas en contradiction avec la loi française, loi du lieu de naissance de l'adopté et qui ne contient rien de contraire à l'ordre public (195).

2°) - Le jugement étranger ne peut emporter en France que les effets d'une adoption simple

345. - Tel est le cas d'un jugement prononcé au Canada par la Cour du Bien Etre Social, (il ne comporte pas l'irrévocabilité du droit français), d'une décision "d'adoption spéciale" prononcée par le tribunal des mineurs en Italie ^{elle} (n'entraîne pas tous les effets de l'adoption plénière).

Pour donner au mineur ainsi adopté le statut d'un enfant adopté plénièrement, deux possibilités paraissent ouvertes aux adoptants : demander l'exequatur du jugement étranger, effectuer la déclaration de nationalité de l'article 55 du Code de la nationalité, puis sur la base de ces procédures, poursuivre l'adoption plénière, ou bien former directement une requête en adoption plénière.

Les magistrats ne sont pas tellement favorables à la première solution qui nécessite deux jugements et comporte donc lenteur et frais, ils conseillent plutôt aux adoptants ou à leur avoué de former tout de suite une requête en adoption plénière (196), à moins

195 - Trib. Avesnes 8 juill. 1966 préc., cette décision ne mentionne pas l'absence de fraude à la loi.
196 - T.G.I. Paris, audience du 10 fév. 1970.

évidemment qu'elle ne soit rendue impossible provisoirement par suite de certaines exigences de la loi française (197).

La décision étrangère d'adoption servira de point de départ à la procédure diligentée en France. Le juge français examinera si les conditions de fond permettant de prononcer l'adoption plénière sont remplies et surtout si l'enfant est réellement abandonné (198). Cet abandon doit ressortir sans équivoque des éléments du dossier constitué à l'étranger : enquête de l'autorité publique compétente, de l'intermédiaire agréé, déclaration de la mère... constatations contenues dans la décision elle-même. De cette façon et dans un laps de temps réduit, l'enfant adopté à l'étranger jouira en France des droits les plus étendus et il aura de plein droit la nationalité française.

346. - Ainsi les tribunaux agissent au mieux de l'intérêt de l'enfant compte tenu des particularismes des lois étrangères et éventuellement des conventions bilatérales passées entre la France et certains pays étrangers.

L'intérêt de l'enfant commanderait évidemment que l'adoption, prononcée dans un pays par une autorité compétente, ait effet de plein droit dans les autres. Cette nécessité a été traduite dans l'article 8 de la Convention de la Haye. Malheureusement, la France n'a pas cru devoir ratifier jusqu'à présent la dite Convention.

Le législateur belge a tenu compte de ce problème et dispose dans l'article 344 § 1er al. 2 de

197 - conditions d'âge non remplies par exemple.

198 - les conditions de cet abandon sont appréciées suivant la loi d'origine de l'enfant, supra n° 293

la loi du 21 mars 1969 : "La filiation adoptive acquise
"en pays étranger, dans les formes usitées dans le dit
"pays, soit entre Belges, soit entre étrangers, soit
"entre Belges et étrangers, est reconnue en Belgique si,
"au moment où elle a été réalisée, chacune des parties
"satisfaisait aux conditions que lui imposait son sta-
"tut personnel". Une disposition en ce sens de la loi
française irait dans le sens de l'intérêt de l'enfant ;
or l'adoption n'est-elle pas en droit français actuel
toute entière tournée vers le bien de l'enfant ?

Une partie de la réglementation légale
s'explique par ce but essentiel de l'institution. Chercher
les moyens propres à éviter tout risque de conflits entre
les droits opposés de deux familles, n'est-ce pas protéger
avant tout l'enfant abandonné ? Donner à cet enfant les
mêmes droits, dans la famille, que ceux qu'il aurait eu
s'il y était né légitime, n'est-ce pas assurer son avenir
et son insertion sans heurts dans la société ? Le législa-
teur a fait le maximum pour assurer un climat favorable
aux recueils, seul l'avenir dira s'il a atteint son but, ...
si aucune zone d'ombre, favorable aux affrontements ne
subsiste encore, si la famille étendue, qui se voit impo-
ser l'enfant, lui donnera la place qui légalement lui
revient.

CONCLUSION

347. - Au terme de cette étude, on peut constater que l'adoption a essentiellement pour but le sauvetage des enfants malheureux et abandonnés (1); elle a ainsi une dimension sociale qui dépasse la simple satisfaction des désirs des adoptants; correctement employée et à une échelle raisonnable, elle peut être un remède aux carences familiales et par voie de conséquence à l'enfance inadaptée et quelquefois délinquante.

Les travaux des médecins et des psychiatres qui ont démontré l'importance¹⁰ d'un milieu familial stable et équilibré pour le développement harmonieux d'un enfant, la pression des candidats adoptants et des familles adoptives, et même de l'opinion publique, n'ont pas été sans influencer le législateur; celui-ci s'est efforcé dans la loi du 11 juillet 1966 de déterminer, parmi les enfants abandonnés, des catégories nouvelles susceptibles de bénéficier de l'institution, il a assimilé l'adopté à un enfant légitime. Mais il est dommage qu'il ait oublié, dans sa faveur pour l'adoption, certaines règles impératives du droit de la famille; est-ce le prix des améliorations légales ou un moyen détourné de rajeunir le droit de la filiation?

1 - Il n'est pas question ici de l'adoption simple qui, reposant généralement sur des liens familiaux préexistants et ne comportant pas le même engagement, joue un rôle subsidiaire.

348.- Les exemples de ces entorses abondent.
On peut citer entre autres:

- La possibilité d'adopter plénièrement son propre enfant naturel, ce qui permet de lui donner, au sein de la famille, le statut que la filiation naturelle lui aurait refusé et en particulier des grands-parents.

- L'introduction possible d'un enfant étranger, voire adultérin, aux côtés des frères et soeurs légitimes. La dispense est encore exceptionnelle, mais en sera-t-il toujours ainsi? Le frein de l'interdiction absolue est supprimé et l'adoptant peut toujours espérer, lors du recueil, bénéficier plus tard de la faveur du Président de la République.

- L'élimination du mariage comme fondement de la légitimité, avec comme conséquence curieuse, la possibilité pour ^{un} enfant d'être l'enfant légitime d'un conjoint sans l'être de l'autre.

- Le droit donné aux père et mère de "répudier" un de leurs enfants en consentant à son adoption et ainsi de composer la famille au gré de leur volonté.

- Le pouvoir pour une femme mariée de détacher son enfant de la famille légitime, au mépris des droits du mari, père légal, détenteur unique de l'action en désaveu et par là, de permettre son adoption par le père de fait. L'alinéa 3 de l'article 350 se limite toutefois à une seule hypothèse et nécessite l'intervention du tribunal, cependant, il permet ce que l'article 331 du Code civil défend, la légitimation de l'enfant adultérin à sa mère, en dehors des cas strictement énumérés.

- Enfin, dans un domaine totalement différent, et pour assurer à la famille adoptive le secret de ses origines et la mettre à l'abri des curiosités et des

contestations, les règles régissant l'état-civil sont éludées; l'acte de naissance de l'adopté le rattache à ses père et mère adoptifs, comme s'il était né de leur sang. L'illusion est parfaite, au moins lorsque l'adoption est réalisée par un couple, mais que reste-t-il de la véracité qui donne leur valeur aux actes de l'état-civil?

349. - La justification de ces dispositions doit être cherchée dans la finalité de l'institution centrée sur la protection de l'enfant malheureux, mais jusqu'à quel point l'intérêt immédiat d'un enfant doit-il être préféré à la protection générale de la famille, cellule de base de la société? Il est permis de se demander si les résultats d'une telle politique ne peuvent avoir des dangers, au moins dans un avenir lointain. Il est vrai qu'une évolution en ce sens se dessine, perceptible dans tous les milieux, certains arrêts rendus par la Cour de cassation en 1969 en sont l'illustration. Une interprétation laxiste du droit de la filiation correspond à l'état actuel des mœurs, l'enfant né hors mariage est protégé de préférence au groupe social.

L'illogisme ainsi constaté aura des conséquences limitées, tant que l'adoption restera un droit d'exception dans le droit de la filiation; or en France, tout au moins, l'adoption porte et portera longtemps sur un petit nombre: 1890 adoptions simples et 2239 adoptions plénières en 1967 pour 837.500 naissances. Il n'est pas question d'approuver ici la faiblesse de ce chiffre, mais il faut bien constater que les mesures prises par le législateur en 1966, bien que non négligeables, n'entraîneront pas sur ce point des changements spectaculaires, l'essor de l'adoption dépend de trop de facteurs humains pour que

les effets d'une règle soient ressentis, au moins immédiatement.

350..- Malgré les moyens critiquables employés, la construction législative a porté avec bonheur sur deux points essentiels : la sécurité et la stabilité des recueils, indispensables pour le bien de l'enfant et considérés comme une exigence primordiale par les familles adoptives; la détermination de nouvelles catégories d'enfants susceptibles de bénéficier d'une adoption, remède indirect à l'abandon différé, plaie sociale, et en même temps, moyen de satisfaire la demande croissante de candidats adoptants.

Une meilleure définition de l'enfant adoptable, l'interdiction de tout placement en vue d'adoption pour un enfant dont les liens avec sa famille par le sang ne sont pas définitivement rompus, l'impossibilité légale de toute réapparition des parents par le sang après le placement, devraient à l'avenir rendre sinon impossibles, du moins très difficiles, les conflits entre deux familles aux droits opposés et irréductibles. La loi entoure la famille par le sang de sa sollicitude, elle lui donne la préférence, même si elle est quelque peu défaillante, mais passé un stade, ou un certain délai, c'est la famille d'accueil qui l'emporte.

Le placement réalisé suivant les modalités légales emporte des effets irréversibles; ainsi est reconnue l'importance pour l'épanouissement d'un enfant de la stabilité familiale et consacrée ce que les spécialistes appellent communément "la greffe affective". L'adoption emporte les mêmes effets que la filiation légitime; l'enfant d'élection entre dans la famille étendue

sur le même pied d'égalité que les enfants nés du sang. La famille adoptive devient une famille que rien ne distingue des autres, le geste généreux d'un jour lie pour la vie entière et même bien plus, puisque l'enfant entre dans la lignée et la perpétue.

Cependant la loi a des limites, elle peut empêcher que la réclamation n'aboutisse, mais elle ne peut éviter que les parents n'approchent leur enfant par d'autres voies; aussi les précautions avant tout recueil ne seront jamais trop minutieuses et le secret jamais assez bien gardé; le recueil direct, toujours souhaité par certains, soucieux de connaître l'origine de l'adopté, même s'il est réalisé par l'intermédiaire d'une oeuvre, présente l'inconvénient, hors de cas exceptionnels (même famille par exemple), de ne pas donner la sécurité qui s'attache à ce secret; en outre, les situations de fait sont en dehors du champ d'application de la loi, le simple accueil au foyer d'un enfant abandonné continuera à engendrer difficultés et procès.

351. - Mais l'essor de l'adoption est freiné par le petit nombre d'enfants adoptables. Les enfants abandonnés, les orphelins sans famille, les pupilles de l'Etat ne sont qu'une minorité en France, en revanche le nombre des mineurs délaissés progressivement est en augmentation constante; or lorsque la situation juridique de ces enfants permet d'envisager une adoption, leur âge, les perturbations de leur vie antérieure les rendent inadoptables en fait. En attendant que le problème de l'abandon différé soit résolu par des mesures sociales

adaptées (2), le législateur de l'adoption a imaginé de confier à l'autorité judiciaire l'appréciation du comportement des parents et le soin de déclarer l'enfant abandonné et par là même adoptable, même contre le gré de ses père et mère.

Cette procédure s'explique et se justifie par l'intérêt de l'enfant et elle s'inscrit dans l'évolution du droit familial. La société intervient de plus en plus dans l'exercice de l'autorité parentale, pourquoi le droit de l'adoption échapperait-il à la règle? Si les parents se sont manifestement désintéressés de leur enfant depuis plus d'un an, ou s'ils ont déclaré vouloir le faire adopter, comment admettre qu'ils viennent "forts de leurs droits", le réclamer plus tard (et au moment choisi par eux) à ceux qui lui ont donné l'affection qui lui faisait si cruellement défaut, au moment où il en avait le plus besoin?

Moyen efficace de prévenir les immatriculations hâtives et les placements précipités, le jugement d'abandon est une pièce maîtresse de la loi. Décomposant la procédure d'adoption en deux étapes, il devrait éviter tout chevauchement de droits opposés, générateur de conflits. Portera-t-il remède à l'abandon différé? La pratique des services sociaux, l'étude de la jurisprudence, l'importance du facteur temps dans l'appréciation de l'abandon permettent de douter de son efficacité numérique. Le législateur a beau ouvrir l'adoption aux mineurs de 15 ans, il

2- Les journaux du 20 mars 1970 ont fait état de la création par Delle Dienesch, secrétaire d'Etat à l'Action sociale et à la réadaptation, d'un groupe de travail chargé d'étudier les problèmes des enfants privés de soutien familial et de proposer au Gouvernement les mesures à prendre pour assurer leur épanouissement. A son programme est inscrit le problème de l'abandon.

ne peut faire que les candidats adoptants, conscients des difficultés de l'insertion familiale d'un enfant âgé et désireux d'imiter la nature, préfèrent recueillir un nourrisson.

353. - Dans le but de clarifier rapidement la situation juridique des enfants délaissés, il est dorénavant admis que les parents ou le conseil de famille peuvent consentir expressément à l'adoption en abandonnant l'enfant à l'Aide sociale, à une oeuvre d'adoption habilitée ou même à un particulier, s'il est âgé de plus de deux ans. Si la filiation de l'enfant n'est pas établie, seul peut être signé un procès-verbal d'abandon formel, mais ses effets sont similaires, dans les deux cas, l'enfant pourra être placé dans une famille après le délai de rétractation de trois mois.

La décision est entourée d'un ensemble de formalités qui permettent de s'assurer de la solidité du consentement des détenteurs de l'autorité parentale, il est permis d'espérer que la volonté exprimée correspondra à la volonté interne et qu'ainsi elle ne sera jamais remise en question. Toute contestation, en effet, même déclarée irrecevable par le juge, a des répercussions sur la tranquillité de la famille adoptive et par là sur l'adopté. Les enfants indésirables devraient trouver de cette façon, très rapidement, l'insertion familiale que leurs parents ne peuvent ou refusent de leur assurer.

Mais ce processus nécessite une prise de conscience des droits d'un enfant et un acte quelquefois courageux de la part de celui qui prend la décision. Pour lui donner une résonnance, il faudrait entourer l'abandon à la naissance d'un certain réalisme et éviter d'y

voir toujours un acte contre nature, obtenir des services sociaux qu'ils aident les mères à prendre une décision qui tienne compte de l'avenir de leur enfant et peut-être revoir la législation sociale, en ce qu'elle favorise l'abandon différé.

354. - Le législateur a voulu donner au cadre légal le maximum d'efficacité et favoriser l'institution par les moyens en son pouvoir. Il semble qu'il ait réussi, mais il se heurte là comme ailleurs aux contingences humaines. Le comportement du groupe social échappe dans une grande mesure à la volonté de la loi.

L'évolution des mœurs, la baisse de la natalité, l'introduction en France des procédés anti-conceptionnels peuvent entraîner à la fois, un refus de l'enfant, ayant des répercussions sur le comportement des individus et des couples sans descendance, et une diminution du nombre des enfants indésirables, donc susceptibles d'être adoptés. Les prévisions sont difficiles, l'adoption n'est-elle pas florissante dans les pays anglo-saxons, qui pratiquent à une bien plus grande échelle qu'en France le contrôle des naissances? L'absence d'enfants adoptables est un obstacle relatif, les candidats adoptants hésitant de moins en moins à partir à l'étranger chercher le bébé qu'ils ne trouvent pas dans leur propre pays. La propension à adopter des enfants du tiers-monde deviendra-t-elle, comme dans certaines nations, assez éloignées toutefois de nos conceptions occidentales, non plus un moyen de pallier à l'absence d'enfants du sang, mais un acte généreux de solidarité

humaine (3)?

Mois le saut dans l'inconnu que représente le recueil n'est qu'une première étape sur la voie difficile de la réussite de l'adoption. Il faut de solides qualités humaines, une foi inébranlable en l'avenir et les vertus de l'éducation; il faut être capable d'assumer par avance le risque de l'hérédité et savoir que les examens médicaux et psychologiques ne donnent jamais une sécurité complète; il faut être prêt à accepter l'enfant tel qu'il est et surtout tel qu'il sera plus tard et l'élever dans sa condition d'adopté.

Une fois la porte fermée sur le petit enfant inconnu, une aventure, semblable à celle de tous les parents, mais combien plus difficile commence; elle comportera ses peines, mais aussi ses joies; le bonheur d'un enfant, la satisfaction de fonder une famille valent bien la peine de la vivre.

3 - cf article de N.Bernheim ("la Suède transforme ses structures familiales", in le Monde du 8 juillet 1970) qui relate l'attitude de certains couples suédois, trouvant égoïste d'avoir un nouvel enfant, lorsque tant d'enfants sans parents attendent d'être adoptés.

cf également, le roman de Franck Chinnock "Kim", qui raconte le recueil d'une petite fille vietnamienne par un couple d'américains déjà nantis de plusieurs enfants légitimes. (Les droits de reproduction de ce roman américain appartiennent en France au Bureau Littéraire D.Clairouin, 66 , rue de Miromesnil, Paris (8°).)

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- AUBRY ET RAU : Droit civil français, t.IX par ESMEIN
BATIFFOL : Traité Elémentaire de droit international
privé, Paris 1967
BEUDANT, LEREBOURGS-PIGEONNIERE & BRETON : Cours de droit
civil français, 2ème ed. t. III
BOULBES : Droit français de la Nationalité, Paris 1956
BOUZAT : Traité de droit pénal et de criminologie
générale, 1ère et 2ème ed. 1970
CARBONNIER (J.): Droit civil, 5ème et 8ème ed. t. I & II
COLIN & CAPITANT par JULLIOT DE LA MORANDIERE
Traité de droit civil 1957
DEMOGUE : Traité des obligations, 1923
DEMOLOMBE : Cours de Code Napoléon, t. VI "L'adoption"
FENET : Recueil des travaux préparatoires du C. civ. t.X
FLOUR : Cours de droit civil, 1ère année, Paris 1967-1968
GLASSON, TIXIER & MOREL : Traité théorique et pratique de
procédure civile, 3ème ed.
JOSSE RAND : Cours de droit civil, 2ème ed. 1933
MARTY & RAYNAUD : Droit civil, 1ère et 2ème ed. 1967
MAZEAUD (H.L. & J.) : Leçons de droit civil 3ème ed. &
4ème ed. par M. de JUGLART, 1967
MAZEAUD (H. & L.) & TUNC : Traité théorique et pratique de
la responsabilité civile délictuelle et contrac-
tuelle, 5ème éd.
NIBOYET : Traité de droit international privé français,
1947
PLANIOL ET RIPERT : Traité pratique de droit civil, 2ème
ed. t.II par ROUAST
RIPERT & BOULANGER : Traité de droit civil, t. I
SAVATIER : Traité de la responsabilité civile 1939 t. I
SOLUS & PERROT : Droit judiciaire privé 1961
TOULLIER : Droit civil français t. II

OUVRAGES SPECIAUX

- ALCINDOR : Les enfants assistés, Paris 1912
ALEXANDRE (D.) : Les pouvoirs du juge de l'exequatur,
Bibl. de drt. privé, Libr. gén. drt. et jurisp. 1970

- ANCEL (M.): L'adoption dans les législations modernes, 1958
- ANGELERGUES : Quelques problèmes médicaux posés par l'enfant adopté, thèse médecine Paris 1951
- ARNION (J.M.) L'Aide sociale à l'Enfance, Ed. jurid. & techniques 1958
- AUBRY (J.) : La carence de soins maternels , Libr. Riche 1966
- AZEMA (G.) : L'Etat et les enfants abandonnés, thèse Bordeaux, 1930
- BLANC (E.) : La responsabilité des parents du fait de leurs enfants, thèse Paris 1952
- BOWLBY : Soins maternels et santé mentale, Organisation Mondiale de la Santé, Genève 1951
- BUGE (F.) : L'enfant adoptif, son intégration dans la famille adoptive, thèse Paris 1956
- CAPITANT : De la cause dans les obligations, Paris 1923
- CATTA (G.) : Les problèmes soulevés par l'exequatur, Rapport présenté au XVIIème congrès des avoués de France, Libr. gén. drt. et jurisp. 1967
- CECCALDI : Les institutions sanitaires et sociales de la France, Coll. "les Professions médicales et sociales n° 2", Foucher 1966
- CHAZAL (J.) Les droits de l'enfant, coll. Que sais-je? 1959
- CLEMENT (C.), CLERC (C.), MORVAN (P.), Dr THIS (B.) L'adoption, coll. Toute la question, Casterman 1963
- DANAN (A.) : L'épée du scandale, Laffont 1961
- DEHAUSSY (J.) : L'assistance publique à l'enfance. Les enfants abandonnés, thèse Paris 1948
- DEVEZE : Voies de nullité n'ont lieu contre les jugements thèse Toulouse 1938
- DORAT DES MONTS : La cause immorale (étude de jurisprudence), thèse Paris 1956
- DUPEUX (G.) : La société française, 1789-1960, Coll. U, série Histoire contemporaine, 1964
- Familles d'aujourd'hui, Colloque consacré à la sociologie de la famille; Bruxelles 1965, Institut de sociolog.
- FOETISCH : La filiation adoptive en droit comparé, thèse Lausanne 1960
- FOURNIER (A.M.) : La protection judiciaire de l'enfance en danger, Libr. techniques, 2ème et 3ème ed. 1970
- FOYER (J.) : Filiation illégitime et changement de la loi applicable, Bibl. de drt. int. privé, Paris 1964
- GHESTIN : La notion d'erreur en droit positif actuel, thèse Paris 1963
- GUENOUN : L'adoption, indications et résultats éloignés thèse médecine, Marseille 1957

- GUERIN : Législation et jurisprudence nobiliaires,
thèse Lille 1960
- JOSSERAND : Les mobiles dans les actes juridiques du droit
privé, Paris 1928
- "Ils sont devenus non enfants", par des parents adoptifs
Coll. psychologie et éducation, série expériences
et témoignages, ed. Fleurus 1964
- LALLEMAND; L'état de nécessité en matière civile, Paris
1922
- LALLIER : De la propriété des noms et des titres 1890
- LALY (A.) : L'évolution du régime de l'adoption du Code
civil à nos jours, thèse Strasbourg 1942
- LAMPERIERE (H.):La revendication des enfants recueillis
par l'assistance publique, thèse Paris 1910
- LAUNAY (C.) avec la collaboration du Dr SOULE,:L'adoption,
ses données médicales et psycho-sociales, ed. socia-
les françaises, 1ère , 2ème & 3ème ed. 1968, avec la
collaboration de S.VEIL
- "Le problème de l'adoption, Etudes sociales", par
Y.CHANDELLE, A. KRIEKENANS, H.M. OGER, M.TH.TANNIERE,
J.VAN DE GRAAF, M.TH. WANTE, ed. Lapensée catholique
Bruxelles
- MARFAING (P.H.):Influences du milieu sur la pathologie
du premier âge, thèse médecine, Toulouse 1963
- MARMIER (M.P.) : Sociologie de l'adoption, Bibl. de drt.
privé, Libr. gén. drt et jurisp. 1969
- MEIGNANT (P.) : Les associations régionales de Sauvegarde
de l'enfance et de l'adolescence, thèse Nancy 1960
- MICHEL (A.) : Famille, industrialisation, logement,
C.N.R.S. 1959
- MICHEL (Anne) : J'ai adopté un enfant, Grand Prix Vérité
Julliard 1961
- MONLEZUN (A. de) : Acquisition et transmission des titres
de noblesse, thèse Paris 1926
- MORIN (M.) : La réforme de l'adoption , loi du 11 juillet
1966, Répertoire Desfrenois 1967
- MOUTTE (M. de la) L'acte juridique unilatéral, thèse
Toulouse 1949
- NIEDEN (M. de) L'enfant adopté, ed. Edouard Aubanel 1958
- NOEL-BONNET : La sélection des parents adoptifs, thèse
médecine Paris 1959
- OLIVIER (C.):Adopter un enfant, Calman-Levy 1965
- OLLIER (P.D.) : La responsabilité civile des père et mère
Bibl. de drt.privé, Libr. gén. drt. et jurisp. 1961
- PAUTET (A.) : De la légitimation adoptive d'après le Code
de la famille, thèse Dijon 1941
- "Perspectives chrétiennes sur l'adoption", Bureau Inter-
catholique de l'Enfance, coll. Etudes et documents
Fleurus 1962
- POISSON (E.) L'adoption en droit international privé,
thèse Paris 1964

- PRIGENT (R.) : Renouveau des idées sur la famille,
Institut National d'études démographiques, Travaux
& Documents, n° 18, Presses Universitaires de
France 1954
- QUEMADA (N.) : Maternage et adoption, thèse médecine
Paris 1962
- RAUZY & PICQUENARD : La législation de l'Aide sociale à
l'Enfance, Toulouse 1955
- RAVENET (J.) : Les aspects juridiques et sociaux de
l'adoption, thèse Dijon 1952
- RIPERT (G.) La règle morale dans les obligations civiles,
4ème ed. 1949
- Les forces créatrices du droit , Paris 1955
- ROBERT (Ph.) : Traité du droit des mineurs, 1969
- ROLAND (H.) : Chose jugée et tierce opposition, thèse
Lyon 1958
- SAINT-CYR (J.) : Les conflits de filiation suscités par
l'adoption, thèse Paris 1967
- SAVATIER (R.) : Les métamorphoses économiques et sociales
du droit privé d'aujourd'hui, Panorama des mutations
Dalloz 1964
- Le droit, l'amour et la liberté, Libr. gén. drt et
jurisp. 1963
- SOULE (M.) : Problèmes psychologiques propres à la condi-
tion de pupille de l'Assistance Publique à Paris,
thèse Paris 1953
- VALLEUR (F.) : L'intuitu personae dans les contrats, thèse
Paris 1938
- VELIOUSKY : La légitimation adoptive, thèse Paris 1952
- VIALATTE (Th.) : Les conflits entre parents adoptifs et
parents par le sang, thèse Paris 1960
- VIDAL : La fraude à la loi, thèse Toulouse 1956
- VISMARD (M.) Traité théorique et pratique de la légitiba-
tion adoptive, Sirey 1951
- L'adoption, Librairies techniques 1968
- VOUIN (R.) : Le devoir de renseignement dans les contrats,
thèse Bordeaux 1939
- WAQUET : La protection de l'enfance et de l'adolescence,
thèse Rennes 1942

CHRONIQUES ET ARTICLES

- ABEL (B) : Le recueil d'enfant, in Les Cahiers de l'en-
fance, juin/juill. 1959
- ALFANDARI : Réflexions sur le droit dit social, in Rev.
trim. de droit sanitaire et social, avril/juin 1967
- ALLAER (Cl.) : L'expérience lilloise de la chambre de
la famille et de la jeunesse, J.C.P. 1968.I.2204
- ALLIEZ (J.) & JAUR (J.M.) : Incidences médicales et psycho-
logiques de l'adoption, à propos d'une série de cas
difficiles, in Sauv. Enf. mai 1951 p. 366

- ANCEL (M.) : La fonction sociale de l'adoption, in Etudes mars 1963 p. 330
- Les lois nouvelles sur l'adoption, Rev. internation. de drt. comparé
- AUBRY (J.) : De quelques moyens pratiques d'éviter les séparations et la carence de soins maternels, in Sauv. Enf. mai/aôut 1955 p. 406
- BARBIER (L.) : Des incidences de la loi du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption, sur le droit des successions, Gaz. Pal. 1967.I. doct. 51
- BARDONNEL : Infanticide et abandon d'enfant, Rev. pénitent-
ciaire et de droit pénal 1961 p. 825
- BASTIAN (D.) : La réforme de l'adoption par le Code de la Famille, Répertoire Commaillès 1940.I. p. 136
- BERGE : La sélection des parents adoptifs, in Sauv. Enf. janv/mars 1966
- BERGERON : Le premier âge, les débuts du dialogue entre l'enfant et ses parents, in L'Ecole des parents, janv. 1955
- BIEDER : L'examen des adoptants, in l'Information psychiatrique, mars 1966 n° 3
- BLONDEL : Evolution et statut des oeuvres privées en France, in Vie sociale, déc. 1965
- BOURGEOIS (A.M.) : Nécessité de la réforme du droit des incapables majeurs, Annales Faculté de droit et des Sc. Econ. de Clermont Fd, 1968 fasc. 5
- BOUTONNIER (J.) : Aspect psychologique du problème posé par le placement des enfants en institution, Rapport présenté au C.I.E., Colloque du 9-18 juin 1952
- BRIN (J.L.) : La survie des titres de noblesse dans le droit moderne, rev. trim. 1969 p. 205
- BRUNET (R.M.) : Quelques problèmes psychologiques des parents adoptifs, in Ecole des parents, nov. 1954
- Physionomie de l'adoption, in Ecole des parents fév. 1962 n° 4
- BRUNOIS (A.) : Problèmes juridiques de l'abandon, in l'Ecole des parents, fév. 1962 n° 4
- La notion d'abandon d'enfant, Rev. pénitentiaire et de droit pénal 1963 p. 478
- CALAIS-AULOY (J.) : La parenté créée par l'adoption et la légitimation adoptive, Rev. trim. 1961 p. 25
- "Canada, la pratique de l'adoption", S.P.E. mai 1961 p. 51
- CARBONNIER (J.) : Terre et ciel dans le droit du mariage, Mélanges Ripert t. I
- Quelques aspects du droit de l'enfant: l'enquête sociale et ses limites juridiques, in Sauv. Enf. déc. 1957
- Familles, législation et quelques autres, Mélanges Savatier 1965

- 65 -
- CARBONNIER (J.) : L'hypothèse du non droit, in Archives de philosophie du droit, t. VIII p. 56
- CHALAMET : Le problème de la révélation de l'adoption, S.P.E. mars/avril 1955 p. 5
- CHANDELLE : Les problèmes de l'adoption, in Etudes Sociales
— Le sentiment d'abandon chez l'enfant, in Sauv. Enf. 1952 n° 5/6
- CHARLES (F.) : La prévention de l'abandon et l'adoption, Sauv. Enf. févr. 1953 ,p.415
— Le secret de l'abandon, son évolution, in Sauv. Enf. juin/juill. 1957 p. 40
- CHAZAL (J.) : Considérations éducatives sur la légitimation adoptive, Gaz. Pal. 1949.I. doct.50 et Sauv. Enf. 1951 p. 419
— Famille, sauvegarde de l'enfant, in Pour la vie sept/déc. 1959 p. 235
- CHRISTIANS : Les parents adoptifs devant les problèmes de l'hérédité, in les Cahiers de l'Enfance, avril 1962
— Les enfants abandonnés, in Sauv. Enf. mai/juin 1962
- CHOMBART de LAUWE (P.H. et P.J.) : L'évolution des besoins et la conception dynamique de la famille, in Rev. franç. de sociologie, janv/mars 1960 p. 403
- COSTES : Quelques considérations sur l'adoption légitimante, J.C.P. 1956.I.1296
- COUTROT (A.M.) : L'adoption entre pays, in l'Ecole des parents 1962 n° 4
- CRETIN (P. & Mme) : Les oeuvres privées d'adoption, in Sauv. Enf. mai 1951
- DANAN (A.) : L'Office National de l'adoption, in Les Cahiers de l'Enfance, oct. 1957 n° 39
— Le drame des inadoptables, in Les Cahiers de l'Enfance, janv. 1959
— L'affaire Novack, in Les Cahiers de l'Enfance, août/sept 1960 et sept. 1961
- DANAN (L.) : L'adoption de pays à pays, in Les Cahiers de l'Enfance, sept. et déc. 1961
- DESBOIS : Le droit civil contemporain et les situations de fait, Rev. trim. 1959 p. 456 et s.
- DESMOTTES : Vers un droit européen de l'adoption, Rev. trim. drt. sanit. et social , oct. 1967
- DONNIER (M.): L'intérêt de l'enfant, D. 1959 chr. p. 179
- DURAND : Le rôle des agents de l'autorité publique dans la formation du contrat, Rev. trim. 1948 p. 155 n°4
- DURYE (P.) : L'adoption transmet-elle un titre de noblesse in Bull. Association d'Entraide de la Noblesse française (A.N.F.) avril 1962 n° 92
- ESMEIN : La nouvelle réforme de l'adoption, Gaz.Pal. 1959 I. doct. 22
— La loi du 1er mars 1963 sur l'adoption, Gaz.Pal. 1963.I. doct. 78

- FELIX (J.) : Sur l'adoption, par un adopté : vivre, S.P.E.
janv/avril 1969
- FLAMENT : Les problèmes juridiques posés par l'abandon,
rapport présenté au C.I.E. 21 sept/4 oct. 1964
- FOYER Jean : Réforme et évolution du droit familial,
Rev. Projet, mars 1968 n° 23
- FOYER Jacques : L'adoption, in Juris 61. de drt. int. privé
- FRANDESCAKIS (Ph.) : Remarques sur la reconnaissance et
l'exécution des jugements étrangers, J.P. 1964.I.1813
- FREZOULS & PICQUENARD : L'adoption et la légitimation
adoptive des pupilles de l'Etat de 1939 à 1949, in
Sauv. Enf. mai 1951 p. 443
- GAROLA-GIULARIS (L.) : Le fondement du droit de visiter
et d'héberger l'enfant, D. 1965 chr. 1
- GAUDIN de LAGRANGE (E.) : L'enfant de la femme abandonnée,
in Sauv. Enf. déc. 1957
- L'enfant dont les parents se sont depuis longtemps
désintéressés, in Rev. Aide soc. 1962 n° 20
- GOBERT (M.) : Le mariage après les réformes récentes du
droit de la famille, J.C.P. 1967. I. 2122
- Réflexions avant une indispensable réforme du droit
de la filiation, J.C.P. 1968.I.2207
- GOUNOT (E.) : Les conflits entre parents par le sang et
parents adoptifs, Bull. des Facultés catholiques de
Lyon, juill./déc. 1964
- GANNAGE (P.) : L'adoption d'un libanais par un étranger,
Ann. Faculté drt. et sc. écon. de Beyrouth 1966 n°7
- GUIHO (P.) : Essai d'une théorie générale du droit de
visite, J.C.P. 1952.I.953
- HEBRAUD : Commentaire de la loi du 15 juill. 1944, D. 1946
IV. 340
- HEUYER, DESCLAUX & TEYSSEIRE : Aspects médicaux et psycho-
logiques de l'adoption, étude de 138 cas difficiles,
Sauv. Enf. mai 1951, p. 357
- HOUIN (H.) : Une enquête sur l'application du droit dans
la pratique, rev.trim. 1950 p. 18
- HUET-WEILLER (D.) : La déclaration judiciaire d'abandon
de l'article 350 alinéa 3 du Code civil (loi du 11
juill. 1966) J.C.P. 1969.I.2259
- ILIOVICI : L'adoption dans le cadre de l'action sociale
internationale, rapport présenté au C.I.E. 21 sept/
4 oct. 1964
- JOANNON : Maternage et nursing, in La presse médicale,
19 nov. 1960 n° 53
- KRAEMER-BACH (M.) : La Convention sur l'adoption interna-
tionale, Gaz.Pal. 1965.I. doct. 24
- KOUSSOPOULOS (A.) : Le régime de l'adoption en Grèce,
S.P.E. sept. 1966

- LACROIX (Mgr.) : Que penser de l'adoption? , in S.P.E.
mars/avril 1954
- LAFON : Les moments, les situations, les cadres de l'intervention (en vue de la protection des mineurs),
in Sauv. Enf. janv/fév. 1966
- LAGARDE (P.) : La 10ème Session de la Conférence de la
Haye de droit international privé, Rev. crit. drt.
int. priv. 1965. 249
- LAMEIGNERE : Commentaire de la loi du 1er mars 1963, rev.
drt. san. et social 1963, n° 22
- Réglementation et surveillance de l'adoption, Rapport
présenté au C.I.E. 21 sept/4 oct. 1964
- LAUNAY (H.) : L'enfant et la dissociation familiale, in
Sauv. Enf. déc. 1957
- Adoption et abandon, in Pour la vie, sept/déc. 1959
- Les actions volontaires et les interventions psychopédagogiques et médico-sociales, in Sauv.Enf. janv/fév. 1966
- Problèmes actuels posés par l'adoption, in la Presse médicale, 19 oct. 1968, n° 39, p. 1881
- Le couple adoptant, in Rev. hygiène et médecine sociale, juill./août 1966, p. 469
- LAUNAY & SCHALOW : Doit-on révéler à l'enfant adopté les conditions de sa naissance? in Sauv. Enf. mai 1951
- LELONG (M.), SOULE (M.) et WEYL (S.) : Problèmes sociaux et affectifs posés par l'abandon d'un enfant, in Sauv. Enf. mai/juin 1955
- LEMAN (F) : Quelques réflexions sur l'adoption plénière, J.C.P. 1968.I.2133
- LINDON : La revendication par les parents d'enfants confiés sans formalités à des tiers, J.C.P. 1955.I.1225
- LOUSSOUARN (Y.) : La Xème session de la Conférence de la Haye de droit intern. privé, Clunet 1965, p.5
- LOUVET (J.): A propos du nouveau projet de loi sur l'adoption, Gaz.Pal. 1966.I.46
- Le nouveau statut de l'adoption, Gaz.Pal. 1966.2.101
- MARGREVE (C.) : L'adoption par l'un des époux d'un enfant adoptif de son conjoint, Annales de la Faculté de droit de Liège 1961. p.225
- MARNIERE (E.de la): L'adoption et la légitimation de complaisance, in S.P.E. mars/juin 1956
- L'adoption en présence d'enfant légitime, in S.P.E. nov. 1956
- A propos de la réforme de l'adoption, in S.P.E. mai/août 1957
- L'abandon et le recueil , in S.P.E. mai/déc. 1958

- MARNIÈRE (E.de la) : Le recueil de l'enfant abandonné et la réforme de l'adoption par les ordonnances de décembre 1958 et janv. 1959, in S.P.E. janv. 1959
- L'enfant revendiqué, D. 1962 chr. 127 et S.P.E. mai 1961
- Chronique de l'adoption, loi du 1er mars 1963, in S.P.E. janv. 1963
- Controverses sur l'adoption, in J.C.P. 1965.I. 1946
- Commentaire de la loi du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption, J.C.P. 1966.I.2028
- L'adoption en Belgique, in S.P.E. mai/aût 1967
- Attribution de la puissance paternelle à la famille de recueil et jugement d'abandon en vue d'adoption, S.P.E. janv/avril 1969
- MARTAGUET : Les interventions et les mesures judiciaires dans le droit de la famille, in Sauv. Enf. janv/mars 1966
- L'utilisation des sciences psycho-sociales par la Chambre de l'état des personnes, Rapport de synthèse sur l'expérience judiciaire menée au T.G.I. de Bordeaux, in Rev. rééducation juill. 1967
- MAFRTY (G.) : Les apports du droit comparé au droit civil, in Livre du centenaire de la Société de législation comparée, Paris 1969
- MASSIP : L'évolution actuelle du droit français de la famille, Rev. juridique et politique, janv/mars 1967
- MATHIS : L'enfant privé de sa famille, Sauv. Enf. mai/juin 1967
- MERIE (R.) : L'adoption, in Le droit international privé en France et en Allemagne, Sté législation comparée 1954
- MEYER et WOLF (A.) : Sélection des enfants, problèmes médico-psychologiques, Cours sur l'adoption, C.I.E. 21 sept/4 oct. 1964
- MORIN (M.) : La réforme de l'adoption, Répertoire du notariat-Desfrenois 1966,n° 28889,28893 et 28904
- MOUREAUX (S.) : Les conflits de lois en matière d'adoption rev. prat. du notariat 1966 p. 235
- MOURGEON (L.) : Le secret de l'accouchement et de l'abandon à l'Assistance publique et le droit du père, Gaz.Pol. 1963.2.65
- NERSON : Le nom de l'adopté, Rev.trim. 1967 .376
- Réflexions sur la notion de filiation illégitime, Mélanges Brethe de la Gressaye, p. 575
- Le droit de contact du père adultérin, Rev. trim. 1969, p. 316
- NGUEN : Les carences affectives précoces, in Sauv. Enf. mai/aût 1955
- NOIREL (J.) Le droit civil contemporain et les situations de fait, Rev. trim. 1959 p. 456

- "Note sur le projet de loi n° 1630, portant réforme de l'adoption", Association Familiale Nationale des Foyers adoptifs, Paris 16 nov. 1965
- OGER (o.p.) : Le problème moral de l'adoption, in Le problème de l'adoption, Etudes Sociales, La pensée catholique, Bruxelles.
- PASCAL (J.) : Les conditions de la légitimation adoptive, Gaz.Pal. 1956.I. cron. 50
- La procédure de la légitimation adoptive, Gaz.Pal. 1956.2.chron. 9
- PESCATORE (P.) : Le droit naturel et l'adoption, in Perspectives chrétiennes sur l'adoption, B.I.E.C. ed. Fleurus 1962 et Sauv. Enf. déc. 1964
- PEYRAT (J.) : Du conflit abandon-adoption, in Sauv. Enf. nov./déc. 1964
- PLANIOU : Les lois ignorées, Rev. critique de législation et de jurisp. 1911 p. 157
- PONTAVICE (E.du) : Droit de la famille et droit au bonheur Mélanges Voirin 1967
- PREVAULT : Les droits successoraux résultant de l'adoption depuis la loi du 11 juill. 1966, D. 1966 chr. 173
- RASSAT (L.) : Père de droit et père de fait, Rev. trim. 1967 p. 249
- RIZ KALLAH ANTAKI : La question du statut personnel en Syrie, Annales de la Faculté de droit et des sc. économiques de Beyrouth, janv/avril 1968
- RAYNAUD (P.) : Le nouveau régime de l'adoption et de la légitimation adoptive, D. 1959 chr. 147
- La présomption de paternité légitime dans la jurisprudence récente, Mélanges Roubier, p. 217
- L'évolution de la notion de légitimation, Mélanges Ripert, t. I p. 432
- L'adoption et la légitimation adoptive dans la loi du 1er mars 1963, D. 1963. chr. 133
- Le droit de l'enfance, Rev. trim. drt. sanitaire et social 1965 n° 5
- La réforme de l'adoption, D. 1967. chr. 77, Bull. lég. dalloz 1967 p. 61
- RICHAUD : Etude sur l'adoption des pupilles de l'Etat dans le département du Doubs, in Sauv. Enf. mai 1951
- ROBERT-DESTREZ (A.) : L'adoption dans le monde, in La vie judiciaire, n° 953 & 954, juill. 1964
- ROCHE (G.) : La condition juridique des malades mentaux, Gaz.Pal. 1968.2. doct. 12
- ROSSI (H.) : Vers une plénitude de compétence des lois françaises relatives à la protection de l'enfance, J.C.P. 1967.I.2051

- ROUAST : Commentaire de la loi du 19 juin 1923, D. 1923.
IV.258
- Les droits discrétionnaires et les droits contrôlés, Rev. trim. 1944 p. 1
 - Le bout de l'oreille, J.C.P. 1956.I.1339
 - L'adoption et la légitimation adoptive, après la réforme de l'ordonnance du 23 déc. 1958, Sauv. Enf. sept/oct. 1959 p. 501
 - La loi du 1er mars 1963 sur l'adoption et la légitimation adoptive, J.C.P. 1963.II.1760
- SALVAIRE (J.): L'enfant adoptif est-il un enfant légitime? Gaz.Pal. 1963.II. doct. 50
- SAVATIER(J.): Les légitimations de complaisance, D. 1950. chr. 9
- SAVATIER (R.) : Une institution civile en euphorie: l'adoption devant le Parlement français, D. 1949. chr. 117
- La législation de l'adoption face aux problèmes médicaux et sociaux d'aujourd'hui, in Sauv. Enf. mai 1951 p. 390
 - L'enfant disputé, in S.P.E. déc. 1957
 - La nouvelle législation de l'adoption, in Sauv. Enf. mai/juin 1963 p. 433
 - Le juge, le droit positif et l'intérêt de l'enfant, Sauv. Enf. janv/fév. 1966
 - Directions socio-juridiques d'une loi nouvelle; l'évolution la plus récente du droit de l'adoption, in Sauv. Enf. janv. 1967 p. 3
- SIAUD : Les tribunaux de la famille, Bull. de la Chambre des avoués près des T.G.I. janv. 1969 p. 19
- SOULE : L'abandon, aspects sociaux et psychologiques, rapport présenté au C.I.E. 9/18 juin 1952
- Protection de la personne des mineurs et interventions psycho-sociales, administratives et judiciaires, in Sauv. Enf. janv/mars 1966
- SPITERI (M.P.): La fraude à la loi étrangère, Annales Faculté de drt. et des sc.écon. de Toulouse T. XV, fasc. 2
- STOUFFLET (J.): L'abandon d'enfant, Etude en droit civil, Rev. trim. 1959 p. 627
- TANNIERE (Th.) : Le problème de l'adoption, Etudes Sociales, Bruxelles, La pensée catholique
- TEYSSEYRE (J.): Difficultés particulières des parents adoptifs célibataires, in Ecole des parents, nov. 1954
- THERY : Trois conceptions de la famille dans notre droit, D. 1953, chr. 47
- THYSELLE : L'adoption, Rapport présenté au C.I.E., 9/18 juin 1952
- TROCME : L'enfant adopté...plus tard, in Pour la vie, déc. 1961 p. 323

- VAUNOIS (L.) : La légitimation adoptive et l'état-civil,
Gaz.Pal. 1949.I.42
- VERZIER (J.) : La légitimation adoptive, source de vie,
in Rev. Educateurs, mai/juin 1956, n° 63
- Le secret de l'adoption et l'état-civil, in S.P.E.
janv. 1958
 - Contribution à l'étude d'une réforme de la légitima-
tion adoptive et de l'adoption, J.C.P. 1958.I.1414
 - L'adoption en présence d'enfants légitimes, in S.P.E
janv. 1958
 - L'adoption et son évolution législative, in Les
Cahiers de l'enfance, fév. 1963 n° 92
 - L'adoption en 1963, in Pour la vie, juin/sept. 1963
p. 173
 - Le rôle social de l'adoption, in Vie sociale 1964,
n° 12
 - L'adoption et la légitimation adoptive, après l'affa-
re Novack, Pour la vie, déc. 1961 p. 330
- VIALLETON : Famille, patrimoine et vocation héréditaire en
France, depuis le Code Civil, in Mélanges Maury,
t. 2 p. 577
- VIATTE(J.) : La réforme de l'adoption, in Journal des
notaires, 1966 p. 805
- La procédure de l'adoption, in Journal des notaires,
1967 p. 49
- VIEUJAN (E.) et FETTWEIS (A.) : Chronique de droit belge;
Rev. trim. 1969, p. 907
- VINEY : Du droit de visite, in Rev. trim 1965 p. 225
- VISMARD (A.) : La notion d'enfant abandonné au sens de
l'article 368 du Code civil , J.C.P. 1956.I.1315
- L'adoption après la naissance d'enfant légitime,
J.C.P. 1957.I.1366
 - L'acte de naissance de l'enfant adopté, J.C.P. 1958.
I.1454
 - Les modifications apportées au régime de l'adoption
et de la légitimation adoptive par l'ordonnance du
23 déc. 1958, J.C.P. 1959.I. 1497
- VON OVERBECK (A.) : Quelques observations sur la révision
du droit suisse de l'adoption, in Revue de droit
suisse (Bâle)
- WEIL (S.) : Critères légaux de la sélection des parents,
Rapport présenté au C.I.E. 21 sept/4oct. 1964

TRAVAUX PARLEMENTAIRES
LOI N° 66-500 DU 11 JUILLET 1966
(J.O. du 12 juillet 1966)

Assemblée nationale

Projet de loi n° 1630 - Exposé des motifs, J.O. 7 avril 1966, p. 666.

Rapport de M.Zimmermann au nom de la Commission des lois (n° 1665), Docum. A.Nle, J.O. 9 avril 1966, p.769.

Avis de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales (n° 1662), Doc.A.Nle, J.O. 9 avril 1966.764

Discussion et adoption le 17 nov. 1965, J.O. n° 96.A.N. p. 4688

Sénat

Rapport de M.Jozeau-Marigné au nom de la Commission des lois, Doc.Sénat, (n° 134).

Discussion et adoption, le 1er juin 1966, Déb.parl.Sénat, J.O. n° 22 S. p.671.

Assemblée nationale

Rapport de M.Zimmermann, Doc.A.Nle, (n° 1904) J.O. 23 sept. 1966, p. 1239.

Discussion et adoption le 14 juin 1966, Déb.parl. A.Nle. J.O. n° 48 A.N. p. 2022.

Sénat

Rapport de M. JOzeau-Marigné, (n° 213), Doc. Sénat, 1966,

Discussion et adoption le 21 juin 1966, Déb.parl.Sénat J.O. n° 28 S. p.876

Assemblée nationale

Rapport de M.Zimmermann, Déb.parl. A.Nle, J.O. n° 57 A.N. p.2399.

Discussion et adoption le 27 juin 1966, J.O. précité.

Décret n° 66-903 du 2 déc. 1966 relatif aux procédures de déclaration d'abandon et d'adoption, J.O. 8 déc. 1966, p. 10755.

Décrets n° 67-44 et 67-45 du 12 janv. 1967 concernant le placement des pupilles de l'Etat en vue de leur adoption et le contrôle des oeuvres et intermédiaires d'adoption, J.O. 13 janv.1967, p.586.

Arrêté du 25 janv. 1967 pris pour l'application des art. 65,1° et 100,1° du Code de la famille, J.O. 1er Fév. 1967, p.1172.

Circulaire du 7 fév. 1967 relative à l'application des décrets n° 67-44 et 67-45 du 12 janv. 1967, J.O. 5 mars 1967, p. 2229.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRETS

ET JUGEMENTS CITES (1)

	pages
Civ. 4 nov. 1835, S.1835.I.785	94
Douai 17 mars 1840, S. 1840.II. 255	94
Civ. 28 avril 1841, S.1841.I.273	351
Civ. 16 mars 1843.S. 1843.I.177	351
Req. 12 nov. 1844, S.1845.I.246; D.P. 1845.I.98	97
Civ. 1er avril 1846, S.1846.I.273	351
Civ. 2 fév. 1852, D. 1852.I.33	565
Civ. 28 fév. 1860, D.P. 1860.I.57;S. 1860.I.210.	608
Civ. 3 juin 1861, D. 1861.I.336	312
Caen 26 avril 1887, S. 1887.II.125	97
Aix 19 nov. 1889, D.P. 1890.II.156	102
Paris 24 juin 1892, D.P. 1893.II.81	135
Paris 18 juill. 1893, D. 1894.II.7; S. 1894. II.85	135, 575.
Civ. 18 juill. 1895, S. 1895.I.305	288
Req. 21 fév. 1898, D. 1898.I.160; S. 1898.I.312	101
Civ. 24 déc. 1901, Gaz.Pal. 1902.I.104; D.1902. I.361; S.1902.I.353.	500
Civ. 3 mars 1902; D.P. 1903.I.81	135
Paris, 30 juill. 1903. Clunet 1904.664.	609
Civ. 25 oct. 1905; D. 1906.I.337 note Planiol.	500
Civ. 2 janv. 1907, D. 1907.I.137, note A. Colin; S. 1911.I.585, note Wahl.	124 124
Trib. des Conflits 12 déc. 1908; D.P. 1910.III. 81 (aff. Toussaint);rec.Lehon 1908;1031	183
Bordeaux 11 janv. 1909, Clunet 1909.1085	542
Châlons s/marne 5 mars 1909, D. 1909.V.47	597
Civ. 10 janv. 1912, D. 1912.I.153, note Planiol	183
Trib. civ. Seine 9 nov. 1920, rev.crit. 1921. 526.	612 612
Trib. civ. Versailles 16 oct. 1923, D. 1924.2. 161, note Rouast;	350
Lyon 27 juin 1925, D. 1926.2.1929	363
Civ. 13 janv. 1926, D.H.1926.I.66; S.1926.I.16.	101
Paris 27 nov. 1926, D.H. 1927.J.24	434
Tib.civ.Seine 6 juill. 1927, Clunet 1928.637	483
Paris 10 fév. 1928, Gaz.Pal. 1928.I.535	288
Civ. 27 fév. 1928, D.P. 1929.I.22	126
Trib.civ.Seine inférieure, sect.Rouen 24 oct. 1928, Gaz.Pal. 1929.2.300	276
Civ. 8 janv. 1930, D.P. 1930.I.51, note G.P.; S.1930.I.257, note Gény	554
Paris 1er fév.1930, D.H.1930.J.218	123
Req. 3 mars 1930.S.1930.I.377, note Niboyet Clunet 1930.981	609

Req. 21 avril 1931, S.1931.I.377; note Niboyet, D.1931.I.52, rapport Pilon; rev.crit. 1932. 526; Clunet 1932rapport Pilon. 142.	306 538
Nimes 3 juin 1931, D.H. 1931.II.470	446
Req. 7juill.1931,D. H.1931.J.445	110
Civ. 23 nov. 1931, D. 1932.I.129,note Josserand	111
Civ. 14 juin 1932, D.P. 1932.J.173 note Lalou	570
Cons. d'Etat 22 juill. 1932, D.H.1932.J.544 note Rouast; recueil Lebon 1932.763	406,434
Trib.civ. Mortagne, 3 déc. 1932, Clunet 1934.332	535
Civ. 27 janv. 1933, Gaz.Pal. 1933.I.489	116
Poitiers 20 déc. 1933, S.1934.II.23; Gaz.Pal. 1934.I.572	97
Req. 16 nov. 1936, S.1937.I.47	88
Trib.civ. Lisieux 8 déc. 1937, D.1939.J.63,note Lebrun	82
Civ. 27 juill.1938, D.1939.J.78 note Lebrun	82
Trib.civ.St.Brieuc 3 janv. 1939, Gaz.Pal.1939.I. 208, rev.trim. 1939.445 obs.Lagarde	575
Toulouse 8 mars 1939, Gaz.Pal. 1939.I.816	507
Trib.civ.St.Brieuc 19 déc.1939, Gaz.Pal.1940.I. 328	138
Trib.civ. Paris 3 janv. 1942,S.1942.T.v° étranger n° 2	537
Paris 31 oct. 1942, D.C. 1943.J.66 note Ripert; J.C.P.1943.II.2412 ,note Carbonnier.	70
Trib.civ.Le Mans 23 mars 1943, Gaz.Pal. 1943.I. 256; rev.trim. 1943.180, obs.Lagarde	570
Req. 4 mai 1943, D.A. 1943.J.66	101,
Trib.civ.Avesnes 24 juin 1943, S.1944.2.23	483,532
Orléans 21 fév. 1945, D. 1945.J.232	183
Trib. civ.Seine 28 mars 1945, D. 1946.J.201 note Chéron; S. 1945.2.77	522
Grenoble 25 mars 1946, D. 1948.J.118 note Lebrun	223
Trib.civ. Briançon 24 mai 1946, S.1947.2.57. note Sinay;rev.trim. 1947,317 obs.Lagarde.	9,73,355 499,509
Paris 10 juill. 1946, J.C.P. 1947.II.3392,nhte Savatier,; rev.crit. 1947.142 concl. Av.Gén. Freche.	539,544
Lyon 24 déc. 1946, J.C.P. 1947.II.3641	138
Grenoble, 26 fév.1947, J.C.P.1947.II.3758note Aymond, rev.trim. 1947.317, obs.Lagarde	233,355 509
Trib.civ. Le Mans, référés, 8 juill. 1947, D. 1947.J.470; Gaz.Pal. 1947.2.137	520
Trib.civ.Seine 10 fév. 1948,S. 1948.2.137, note Batiffol; J.C.P. 1948.II.4364, note Lisbonne; D. 1949.J.369; rev.crit. 1948.108,note Batiffol	289,483 527
Trib.civ.Seine 17 mars 1948, D.1948.J.571, note Holleaux	203 522

Grenoble 12 mai 1948, S. 1948.2.128; Gaz.Pal. 1948.2.31; rev.trim. 1948. 464	pages 62,106,175
Civ. 24 mai 1948, D.1948.J.17,note Léonan; S. 1949.1.109,note Delanne.	106
Dijon 30 nov. 1948, D.1949.J.158; J.C.P. 1949. IV.86; rev.trim. 1949.249,obs..Lagarde	81,125
Grenoble 19 janv.1949, J.C.P. 1949.II.4912;D. 1949.J.175;S.1949.2.96; rev.trim. 1949.404 obs.Lagarde	9,62
Paris 3 fév.1949, S.1949.2.1249; J.C.P. 1949.II. 4911, note Esmein; rev.trim. 1949.404 obs. Lagarde	498
Nancy 28 fév.1949, D.1950.somm.8; Gaz.Pal. 1949. I.236	449
Trib.civ.Dôle 9 mars 1949, J.C.P. 1949.II.4910, rev.trim.1949.402,obs.Lagarde	63
Pau 2 mai 1949, Gaz.Pal.1949.2.244; S.1949.2.133	183
Trib.civ.Seine 31 mai 1949,S.1950.2.21	610
Cons.d'Etat 24 juin 1949, S.1950.3.64	144
Civ. 26 juill.1949, Gaz.Pal. 1949.2.363	116
Trib.civ.Meaux 11 janv. 1950, J.C.P. 1950.II. 5572, note Savatier	449
Trib.civ.Seine 16 juin 1950, S.P.E. 1954,p.23	537
Trib.civ.Versailles 16 mai 1950, D.1952.J.30	576
Rabat 20 oct.1950, rev.crit. 1952.90 note Franceskakakis	616
Paris 6 janv. 1951,D.1951.J.143; S.1951.2.107; Gaz.Pal.1951.1.247	183
Grenoble 8 janv.1951,J.C.P.1952.II.7320	101
Lyon 8 janv.1951, D.1951.J.342	500,505
Civ. 9 janv.1950, D.1952.J.33 note Ponsard	610
Trib.corr. Seine 6 mars 1951, Gaz.Pal.1951.I.325	138
Lyon 24 avril 1951, Gaz.Pal.1951.2125	483,535
Trib.civ.Chatellerault 29 mai 1951, J.C.P. 1951. II.6460, note Pageaud	122,203
Riom 5 nov. 1951, J.C.P. 1951.II.7221,note H.G.	126
Civ. 6 nov. 1951, Bull.civ.I. n° 289,p.227	178,180
Trib.civ.Seine, 8 nov. 1951, J.C.P.1951.II.6611 note Rouast; rev. trim. 1952.45 obs.Lagarde	261 72
Besançon 5 déc.1951,D. 1952.J.52,note Weil	177
Douai 18 fév.1952, J.C.P.1952.II.1239; Gaz.Pal. 1952.I.239; rev.trim. 1952.210,obs Lagarde.	
Civ. 19 fév.1952, S.1952.I.201, note Tallon; J.C.P.1952.II.7009,note Chauveau; rev.crit. 1953.806,note H.B.; Clunet 1952.892,note Sialelli.	609
Paris 15 mars 1952, J.C.P.1952.II.6917; Gaz.Pal. 1952.I.332; D.1952.J.348; rev.trim. 1952. 360, obs.Lagarde	261
Civ. '8 juill.1952, D.P.1953.J.217, note Savatier	81,125
Trib.civ.Clermont,4 juill.1952,J.C.P.1952.II. 7453,note Garnier	125

	pages
Trib.civ.Compiègne 28 oct. 1952, D.1953.J.711	498
Poitiers 29 oct. 1952, J.C.P. 1953.II.7442;D. 1953.J.138; S.1953.2.141, note Costes; rev. trim. 1953.387, obs.Raynaud.	9,504
Trib.civ.Bordeaux, 12 nov. 1952, J.C.P.1953. IV.71	183
Paris 2 déc.1952, D.1953.Somm.57	114
Angers 10 déc. 1952, D.1953.J.190; J.C.P.1953. II.7403, concl.Lécrivain; rev.trim. 1953. 311, obs.Lagarde	355,509
Trib.civ.Poitiers 9 fév.1953, J.C.P. 1954.II.7999 note Pageaud	266
Paris 11 fév. 1953, D.1953.J.189	576
Civ. 16 avril 1953, J.C.P.1953.II.7617 note Mihura	184,434
Civ. 17 avril 1953, J.C.P.1953.II.7863, note Buchet Clunet 1953.860, note Plaisant; rev.crit. 1953. 412, note Batiffol; Gaz.Pal. 1953.2.13	617
Civ. 5 mai 1953, Bull.cass. I. p.124 n° 147	179
Cass.Crim. 13 mai 1953, D. 1954.J.673, note Vouin,; J.C.P.1953.II.7729, note Chavanne	140
Amiens, 8 juin 1953, Gaz.Pal.1953.2.205; S. 1954. 2.189	498,509
Civ. 23 juin 1953, J.C.P.1953.II.7683, rapport Conseiller Jaquillard; Gaz.Pal. 1953.2.52 concl.Av.Gén' Rey,	140
Civ. 30 juin 1953, Bull.Cass. 1953.I.187	116
Amiens 7 juill.1953, J.C.P.1953.II.7758; rev. trim. 1963.683 obs.Lagarde	176
Civ. 9 fév.1954, D.1954.J.202; J.C.P. 1954.II. 7981, note N.B.; rev.trim.1954.296, obs.Lagarde	494
Paris 11 mai 1954, D.1954.J.598	111
Civ. 1er juin 1954.Bull.cass. 1954.I.p.151 n°177	179
Trib.civ.Bordeaux, 27 sept.1954, J.C.P.1954.II. 8432, note Soudé	243
Pau 20 nov. 1954, rev.trim. 1955.289 obs.Lagarde	569
Paris 4 fév.1955, Gaz.Pal.1956.I.202; D.1956 somm.120.	172
Paris, 5 mars 1955, D.1955.J.638, note Savatier	178,180
Trib.civ.Bordeaux 16 juin 1955, J.C.P.1955.II. 8778, note Soudé	243
Civ. 17 nov.1955.J.C.P.1955.II.9226 et note Laurent	105
Civ. 5 janv.1956, D.1956.J.288	355,509
Paris 4 fév.1956, Gaz.Pal. 1956.I.202, D.1956.somm. 120	117,177
Trib.civ.Seine, 9 mai 1956, Gaz.Pal. 1956.2.236	611
Trib.civ.Strasbourg, 27 fév.1957, Gaz.Pal.1957. 2.02	611

	pages
Trib.civ.Villefranche s/Saône 5 avril 1957, J.C.P.1957.II.10230,note Vismard	266
Civ. 7 mai 1957, J.C.P.1957.II.10067,note Raynaud; S,1957.2.371; Gaz.Pal.1957.2.118;rev. trim. 1957.583,obs.Raynaud, 1958.301,obs. Raynaud	9, 181 504
Civ.4 juin 1957, D.1958.J.79,note Malaurie	119
Civ. 16 juill. 1957, Bull.cas.1957.I.n° 338 p.269	178,449
Civ. 19 nov.1957, D.1958.J.283,note Ponsard; rev.trim.1958.649,obs.Hebraud.	576
Trib.civ.Toulon 18 déc.1957,J.C.P.1958.II.10398 note Vismard; rev.trim. 1958.307, n°10 obs. Raynaud	169 509
Trib.civ. Seine, 3 janv.1958,Clunet 1959.776, note Ponsard; rev.crit.1958.574, concl.Gulphe et note Motulsky	610
Civ.4 mars 1958, D.1958.J.447 ; J.C.P. 1958.II. 10541,note Vismard; rev.trim.1958.301, obs. Raynaud	504
Civ. 13 mai 1958, D.1958.J.446; S.1958.2.357, note Boyer; J.C.P.1958.II.10669,note Vismard rev.trim. 1958.456,obs.Raynaud	498,509
Trib.civ.Seine (référés), 14 mars 1958, J.C.P. 1958.II.10558,note Raynaud	171
T.G.I.Seinell juin 1958, J..C.P.1959.II.11155, rev. trim.drt.san.et soc. 1958.231 obs.Raynaud	152,171
Aix ler juill.1958, J.C.P.1958.II.10789	169
Civ. 4 nov.1958,Bull.cass. I.n° 457 p.377	111,119
Tunis 28 janv.1959, Clunet 1959 p.4 note 5	539
Paris 19 mars 1959, J.C.P.1959.II.11155,note Raynaud	171,184 435,449
Civ. 23 juin 1959, Bull.cass.I.261.n° 313	454
Civ. 3 déc.1959, Gaz.Pal.1960.I.16	114
Douai 3 fév.1960,D.1960.J.526,	297
Civ. 10 fév. 1960, rev.crit. 1961.341,note Rrancescakis	483
Limoges 15 fév. 1960,D.1960.J.648	570
Ch.Réunies, 7 mars 1960, D.1960.J.648	521
Trib.adm. Strasbourg 4 mai 1960, rev.Aide Sociale 1962,n° 17 p.51,note Dehaussy	176
Civ. 6 jui 1960, D.1960.J.510,note Holleaux; J.C.P.1960.II.11815,note Rouast; rev.trim. 1960.638,n°10,obs.Desbois	175,169
Civ. 15 nov. 1960, D.1960.J.738,note Holleaux; rev.trim.1961.56,obs.Desbois.	205,
Paris, 7 déc.1960.Gaz.Pal.1961.2.64; rev.trim. 1961.724.obs.Hebraud	576

	pages
Civ.14 mars 1961, J.C.P.1961.II.12125;;rev. trim.1962.6 ,obs.Desbois	205
Nîmes 12 juin 1961, S.1961.2.273, concl. Av.Gén. Ponset	509
Paris 8 juill.1961, J.C.P.1961.II.12371, note Raynaud; D.1962.J.369,note E-S.de la Marnière; rev.trim. 1962.491,obs.Desbois	174
Paris 18 déc.1961, J.C.P.1962.II.12621, note Raynaud; rev.trim. 1962.628,obs.Desbois	178
Civ. 16 janv.1962, J.C.P.1962.II.12597,note Esmein; D.1962.2.141,note Holleaux	197
Aix 7 mars 1962, J.C.P.1962,ed.Avoués,IV.4084 note J.A.	509
T.G.I.Seine 14 mai 1962, D.1962.J.653,note Maurie; Clunet 1963.110,note Bredin.	618
Caen 21 mai 1962, J.C.P.1962,ed.Avoués.IV.4096 T.G.I.Seine (référés) 13 août 1962,J.C.P.1962. II.12878 (aff.Péron)	175,509 424
Civ. 7 nov.1962, Bull.civ.I.n° 464 p.397; Rép. Desfrénois 1963,art. 28.342	565
Paris 5 déc.1962, D.1963.J.168,note F.B.; J.C.P.1963.II.13273,note P.N.	577
Paris 23 fév.1963, D.1964.somm.1; J.C.P.1963.II. 13171,note P.E.; rev.trim.1963.707obs,Desbois	315,356
Civ. 20 juin 1963, Gaz.Pal.1963.2.19; D.1964.J.1. note Hebraud; S.1964.2.94,note M.H.; rev. trim. 1963.602,obs.Hebraud	509
Paris 1er juill 1963, J.C.P.1964.II.13670,note Raynaud; D.1964.J.643,note Ghestin	180,219
Poitiers 3 juill.1963, J.C.P.1963.II.13308,note Raynaud; S.1964.2.231; D.1964.J.151; Gaz.Pal. 1963.2.374; J.C.P.1964.II.13670,note Raynaud.	179,448 181 219
T.G.I.Nice 3 juill.1963,D.1964.J.347,note J.L. Delvové; Gaz.Pal.1964.2.46; J.C.P.1964.II. 13830,note Simon-Depitre; Clunet 1964.562, note Ponsard; rev.crit.1966.424,noteJ.Foyer.	289,618
T.G.I.Alençon 12 juill.1963, Gaz.Pal. 1964.I.106 Trib.Leeuwarden 28 août 1963, Clunet 1969.973, note R.D.Kollewijn	571,605 539
Civ. 5 nov.1963, J.C.P.1963.II.13452	294
Civ. 7 janv.1964,J.C.P.1964.II.13590,note A.uel; Gaz.Pal.1964.I.372; rev.crit.1964.344 et note; Clunet 1964.302,note Goldman	616
Lyon 30 janv.1964, Gaz.Pal.1964.I.420	114,116
Montpellier 4 mars 1964, J.C.P.1964.II.13641, note Vismard; S.1964.2.112; rec.gén.des lois 1964.1.334,obs.Nerson.	179
Cour Monaco 11 mai 1964, rev.crit. 1965.101,note Francescakis	483,534

pères

Paris 18 juin 1964, Clunet 1964.811, note Bredin;	618
rev.crit. 1967.340, note Deprez	
Civ. 27 oct. 1964, J.C.P. 1964.II.13911bis; rev.	542
crit. 1965.39	
Civ. 26 nov. 1964, Gaz.Pal. 1965.I.56; Bull.civ.I.	315, 356
n°519, p.402	438, 494
Aix 7 janv. 1965, J.C.P. 1965.II.14264, note	115, 174
Raynaud; rev.trim. 1965.177 obs. Raynaud et	182
1967.139, obs. Nerson; rev.trim.drt.san.et soc.	
janv. 1965.77, obs. Raynaud	
Civ. 20 janv. 1965, Bull.civ. I.n° 59, p.44	509
Civ. 4 mai 1965, Bull.civ. 1965.I. n°293 p.216;	616
J.C.P. 1965. sorn.81.	
Cour de Révision judiciaire de Monaco 6 mai 1965,	483, 534
rev.crit. 1965.708, note Francescakis	
Civ. 1er juin 1965, Bull.cass. I.n° 358p.265	488
Civ. 15 juin 1965 (3 arrêts), J.C.P. 1965.II.	174, 453
14414, note Lindon; D.1966.J.84; Bull.cass. 1965.	461
I.297 n° 398 (3ème arrêt); rev.trim. 1967.138	
obs. Nerson; rev.trim.drt.san. et soc. 196 .	
350, obs. Raynaud.	
Civ. 28 juin 1965, Bull.cass. I.n°424 p.314	542
Cons.d'Etat 29 oct. 1965, J.C.P. 1965.II.14431;	424, 512
Gaz.Pal. 1966.2.181; D.1966.J.105, concl. de	
M.Rigaud, commissaire du gouvern.; rev.trim.	
drt.san.et soc. 1966.5. obs. Raynaud.	
Paris 9 nov. 1965, J.C.P. 1965.II.14699, note	79, 512
Carbonnier; rev.trim. 1966.599 obs. Raynaud.	
C.Cass. Tunis 11 nov. 1965 (Ch.civ. n° 4063),	537
Clunet 1968.125	
T.G.I. Caen 20 déc. 1965, J.C.P. 1966.II.14626,	569
note Malaurie.	
Civ. 3 janv. 1966, D.1966.I.209; J.C.P. 1966.II.	226
14749	
Civ. 19 janv. 1966, Bull.cass. 1966.I.p.30 n°40	105
Civ. 1er mars 1966, (2 arrêts), D.1967.J.561; rev.	179
trim. 1967.135, obs. Nerson; rev.drt.san.et soc.	181
1966.151 obs. Raynaud.	
Paris, 3 mars 1966, J.C.P. 1967.II.14999, note	362
Rajon; rev.trim. 1968.346, obs. Nerson; S.P.E	
mai 1967, p.1 obs. E.S. de la Marnière.	
Civ. 3 juin 1966, D.1966.J.593, note Breton	568
Ass.plén.civ. 10 juin 1966, D.1966.J.604; J.C.P.	179
1966.II.14778; Gaz.Pal. 1966.2.111; rev.trim.	454
1966.782, obs. Nerson; rev.pén.et de drt pénal	
1966.855, concl. Av.gén. Lemoine	
T.G.I. Avesnes, 8 juill. 1966, Gaz.Pal. 1968.2.279;	611, 615
rev.crit. 1968.309, note Lucas.	
Riom 2 nov. 1966, Gaz.Pal. 1967.I.148	517, 577

C.cass. belge 22 nov. 1966, rev.trim. 1967.726	pages
n° 53; journ. des trib. 1966.685	82,223
Paris 2 déc. 1966, J.C.P.1967.II.15278, note R.B.	
rev.crit. 1967.530, note Malaurie	616
T.G.I.Seine 1er mars 1967, Clunet 1968.358, chr.	545
Ph.Kohn	
Paris 10 mars 1967, Clunet 1967.643, obs. PH.Kohn;	610
rev.crit. 1968.317, obs.Loussouarn	
Paris 2 mai 1967, J.C.P.1967.II.15161, obs. P.L.;	
rev.trim. 1968.347, obs. Nerson; rec.Lois et	366
jurisp. 1968, n° 424, p.532, obs.Nerson	
Civ. 23 mai 1967, Bull.cass. I. p.130 n° 177	115,174,495
Paris 15 juin 1967, J.C.P.1967.II.15254, note	363
Raynaud; rev.trim. 1968.345, obs.Nerson; rec.	
lois et jurip. 1968, n° 437, p.221.	
T.G.I.Paris, Chambre du conseil, 30 juin 1967,	411,427
C...c/délibération conseil de famille du	
mineur P... (non publiée)	
T.G.I. Angers 10 juill.1967, Gaz.Pal.1967.2.251;	83
rev.trim. 1968.409, obs.Raynaud	
Chancery Division 21 juill.1967, Clunet 1969.	535
143, obs. K.Lipstein	
T.G.I.Riom 27 sept. 1967, D.1967.J.744	135
T.G.I.Paris 27 oct. 1967, Gaz.Pal. 1968.I.somm.	189
19 (S.A.S.E.c/ BenMalek Dijuste), 4ème espèce	
T.G.I.Paris 6 nov. 1967, Gaz.Pal. 1968.I.188	200
rev.trim. 1968.347, obs.Nerson (Préfet de	229
Paris et S.A.S.E. c/ dame Farina), D.1968.somm.61	
T.G.I.Paris 6 nov. 1967, Gaz.Pal. 1968.I.somm.	170,179
19 (époux Rhun) 1ère espèce.	
T.G.I.Paris 6 nov. 1967, Gaz.Pal. 1968.I.somm.	212
19 (Proc. République, préfet de Paris et	
S.A.S.E. c/ dèle Criqui) 2ème espèce.	
T.G.I.Paris 6 nov. 1967, Gaz.Pal. 1968.I.somm.	189
19(Préfet de Paris et S.A.S.E c/dame Leblanc)	
T.G.I.Paris 6 nov.1967, J.C.P.1968.II.15549,	191
note R.B.; S.P.E. sept/déc.1968, obs. E.S.	
de la Marnière (S.A.S.E. et Préfet de Paris	
c/Padovani)	
T.G.I.Lyon 10 nov. 1967, J.C.P.1968.II.15565,	592
note Rajon	
T.G.I.Paris 15ème Ch. 15 nov. 1967, S.A.S.E.et	239
Préfet de Paris c/dlle M...(non publiée).	
T.G.I.Avesnes 24 nov.1967, J.C.P.1968.II.15391	362
et 15516, notes Rajon; rec.lois et jurisp.1968	72
n°440, p.224 obs.Nerson; rev.trim.1968.345 Nerson.	
Civ. 8 janv. 1968, J.C.P.1968.II.15555	585
T.G.I.Paris 30 janv. 1968, 1ère Ch. époux G...	413,420
(non publiée)	

	pages
T.G.I.Paris 1ère Ch. 2ème sect. 31 janv.1968 époux P... c/Ass. X...et C...	413,446
Trib.corr. Dijon 27 fév.1968, D.1968.J.739, note Bouzat	116
Toulouse 4 mars 1968, D.1968.J.480	401
T.G.I.Paris référés, 14 mars 1968, J.C.P.1968 II.10558.	144
Paris 21 mars 1968, J.C.P.1968.II.15549; S.P.E. 248,191 sept/déc.1968 obs. E.S. de la Marnière (affaire Padovani).	
Civ. 26 mars 1968, D.1968.J.485, concl. Lindon, note Malaurie; J.C.P.1968.II.15509, note Rouast.	208
Cons. d'Etat 19 avril 1968, D.1968.J.458; rev. trim.drt.san.et soc. 1968 avril/juin p.200 et oct.déc. p.396, obs.Raynaud	393
Civ. 8 oct.1968, Gaz.Pal.1968.I.28	89
Paris 11 oct.1968, D.1968.J.660;Gaz.Pal.1968.II. 335; J.C.P.1969.II.15711,note Rajon; rev.trim. 1969.323, obs.Nerson; journal des notaires 1969.465, obs.M.Morin	266 507
Cons.d'Etat 18 oct.1968 J.C.P.1968.II.15712 concl.Rigaud, commissaire du gouvernement; D.1968.J.426. Rev.trim.drt. san. et soc. 1969 obs.Raynaud, p.76	147,403
Paris 6 nov.1968, Gaz.Pal.1968.2.379; D.1969.J. 145; rev.trim. 1969.319 obs.Nerson.	82
T.G.I.Limoges 15 nov. 1968, dame B... c/ Consorts de S...,non publiée, mais rapportée in Bull. Association de la noblesse française, avril 1969, n° 119 p.83	517 571
Paris 26 nov.1968, D.1969.J.459,note E.S.de la Marnière; J.C.P.1969.II.16028,note Raynaud.	214
Rouen 26 nov.1968, D.1969.J.66; rev.trim.1969. 323,obs.Nerson.	348
Rouen 6 déc.1969,D.1969.J.87; Gaz.Pal.1969.I. 184	238
Paris 9 janv.1969,D.1969.J.144; rev.trim.1969 316 obs.Nerson.	82
Paris 10ème ch. 3ème sect. 16 avril 1969, Assoc. X...c/P... (non publiée)	414
T.G.I.Paris 22 janv. 1969, Gaz.Pal.1969.I.254	618
Paris 28 janv. 1969,J.C.P.1969.II.16008,note Rajon	592
Civ. 30 avril 1969, J.C.P.1969.II.15953; Bull. cass. n° 156p.126	287,486

	pages
T.G.I.Paris 15ème ch. 14 mai 1969, delle M... c	239
c/Préfet de Paris et S.A.S.E.(non pulbiée)	
Civ.20 mai 1969, D.1969.J.429,note Colombet	208
Civ. 2juill.1969, Gaz.Pal. 1969.2. somm.2;	551,564
J.C.P.1970.II.16242,note Rajon.	
Civ. 8 juill.1969, D.1970.J.1,note Malaurie	536
Paris 11 juill. 1969, 1ère Ch. sect. suppl.	239
Ministère public c/ dame de M.B..(non publiée)	
Civ. 21 oct.1969, D.1970.J.121,note D.Huet-	208
Weiller	
T.G.I. Paris 1ère ch. 5 nov.1969, Préfet de Paris	460
c/delle Le G... (non publiée)	
Paris 12 nov. 1969, 10ème ch. 3ème sect. Ministère	239
public et Préfet de Paris c/ delle M... (non publiée).	
T.G.I.Paris 12 nov. 1969,1ère Ch., dame B... c/	516
époux A-P... et dame C... (non publiée)	
Colmar 30.janv.1970, D.1970.J.297,note	244
Alfandari	
Civ. 28 avril 1970, J.C.P.1970.II:somm. 157	576
T.G.I. Clermont 12 mars 1970, époux R...	611
(non publiée)	

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION (n° 1 et s.)	1
CHAPITRE PRELIMINAIRE : L'ABANDON EN FRANCE.....	29
A - <u>Ses caractéristiques</u>	
1°) L'abandon à la naissance est en voie de disparition (n°20 et s.).....	31
2°) L'abandon différé (n° 22)	33
a) L'abandon dû aux circonstances de la naissance(n° 23 et s.).....	35
b) L'abandon dû aux conditions de la vie (n° 26 et s.)	39
3°) Multiplication des recueils par décision judiciaire ou administrative (n° 28)	43
a) Les enfants recueillis à la suite d'une décision de déchéance de l'au- torité parentale (n° 29).....	44
b) Les enfants recueillis à la suite d'une cession des droits de l'autorité parentale (n° 30 et s.)	47
c) Les mineurs placés sous la surveillance ou la protection de l'Aide sociale à l'Enfance (n° 32).....	49
B - <u>Le régime des abandons et l'avenir de l'adoption (n° 34 & 35).....</u>	53

PREMIERE PARTIE

LES CONDITIONS DE L'ADOPTION

INTRODUCTION (n° 36).....	58
---------------------------	----

TITRE I : LES ENFANTS ADOPTABLES

INTRODUCTION (n° 37)	59
----------------------------	----

CHAPITRE I : LA DETERMINATION PREALABLE DE L'ENFANT ADOPTABLE(n°38)

Section I : Les enfants pour lesquels les parents ont consenti (n° 39 & s.).....	65
§ 1 - Les personnes ayant qualité pour consentir	69

A- Le père et la mère	69
1°) Cas de l'enfant légitime (n°41)	
a) Les parents sont en désaccord (n°42)	
b) L'un des parents est décédé (n°43)...	71
c) L'un des parents est hors d'état de manifester sa volonté (n°44).....	73
d) L'un des parents a perdu les droits de l'autorité parentale (n°45).	
e) Les parents ont été condamnés pour abandon de famille (n°46).....	74
2°) Cas de l'enfant naturel	
a) La filiation est établie vis à vis des deux parents (n°47).....	75
b) La filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul (n°48).....	76
B- Le conseil de famille	
1°) Cas de l'enfant légitime (n°49).....	78
2°) Cas de l'enfant naturel (n°50).....	81
a) L'enfant naturel reconnu	
b) L'enfant naturel non reconnu (n°51)...	82
3°) Obligation de consulter la personne qui prend soin de l'enfant (n°52).....	83
§ 2- Les formes du consentement (n°53).....	84
A- Le consentement donné par les parents...	86
1°) Devant le juge du tribunal d'instance (n° 54).....	
2°) Devant un notaire français ou étranger (n°55).....	87
3°) Devant un agent diplomatique ou consulaire français (n°56).....	90
4°) Au service de l'Aide sociale à l'enfance (n° 57)	91
B- Le consentement donné par le conseil de famille de l'enfant (n°58).....	93
§ 3- La validité du consentement (n°59).....	93
I- La capacité requise	
A- Le consentement émane d'un mineur(n°60).	94
B- Le consentement émane d'un majeur(n°61&s.)	95
1°) Le majeur placé sous sauvegarde de justice	
2°) Le majeur en curatelle	
3°) Le majeur en tutelle	
4°) Le faible d'esprit et le majeur non soumis à une protection légale(n°65 &s.)	101

II- L'efficacité du consentement (n°67).....	103
A- L'existence du consentement (n°68).....	105
B- La validité du consentement donné par les parents (n°69).....	106
1°) L'erreur	
a) L'erreur-obstacle (n°70).....	108
b) L'erreur-vice du consentement (n°71)	110
2°) La violence (n°73 & s.).....	113
3°) Le dol (n°76 & s.).....	118
4°) La cause (n° 78 & s.)	121
C- La validité du consentement donné par	
le conseil de famille	124
1°) : recours pour vice de forme (n°80).	125
2°) Recours en réformation de la décision (n° 81).....	127
D- La validité du consentement en présence d'un enfant de moins de 2 ans.(n°82)....	129
§ 4- Nature et effets du consentement à l'adoption (n° 83).....	133
1°) Les parents d'origine restent titulaires de l'autorité parentale(85).	136
2°) Les parents de recueil sont titulaires du droit de garde et de direction (n° 86 & s.).....	137
Section II: Les pupilles de l'Etat (n° 88)....	142
Le régime antérieur, ses inconvénients (n° 89).....	143
A- Les caractéristiques du nouveau régime (n° 90).....	145
B- Etude des nouvelles catégories de pupilles (n° 91 et s.)	149
C- Le consentement à l'adoption des pupilles de l'Etat (n° 98).....	160
Section III::Les enfants déclarés abandonnés..	164
§ 1- Difficultés d'une détermination de l'abandon	
A- Essai de définition de l'abandon (n°101)	
1°) L'abandon, acte réglementé (n°102)...	166
2°) L'abandon, état de fait (n°103).....	169
3°) L'abandon, conséquence d'une décision judiciaire (n° 104).....	171
B- L'abandon suivant l'interprétation jurisprudentielle.....	172
1°) Les imperfections de la loi du 1er mars 1963 (n°105).....	173

a) Définition imprécise de l'enfant abandonné (n°105).....	173
b) Absence de définition du terme "parent inconnu" (n°106).....	175
2°) Les critères juridictionnels de l'abandon(n°107).....	176
a) volonté réelle et éclairée	
b) abandon effectif et prolongé	
c) aspect moral du désintéressement	
d) le désintéressement doit être volontaire	
e) le désintéressement doit être durable et exister au moment de la requête en vue d'adoption (n°108)	180
C- L'abandon résultant de l'immatriculation comme pupille de l'Etat (n°109).....	182
§ 2- Le jugement déclaratif d'abandon: prélude à l'adoption (n°110).....	185
A- Son champ d'application (n°111 et s.)...	186
B- Ses conditions	193
1°) Les enfants pouvant "bénéficier" d'un jugement d'abandon (n°114)	
L'enfant légitime pour lequel le secret de la naissance a été demandé (n°115)...	195
a) mise en oeuvre de l'article 350 al.3 (n°116 et s.).....	196
b) ses contradictions avec le droit de la filiation (n°119 et s.).....	202
2°) La notion de parent au sens de l'article 350(n°123).....	208
3°) Le désintéressement d'un an(n°124 &s.)	210
4°) Le droit de préférence d'un membre de la famille (n°130 et s.).....	221
C- Sa procédure.....	226
1°) Le tribunal compétent (n°132).....	227
2°) La saisine du tribunal (n°133).....	227
3°) L'instruction de la demande (n°134 &s.)	228
4°) Le jugement (n°136).....	234
5°) Les voies de recours (n°137 et s.)....	235
a) L'appel	
b) Le pourvoi en cassation (n°140).....	241
c) La tierce-opposition (n°141 et s.)...	242
conditions d'exercice	
cas d'ouverture.....	244

D- Les effets du jugement d'abandon (n°145)	247
1°) L'enfant déclaré abandonné devient adoptable (n°146).....	249
2°) Le tribunal délègue les droits de l'autorité parentale (n°147).....	251
3°) La délégation ne comporte pas le droit de consentir à l'adoption (n°148).....	253
4°) Le jugement d'abandon, étape préliminaire de l'adoption (n°149 et s.).....	254

CHAPITRE II : LES CONDITIONS DE SON ADOPTION

§ 1- La prohibition des adoptions multiples (n°152).....	261
§ 2- L'âge (n°153).....	262
a) âge minimum du recueil	
b) âge limite, importance de la date du recueil (n°154).....	265
§ 3- Le délai de recueil de 6 mois.....	267
a) son utilité (n° 155).....	267
b) son point de départ (n°156).....	270
c) son mode de calcul (n° 157).....	272
d) ses limites (n°158)	
§ 4- Le consentement de l'enfant de plus de 15 ans (n° 159).....	273
§ 5- Le consentement du conjoint de l'adopté (n°160).....	276
§ 6- Les données médicales et psychologiques (n° 161 et s.)	277

TITRE II : LES PARENTS ADOPTIFS

INTRODUCTION (n°164).....	283
---------------------------	-----

CHAPITRE I : LA VOCATION A L'ADOPTION (n°165 & S.)

Section I: L'adoption par un couple (n°169)....	292
1°) L'adoption est demandée conjointement par deux époux, non séparés de corps (n°170).....	293
2°) L'adoption est demandée par un des conjoints avec le consentement de l'autre (n°171).....	295
Section II : L'adoption par un seul (n°173 & s.)	298

Section III: L'adoption en présence d'enfant légitime (n°175).....	304
1°) Le principe: l'adoption n'est possible qu'en l'absence de descendant légitime (n°176 et s.)	306
2°) Mise en oeuvre du principe (n°179 & S.)	312
3°) L'exception au principe : la dispense du Président de la République (n°182)	316

CHAPITRE II : LES CONDITIONS TENANT A LA PERSONNE DES ADOPTANTS (n°183)

§ 1- Le dossier de demande (n°184 et s.).....	321
§ 2- Les conditions exigées	327
1°) garanties morales et familiales(n°186)	
2°) capacités éducatives (n°187).....	331
3°) situation sociale (n°188).....	333
4°) garanties médicales et psychologiques (n°189 et s.).....	335
§ 3- La décision finale (n°192).....	340

CHAPITRE III: LES CONDITIONS TENANT AUX RAPPORTS ENTRE ADOPTANT ET ADOPTE

§ 1- Différence d'âge (n°194).....	346
§ 2- Existence d'un lien de parenté ou d'alliance (n°195).....	348
1°) L'adoption est possible entre parents et alliés	
2°) L'adoption est impossible entre époux	
3°) Le tuteur peut adopter son pupille	
4°) L'adoption de son propre enfant.....	350
a) l'enfant naturel (n°196).....	
b) L'enfant adultérin(n°197 et s.).....	353
§ 3- L'adoption de l'enfant du conjoint(n°200)	358
a) il s'agit d'un enfant naturel (n°201)	359
b) il s'agit d'un enfant légitime d'un premier mariage (n°202 et s.).....	361

DEUXIEME PARTIE

LA REALISATION DE L'ADOPTION

INTRODUCTION (n°206).....	371
---------------------------	-----

TITRE I : RECHERCHE D'UN EQUILIBRE ENTRE LES DROITS DU SANG ET LES DROITS DE LA FAMILLE DE RECUEIL

INTRODUCTION (n°207).....	372
---------------------------	-----

CHAPITRE I : LES GARANTIES A LA FAMILLE PAR LE SANG (n°208 et s.)

Section I : Les garanties entourant le consentement

§ 1- Leur champ d'application (n°211).....	379
1°) Le consentement à l'adoption(n°212)...	380
2°) L'abandon formel par les parents(n°213)	384
3°) La remise en vue d'adoption (n°214)...	385
-remise directe à l'adoptant	
-remise à un intermédiaire agréé	
-réglementation des oeuvres d'adoption (n°215, et.s.).....	387
-recueil d'un enfant à l'étranger(n°219)	394
§ 2- L'obligation d'information (n°220).....	396
1°) L'information orale (n°221).....	398
2°) L'information écrite (n°222).....	399
3°) Les personnes tenues de cette informa- tion (n°223).....	401
4°) La preuve et ses difficultés.(n°224)..<	402
5°) Sanction du non respect des formalités (n°226).....	405
§ 3- Le délai de rétractation (n°227).....	407
A- Sa nature et ses conditions	
1°) droit absolu ouvert aux parents(n°228)	408
2°) droit limité dans le temps (n°230)....	415
a) sa durée	
b) son mode de calcul (n°231).....	419
3°) droit, soumis à un certain formalisme.	421
a) remise d'un modèle de lettre de rétractation (n°233).....	422
b) mise en oeuvre du droit (n°234).....	
c) destinataire de la lettre (n°235)....	426
B- Sa portée	
1°) Effet suspensif (n°236).....	427
2°) Effet de l'écoulement du délai(n°237).	429

3°) Exception à l'effet absolu de l'expiration du délai(n°238).....	430
Section II : Les moyens supplétifs du consentement: L'intervention judiciaire(n°239) 437	
§ 1- Absence de manifestation de volonté des parents (n°240).....	438
§ 2- Opposition des parents (n°241).....	439
1°) Champ d'application de l'article 348-6 du code civil (n°242)	444
2°) critères de mise en oeuvre(n°243)..	446
3°) procédure (n°244).....	450
CHAPITRE II : LES GARANTIES A LA FAMILLE DE RECUEIL : LE PLACEMENT EN VUE D'ADOPTION(245)	
1°) Ses conditions	
a) Les enfants susceptibles d'être placés (n°246).....	455
b) Le délai de 3 mois (n°247 et s.)..	456
c) L'interdiction de tout placement, en cas de rétractation du consente- ment à l'adoption.(n°249).....	459
2°) Ses effets (n°250).....	461
Caducité des effets du placement...	464
3°) Son point de départ..(n°252.et.s.)..	465
4°) Sa durée (n°254).....	468
5°) Le contrôle administratif préalable	469
a) placement du pupille de l'Etat(255)	
b) placement de l'enfant recueilli par un intermédiaire agréé(n°256).....	470
c) placement direct (n°257).....	472
TITRE II : LA CREATION D'UNE CELLULE FAMILIALE	
INTRODUCTION (n°259).....	476
CHAPITRE I : LE JUGEMENT D'ADOPTION PLENIERE (n°260 et s.)	
Section I : La procédure devant le tribunal de grande instance	482
1°) Le tribunal compétent (n°262 et s.)	
2°) La saisine du tribunal(n°264 et s.)	485
3°) L'instruction de la demande(n°266&s)	488
4°) Le jugement (n° 270 et s.).....	494
5°) Nature de la décision (n°273).....	497

Section II : Les voies de recours (n°2750).....	502
1°) L'appel (276).....	503
Le point de départ de l'appel(277&s)	504
2°) Le pourvoi en cassation (280).....	508
3°) La tierce-opposition. (281).....	509
a) la notion de tiers (n°282).....	511
b) les cas d'ouverture(n°283).....	513
c) Limites au champ d'application de l'article 353-1 (n° 284 et s.).....	516
4°) L'opposition et la requête civile..	520
5°) La nullité (n°287 et s.).....	521
Section III: Les règles applicables au cas d'adoption entre étrangers(n°289)	526
1°) La loi applicable aux conditions de forme et de procédure, à la publicité (n°290 et s.).....	527
2°) La loi applicable au fond (n°292)..	531
-1er cas- adoption en France d'un enfant étranger par des français(293)	532
-2ème cas-adoption en France d'un enfant français par des étrangers(n°294 &s.)	533
-3ème cas-adoption en France d'enfant étranger par des étrangers(n°296)....	537
-l'exception d'ordre public(n°297&s.)	5
3°) La loi applicable aux effets de l'adoption (n°299).....	540
CHAPITRE II : LES EFFETS DU JUGEMENT D'ADOPTION PLENIERE (n°302)	
Section I : Rupture des liens avec la famille d'origine (n°303 et s.).....	549
Section II- Création d'un nouveau lien de filiation.....	554
A- sa nature (n°305).....	
B- son point de départ et sa durée (n°306&s)	555
C- ses effets (n°308).....	557
1°)Intégration de l'adopté dans la famille de l'adoptant (n° 309 et s.).....	558
2°)Création de droits et d'obligations	561
a)Transfert de l'autorité parentale (n°312 et s.).....	562
b) Vocation successorale de l'adopté (n°314 et s.).....	563
c) Droits de mutation à titre gratuit (n°316).....	567

3°) Acquisition d'un nouvel état-civil..	568
a) changement de prénom (n°318).....	
b) acquisition du nom patronymique(319)	569
c) transmission des titres nobiliaires (n° 520 et s.).....	577
d) changement de nationalité (n°525)..	588
e) inscription sur le livret de famille des adoptants (n°326).....	587
f) le nouvel acte de naissance de l'adopté (n°327).....	587
-le projet de loi	
-les formes de la transcription(n°328)	590
-les modalités de la transcription (n°329).....	591
-les conditions de la transcription (n°330).....	592
-les effets de la transcription (n°331 et s.).....	593
g) l'acte de baptême de l'adopté(333&s.)	598
h) l'interdiction de toute information relative à une adoption(n°335).....	602
D- Les effets de l'adoption post mortem(336)	603
1°) Effets extra patrimoniaux	603
2°) Effets patrimoniaux (n°338).....	608
Section III: Les conditions d'effet en France d'une décision d'adoption prononcée à l'étranger.....	608
A- Principes applicables (n°340 et s.).....	
B- Mise en oeuvre des principes.....	613
1°) Le jugement étranger emporte les mêmes effets qu'un jugement français d'adop- tion plénière (n° 343 et s.).....	613
2°) Le jugement étranger ne peut emporter que les effets d'une adoption simple (n°345 et s.)	619
CONCLUSION. (n° 347 à 354).....	622
BIBLIOGRAPHIE	631
TRAVAUX PARLEMENTAIRES-LOI DU 11 JUILLET 1966...	643
TABIE CHRONOLOGIQUE DES ARRETS ET JUGEMENT CITES	644

A N N E X E S

- I - Convention concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption.
La Haye, le 28 octobre 1964
- II- Convention Européenne en matière d'adoption des enfants.
Strasbourg, le 24 avril 1967
- III- Liste des oeuvres d'adoption autorisées.
(annexée à la circulaire du 7 février 1967)
- IV- Procès-verbal de remise d'un enfant à une oeuvre privée
- V - Formule de déclaration d'abandon et de consentement à l'adoption, utilisée par les services de l'Aide sociale à l'Enfance de Paris
- VI- Notice précisant les conséquences de l'abandon, les délais et les conditions de restitution de l'enfant
(Aide sociale à l'Enfance de Paris)
- VII- Modèle de lettre de rétractation (Aide sociale à l'Enfance de Paris)
- VIII- Tableau des délais permettant l'immatriculation d'un enfant comme pupille de l'Etat ou son placement en vue d'adoption
- IX- Statistiques des adoptions simples et des légitimations adoptives prononcées par le tribunal de grande instance de Paris.
Années 1967 - 1968 -

— CONVENTION CONCERNANT LA COMPÉTENCE DES AUTORITÉS, LA
LOI APPLICABLE ET LA RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS EN
MATIÈRE D'ADOPTION

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant établir des dispositions communes concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — La présente Convention est applicable aux adoptions entre :

d'une part une personne ayant la nationalité d'un des Etats contractants ainsi que sa résidence habituelle dans un de ces Etats, ou des époux dont chacun a la nationalité d'un des Etats contractants ainsi que sa résidence habituelle dans un de ces Etats et,

d'autre part, un enfant, âgé de moins de dix-huit ans accomplis au jour de la demande en adoption, non encore marié et ayant la nationalité d'un des Etats contractants ainsi que sa résidence habituelle dans un de ces Etats.

Art. 2. — La présente Convention n'est pas applicable si :

a) les adoptants n'ont ni la même nationalité, ni leur résidence habituelle dans le même Etat contractant ;

b) le ou les adoptants et l'enfant ont tous la même nationalité ainsi que leur résidence habituelle dans l'Etat dont ils sont ressortissants ;

c) il n'est pas statué sur l'adoption par une autorité compétente en vertu de l'article 3.

Art. 3. — Sont compétentes pour statuer sur l'adoption :

a) les autorités de l'Etat de la résidence habituelle de l'adoptant ou, lorsqu'il s'agit d'une adoption par des époux, les autorités de l'Etat dans lequel ils ont tous deux leur résidence habituelle ;

b) les autorités de l'Etat de la nationalité de l'adoptant ou, lorsqu'il s'agit d'une adoption par des époux, les autorités de l'Etat de leur nationalité commune.

Les conditions de résidence habituelle et de nationalité doivent être remplies tant au moment où les autorités visées au présent article sont saisies qu'au moment où elles statuent.

Art. 4. — Les autorités visées à l'article 3, alinéa premier, appliquent, sous réserve de l'article 5, alinéa premier, leur loi interne aux conditions de l'adoption.

Toutefois les autorités compétentes en raison de la résidence habituelle doivent respecter toute interdiction d'adopter consacrée par la loi nationale de l'adoptant ou, s'il s'agit d'une adoption par des époux, par leur loi nationale commune, lorsque cette interdiction a fait l'objet d'une déclaration visée par l'article 13.

Art. 5. — Les autorités visées à l'article 3, alinéa premier, appliquent la loi nationale de l'enfant aux consentements et consultations autres que ceux d'un adoptant, de sa famille et de son conjoint.

Si, d'après la loi nationale de l'enfant, celui-ci ou un membre de sa famille doit personnellement comparaître devant l'autorité qui statue sur l'adoption, il y a lieu de procéder, le cas échéant, par voie de commission rogatoire lorsque la personne en question n'a pas sa résidence habituelle dans l'Etat de ladite autorité.

Art. 6. — Les autorités visées à l'article 3, alinéa premier, ne prononcent l'adoption que si elle est conforme à l'intérêt de l'enfant. Elles procèdent préalablement, par l'intermédiaire des autorités locales appropriées, à une enquête approfondie concernant le ou les adoptants, l'enfant et sa famille. Dans toute la mesure du possible l'enquête est effectuée avec la collaboration d'organisations publiques ou privées qualifiées en matière d'adoption sur le plan international et le concours de travailleurs sociaux ayant reçu une formation spéciale ou ayant une expérience particulière des problèmes d'adoption :

Les autorités de tous les Etats contractants prennent sans délai toutes mesures d'entraide demandées en vue d'une adoption à laquelle la présente Convention est applicable ; les autorités peuvent communiquer directement entre elles à cet effet.

Tout Etat contractant a la faculté de désigner une ou plusieurs autorités chargées des communications prévues à l'alinéa précédent.

Art. 7. — Sont compétentes pour annuler ou révoquer une adoption à laquelle la présente Convention est applicable :

a) les autorités de l'Etat contractant dans lequel l'adopté a sa résidence habituelle au jour de la demande d'annulation ou de révocation ;

b) les autorités de l'Etat contractant dans lequel, au jour de la demande d'annulation ou de révocation, l'adoptant a sa résidence habituelle ou dans lequel, lorsqu'il s'agit d'une adoption par des époux, ces derniers ont tous deux leur résidence habituelle ;

c) les autorités de l'Etat dans lequel il a été statué sur l'adoption.

Une adoption peut être annulée en application :

a) soit de la loi interne de l'autorité qui a statué sur l'adoption ;

b) soit de la loi nationale de l'adoptant ou des époux au moment où il a été statué sur l'adoption lorsque la nullité a pour cause la violation d'une des interdictions visées par l'article 4, alinéa 2 ;

c) soit de la loi nationale de l'adopté lorsque la nullité a pour cause le défaut ou le vice de l'un des consentements requis par cette loi.

Une adoption peut être révoquée en application de la loi interne de l'autorité saisie.

Art. 8. — Toute adoption à laquelle la présente Convention est applicable et sur laquelle a statué une autorité compétente au sens de l'article 3, alinéa premier, est reconnue de plein droit dans tous les Etats contractants.

Toute décision d'annulation ou de révocation prononcée par une autorité compétente au sens de l'article 7 est reconnue de plein droit dans tous les Etats contractants.

Si une contestation s'élève dans un Etat contractant sur la reconnaissance d'une telle adoption ou décision, les autorités de cet Etat sont liées, lors de l'appréciation de la compétence de l'autorité qui a statué, par les constatations de fait sur lesquelles ladite autorité a fondé sa compétence.

Art. 9. — Lorsque l'une des autorités compétentes selon l'article 3, alinéa premier, a statué sur une adoption, elle en informe le cas échéant l'autre Etat dont les autorités étaient également compétentes à cet effet, ainsi que l'Etat dont l'enfant a la nationalité et l'Etat contractant où l'enfant est né.

Lorsque l'une des autorités compétentes selon l'article 7, alinéa premier, a annulé ou révoqué une adoption, elle en informe l'Etat dont l'autorité avait statué sur l'adoption ainsi que l'Etat dont l'enfant a la nationalité et l'Etat contractant où l'enfant est né.

Art. 10. — Aux fins de la présente Convention, un adoptant ou un enfant apatride ou de nationalité inconnue est censé avoir la nationalité de l'Etat de sa résidence habituelle.

Art. 11. — Aux fins de la présente Convention, si, dans l'Etat dont un adoptant ou l'enfant a la nationalité, plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, les références à la loi nationale interne et aux autorités de l'Etat dont une personne a la nationalité sont interprétées comme visant la loi et les autorités déterminées par les règles en vigueur dans cet Etat ou, à défaut de telles règles, à la loi ou aux autorités du système avec lequel l'intéressé a les liens les plus étroits.

Art. 12. — La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions d'autres Conventions en matière d'adoption liant au moment de son entrée en vigueur des Etats contractants.

Art. 13. — Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, peut faire, aux fins de l'application de l'article 4, alinéa 2, une déclaration spécifiant une ou plusieurs interdictions d'adopter consacrées par sa loi interne et fondées sur :

a) l'existence de descendants du ou des adoptants ;

b) le fait que l'adoption est demandée par une seule personne ;

c) l'existence d'un lien du sang entre un adoptant et l'enfant ;

d) l'existence d'une adoption antérieure de l'enfant par d'autres personnes ;

e) l'exigence d'une différence d'âge entre le ou les adoptants et l'enfant ;

f) les conditions d'âge de ou des adoptants et de l'enfant ;

g) le fait que l'enfant ne réside pas chez le ou les adoptants.

Une telle déclaration peut être retirée à tout moment. Le retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet d'une déclaration retirée cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Art. 14. — Tout Etat contractant peut faire une déclaration spécifiant les personnes devant être considérées comme ayant sa nationalité aux fins de la présente Convention.

Une telle déclaration, ainsi que sa modification ou son retrait, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La déclaration, sa modification ou son retrait prendront effet le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Art. 15. — Les dispositions de la présente Convention ne peuvent être écartées dans les Etats contractants que si leur application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

Art. 16. — Chaque Etat contractant désignera les autorités compétentes pour :

- a) statuer sur l'adoption dans le sens de l'article 3, alinéa premier ;
- b) échanger les communications prévues par l'article 6, alinéa 2, s'il entend faire usage de la faculté impartie par l'article 6, alinéa 3 ;
- c) annuler ou révoquer une adoption en vertu de l'article 7 ;
- d) recevoir les informations adressées en application de l'article 9.

Il notifiera la liste des autorités compétentes, ainsi que toute modification ultérieure, au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Art. 17. — Chaque Etat contractant communiquera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, aux fins de l'application de l'article 5, les dispositions de sa loi interne relatives aux consentements et consultations.

Tout Etat faisant une déclaration au sens de l'article 13 communiquera audit Ministère les dispositions de sa loi interne relatives aux interdictions visées par sa déclaration.

Tout Etat contractant communiquera audit Ministère les modifications ultérieures des dispositions légales prévues aux alinéas 1 et 2.

Art. 18. — La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Art. 19. — La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour après le dépôt du troisième instrument de ratification prévu par l'article 18, alinéa 2.

La Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat signataire ratifiant postérieurement, le soixantième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

Art. 20. — Tout Etat non représenté à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 19, alinéa premier. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention n'entrera en vigueur pour un tel Etat qu'à défaut d'opposition de la part d'un Etat ayant ratifié la Convention avant ce dépôt, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas dans un délai de 6 mois à partir de la date à laquelle ce Ministère lui aura notifié cette adhésion.

A défaut d'opposition, la Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent le premier jour du mois qui suit l'expiration du dernier des délais mentionnés à l'alinéa précédent.

Art. 21. — Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

La Convention entrera en vigueur, pour les territoires visés par l'extension, le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Art. 22. — Tout Etat contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas reconnaître les adoptions sur lesquelles ont statué les autorités compétentes en vertu de l'article 3, alinéa premier, lettre b), lorsque, au jour de la demande d'adoption, l'enfant avait sa résidence habituelle sur son territoire et n'avait pas la nationalité de l'Etat dont les autorités ont statué. Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra également, en notifiant une extension de la Convention conformément à l'article 21, faire cette réserve avec effet limité aux territoires ou à certains des territoires visés par l'extension.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'effet de la réserve cessera le soixantième jour après la notification mentionnée à l'alinéa précédent.

Art. 23. — La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 19, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront ratifiée ou y auront adhéré postérieurement.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Elle pourra se limiter à certains des territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Art. 24. — Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats visés à l'article 18, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 20 :

a) les déclarations et retraits de déclarations visés à l'article 13 ;
b) les déclarations, modifications et retraits de déclarations visés à l'article 14 ;

c) les désignations d'autorités visées à l'article 16 ;

d) les dispositions légales visées à l'article 17 et leurs modifications ;

e) les signatures et ratifications visées à l'article 18 ;

f) la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 19, alinéa premier ;

g) les adhésions visées à l'article 20 et la date à laquelle elles auront effet ;

h) les extensions visées à l'article 21 et la date à laquelle elles auront effet ;

i) les réserves et retraits de réserves visés à l'article 22 ;

j) les dénonciations visées à l'article 23, alinéa 3.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le ..., 19.., en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats représentés à la Dixième session de la Conférence de La Haye de droit international privé.

L'Acte final du 28 octobre 1964 a été signé par les
Délégués des Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne,
de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, des
Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, de la France, de la Grèce,
de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg,
de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, de la République Arabe
Unie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
de la Suède, de la Suisse, de la Turquie, et de la Yougoslavie.

TEXTE DE LA CONVENTION EUROPEENNE EN MATIERE D'ADOPTION DES ENFANTS

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin, notamment, de favoriser leur progrès social ;

Considérant que, bien que l'institution de l'adoption des enfants existe dans la législation de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, il y a dans ces pays des vues divergentes sur les principes qui devraient régir l'adoption, ainsi que des différences quant à la procédure d'adoption et aux effets juridiques de l'adoption ;

Considérant que l'acceptation de principes communs et de pratiques communes en ce qui concerne l'adoption des enfants contribuerait à aplanir les difficultés causées par ces divergences et permettrait en même temps de promouvoir le bien des enfants qui sont adoptés,

Sont convenus de ce qui suit :

Partie I

ENGAGEMENTS ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

Chaque Partie Contractante s'engage à assurer la conformité de sa législation aux dispositions de la Partie II de la présente Convention et à notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les mesures prises à cette fin.

Article 2

Chaque Partie Contractante s'engage à prendre en considération les dispositions énoncées dans la Partie III de la présente Convention et si elle donne effet, ou si, après avoir donné effet, elle cesse de donner effet à l'une quelconque de ces dispositions, elle devra le notifier au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 3

La présente Convention concerne uniquement l'institution juridique de l'adoption d'un enfant qui, au moment où l'adoptant demande à l'adopter, n'a pas atteint l'âge de 18 ans, n'est pas ou n'a pas été marié, et n'est pas réputé majeur.

Partie II

DISPOSITIONS ESSENTIELLES

Article 4

L'adoption n'est valable que si elle est prononcée par une autorité judiciaire ou administrative ci-après appelée « l'autorité compétente ».

Article 5

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 4 du présent article, l'adoption n'est prononcée que si au moins les consentements suivants ont été accordés et n'ont pas été retirés :

(a) le consentement de la mère et, lorsque l'enfant est légitime, celui du père, ou, s'il n'y a ni père ni mère qui puisse consentir, le consentement de toute personne ou de tout organisme qui serait habilité à exercer les droits parentaux à cet égard ;

(b) le consentement du conjoint de l'adoptant.

2. Il n'est pas permis à l'autorité compétente :

(a) de se dispenser de recueillir le consentement de l'une des personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus, ou

(b) de passer outre au refus de consentement de l'une des personnes ou de l'un des organismes visés audit paragraphe 1, sinon pour des motifs exceptionnels déterminés par la législation.

3. Si le père ou la mère est privé de ses droits parentaux envers l'enfant, ou en tout cas du droit de consentir à l'adoption, la législation peut prévoir que son consentement ne sera pas requis.

4. Le consentement d'une mère à l'adoption de son enfant ne sera accepté que s'il est donné après la naissance, à l'expiration du délai prescrit par la législation et qui ne doit pas être inférieur à 6 semaines ou, s'il n'est pas spécifié de délai, au moment où,

de l'avis de l'autorité compétente, la mère aura pu se remettre suffisamment des suites de l'accouchement.

5. Dans le présent article, on entend par « père » et « mère » les personnes qui sont légalement les parents de l'enfant.

Article 6

1. La législation ne peut permettre l'adoption d'un enfant que par deux personnes unies en mariage, qu'elles adoptent simultanément ou successivement, ou par un seul adoptant.

2. La législation ne peut permettre une nouvelle adoption d'un enfant que dans l'un ou plusieurs des cas suivants :

(a) lorsqu'il s'agit d'un enfant adoptif du conjoint de l'adoptant,

(b) lorsque le précédent adoptant est décédé,

(c) lorsque la précédente adoption est annulée,

(d) lorsque la précédente adoption a pris fin.

Article 7

1. Un enfant ne peut être adopté que si l'adoptant a atteint l'âge minimum prescrit à cette fin, cet âge n'étant ni inférieur à 21 ans, ni supérieur à 35 ans.

2. Toutefois, la législation peut prévoir la possibilité de déroger à la condition d'âge minimum :

(a) si l'adoptant est le père ou la mère de l'enfant, ou

(b) en raison de circonstances exceptionnelles.

Article 8

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption que si elle a acquis la conviction que l'adoption assurera le bien de l'enfant.

2. Dans chaque cas, l'autorité compétente attachera une particulière importance à ce que cette adoption procure à l'enfant un foyer stable et harmonieux.

3. En règle générale, l'autorité compétente ne considérera pas comme remplies les conditions précitées si la différence d'âge entre l'adoptant et l'enfant est inférieure à celle qui sépare ordinairement les parents de leurs enfants.

Article 9

1. L'autorité compétente ne prononcera une adoption qu'après une enquête appropriée concernant l'adoptant, l'enfant et sa famille.

2. L'enquête devra, dans la mesure appropriée à chaque cas, porter notamment sur les éléments suivants :

(a) la personnalité, la santé et la situation économique de l'adoptant, sa vie de famille et l'installation de son foyer, son aptitude à éduquer l'enfant ;

(b) les motifs pour lesquels l'adoptant souhaite adopter l'enfant ;

(c) les motifs pour lesquels, au cas où l'un seulement de deux époux demande à adopter un enfant, le conjoint ne s'associe pas à la demande ;

(d) la convenance mutuelle entre l'enfant et l'adoptant, la durée de la période pendant laquelle il a été confié à ses soins ;

(e) la personnalité et la santé de l'enfant ; sauf prohibition légale, les antécédents de l'enfant ;

(f) le sentiment de l'enfant au sujet de l'adoption proposée ;

(g) la religion de l'adoptant et la religion de l'enfant, s'il y a lieu.

3. Cette enquête devra être confiée à une personne ou à un organisme reconnu par la loi ou agréés à cet effet par une autorité judiciaire ou administrative. Elle devra, dans la mesure du possible, être effectuée par des travailleurs sociaux qualifiés en ce domaine par leur formation ou par leur expérience.

4. Les dispositions du présent article n'affectent en rien le pouvoir et l'obligation qu'a l'autorité compétente de se procurer tous renseignements ou preuves concernant ou non l'objet de l'enquête, et qu'elle considère comme pouvant être utiles.

Article 10

1. L'adoption confère à l'adoptant à l'égard de l'enfant adopté les droits et obligations de toute nature qui sont ceux d'un père ou d'une mère à l'égard de son enfant légitime.

L'adoption confère à l'adopté à l'égard de l'adoptant les droits et obligations de toute nature qui sont ceux d'un enfant légitime à l'égard de son père ou de sa mère.

2. Dès que naissent les droits et obligations visés au paragraphe 1 du présent article, les droits et obligations de même nature existant entre l'adopté et son père ou sa mère ou tout autre personne ou organisme cessent d'exister. Néanmoins, la législation peut prévoir

que le conjoint de l'adoptant conserve ses droits et obligations envers l'adopté si celui-ci est son enfant légitime, illégitime ou adoptif.

En outre, la législation peut maintenir pour les parents l'obligation alimentaire envers l'enfant, l'obligation de l'entretenir, de l'établir et de le doter pour le cas où l'adoptant ne remplit pas une de ces obligations.

3. En règle générale, l'adopté sera mis en mesure d'acquérir le patronyme de l'adoptant ou de l'ajouter à son propre patronyme.

4. Si un parent légitime a le droit de jouissance sur les biens de son enfant, le droit de jouissance de l'adoptant sur les biens de l'adopté peut, nonobstant le paragraphe 1 du présent article, être limité par la législation.

5. En matière successorale, dans la mesure où la législation donne à l'enfant légitime un droit dans la succession de son père ou de sa mère, l'enfant adopté est traité à cet égard de la même manière que s'il était l'enfant légitime de l'adoptant.

Article 11

1. Si l'enfant adopté n'a pas, dans le cas d'adoption par une seule personne, la nationalité de l'adoptant ou, dans le cas d'adoption par des époux, leur commune nationalité, la Partie Contractante dont l'adoptant ou les adoptants sont ressortissants facilitera l'acquisition de sa nationalité par l'enfant.

2. La perte de nationalité qui pourrait résulter de l'adoption est subordonnée à la possession ou à l'acquisition d'une autre nationalité.

Article 12

1. Le nombre d'enfants que peut adopter un même adoptant ne sera pas limité par la législation.

2. Il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter un enfant pour le motif qu'elle a, ou pourrait avoir, un enfant légitime.

3. Si l'adoption améliore la situation juridique de l'enfant, il ne pourra pas être interdit par la législation à une personne d'adopter son enfant illégitime.

Article 13

1. Tant que l'adopté n'est pas majeur, l'adoption ne peut être révoquée que par décision d'une autorité judiciaire ou administra-

tive pour motifs graves et uniquement si la révocation pour de tels motifs est admise par la législation.

2. Le paragraphe précédent ne concerne pas les cas où :

(a) l'adoption est nulle,

(b) l'adoption prend fin par suite de la légitimation de l'adopté par l'adoptant.

Article 14

Lorsque les enquêtes effectuées pour l'application des articles 8 et 9 de la présente Convention se rapporteront à une personne qui réside ou a résidé sur le territoire d'une autre Partie Contractante, cette Partie Contractante devra s'efforcer d'obtenir que les renseignements nécessaires qui lui sont demandés soient fournis sans délai. Les autorités peuvent communiquer directement entre elles à cet effet.

Article 15

Des dispositions seront prises pour prohiber tout gain injustifié provenant de la remise d'un enfant en vue de son adoption.

Article 16

Chacune des Parties Contractantes conserve la faculté d'adopter des dispositions plus favorables à l'enfant adopté.

Partie III

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES

Article 17

L'adoption ne peut être prononcée que si l'enfant a été confié aux soins des adoptants pendant une période suffisamment longue pour que l'autorité compétente puisse raisonnablement apprécier les relations qui s'établiraient entre eux si l'adoption était prononcée.

Article 18

Les Pouvoirs Publics veilleront à la promotion et au bon fonctionnement d'institutions publiques ou privées auxquelles ceux

qui désirent adopter ou faire adopter un enfant peuvent s'adresser en vue d'obtenir aide et conseil.

Article 19

Les aspects sociaux et juridiques de l'adoption figureront aux programmes de formation des travailleurs sociaux.

Article 20

1. Des dispositions seront prises pour qu'une adoption puisse, le cas échéant, intervenir sans que l'identité de l'adoptant soit révélée à la famille de l'enfant.
2. Des dispositions seront prises pour prescrire ou pour permettre que la procédure d'adoption se déroule à huis clos.
3. L'adoptant et l'adopté pourront obtenir des documents extraits des registres publics dont le contenu atteste le fait, la date et le lieu de la naissance de l'adopté, mais ne révèle pas expressément l'adoption ni l'identité de ses parents d'origine.
4. Les registres publics seront tenus ou, à tout le moins, leurs énonciations reproduites de telle manière que les personnes qui n'y ont pas un intérêt légitime ne puissent apprendre le fait qu'une personne a été adoptée, ou, si ce fait est connu, l'identité de ses parents d'origine.

Partie IV

CLAUSES FINALES

Article 21

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.
3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 22

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.
2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 23

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 27 de la présente Convention.

Article 24

1. Toute Partie Contractante dont la législation prévoit plus d'une forme d'adoption aura la faculté de n'appliquer qu'à une de ces formes les dispositions des paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 10 de la présente Convention, et des paragraphes 2 et 3 de l'article 12.
2. La Partie Contractante faisant usage de cette faculté le notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente Convention, et indiquera les modalités de l'exercice de cette faculté.
3. Cette Partie Contractante peut mettre fin à l'exercice de cette faculté ; elle en avisera le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 25

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, ou encore lorsqu'Elle fera une déclaration conformément au paragraphe 2 de l'article 23 de la présente Convention, formuler au maximum deux réserves au sujet des dispositions de la Partie II de celle-ci.

Des réserves de caractère général ne sont pas permises, chaque réserve ne peut porter que sur une disposition.

Chaque réserve aura effet pendant cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de la Partie considérée. Elle pourra être renouvelée pour des périodes successives de cinq ans, au moyen d'une déclaration adressée avant l'expiration de chaque période au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Toute Partie Contractante peut retirer, en tout ou en partie, une réserve formulée par Elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 26

Chaque Partie Contractante communiquera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe les noms et adresses des autorités auxquelles peuvent être transmises les demandes prévues par l'article 14.

Article 27

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 28

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

(a) toute signature ;

(b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ;

(c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 21 ;

(d) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 1 ;

(e) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 2 ;

(f) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 23 ;

(g) toute information reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 24 ;

(h) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25 ;

(i) le renouvellement de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 25 ;

(j) le retrait de toute réserve, effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25 ;

(k) toute notification formulée en application des dispositions de l'article 26 ;

(l) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 27 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

LISTE DES OEUVRES D'ADOPTION AUTORISEES

Circulaire du 7 février 1967 relative à l'application des décrets n° 67-44 et 67-45 du 12 janvier 1967 (J.B. 5 mars 1967 p. 2229)

BOUCHES DU RHONE : Oeuvre de l'adoption, 54, rue de Paradis, 13 - Marseille

CHARENTE : Oeuvre de l'adoption, 3, rue du Port, 16 - Cognac

HAUTE-GARONNE : Oeuvre de l'adoption, 1, place Saintes-Scarbes, 31 - Toulouse

LOIRE : 1) La Famille adoptive forézienne, 2, place Marengo 42 - Saint-Etienne; 2) Association l'Accueil, 14 ter, avenue Denfert-Rochereau, 42 - Saint-Etienne

NORD : 1) Association de l'adoption des Tout-Petits, 16, rue Jean-Moulin, 59 - Lille; 2) Mme Reynaert, 282, boulevard Victor Hugo, 59 - Lille

RHONE ; 1) Oeuvre adoptive lyonnaise, 33, place Bellecour, 69 - Lyon (2°) ; 2) La famille adoptive chrétienne, 90, rue Laënnec, 69 -Lyon (8°)

SEINE : 1) Oeuvre de l'Immaculée Conception, 1 bis, quai aux Fleurs, Paris (4°); 2) Fondation d'Heucqueville, 81-85, boulevard de Montmorency, Paris (16°); 3) Mme Ramsay, 118, rue de la Pompe, Paris(16°); 4) Association l'Entraide des femmes française, 12, rue Clément Marot, Paris (8°); 5) Oeuvre de secours aux enfants, 23, rue Clapeyron, Paris (8°); 6) Famille adoptive française, 8, rue E.Fournier, Paris (16°); 7) Les Nids de Paris, 83, avenue de Saint-Mandé, Paris (12°).

SEINE-MARITIME: Oeuvre des Nids, 76 - Mont-Saint-Aignan

SEINE-ET-OISE: L'Adoption familiale La Cause, rue Georges Clémenceau, 78 - Carrières-sous-Poissy (Yvelines)

TARN-ET-Garonne : Le Foyer des Tout-Petits, 82 -Montbeton

LES NIDS DE PARIS

Œuvre d'adoption agréée et
reconnue d'utilité publique

P.V.O.

Avenue de Saint-Mandé, PARIS 12

Téléphone : 343 25-38

REMISE D'UN ENFANT EN VUE D'ADOPTION

(Art. 55 du code de la famille et de l'aide sociale)

Je soussignée

Nom :

P. P. P.

née le à

demeurant

déclare confier à l'Œuvre « LES NIDS DE PARIS », en vue de son adoption par une famille catholique, l'enfant :

Nom :

Prénoms :

né le à

non reconnu - reconnu (rayer la mention inutile)

Je certifie avoir été informée par l'Œuvre :

- Des mesures instituées par l'Etat pour aider les parents à élever eux-mêmes leurs enfants - en particulier :
 - Possibilité d'accueil avec l'enfant dans une maison maternelle ou dans un hôtel maternel.
 - Versement par le service de l'Aide sociale à l'enfance (bureau des enfants secourus), 12 rue de la Collégiale à PARIS (5^e) :
 - d'un secours immédiat pour faire face aux premiers besoins de l'enfant ;
 - d'une allocation mensuelle.
 - Placement de l'enfant comme enfant secouru, dans un centre hospitalier du service de l'Aide sociale à l'enfance (adresse ci-dessus).
- Des dispositions du Code civil et du Code de la famille et de l'aide sociale suivant lesquelles, pendant un délai de trois mois à compter de sa remise à l'Œuvre (enfants non reconnus) ou du consentement formel à l'adoption (enfants reconnus), l'enfant doit être rendu immédiatement à ses père et mère sur leur demande, sans formalité ni délai, sur simple présentation d'une fiche d'état-civil justifiant de la reconnaissance, si celle-ci est postérieure à la remise. Il est cependant vivement conseillé, dans tous les cas, d'adresser la demande de reprise à l'Œuvre sous forme de lettre recommandée avec avis de réception, de manière à bien marquer la volonté des parents.
- Du fait que, passé ce délai de trois mois, l'enfant pourra être placé dans une famille en vue de son adoption.
- Des conséquences du placement de l'enfant en vue de l'adoption :
 - Secret du placement.
 - Aucune précision sur le placement de l'enfant en vue d'adoption ne pourra être donnée, mais des nouvelles pourront toutefois, sur demande écrite et dans la mesure du possible, être communiquées.
 - Effets définitifs du placement en vue d'adoption.
 - Ce placement fait notamment échec :
 - à toute déclaration de filiation.
 - à toute reconnaissance.
 - à toute demande de restitution.
 - Si pour une raison de santé physique ou mentale de l'enfant, une adoption ne pouvait être envisagée, je demande à l'Œuvre de le remettre au service de l'Aide sociale à l'enfance, en vue de son admission parmi les pupilles de l'Etat.

Je reconnais avoir reçu la notice prévue par l'art. 55 du Code de la famille et de l'aide sociale, modifié par la loi du 11 juillet 1966, précisant notamment les conséquences de la remise, les délais et conditions de la restitution de l'enfant, ainsi qu'un modèle de lettre de restitution.

JE CERTIFIE QUE JE PRENDS MA DECISION LIBREMENT ET EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE.

Paris, le

(Lu et approuvé)

Signature

DECLARATION COMPLEMENTAIRE
(dans le cas seulement où la filiation est établie)

(Je désire donner mon consentement à l'adoption de mon enfant)

devant | M^e | , notaire à Paris |
| le juge d'instance de mon domicile | (rayer la mention inutile)

(en laissant à l'œuvre le choix de l'adoptant).

Je reconnais :

- avoir été avisée que je peux, pendant un délai de trois mois à dater de la réception de mon consentement par le notaire ou le juge d'instance, rétracter ce consentement par lettre recommandée avec avis de réception ;
- avoir reçu de l'Œuvre un modèle de lettre de rétractation et la notice prévue par la loi.

Paris, le
(Lu et approuvé)
Signature :

PREFECTURE DE PARIS

Direction Générale
de l'Action Sanitaire et Sociale
Sous-Direction de l'Aide Sociale
à l'Enfance
12, rue de la Collégiale PARIS 5e

- DECLARATION D'ABANDON - CONSENTEMENT A L'ADOPTION -

(ce consentement peut être donné par les
père et mère si la filiation de l'enfant
est établie à leur égard).

Je soussigné

NOM : _____

Prénoms : _____

Date et lieu de naissance : _____

Adresse : _____

certifie avoir été informé :

- 1°) de l'aide qui pourrait m'être apportée pour élever mon enfant

- 2°) des conséquences de l'abandon :

- immatriculation comme pupille de l'Etat,
- secret du placement,
- perte des droits de puissance paternelle,
- possibilité de placement en vue d'adoption,

le placement en vue d'adoption faisant échec :

- à toute déclaration de filiation,
- à toute reconnaissance,
- et à toute demande de restitution.

- 3°) du fait que l'abandon deviendra définitif après un délai de trois mois.
Pendant ce délai, l'enfant peut être rendu à ses parents sans formalité
s'il n'est retenu pour une cause autre que la présente déclaration.

Etat civil de l'enfant

NOM _____ prénoms _____

né le _____ à _____

Secret de l'état civil.

Immatriculation

J'ai été prévenue que, faute de reprendre mon enfant dans un délai de 3 mois à partir de ce jour, il devra être immatriculé comme pupille de l'Etat et pourra en conséquence être placé en vue d'adoption.

Consentement à

l'adoption

choix de l'adoptant

Documents remis

Je reconnais avoir reçu :

- 1°/ - une notice précisant, avec les conséquences de l'abandon, les délais et conditions de la restitution d'un enfant
- 2°/ - un modèle de lettre de rétractation du consentement à l'adoption

Date et signature

(si l'enfant est abandonné par ses père et mère ceux-ci devront l'un et l'autre remplir et signer une déclaration).

PARIS, le _____ 196

Signature

Nom et qualité de la personne qui a reçu la déclaration _____

Date :

Signature :

OBSERVATION IMPORTANTE : Le déclarant doit écrire de sa main :

- à la page 1 - ses nom, prénoms, adresse date et lieu de naissance
- à la page 2 - les nom, prénoms, date et lieu de naissance de l'enfant
la demande de secret de la naissance
la formule de consentement à l'adoption
ainsi que la date de la déclaration au-dessus de sa signature.

Direction Générale
de l'Action Sanitaire et Sociale
Sous-Direction de l'Aide Sociale
à l'Enfance
12, rue de la Collégiale PARIS 5e

NOTICE PRECISANT LES CONSEQUENCES DE L'ABANDON
ET LES DELAIS ET CONDITIONS DE RESTITUTION DE L'ENFANT

- Art. 55 du code de la famille loi du 11 juillet 1966 -

1° Conséquences de l'abandon Code de la Famille et de l'Aide Sociale
art. 55 2° - 4° (loi du 11 juillet 1966).

- immatriculation comme pupille de l'Etat,
- secret du placement,
- perte des droits de puissance paternelle,
- possibilité d'une adoption

le placement en vue d'adoption faisant échec à toute déclaration de filiation, à toute reconnaissance, et à toute demande de restitution.

2° Délais et conditions de la restitution de l'enfant

- Code de la Famille et de l'Aide Sociale - art. 64 (loi du 11 juillet 1966)

Texte : article 64 nouveau du code de la famille et aide sociale :

"L'enfant réclamé par son père ou sa mère dans un délai de trois mois à compter de l'abandon ou du consentement à l'adoption, lui est remis sans formalité ni délai.

Lorsque le service de l'aide sociale à l'enfance estime que les conditions d'existence de la famille mettent en danger le santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant, il peut signaler le cas à l'autorité judiciaire en vue de l'application des articles 375 et suivants du code civil, ou de la loi du 24 juillet 1889.

Après le délai de trois mois, la demande de remise est irrecevable et l'enfant est placé, en vue de l'adoption ; dans le cas contraire, il peut être remis à ses parents si le tuteur estime, après avis du conseil de famille prévu à l'article 58 du code de la famille, que la remise est dans l'intérêt de l'enfant.

Le tuteur peut, en outre, autoriser des remises d'essai devant lesquelles sa surveillance continue à s'exercer pendant un ou plusieurs ; à l'expiration du délai ainsi fixé, la remise devient définitive.

Dans le cas de refus du tuteur et lorsque l'enfant n'a pas été placé en vue de l'adoption, le réclamant peut saisir le tribunal de grande instance qui statuera.

Les parents doivent rembourser en une seule fois, ou par versements mensuels échelonnés sur une ou plusieurs années, la dépense faite pour l'entretien de leur enfant, à moins que sur avis conforme du conseil de famille le Préfet ne les exonère en tout ou partie".

Lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Monsieur le Directeur de l'Aide
Sociale à l'Enfance et de la Protection
de la Jeunesse

1er Bureau

12, rue de la Collégiale

-- PARIS - V°

Monsieur le Directeur,

Le - - - - - 196 - - - - -
j'ai confié au Service de l'Aide Sociale à l'Enfance
mon enfant :

- NOM _____ prénoms _____

date de naissance _____

Ce même jour, j'ai signé une déclaration
d'abandon de mon enfant et j'ai donné mon consentement
à son adoption éventuelle pour le cas où il devrait être
immatriculé comme pupille de l'Etat si je n'en demandais
pas la remise dans le délai de trois mois.

J'ai l'honneur de vous informer que je me
présenterai pour reprendre mon enfant avant le délai
fixé, et que je rétracte le consentement que j'avais
donné à son adoption éventuelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur,
l'assurance de ma considération distinguée.

SIGNATURE :

} nom et prénoms du signataire :
} date et lieu de naissance :
} Adresse :

TABEAU DES DELAIS PERMETTANT LE PLACEMENT EN VUE D'ADOPTION
OU L'INMATRICULATION COMME PUPILLE DE L'ETAT

point de départ	:délai de 3 mois	après 3 mois	après 1 an
consentement à l'adoption donné par les parents à un un intermédiaire agréé	droit de rétractation	placement : effets irrévérables	
consentement à l'adoption donné à personne dénommée : enfant de moins de 2 ans	état de fait : remise et non placement, pas d'effets irrévérables		
consentement à l'adoption donné à personne dénommée : enfant de plus de 2 ans	droit de rétractation	placement : effets irrévérables	
consentement à l'adoption donné par un seul des parents (enfant reconnu par les deux)	droit de rétractation pour celui qui a consenti		jugement d'abandon vis à vis de l'autre
consentement à l'adoption donné par un seul des parents (celui qui a reconnu)	droit de rétractation	placement : effets irrévérables	
idem mais reconnaissance secrète de l'autre avant le placement et réclamation de l'enfant après le placement		la reconnaissance est valable, d'où possibilité de conflits entre le père et la famille de recueil issue ?	
consentement à l'adoption donné par la mère d'un enfant légitime, le père ne se manifeste pas pendant un an	droit de rétractation pour la mère		jugement d'abandon vis à vis du père (art.350 al.3)
consentement à l'adoption donné par le conseil de famille	droit de rétractation? avis partagés pour l'absence de droit : Paris,16 avril 1969(cf n°229 note82)		

recueil d'un mineur de 18 ans
sans l'intervention de ses
parents

recueil d'un mineur de 18 ans
sans l'intervention de ses
parents

abandon à l'A.S.E. d'un enfant
dont la filiation est inconnue
en droit et en fait (art. 50 1°)

abandon exprès par les personnes
ayant qualité pour consentir
à l'adoption d'un enfant dont
la filiation est établie et
connue (art. 50 2°)

abandon par un seul des parents
d'un enfant dont la filiation
est connue et établie (art. 50 3°)

remise par une personne n'ayant
pas qualité pour consentir à
l'adoption d'un enfant dont la
filiation est établie (art. 50 4°)
recueil d'un orphelin n'ayant
ni ascendants, ni ressources
(art. 50 5°)

recueil d'un enfant dont les
parents ont été déchus de
l'autorité parentale (art. 50 6°)

enfant déclaré abandonné
(art. 50 7°)

dans les 8 jours du recueil, déclaration aux
autorités administratives du lieu, notifica-
tion d'un avis aux parents ou au tuteur, dans
le mois qui suit. Cette notification ouvre
un délai de 3 mois, à l'issue duquel, une
requête en délégation d'autorité parentale
peut être déposée.

possibilité de demander au tribunal une
délégation des droits de l'autorité parentale
sur requête conjointe; mais le droit de
consentir à l'adoption n'est jamais délégué.
Cette procédure n'apparaît pas comme une voie
normale pour parvenir à l'adoption (cf n° 30)

possibilité de
réclamation

immatriculation

droit de
rétractation

droit de

rétractation pour celui
qui a abandonné

droit de

réclamation pour
l'autre (1 an)

droit de réclamation pendant 1 an

immatriculation
immédiate

immatriculation
immédiate

immatriculation
immédiate

jugement d'abandon
mais il n'existe
aucune précision
légale sur le point
de départ du délai
d'un an.

Jugement d'abandon
si les conditions
en sont remplies.

immatriculation

immatriculation

TABLEAU DES ADOPTIONS
PRONONCÉES PAR LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
ANNÉE 1967

A) - ADOPTIONS SIMPLES:			
1° - NB ADOPTIONS:	Admis	Rejets	2° - SEXE DES ADOPTANTS:
Timbre et libre:			Hommes, :
A.J. :			Femmes, :
			Euxx conjoints :
Totaux:	261	0	Total:
			124 88 49 261

ENFANTS:			
3° - SEXE:	4° - NATIONALITE:	5° - ORIGINE:	
Masculin: 141	Française: 281	Pupilles ASE: 3	
Féminin: 155	Etrangère: 15	Autres enfants: 293	
Total: 296	Total: 296	Total: 296	

6° - PARENTE:			
Enfants naturels reconnus :		23	
Enfants naturels non reconnus :		3	
Beaux-fils ou belles-filles :		169	
Neveux ou nièces :		52	
Autres parents :		5	
Non parents ou parenté non indiquée :		65	
Total:		246	

B) - ADOPTIONS PLENIERES:			
1° - NB ADOPTIONS:	Admis	Rejets	6° - SITUATION:
Timbre et libre:			Parents connus :
A.J. :			Parents inconnus:
			Parents décédés :
Totaux:	304	0	Total:
			258 26 - 334

ENFANTS:			
2° - SEXE:	3° - ORIGINE:	4° - NATIONALITE:	
Masculin: 183	Pupilles ASE: 105	Française: 327	
Féminin: 151	Autres enfants: 229	Etrangère: 7	
Total: 334	Total: 334	Total: 334	

ANNEXE 1968

A) - ADOPTIONS SIMPLES:

1° - NB ADOPTIONS: Admis Rejetés 2° - SEXE DES ADOPTANTS:

Timbre et libre:
A.J. :

Totaux:

Admis	Rejetés
260	0

Hommes, :
Femmes, :
Eux conjoints :

Total:

120
99
41
260

3° - SEXE:

Masculin:
Féminin :

Total:

124
150
274

ENFANTS:
4° - NATIONALITE:

Françaises:
Etrangère:

Total:

266
22
288

5° - ORIGINE:

Pupilles ASE :
Autres enfants:

Total:

0
204

6° - PARENTE:

Enfants naturels reconnus :
Enfants naturels non reconnus :
Beaux-fils ou belles-filles :
Neveux ou nièces :
Autres parents :

Non parents ou parenté non indiquée :

Total:

6
4
185
31
7
71
284

B) - ADOPTIONS PLENIERES:

1° - NB ADOPTIONS: Admis Rejetés 6° - SITUATION:

Timbre et libre:
A.J. :

Totaux:

Admis	Rejetés
378	1

Parents connus :
Parents inconnus:
Parents décédés :

Total:

313
73
-
386

2° - SEXE:

Masculin:
Féminin :

Total:

184
202
386

ENFANTS:
3° - ORIGINE:

Pupilles ASE :
Autres enfants:

Total:

196
270
386

4° - NATIONALITE:

Française:
Etrangère:

Total:

376
10
386

ANNEE 1969

A) - ADOPTIONS SIMPLES:

1° - NB ADOPTIONS:	Admis	Rejets	2° - SEXE DES ADOPTANTS:	
Timbre et libre:	233		Hommes,	109
A.J. :	1		Femmes,	98
			Epoux conjoints :	27
Totaux:	234	0	Total:	234

3° - SEXE:	ENFANTS:	4° - NATIONALITE:	5° - ORIGINE:
Masculin: 133	Française: 273	Pupilles ASE :	0
Féminin : 140	Etrangère: 0	Autres enfants:	273
Total: 273	Total: 273	Total:	273

6° - PARENTE:

Enfants naturels reconnus :	2
Enfants naturels non reconnus :	0
Beaux-fils ou belles-filles :	158
Neveux ou nièces :	34
Autres parents :	15
Non parents ou parenté non indiquée :	54
Total:	273

B) - ADOPTIONS PLENIERES:

1° - NB ADOPTIONS:	Admis	Rejets	6° - SITUATION:	
Timbre et libre:	349		Parents connus :	245
A.J. :	1		Parents inconnus:	123
			Parents décédés :	0
Totaux:	350	0	Total:	368

2° - SEXE:	ENFANTS:	3° - ORIGINE:	4° - NATIONALITE:
Masculin: 190	Pupilles ASE :	140	Française: 350
Féminin : 178	Autres enfants:	258	Etrangère: 18
Total: 368	Total: 368	Total:	368

